Plan d'Action National Pour la Sécurité Sanitaire (PANSS) 2019-2024



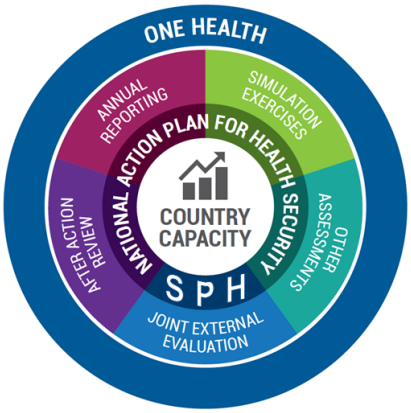


Table des matières

LISTE DES TABLEAUX iii
LISTES DES FIGURES iii
ABREVIATIONS iv
AVANT-PROPOS ix
REMERCIEMENTS xi
RESUME EXECUTIF 1
Glossaire 6
I. CONTEXTE 7
I.1 Profil du pays 7
I.1.1 Situation géographique 7
I.1.2 Contexte socio-politique 8
I.1.3 Découpage sanitaire 8
I.1.4 Situation démographique 9
I.1.5 Situation socio-économique 10
I.1.6 Situation humanitaire et sécuritaire 11
I.1.7 Analyse de la situation : fardeau des Urgences de Santé Publique en termes de morbidité et de mortalité 12
I.1.8 Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs internationaux et nationaux 13
I.2 Evaluation Externe Conjointe et autres évaluations complémentaires 15
I.2.1 Evaluation Externe Conjointe des capacités requises par le RSI 15
I.2.2 Profil de risque des menaces pour la santé publique 22
I.2.3 Autres évaluations pertinentes 28
I.2.4 Parcours de l'évaluation du RSI et la planification par pays 30
II. VISION, MISSION, OBJECTIFS, PRINCIPES DIRECTEURS ET VALEURS FONDAMENTALES DU PANSS 30
II.1 Vision : 30
II.2 Mission : 30
II.3 Objectif général : 30
II.4 Objectifs spécifiques : 31
II.5 Principes directeurs et valeurs fondamentales : 31
III. METHODOLOGIE / PROCESSUS POUR LE DEVELOPPEMENT DU PLAN D'ACTION 33
III.1 Processus : 33
III.2 Lien avec d'autres programmes / initiatives 35
III.3 Approche sectorielle 35

a supprimé: iii
a supprimé: viii
a supprimé: 23
a supprimé: 29
a supprimé: 31
a supprimé: 31
a supprimé: 31
a supprimé: 31
a supprimé: 31
a supprimé: 32
a supprimé: 32
a supprimé: 34
a supprimé: 34
a supprimé: 36
a supprimé: 36

III.4 Partenariats stratégiques pour la planification 36
IV. COMPOSANTES DU PLAN D'ACTION 37
IV.1 Actions stratégiques / Interventions stratégiques 37
IV.2 Matrice de planification des priorités 46
IV.3 Coût des activités et Résumé de la catégorisation des coûts par domaine thématiques JEE 46
• Ventilation des coûts par domaine thématique JEE sur plusieurs années 47
IV.4 Ventilation des coûts par domaines techniques. 48
• Ventilation des coûts par domaine technique sur plusieurs années 48
IV.5 Ventilation des coûts par niveau de mise en œuvre, 2020-2024 49
IV.6 Ventilation des coûts par responsable d'activité 50
IV.7 Ventilation des coûts par Coût capital et récurrent 55
IV.8 Ventilation des coûts capitaux et récurrents par année, 2020-2024 56
. 56
IV.9 Ventilation des coûts par catégorie de coûts global et par années (2020-2024) 57
IV.10 Résumé de l'analyse des coûts par année 60
IV.11 Financement du plan d'action national 62
IV.12 Évaluation des risques, hypothèses et gestion de risque 62
IV.13 Plate-forme pour le plan d'action national 65
• Autres facteurs favorables 66
IV.14 Contribution au renforcement du système de santé et à la CSU 2030 67
V. MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 68
V.1 Analyse des parties prenantes 68
V.2 Rôles et responsabilités des principales parties prenantes 70
V.2.1 La Présidence de le République 70
V.2.2 Le Parlement 70
V.2.3 Les services du Premier Ministre 70
V.2.4 Ministères d'exécution 71
V.2.5 Secteur non gouvernemental 76
V.3 Mécanismes de coordination et cadre d'exécution du plan d'action 77
V.3.1 Comité multisectoriel pour la mise en œuvre du PANSS 77
V.4 Suivi et évaluation du plan 81
V.4.1 Stratégies pour le suivi-évéluation du PANSS 81
V.4.2 Collecte des données 83
VI. REFERENCES 85

a supprimé: 37
a supprimé: 39
a supprimé: 39
a supprimé: 48
a supprimé: 48
a supprimé: 49
a supprimé: 50
a supprimé: 50
a supprimé: 51
a supprimé: 52
a supprimé: 57
a supprimé: 58
a supprimé: 58
a supprimé: 59
a supprimé: 62
a supprimé: 64
a supprimé: 64
a supprimé: 67
a supprimé: 68
a supprimé: 69
a supprimé: 70
a supprimé: 70
a supprimé: 72
a supprimé: 72
a supprimé: 72
a supprimé: 72
a supprimé: 73
a supprimé: 78
a supprimé: 79
a supprimé: 79
a supprimé: 83
a supprimé: 83
a supprimé: 85
a supprimé: 87

VII. ANNEXES 85

a supprimé: 87

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I:Répartition des coûts par composante 3
Tableau II:Répartition des coûts par année 4
Tableau III:Top 3 des inducteurs de coûts. 4
Tableau V:Nombre de personnes affectées par crise sécuritaire au Cameroun. 11
Tableau VI:Interpretation des scores de l'EEC utilisé en 2017. 15
Tableau VII:Scores du Cameroun pour les 48 indicateurs des 19 domaines techniques du JEE. 17
Tableau VIII:Score JEE pour les 19 domaines techniques. 19
Tableau IX:Résultats de l'identification des dangers et menaces et d'évaluation des risques (THIRA). 25
Tableau X:Actions strategiques/Interventions Stratégiques. 37
Tableau XI:Ventilation des coûts par domaines thématiques JEE sur plusieurs années. 47
Tableau XII:Ventilation des coûts par domaines techniques sur plusieurs années. 48
Tableau XIII:Ventilation de coût par "niveau de mise en œuvre "sur plusieurs années" 2020-2024 49
Tableau XIV : Ventilation de coût par "niveau de mise en œuvre "sur plusieurs années" 2020-2024 51
Tableau XV : Aperçu de la ventilation des coûts capitaux et récurrents sur plusieurs années 56
Tableau XVI: Aperçu de la ventilation des coûts par "Catégorie de coût" sur plusieurs années. 58
Tableau XVII: Top 3 des inducteurs de coût par domaine thématique 61
Tableau XVIII: Hypothèse et strategie de gestion des risques 63

LISTES DES FIGURES

Figure I:Carte du Cameroun 8
Figure II:Nombre d'indicateurs par Score obtenu au cours de l'EEC. 19
Figure III:Processus d'élaboration du PANSS. 33
Figure IV:Méthodologie d'élaboration du PANSS. 35
Figure V:Priorisation des actions stratégiques. 46
Figure VI:Catégorisation des coûts par domaines thématiques JEE 47
Figure VII:Ventilation des coûts par domaines techniques. 48
Figure VIII:Aperçu de coût ventilé par niveau de mise en oeuvre;2020-2024 50
Figure IX:Aperçu des coûts ventilés par responsable d'activités. 50
Figure X:Répartition de coût en "coût capital"et "coût récurrent" 55
Figure XI:Aperçu de coût ventilé par "catégorie de coût". 57
Figure XII:Evolution annuelle du coût estimé2020-2023. 60
Figure XIII:Top 3 des inducteurs de coûts. 61

ABREVIATIONS

AFENET	African Field Epidemiology Network
ANOR	Agence des Normes et de la Qualité
ANRP	Agence Nationale de Radio Protection
CCOUSP	Centre de Coordination des Opérations d'Urgences de Santé Publique
CDC	Center for Disease Control and Prevention
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Central
CIS	Cellule desInformations Sanitaires
CPC	Centre Pasteur du Cameroun
CSA	Centre des Soins Ambulatoires
CSU	Couverture Sanitaire Universelle
DAJC	Division des Affaires Juridiques et du Contentieux
DEP	Division des Etudes et des Projets
DHIS2	District Health Information Software 2
DLMEP	Direction de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies
DOSTS	Direction de l'Organisation des Soins et de la Technologie Sanitaire
DPC	Direction de la Protection Civile
DPML	Direction de la Pharmacie, du Médicament et des Laboratoires
DPS	Direction de la Promotion de la Santé

DRCQ	Direction de la Réglementation et du Contrôle des Qualités des intrants et des produits Agricoles
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSV	Direction de la Santé Vétérinaire
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
ECF	Equipement de la Chaine du Froid
EEC	Evaluation Externe Conjointe
FETP	Field Epidemiology Training Program
FMI	Fond Monétaire International
GEV	Gestion Efficace des Vaccins
GHSA	Global Health Security Agenda
GTC-PEV	Groupe Technique Central-Programme Elargie de Vaccination
HCY	Hôpital Central de Yaoundé
HGY	Hôpital Général de Yaoundé
IDH	Indice de Développement Humain
IHR	International Health Regulation
IHRMEF	IHR Monitoring and Evaluation Framework
JAR	Joint Annual Review
JEE	Joint External Evaluation
LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire
LNSP	Laboratoire National de la Santé Publique
MAPE	Maladie à Potentiel Epidémique
MEV	Maladies Evitables par la Vaccination
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale

MINDEF	Ministère de la Défense
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINMIDT	Ministère des Mines et de l'Industrie et du Développement Technologique
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIE	Office International des Epizooties/Organisation Mondiale de la Santé Animale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONSP	Observatoire National de la Santé Publique
ORSEC	Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
PANSS	Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire
PAQD	Plan d'Amélioration de la Qualité des Données
PCA	Paquet Complémentaire d'Activités
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFNRSI	Point Focal National Règlement Sanitaire International
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNDRHS	Plan National de Développement des Ressources Humaines en Santé
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
POECF	Plan d'Optimisation des Equipements de la Chaine du Froid
PPAC	Plan Pluriannuel Complet

PVS	Performance of the Veterinary Services
RAA	Revues Après Action
RAM	Résistance aux Antimicrobiens
RDC	République Démocratique du Congo
REDISSE	Regional Disease Surveillance Systems Enhancement
RSI	Règlement Sanitaire International
SDI/HFA	Service Delivery Indicators (SDI) / Health Facility Assesment
SIMR	Surveillance Intégrée de la Maladie et la Riposte
SPAR	States Parties Self Assessment Annual Reporting tool
SSS	Stratégie Sectorielle de Santé
THIRA	Threat and Hazard Identification and Risk Assessment
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
USP	Urgence de Santé Publique

Comité de rédaction

Coordination générale:

- Dr MANAOUDA Malachie
  Ministre de la Santé Publique
- Monsieur HAYATOU Alim
  Secrétaire d'Etat à la Santé Publique
- Pr. NJOCK Louis Richard
  Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique

Coordination Technique:

- Dr GNIGNINANJOUENA Oumarou
  Coordonnateur de l'Observatoire National de la Santé Publique (ONSP)-Personne Contact du Point Focal National RSI (PFNRSI)
- Dr ETOUNDI MBALLA Alain Georges
  Directeur de la Lutte contre les Maladies, les Epidémies et les Pandémies (DLMEP)

Membres :

- Mme NDOUNGUE Epse Fossouo Viviane Rachel (ONSP)
- Dr BILOUNGA NDONGO Chanceline (DLMEP)
- Mme NGUEPI TIWODA Michelle Christie (DLMEP)
- Dr TONGA Calvin (GTC-PEV)
- Dr FEUSSOM Jean Marc (MINEPIA)
- Dr TEJIOKEM Mathurin Cyrille (CPC)
- Dr MINYEM Fils Emmanuel (PSF Aéroport Yaoundé Nsimalen)
- Mr MPAH Julien (DAJC)

AVANT-PROPOS

Le développement exponentiel des voyages et des échanges commerciaux internationaux multiplie les risques de propagation internationale des maladies.

L'épidémie de la Maladie à virus Ebola (MVE) de 2014 qui a sévit en Afrique de l'Ouest, et la pandémie de la COVID-19 avec une rapide propagation vers d'autres continents en constituent une parfaite illustration. Elles ont permis de constater la vulnérabilité du monde entier aux menaces de santé publique et ont attiré une attention nouvelle sur la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI) adopté en 2005 par les États Membres de l'OMS. Cette situation a aussi rappelé la nécessité cruciale de considérer la sécurité sanitaire comme un bien public mondial et l'exigence pour les pays de disposer de systèmes de santé solides afin de faire face aux événements sanitaires.

Le Cameroun a fait face ces dernières années à plusieurs Urgences de Santé Publique (USP) préoccupantes au niveau national et international notamment les épidémies telles que la Covid-19 depuis mars 2020, le choléra qui sévit depuis mai 2018, la rougeole, la poliomyélite, le Monkye pox, les mouvements de masse de population dus à la crise sociopolitique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, le phénomène BOKO HARAM dans les régions du Nord et de l'Extrême-nord. Par ailleurs, les risques d'importation persistent pour la Maladie à Virus Ebola (MVE) en RDC, la fièvre de Lassa au Nigéria et le Chikungunya au Tchad.

Ces événements ont mis en évidence la nécessité d'une collaboration multisectorielle et entre les gouvernements pour une préparation et une réponse efficaces à ces urgences.

L'Evaluation Externe Conjointe(EEC) des principales capacités du RSI de notre pays menée en septembre 2017 a mis en évidence des points forts, mais également des lacunes qui existent actuellement dans la gestion des événements et urgences de santé publique. Ces résultats ont permis d'orienter le processus de planification du PANSS. La mise en œuvre de ce plan permettra de prévenir et détecter précocement les événements et urgences de santé publique, de réduire la morbidité, la mortalité et les fardeaux socioéconomiques y afférents.

Toutefois, pour rendre cette mise en œuvre effective, il est indispensable de :

- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources pour faciliter l'accès à l'appui technique, au financement et à d'autres contributions

de sources internes et externes nécessaires pour la mise en œuvre intégrale du PANSS;

- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour assurer la mise en œuvre rapide et efficace des activités et des jalons planifiés; de même il est important de documenter et partager pro-activement les meilleures pratiques avec la communauté mondiale ;
- Soutenir une approche multisectorielle forte par le renforcement de haut niveau de la collaboration et des plateformes techniques, alignés sur les 19 domaines thématiques du RSI pour la mise en œuvre du PANSS ;
- Renforcer les liens spécifiques aux niveaux politique et opérationnel pour relier le PANSS aux plans sectoriels, tels que le Plan National de Développement Sanitaire(PNDS), afin d'aligner le PANSS sur le cycle national de budgétisation, de planification et de mise en œuvre. Il est également important de souligner la contribution potentielle du PANSS à d'autres initiatives nationales telles que la Couverture Santé Universelle (CSU) et les Objectifs de Développement Durable (ODD) liés à la santé ;
- Mettre en place des mécanismes de comptabilité et de transparence dans la requête des ressources mobilisées pour la mise en œuvre du PANSS.

Aussi je sollicite le soutien de l'OMS et des autres partenaires techniques et financiers pour :

- la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre du PANSS du Cameroun.
- Apporter un appui technique et assurer l'engagement à harmoniser et à rationaliser les ressources existantes destinées à la mise en œuvre des diverses initiatives, plans et programmes dans le cadre du PANSS.
- Assurer la coordination de tous les partenaires en vue de soutenir la mise en œuvre et évaluer les progrès.

J'exhorte l'ensemble du Gouvernement, les partenaires au développement, la société civile, le secteur privé et la communauté camerounaise à conjuguer leurs efforts dans la mise en œuvre du PANSS pour une nation résiliente face aux événements et urgences de santé publique.

Le Premier Ministre

x

REMERCIEMENTS

Le Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire (PANSS) a été élaboré selon une approche multisectorielle qui a fait appel à des experts de divers secteurs. Cela reflète un engagement commun à renforcer la collaboration dans le domaine de la sécurité sanitaire nationale.

Au nom du Gouvernement Camerounais, je voudrais adresser mes sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce PANSS notamment :

- Mes collaborateurs,
- Les Partenaires Techniques et Financiers
- Et les experts mobilisés des différents secteurs.

Je remercie également Madame le Pr KOULLA SHIRO Sinata ancien Sécretaire Génaral du Ministère de la Santé Publique pour la supervision des travaux ayant abouti à la rédaction de ce plan.

Le Ministre de la Santé Publique

RESUME EXECUTIF

La région Afrique de l'OMS est exposée à de nombreuses menaces pour la santé publique. Les récentes Urgences de Santé Publique (USP) préoccupantes au niveau national et international pour le Cameroun comprennent : l'épidémie de choléra qui sévit depuis le 18 mai 2018, la pandémie de la Covid-19 en cours, les mouvements de masse de la population dus à la crise sociopolitique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, le phénomène BOKO HARAM dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, et la menace de l'épidémie à virus Ebola en RDC.

Entré en vigueur le 15 Juin 2007, le Règlement Sanitaire International (2005) vise à « prévenir la propagation internationale des maladies, à s'en protéger, à la maitriser et à y réagir par une action de santé publique proportionnée et limitée aux risques qu'elle présente pour la Santé Publique, en évitant de créer des entraves inutiles au trafic et au commerce internationaux. » Ainsi, les Etats Parties sont tenus d'acquérir, renforcer et maintenir dans le délai maximal de 5 ans à compter de son entrée en vigueur les capacités de détecter, évaluer, notifier, déclarer les évènements et réagir rapidement et efficacement en cas de risque pour la santé publique et d'urgence de santé publique de portée internationale conformément à l'annexe 1(Ref RSI, 2005). En vertu de ce Règlement, le Cameroun a conduit en Septembre 2017avec l'appui de l'OMS l'Evaluation Externe Conjointe (EEC) des principales capacités du RSI afin d'identifier les forces et faiblesses en matière de préparation et de riposte aux évènements. Au terme de cette évaluation, le Cameroun a donc entrepris d'élaborer depuis Mai 2018 son Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire (PANSS). Ce plan sert de feuille de route pour le développement et le maintien des capacités nationales au niveau central et décentralisé pour la prévention, la détection et la riposte aux évènements et urgences de santé publique.

Ce Plan d'Action Nationale pour la Sécurité Sanitaire (PANSS) vise à renforcer les capacités de base en adoptant des stratégies, l'établissement des priorités et la mise en œuvre des activités visant à combler les lacunes identifiées dans le but de prévenir les épidémies évitables, réduire de la morbidité, la mortalité et les fardeaux socioéconomiques inhérents aux épidémies et autres menaces pour la santé publique. Un système de santé résilient à la suite d'une urgence de santé publique

garantirait la poursuite et la fourniture cohérentes de services de santé de qualité au Cameroun.

L'engagement du Cameroun

Le Cameroun est déterminé à mettre en œuvre, le PANSS afin d'améliorer les principales capacités du RSI. Le Cameroun a mené le JEE en septembre 2017, suivie d'une série de réunions pré-planification du PANSS et de deux ateliers préparatoires formels (Atelier d'orientation du 29 au 31 mai 2018 et atelier de consolidation du 15 au 19 octobre 2018) en vue de l'élaboration du PANSS. Une série de réunions et des travaux ont suivi cet atelier pour le développement du draft du PANSS. L'atelier de validation et de budgétisation s'est tenu du 10 - 14 décembre 2018 à Mbalmayo.

Le processus du développement du PANSS a été soutenu par un engagement indéfectible à fournir un plan solide avec le Ministère de la Santé Publique, l'Observatoire National de la Santé Publique(ONSP), le Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales(MINEPIA) ; le Ministère de l'Environnement, de la protection de la Nature et du Développement Durable(MINEPDED) ; le Ministère des Forets et de la Faune(MINFOF) ; le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER); le Ministère de la Défense (MINDEF) ; le Ministère des Industries et du Développement Technologique(MINMIDT) ; le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'innovation (MINRESI) ; l'Agence Nationale de Radio Protection(ANRP) ; l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR); le Centre Pasteur du Cameroun(CPC) ; le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT); le Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET) avec l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du Centre de Contrôle et de Prévention des Maladies, des Etats Unis d'Amérique (CDC).

Ce processus a permis de développer un ensemble d'activités pouvant apporter le plus d'impact possible pour combler les lacunes identifiées pendant l'Evaluation Externe Conjointe. L'approche « une seule santé » mise en exergue à travers l'implication active des Ministères de l'Environnement, de l'Elevage et de l'Agriculture et les autres secteurs partenaires à la mise en œuvre du RSI, renforcera collectivement la capacité de faire face à tous les dangers et à toutes les situations d'urgence dans le pays.

Il y a eu un effort remarquable pour proposer des activités intersectorielles liées aux stratégies, plans, politiques et directives nationaux en cours tels que : la Stratégie Sectorielle de Santé (2016-2027), la stratégie nationale « Une santé » 2012, le document de politique de santé animale et santé publique vétérinaire 2018, le Plan National de Développement Sanitaire 2017-2021, le Plan National de Développement des Ressources Rumaines en Santé (PNDRHS) 2019-2023, le Plan Pluriannuel Complet du PEV (PPAC), le Plan de Contingence de la riposte à la Maladie à Virus Ebola, le Plan de Contingence pour la riposte au Choléra, et les initiatives en cours de développement des capacités du personnel de santé.

Résultats clés

A l'issue de cet exercice, les résultats suivants ont été obtenus :

- Le plan budgétisé sous la forme d'une matrice détaillée Excel est disponible ;
- L'appropriation progressive du plan par le pays ainsi que le soutien et l'engagement de multiples parties prenantes au sein du gouvernement sont effectifs.

Analyse Sommaire des Coûts:

Le coût total du PANSS du Cameroun s'élève à 48 197 905 000 FCFA (73 475 776 Euro) dont 49,1% attribué à la composante « Prévenir » (Tableau 1)

Tableau I:Répartition des coûts par composante

Domaine thématique	TOTAL (FCFA)	TOTAL (€uro)
Prévenir	23 641 694 000	36 040 816
Détecter	16 909 416 000	25 777 728
Riposter	2 656 659 000	4 049 970
Autre	4 990 136 000	7 607 263
Total	**48 197 905 000**	**73 475 776**

Les coûts le plus élevés sont observés pendant la deuxième année de mise en œuvre (année 2020) soit 12 658 081 000 (Tableau 2)

Tableau II:Répartition des coûts par année

	2019	2020	2021	2022	2023	Total FCFA	Total Euro
Coût total (FCFA)	8 451 837 000	12 658 081 000	10 879 076 000	8 523 579 000	8 037 664 000	48 197 905 000	73 475 776
USD							

Les domaines techniques inducteurs de coûts sont, la Résistance aux antimicrobiens, la surveillance et la vaccination qui enregistre les coûts les plus élevés, soit 10 578 494 000 FCFA (Tableau 3).

Tableau III:Top 3 des inducteurs de coûts.

Domaine technique	Catégorie	Coût total
Vaccination	Prévention	10 578 494 000
RAM	Prévention	7 675 636 000
Système National de Laboratoire	Détecter	9 956 100 000

La mise en œuvre

Le PANSS est multisectoriel et nécessitera une collaboration soutenue entre différents secteurs au niveau National, Régional, des Districts sanitaires et des communautés. Il devra être mis en œuvre sous la direction et la coordination du PFNRSI.

Suivi et évaluation

- Le suivi et l'évaluation du plan seront alignés sur le cadre de suivi et d'évaluation du RSI. Toutefois, une évaluation annuelle de la mise en œuvre des activités du

plan défini, et un monitoring anticipatif permettront la réorientation des activités et des ressources le cas échéant;

- Les informations résultant des revues après actions, exercices de simulation, et les rapports annuels du RSI seront utilisés pour orienter l'établissement programmatique des priorités ;
- Le suivi annuel sera complété par une évaluation à mi-parcours en juin 2021 et une évaluation finale en 2024.

Glossaire

- **Sécurité sanitaire** : ensemble des activités tant préventives que correctives, mises en œuvre pour réduire au minimum la vulnérabilité à des évènements sanitaires graves menaçant l'état de santé collectif des populations, quelques soient les Régions géographiques ou les frontières qui les séparent.
- **Point d'entrée** s'entend d'un point de passage pour l'entrée ou la sortie internationale des voyageurs, bagages, cargaisons, conteneurs, moyens de transport, marchandises et colis postaux ainsi que des organismes et secteurs leur apportant des services à l'entrée ou à la sortie.
- **Point focal national RSI** s'entend du centre national, désigné par chaque Etat Partie, qui doit être à tout moment à même de communiquer avec les points de contact RSI à l'OMS aux fins du Règlement Sanitaire International (RSI, 2005).
- **Urgence de Santé Publique de Portée Internationale(USPPI)** s'entend d'un événement extraordinaire dont il est déterminé, comme prévu dans le RSI,
  - i) qu'il constitue un risque pour la santé publique dans d'autres Etats en raison du risque de propagation internationale de maladies ; et
  - ii) qu'il peut requérir une action internationale coordonnée.
- **La résilience du système de santé** fait référence à la capacité du système d'anticiper, d'absorber, de s'adapter ou de transformer lorsqu'elle est exposée à un choc (comme une pandémie, une catastrophe naturelle ou des conflits armés), tout en maintenant sa capacité à fournir ses services et de conserver le même contrôle sur sa structure et les fonctions.
- **Evenement de santé publique :**

I. CONTEXTE

I.1 Profil du pays

I.1.1 Situation géographique

Le Cameroun est un pays d'Afrique Centrale, situé dans le Golfe de Guinée. Il s'étend sur une superficie de 475 650 Km^2, dont 466 050 Km^2 de superficie continentale et 9 600 Km^2 de superficie maritime. Il est limité au Nord par le Lac Tchad, à l'Ouest par le Nigéria, au Sud par le Congo, le Gabon et la Guinée Équatoriale, à l'Est par la République Centrafricaine, et au Nord-Est par le Tchad. Le milieu naturel du Cameroun est diversifié et comprend trois grandes aires géographiques qui sont :

- Le Sud forestier, constitué par les Régions du Centre, de l'Est, du Littoral, du Sud et du Sud-Ouest, caractérisé par une végétation dense, un vaste réseau hydrographique et un climat chaud et humide aux précipitations abondantes;
- Les Hauts Plateaux de l'Ouest avec les Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest dont l'altitude moyenne est supérieure à 1 100 m caractérisés par la présence des terres volcaniques favorables à l'agriculture;
- Le Nord soudano-sahélien, représenté par les Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, qui est une zone de savanes et de steppes.

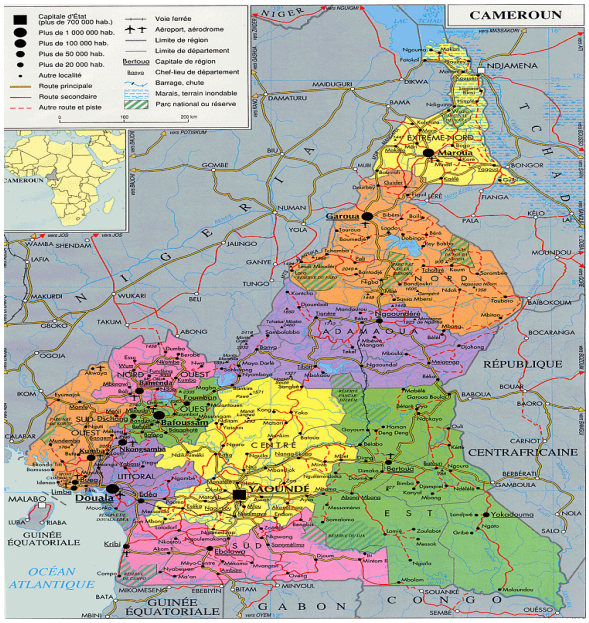


Figure I:Carte du Cameroun

I.1.2 Contexte socio-politique

Selon le Décret N°2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun, le Cameroun est divisé en 10 régions, 58 départements et 360 arrondissements.

Le Cameroun est un Etat Unitaire décentralisé. A ce titre, la loi N° 2019/024 du 24 decembre 2019 portant code générale des collectivités térritoriales décentralisées prévoit le transfert de compétences et de ressources aux Communes et Régions. Le Cameroun est un pays bilingue, le français et l'anglais sont les langues officielles. Il existe également plus des 250 langues reparties sur l'ensemble du territoire national.

I.1.3 Découpage sanitaire

En 2020, la carte sanitaire du Cameroun compte 10 Délégations Régionales de la Santé Publique, 190 Districts de Santé, 1 800 Aires de Santé et environ 6202 formations sanitaires publiques et privées. Au Cameroun, le secteur de la santé est pyramidal et structuré en trois niveaux : -

- central chargé de l'elaboration et du suvi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies
- intermédiaire chargé de la coordination technique des Districts de Santé et programmes
- périphérique chargé de la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes.

Chaque niveau de la pyramide dispose des structures administratives, sanitaires et de dialogue (voir tableau IV)

Le secteur de la santé comprend également trois sous-secteurs : (i) un sous-secteur public ; (ii) un sous-secteur privé (à buts non lucratif et lucratif); et (iii) un sous-secteur traditionnel.

Tableau IV:Découpage sanitaire.

Niveaux	Structures Administratives	Structures de soins	Structure de dialogue
Central	-Cabinet du Ministre - Secrétaire d'Etat - Secrétariat Général -Administration centrale -Institutions spécialisées sous- tutelle	-Etablissement Publique à caractère Hospilier -Hopitaux Centraux et assimilés	-Conseil National de la Santé, d'hygiène et des affiares sociales
Intermédiaire	-Délégations régionales	-Hopitaux Régionaux et assimilés	Fonds Regionaux pour la promotion de la Santé
Périphérique	- Districts de Santé	-Hopitaux de District -Cliniques -CMA -CSI -Cabinet de soins	-COSADI, COGEDI -COSA, COGE

Source : Source : MINSANTE. Plan de développement des ressources humaines : État des lieux et diagnostic (2012). Complété à partir de l'organigramme de 2013

I.1.4 Situation démographique

La population camerounaise, estimée à environ 24 253 757 habitants en 2017, est répartie sur l'ensemble du territoire national avec une densité moyenne de 50 habitants

au Km^2. Cette population est majoritairement jeune avec 43% des personnes agées de moins de 15 ans et seulement 3,5%.des personnes agées de 65 ans et plus (source). Le taux de croissance est de 2,6% en moyenne par an et le taux de natalité est de 22,5 ‰. Près de la moitié de la population vit en milieu urbain, dont environ 20% dans les villes de Douala et Yaoundé. Le Cameroun compte plus de 240 ethnies, réparties en trois grands groupes (Bantous, Semi Bantous, Soudanais). (source)

I.1.5 Situation socio-économique

Le Cameroun est un pays à révenu intermédiaire de la tranche inferieure selon la Banque Mondiale 2020. Après une phase des décelerations suite à la crise des matières premières de 2014, la croisance de l'économie camerounaise s'était légèrement raffermie en 2018 (4,1% contre 3,5% en 2017) avant de ralentir à nouveau en 2019 (3,7%).

L'analyse de l'évolution des principaux indicateurs de la pauvreté de l'enquête ECAM4, dévoile selon l'approche monétaire (ou approche objective), qu'entre 2001 et 2014, le taux de pauvreté a reculé de 2,7 points, passant de 40,2% à 37,5%. En outre, les Régions de l'Extrême-Nord et du Nord sont celles dont les taux de pauvreté augmentent de manière régulière depuis 2001.[1]

Selon le rapport 2016 sur l'Indice du Développement Humain (IDH) publié le 21 mars 2018 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Cameroun se situe dans la catégorie des pays ayant un faible niveau de développement humain dans le monde. Le pays occupe le 153ème rang mondial, sur 188 pays étudiés, et se classe en 23ème position en Afrique. De plus, le Cameroun est classé 153ème sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International, et 166ème sur 190 économies dans le dernier rapport Doing Business 2017 sur la réglementation des affaires.

Evolution sectorielle du PIB. La structure globale de la répartition du PIB par secteur n'a pas évolué dans le sens souhaité. En effet, la part du secteur primaire, qui était de 26,8% et qui devait passer à 33,2% s'est plutôt effondrée. Dans le même temps, le secteur secondaire qui représentait 33% en 2010 a également connu une importante

[1] INS, 2019, Les indicateurs de conjoncture économique du Cameroun

baisse pour se situer à 28,2% en 2018. Par contre, le secteur tertiaire prend des proportions de plus en plusimportantes, passant de 41,2% à 57,1% sur cette période. (Source SND : 2020-2030)

Pour ce qui est du financement de la santé, les Comptes Nationaux de la Santé de 2012 ont montré que les ménages participent à plus de 70% au financement de la santé (paiements directs). Par ailleurs, la part du budget de l'Etat alloué à la santé a varié entre 3,5% et 5,9% au cours des dix dernières années.

I.1.6 Situation humanitaire et sécuritaire

Les crises sécuritaires dans les Régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord ont entrainé le déplacement d'environ 1,5 millions de personnes en Juin 2019 (tableau 5). Par ailleurs l'on note également un afflux de réfugiés dans la Région de l'Est suite aux troubles sociaux politiques en République Centrafricaine. Ces mouvements des personnes ont entrainé une pression supplémentaire sur les services de santé déjà insuffisants et accru les risques de survenue des épidémies.

Commenté [O1]: Chevochement des N° tableau

Tableau IV:Nombre de personnes affectées par crise sécuritaire au Cameroun.

a supprimé: V

Crises	Nbre de personnes affectées	%de la population de la zone affectée	Nbre de populations déplacées	% des déplacées internes
Crise du assin du Lac Tchad	548 000	65	424 000	49
Refugiés en provenance de la République Centrafricaine	310 000	67	245 000	0
Crises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	642 000	90	351 000	55
Total	**1 500 000**	**68**	**1 000 000**	**35**

Source : Bulletin semestriel secteur santé, Jan –Juin 2019 httpp:// (site du doc par la suite)

I.1.7 Analyse de la situation : fardeau des Urgences de Santé Publique en termes de morbidité et de mortalité[2]

L'espérance de vie à la naissance au Cameroun est passée de 53 ans en 2009 à 58 ans en 2016. Toutefois, l'espérance de vie au Cameroun reste inférieure en 2016 à celle des pays de l'Afrique Centrale (60,6 ans) et de l'Afrique Subsaharienne (61,2 ans). De manière globale, l'espérance de vie des populations s'est améliorée depuis une dizaine d'années. Le recul de la pauvreté, la mise en œuvre des ODD, l'amélioration des comportements et la meilleure riposte aux épidémies et catastrophes pourront contribuer à l'amélioration de l'espérance de vie à la naissance dans les prochaines décennies.

En 2013, les Maladies Transmissibles (MT) représentaient 40,7% du poids de la maladie au Cameroun. Le poids des principales maladies sont les suivantes: VIH/SIDA (11,5%) ; paludisme (10,80%); infections respiratoires basses (10,10%); maladies diarrhéiques (5,60%) ; tuberculose (1,40%) et IST (1,30%). Ces MT étant responsables de 41,1% des décès (Global Burden of Disease, 2013).

Par ailleurs, selon l'International Health Regulation/NFP event tracker 2018, le Cameroun a notifié à l'OMS un cas humain de la variole du singe en juin 2016 (cas confirmé chez un chimpanzé), des cas de méningite en mars 2017, un cas de variole du singe en mai 2018, plusieurs cas de choléra en mai 2018 et un cas de Polio cVDPV2 de source environnementale en 2019. (Actualiser)

Les Maladies Non Transmissibles (MNT) représentent 14,2% du poids de la maladie. Les principales sont: les maladies cardiovasculaires (4,7%); les accidents de la voie publique (4%); les accidents non intentionnels (2,9%) et les maladies rénales chroniques (0,7%). En outre, elles étaient responsables de 23,3% de décès, diabète non compris. Les affections liées à la santé maternelle, infantile et des adolescents représentent 18,3% du poids de la maladie et 14,4% de décès. Les maladies neurologiques représentent 4,7% du poids de la maladie et 1,2% de décès. Les

[2] Rapport de suivi des 100 indicateurs clés de santé au Cameroun 2019

maladies tropicales négligées (MTN) étaient responsables de 1,8% du poids de la maladie avec un taux de décès estimé à 0,2%.

I.1.8 Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs internationaux et nationaux

Les Objectifs du Développement Durable

Adoptés en 2015 par les dirigeants du monde, les 17 Objectifs du Développement Durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont entrés en vigueur le 1er janvier 2016. Ces objectifs interdépendants indiquent la démarche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils adressent notamment les questions de sécurité sanitaire et proposent dans l'ODD N°3.12 de renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement, en matière d'alerte rapide, de réduction des risques nationaux et mondiaux et de gestion des risques sanitaires. Le Gouvernement camerounais a souscrit à ces ODD qui cadrent avec sa vision à l'horizon 2035. Sous la coordination du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, il a entrepris depuis 2015, les travaux de contextualisation des ODD. Ces travaux ont abouti à la disponibilité d'un premier rapport en 2017. Y faisant suite, l'Institut National de la Statistique a conduit les travaux d'élaboration de la situation de référence (base line 2016) des indicateurs des ODD au Cameroun avec un accent particulier sur les ODD 4, 8,13,16 et 17 sélectionnés par la Commission Statistique des Nations Unies pour être examinés lors de sa session prévue en février 2019 à New York[3]. De ces différents travaux, ont émergé les cibles contextualisées ainsi que les indicateurs nécessaires pour le suivi des progrès vers l'atteinte de ces objectifs au Cameroun. Les données de références relatives à l'ODD3 sont limitées à la réduction de la mortalité maternelle et infanto juvenile, la lutte contre le VIH, le paludisme, la tuberculose et les autres maladies tropicales, les accidents de la voie publique et les accidents environnementaux.

L'indicateur concernant la sécurité sanitaire n'a pas été renseigné. Toutefois, le rapport annuel sur les progrès réalisés dans la mise en place des capacités essentielles du

[3] INS : Apercu des indicateurs de Dévelopement Durable au Cameroun en 2018

RSI indique que la moyenne pour toutes les capacités est passée de 38% en 2018 à 42% en 2019. Cette performance reste en déçà des moyennes africaines (44%) et mondiale (64%) en 2019. La stratégie sectorielle de Santé (2016-2027) s'est appropriée l'ODD 3 en se proposant d'assurer d'ici 2027 la prise en charge des urgences médico-chirurgicales et des évènements de santé publique selon les procédures opératoires standards dans au moins 80% des Districts de Santé.

La Couverture Santé Universelle (CSU)

La Couverture Santé Universelle repose sur la Constitution de l'OMS de 1948, qui proclame que la santé est l'un des droits fondamentaux de tout être humain, et sur la notion de « santé pour tous » définie dans la Déclaration d'Alma-Ata de 1978. La CSU constitue l'orientation fondamentale des systèmes de santé dans le monde et vise l'effectivité du droit à la santé à travers le renforcement de l'accès universel à des soins et services essentiels de santé de qualité en protégeant les ménages contre les dépenses catastrophiques et appauvrisantes. Elle contribue ainsi au renforcement de la sécurité sanitaire.

L'engagement du Cameroun en faveur de la mise en œuvre de la CSU se traduit par:

- La création du Groupe Technique National CSU en 2015 ;
- La volonté politique marquée par le discours du Chef de l'Etat du 31 Decembre 2017 ;
- L'élaboration du plan stratégique de mise en œuvre de la CSU en 2019 ;
- L'élaboration du plan de communication de la CSU en 2019 ;
- L'élaboration de la stratégie de financement de la CSU en 2019 ;
- La signature du contrat de Partenariat Public/Privé (PPP) pour la mise en œuvre de la CSU en 2020

La Stratégie sectorielle de Santé 2016-2027 (SSS)

La stratégie Sectorielle de Santé, prend en compte la gestion des urgences à travers les composantes dédiées à la prévention de la maladie et la prise en charge des cas. Dans la composante prévention de la maladie, la situation épidémiologique des Maladies à Potentiel Epidémiques (MAPE), des zoonoses et épizooties, le système de surveillance, le dispositif de préparation et de prise en charge des évènements de santé publique sont décrits.

Dans la composante prise en charge des cas, le mécanisme de prise en charge des maladies transmissibles et non transmissibles est décrit en prenant en compte les traumatismes, les violences, les intoxications, les urgences et les catastrophes. Ceci à travers le renforcement de la coordination multisectorielle.

I.2 Evaluation Externe Conjointe et autres évaluations complémentaires

I.2.1 Evaluation Externe Conjointe des capacités requises par le RSI

La mission d'Evaluation Externe Conjointe des capacités requises par le RSI s'est déroulée en septembre 2017 conformement à l'outil d'évaluation EEC qui couvrait 48 indicateurs de 19 domaines techniques.

Un score, refletant le niveau du pays ainsi que son aptitude à institutionnaliser et pérenniser les capacités a été attribué à chaque indicateur. Le score, l'interpretation et le code couleur correspondant sont presentés dans le tableau V ci-dessous :

Tableau V;Interpretation des scores de l'EEC utilisé en 2017.

a supprimé: *VI*

Score	Interpretation	Code couleur
1	**Capacités inexistantes :** les attributs des capacités évaluées ne sont pas en place. Code couleur	Rouge
2	**Capacités limitées :** les attributs des capacités évaluées sont en cours de mise en place (certaines sont acquises, d'autres sont en cours d'acquisition. Néanmoins, la mise en œuvre a commencé)	Jaune
3	**Capacités en place :** les attributs des capacités évaluées sont en place ; mais leur pérennité, n'est pas assurée (dans la mesure où ils ne sont pas incorporés dans le plan opérationnel national pour le secteur de la santé et leur financement n'est pas garanti). Code couleur	Jaune

4	**Capacités démontrées :** les attributs des capacités à évaluer sont en place depuis quelques années et le niveau se mesure par leur intégration au plan national avec un financement garanti	Vert
5	**Capacités pérennes :** tous les attributs des capacités sont opérationnels, pérennes et le pays en aide d'autres à les acquérir. C'est le niveau le plus élevé de l'acquisition des capacités essentielles requises par le RSI	Vert

Le niveau de capacité du pays est récapitulé dans le tableau VI ci-dessous.

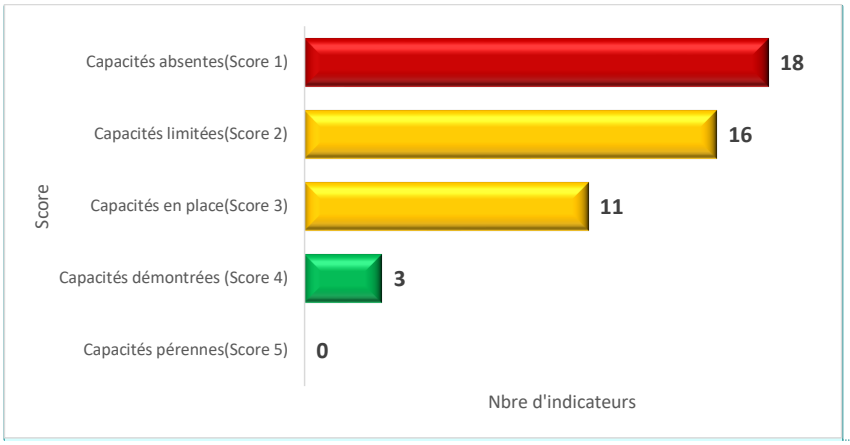
Tableau VI: Scores du Cameroun pour les 48 indicateurs des 19 domaines techniques du JEE.

a supprimé: VII

Capacités	Indicateurs	Scores
Législation, Politique et financement nationaux	P.1.1 La législation, les lois, la réglementation, les prescriptions administratives, les politiques ou autres instruments du gouvernement en place sont suffisants pour pouvoir appliquer le RSI.	1
	P.1.2 L'État peut démontrer qu'il a adapté et harmonisé la législation, les politiques et les dispositions administratives au niveau national pour permettre l'application du RSI (2005).	1
Coordination, communication et promotion du RSI	P.2.1 Un mécanisme fonctionnel est en place pour la coordination et l'intégration des secteurs concernés dans la mise en œuvre du RSI.	2
Résistance aux antimicrobiens	P.3.1 Détection de la résistance aux antimicrobiens.	1
	P.3.2 Surveillance des infections causées par des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens.	1
	P.3.3 Programme de prévention et de lutte contre les infections associées aux soins de santé.	1
	P.3.4 Activités de gestion des antimicrobiens.	1
Zoonoses	P.4.1 Système de surveillance en place pour les zoonoses/agents pathogènes prioritaires.	3
	P.4.2 Personnels vétérinaires et de santé animale.	3
	P.4.3 Mécanismes établis et fonctionnels pour riposter aux zoonoses infectieuses et aux zoonoses potentielles.	2
Sécurité sanitaire des aliments	P.5.1 Mécanismes existants et fonctionnels de détection et de riposte aux maladies d'origine alimentaire et à la contamination des aliments.	2
Sécurité et sûreté biologiques	P.6.1 Existence d'un système de sécurité et de sûreté biologiques impliquant l'ensemble du gouvernement pour les structures humaines, animales et agricoles.	2
	P.6.2 Formation et pratiques dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques.	1
Vaccination	P.7.1 La couverture vaccinale (rougeole) fait partie intégrante d'un programme national.	3
	P.7.2 Accès et délivrance de vaccins au niveau national.	3
Système national de laboratoires	D.1.1 Analyses en laboratoire pour la détection des maladies prioritaires.	4
	D.1.2 Système pour le transfert et le transport d'échantillons.	1
	D.1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire.	2
	D.1.4 Système de qualité des laboratoires.	2
Surveillance en temps réel	D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur des indicateurs et de surveillance des événements.	3
	D.2.2 Système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté.	2
	D.2.3 Analyse des données de surveillance.	3
	D.2.4 Systèmes de surveillance syndromique.	4
Notification	D.3.1 Système efficace de notification à l'OMS, à la FAO et à l'OIE.	3
	D.3.2 Réseau et protocoles de notification dans le pays.	1
Développement du personnel	D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI.	3
	D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie appliquée est en place (type FETP).	4
	D.4.3 Stratégie pour les personnels.	3

Capacités	Indicateurs	Scores
Préparation	R.1.1 Un plan national multirisques de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique existe et est appliqué.	1
	R.1.2 Les risques et les ressources de santé publique prioritaires sont cartographiés et exploités.	2
Interventions d'urgence	R.2.1 Capacité à activer des interventions d'urgence.	1
	R.2.2 Procédures et plans opérationnels du centre d'opérations d'urgence.	1
	R.2.3 Programme d'interventions d'urgence.	3
	R.2.4 Procédures de prise en charge des cas appliquées pour les dangers relevant du RSI.	2
Lien entre la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	R.3.1 La santé publique et les autorités chargées de la sécurité (par exemple, les services chargés de faire appliquer la loi, le contrôle aux frontières et les douanes) sont en liaison lors d'un événement biologique suspecté ou confirmé.	2
Moyens médicaux et déploiement de personnel	R.4.1 Système en place pour l'envoi et la réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique.	2
	R.4.2 Système en place pour l'envoi et la réception de personnels de santé lors d'une urgence de santé publique.	1
Communication sur les risques	R.5.1 Systèmes de communication sur les risques (plans, mécanismes, etc.).	1
	R.5.2 Communication et coordination internes et avec les partenaires.	2
	R.5.3 Communication publique.	3
	R.5.4 Communication pour faire participer les communautés touchées.	2
	R.5.5 Écoute dynamique et gestion des rumeurs.	2
Points d'entrée	PoE.1 Capacités de routine présentes aux points d'entrée.	1
	PoE.2 Action de santé publique efficace aux points d'entrée.	1
Événements d'origine chimique	CE.1 Mécanismes fonctionnels en place pour la détection et la riposte à des événements/urgences d'origine chimique.	1
	CE.2 Environnement favorable à la gestion d'événements d'origine chimique.	1
Situations d'urgence radiologique	RE.1 Mécanismes fonctionnels en place pour la détection et la riposte aux situations d'urgence radiologique et nucléaire.	2
	RE.2 Environnement favorable à la gestion des situations d'urgence radiologique	2

De manière générale, sur les 48 indicateurs mesurés le Cameroun a des capacités inexistantes et limitées pour la majorité des indicateurs (70,8%). (Figure 1) Aucune capacité perenne n'a été identifiée ; environ un tiers des capacités a été mise en place.



Commenté [H3]: Changer capacité absente

Figure II:Nombre d'indicateurs par Score obtenu au cours de l'EEC.

Commenté [O2]: Même N° avec la figue précédente

Le tableau ci-dessous régroupe les domaines techniques par niveau de capacité

Tableau VII:Score JEE pour les 19 domaines techniques.

a supprimé: *VIII*

Système de notation par code couleur du JEE	Capacités inexistantes (Score 1)	Capacités limitées (Score 2)	Capacités en place (Score 3)	Capacités démontrées (Score 4)	Capacités pérennes (Score 5)
Domaines Techniques	Législation, Politique et financement nationaux	Coordination, communication et promotion du RSI	Vaccination		
	Résistance aux	Zoonoses	Surveillance en temps réel		

	antimicrobiens				
	Sécurité et sûreté biologiques	Sécurité sanitaire des aliments	Développement du personnel		
	Préparation	Système national de laboratoires			
	Interventions d'urgence	Notification			
	Moyens médicaux et déploiement de personnel	Lien entre la santé publique et les autorités chargées de la sécurité			
	Points d'entrée	Communication sur les risques			
	Événements d'origine chimique	Situations d'urgence radiologique			

D'une manière générale, l'EEC a permis d'identifier les forces et les faiblesses du pays en matière de gestion des évènements et urgences de santé publique. Les principaux points suivants en sont ressortis:

- La République du Cameroun dispose d'un ensemble de textes législatifs et réglementaires encadrant la surveillance et la riposte aux événements de santé publique et d'une stratégie nationale « Une seule santé ».
- Le système national des laboratoires (santé animale et humaine) dispose de structures de référence capables de détecter les agents pathogènes prioritaires.
- Il existe des mécanismes de collaboration intersectorielle pour la détection et la réponse aux évènements de santé publique, notamment les zoonoses, mais ils sont activés uniquement en période de crise.
- Le Programme élargi de vaccination est performant et permet une bonne couverture vaccinale de routine, notamment pour la rougeole.
- Les ressources humaines en santé humaine et animale sont disponibles au niveau central et régional. Toutefois, les effectifs restent insuffisants dans la plupart des secteurs. Un plan de développement des ressources humaines de santé 2013-2017 existe, mais sa mise en œuvre reste limitée.
- Enfin, la République du Cameroun a mis en place un dispositif de Gestion des Risques et des Catastrophes s'appuyant sur un plan ORSEC et un plan national de contingence multirisques.

Malgré les efforts considérables, d'importants défis restent à relever pour renforcer la sécurité sanitaire du pays.Il s'agit de :

- actualiser les instruments juridiques pour les adapter aux dispositions du RSI (2005).
- établir une stratégie de plaidoyer en faveur d'une mobilisation des ressources et du financement nécessaires à l'atteinte des capacités pérennes requises pour la mise en œuvre du RSI (2005).
- actualiser par voie réglémentaire le cadre formel de coordination du PFNRSI avec les autres secteurs et élaborer les les Procédures Opératoires Standardisées pour son fonctionement optimal.
- renforcer la coordination multisectorielle et documenter les activités de mise en œuvre du RSI (2005).

- améliorer les capacités de détection et de riposte aux événements de santé publique à travers les procédures clarifiant les rôles et responsabilités de chacun,
- renforcer la Surveillance Intégrée des Maladies et la Riposte (SIMR) et le réseau d'épidémio-surveillance en santé animale,
- améliorer les modalités de notifications à l'OMS et à l'OIE.
- renforcer et maintenir les capacités des laboratoires pour détecter les événements de santé publique liés aux épidémies, aux zoonoses, à la sécurité sanitaire des aliments et aux risques chimiques,
- Mettre en place un réseau intersectoriel des laboratoires.
- 'Etablir un système de transport et de transfert des échantillons harmonisé et sécurisé pour la confirmation rapide des flambées épidémiques.
- Elaborerdes plans de riposte spécifiques aux événements liés à la sécurité sanitaire des aliments ou d'origine chimique
- Mettre en place le groupe technique multidisciplinaire et multisectoriel, de coordination de la lutte contre la RAM
- Elaborer un plan national pour la détection et la notification des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens, ainsi qu'un plan national de prévention et de lutte contre les infections.
- Designer les points d'entrée et y developper les principales capacités requises conformément au RSI (2005) le Mobiliser les ressources pérennes pour le focnctionnement optimal du CCOUSP et finaliser les documents normatifs y relatifs.
- Elaborer le Plan national opérationnel multi-dangers en cas d'urgence de santé publique.
- Elaborer un plan multisectoriel de communication sur les risques.
- Mettre en œuvre le plan de la Chaine d'Approvisionnement d'Urgence
- Développer un plan de déploiement du personnel en situation d'urgence
- Etablir les protocoles d'accord transfrontalier pour la gestion des urgences de santé publique.

I.2.2 Profil de risque des menaces pour la santé publique

La politique nationale de santé au Cameroun vise l'amélioration de l'accès aux soins et services de santé de qualité notamment à travers l'organisation et le fonctionnement

d'un système de santé décentralisé. Selon la Stratégie Sectorielle de Santé 2016-2027, le problème majeur du système national de santé est la «faible capacité du système de santé à répondre aux besoins socio-sanitaire des populations et à contribuer au développement d'un capital humain sain et productif ». Cette situation est déterminée par la faiblesse des piliers du système à savoir le leadership, la gouvernance, les ressources humaines, l'offre de services et de soins, les infrastructures, les médicaments, produits de santé et technologies sanitaires, le financement et le système d'information sanitaire.

De plus le pays fait face au double fardeau des maladies transmissibles et non transmissibles avec des taux de mortalité infantile et maternelle et néonatale qui restent importants.

Selon le plan national de contingence[4], le Cameroun est exposé à une variété de risques notamment :

Risques naturels :

- **Géologiques** : éruptions volcaniques, émanations de gaz, tremblements de terre, tsunamis, chutes de météorite, rupture de barrages naturels, mouvements de terrain)
- **Climatiques** tornades, foudres, vents violents, sécheresse, **Hydrologiques** : inondations,
- **Ecologiques** : invasions acridiennes, par les pachydermes, par les oiseaux granivores et les chenilles, la jacinthe d'eau, les maladies des plantes.

Risques sanitaires :

- **Epidémies** : maladies à potentiel épidémique, grippes épidémiques
- **Epizooties :** pestes animales,
- **Intoxications alimentaires.**

Risques humains :

- Risques technologiques

[4] Plan National de Contingence, 2011.

- **accidents de la circulation**,
- **accidents industriels** (incendies, risques biotechniques, déchets toxiques, radiations dangereuses, effondrements d'édifices, stockage de produits dangereux, marée noire).

Risques sociaux (afflux de réfugiés et/ou de retournés, conflits interethniques, conflits agriculteurs/éleveurs, feux de brousse, émeutes)

Il apparait donc que les épidémies constituent un risque majeur dans le pays. Ainsi, depuis 2010, le Ministère de la santé publique a enregistré plusieurs épidémies de choléra, de rougeole, de méningite, et des cas humains de monkey pox ont été notifiés. Les services de santé ont également été mis en alerte dans le cadre de la gestion des épizooties de grippe aviaire, monkey pox et anthrax[5]. Par ailleurs depuis mars 2020 le pays fait face à la pandémie Covid-19.

En plus des épidémies, le pays a connu des inondations particulièrement dans la région de l'Extrême-Nord de graves accidents de la voie publique notamment la catastrophe ferroviaire d'Eseka[6]. Antérieurement, le pays a également été confronté à la grave catastrophe du Lac Nyos et Monoun (1986) dont la menace reste présente du fait de l'émanation continue des gaz toxiques. En outre, en 1998, l'explosion d'une citerne d'hydrocarbure a entrainé la mort de 235 de personnes dans la ville de Yaoundé.

En novembre 2017, une équipe multi sectorielle du niveau central a utilisé l'approche THIRA (Threads and Hazard Identification and Risks Assessment) pour procéder à l'identification et à la classification des menaces et dangers auxquels le système de santé est susceptible d'être confronté.

Les résultats de cette évaluation ont montré que les risques prioritaires de santé publique identifiés sont les inondations, les accidents de la voie publique, la méningite, la rougeole, le choléra et les accidents biologiques

Les risques ainsi recensés sont classés dans le tableau VIII ci-dessous.

[5] OMS, Relevés épidémiologiques mensuels du Cameroun N° 1 à 7, 2016
[6] OMS, relevés épidémiologique mensuels du Cameroun N° 5 et 6, 2016.

Tableau VIII: Résultats de l'identification des dangers et menaces et d'évaluation des risques (THIRA).

a supprimé: IX

Menaces/ risques	Probabilité		Critères d'impact (1-5 chacun)							SCORE TOTAL (7-60)
	Probabilité (%)	Probabilité (50% du score) (1-30)	Mortalité	Morbidité	Vitesse de propaga-tion	Impact socioéconomique	capacité du secteur santé à répondre	Impact sur l'environnement	Sous total (6-30)	
Choléra	80%	24	3	4	5	4	3	2	21	45
Méningite	100%	30	3	4	4	4	4	2	21	51
MCnT	67%	20	2	2	2	4	3	1	14	34
Rougeole	90%	27	2	2	3	3	2	2	14	41
Grippe humaine due à un nouveau sous type	23%	7	4	2	2	4	3	3	18	25

Rage humaine	**83%**	**25**	**3**	**3**	**2**	**3**	**3**	**2**	**16**	**41**
Inondation	**100%**	**30**	**2**	**4**	**1**	**4**	**2**	**4**	**17**	**47**
Accident biologique	**80%**	**24**	**3**	**3**	**3**	**4**	**3**	**4**	**20**	**44**
AVP	**100%**	**30**	**5**	**4**	**1**	**5**	**4**	**1**	**20**	**50**
Accident lié au transport et stockage des produits chimiques	**60%**	**18**	**3**	**4**	**1**	**3**	**4**	**5**	**20**	**38**
Accident de travail	**83%**	**25**	**2**	**4**	**1**	**4**	**3**	**1**	**15**	**40**
Surexposition aux rayons X et contamination	**43%**	**13**	**1**	**2**	**1**	**2**	**5**	**2**	**13**	**26**
Attaques terroristes	**87%**	**26**	**3**	**3**	**1**	**4**	**4**	**2**	**17**	**43**

Conflits socio-politiques	**83%**	**25**	**2**	**3**	**1**	**4**	**4**	**3**	**17**	**42**
Gestions des déchets	**50%**	**15**	**2**	**4**	**1**	**4**	**3**	**4**	**18**	**33**
Consommation de stupéfiants et médicaments de la rue	**83%**	**25**	**2**	**4**	**1**	**4**	**4**	**2**	**17**	**42**

***Source** : Rapport THIRA*

.

I.2.3 Autres évaluations pertinentes

En plus de l'EEC, d'autres évaluations ont été pris en compte notamment :

- Le Performance of Veterinary Services (PVS) réalisé en 2011;
- Le Threads and Hazards Identification and Risks Assessment (THIRA) réalisée en novembre 2017 ;
- L'Evaluation de la feuille de route du Global Health Security Agenda (GHSA)

Evaluation des services vétérinaires par l'outil PVS

L'évaluation des Services vétérinaires constitue un volet important de toute procédured'analyse de risque à laquelle les pays peuvent légitimement recourir pour fixer les règles concernant les contrôles sanitaires ou zoo-sanitaires à appliquer aux animaux, aux produits d'origine animale, au matériel génétique animal et aux aliments destinés aux animaux.

L'objectif principal de cette évaluation est d'améliorer la gouvernance des services vétérinaires afin de leur permettre, à

- l'échelle nationale, de contribuer efficacement à la réalisation des priorités gouvernementales et de permettre,
- l'échelle internationale, l'amélioration de la sécurité sanitaire.

Les performances des Services Vétérinaires du Cameroun ont fait l'objet en 2006, d'une évaluation menée par une équipe d'experts de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) sollicitéee par le Gouvernement[7]. A cet effet, l'outil d'évaluation PVS conçu par l'OIE a été utilisé. Par la suite en 2011, l'analyse des écarts a été réalisée et les gaps suivants ont été relevés[8] :

- Maillage insuffisant du territoire national par le réseau de vétérinaires,

[7] Rapport mission PVS Cameroun, 2006
[8] Rapport d'analyse des écarts PVS – Cameroun – Mars 2011

- Absence de vétérinaires spécialisés au contrôle sanitaire aux frontières,

en hygiène alimentaire à l'inspection des abattoirs et unités de transformation des produits animaux ou d'origine animale,

- nombre insuffisant de spécialistes sur les produits de la pêche,
- Chaîne de commande rompue et inappropriée,
- Communication insuffisante,
- Laboratoire surdimensionné,
- Organisme statutaire vétérinaire peu structuré,
- Indépendance technique des Services Vétérinaire non crédible au regard des rémunérations des personnels, de la chaîne de commande inadaptée et de l'absence de procédures écrites claires et complètes

A l'issue de cette évaluation, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Faciliter l'installation d'un réseau de vétérinaires privés couvrant progressivement l'ensemble du territoire national. Ils. L'objectif est de favoriser l'installation de 30 à 50 cabinets vétérinaires par an pendant les 5 prochaines années qui auront obligation de renseigner le réseau de surveillance, de détection, de contrôle des maladies animales
- Affecter progressivement les inspecteurs sanitaires aux frontières.
- Former et affecter progressivement les inspecteurs sanitaires en charge de l'inspection vétérinaire des abattoirs, des produits halieutiques et des unités detransformation des animaux et produits d'origine animale.
- former les vétérinaires spécialisés dans le contrôle du médicament vétérinaire et des résidus
- Mettre en place uneéquipe en charge de la communication.
- Préparer et diffuser les procédures sur la totalité des opérations et en contrôler le bon usage.
- actualiser les textes réglementaires.
- mettre en place d'une chaîne de commande unique.

S'assurer de l'indépendance technique des Services Vétérinaires En conséquence, un programme d'amélioration des services vétérinaires a été élaboré en 2012[9] dans le cadre du programme des performances du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) pour la mise en œuvre du budget programme. Ce programme dénommé « Programme 407 : ou programme d'amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de lutte contre les zoonoses » était ainsi le cadre de la mise en œuvre des recommandations du PVS. Malgré la mise en œuvre du programme 407 dans le cadre de l'exécution du budget programme sur 4 ans (2013-2016), les écarts relevés par l'évaluation PVS demeurent et seraient dus à la non prise en compte de la première recommandation du rapport d'évaluation (PVS 2011) selon laquelle il était urgent pour les services vétérinaires du Cameroun d'élaborer un plan stratégique visant à renforcer ses compétences et ses capacités à accompagner l'atteinte des objectifs de la vison 2035 du pays.

Résumé de l'évaluation de la législation vétérinaire au Cameroun

Commenté [H4]: A compléter

I.2.4 Parcours de l'évaluation du RSI et la planification par pays

Commenté [H5]: Renseigner le paragraphe

II. VISION, MISSION, OBJECTIFS, PRINCIPES DIRECTEURS ET VALEURS FONDAMENTALES DU PANSS

II.1 Vision :

Faire du Cameroun une nation résiliente face aux évènements et urgences de santé publique d'ici 2035

II.2 Mission :

Mettre en place un mécanisme qui garantit la securité sanitaire au Cameroun

II.3 Objectif général :

Réduire la morbidité et la mortalité dues aux évènements et urgences de santé publique et leurs conséquences sur l'économie et l'environnement d'ici 2024

[9] MINEPIA, Politique de santé animale et de santé publique vétérinaire, 2018

II.4 Objectifs spécifiques :

- Renforcer les capacités nationales de prévention à tous les niveaux
- Améliorer les capacités nationales de détection à tous les niveaux
- Renforcer les capacités nationales de riposte à tous les niveaux
- Mettre en place les capacités minimales requises par le RSI (2005) aux Points d'Entrée désignés.

II.5 Principes directeurs et valeurs fondamentales :

- **Appropriation :** Le Cameroun est engagé à assurer la sécurité sanitaire de ses populations : Cet engagement se traduit par la volonté politique du pays de mobiliser les ressources neccesaires àl'élaborationla mise en œuvre,et le suivi évaluation du PANSS e
- **Approche multisectorielle:** Le caractère multisectoriel et multidisciplinaire des déterminants de la santé exige que la collaboration multisectorielle et l'approche « Une Santé » soient utilisées pour prévenir, détecter et répondre aux évènements et urgences de santé publique. L'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation du PANSS se feront suivant cette approche.
- **Respect des droits humains:** La mise en œuvre du PANSS se fera dans le respect de la dignité des personnes, des droits humains et libertés fondamentales.
- **Accessibilité universelle des soins et services de santé de qualité:** Le Cameroun est engagé à mettre en place la CSU. Elle permettra de garantir l'accès équitable aux soins et services de santé de qualité.
- **Participation communautaire:** Le renforcement de la participation communautaire permettra une meilleure implication des communautés dans la gestion des évènements et urgences de santé publique.
- **Gouvernance:** La redevabilité, la transparence et le contrôle social seront renforcés pour une meilleure coordination des acteurs et des interventions à tous les niveaux.
- **Gestion axée sur la performance : la gestion axée sur les résultats encadrera la mise en oeuvre PANSS la quelle s'appuyera sur**

l'optimisation de La chaine Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi évaluation (PPBS) pour l'atteinte des objectifs et cibles fixés à partir des ressources disponibles.

- **Décentralisation: la mise en œuvre se fera à tous les niveaux (central, intermédiaire, périphérique) et sera facilitée par** le processus de décentralisation en cours d'implémentation dans le pays. .
- **Gestion optimale des informations sanitaires:** La mise place d'un système interconnecté et interopérable de collecte et de partage des informations sanitaires est nécessaire pour la détection précoce et la réponse rapide aux évènements et urgences de santé publique. Ce système est également nécessaire pour le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PANSS.
- **Partenariat pour la santé:** La mise en œuvre du PANSS nécessite la collaboration inter pays et avec les organisations et partenaires internationaux pour les appuis techniques, la mobilisation des ressources et les partages d'expériences.

III. METHODOLOGIE / PROCESSUS POUR LE DEVELOPPEMENT DU PLAN D'ACTION

III.1 Processus :

La figure ci-dessous résume les différentes étapes du processus de développement du PANSS.

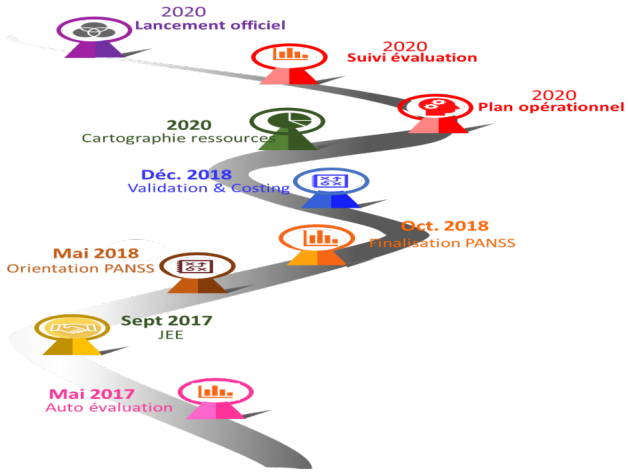


Figure III:Processus d'élaboration du PANSS.

Le processus d'élaboration du PANSS s'est appuyée sur l'analyse de situation faite lors des évaluations dont les résultats ont été présentés plus haut ; notamment l'EEC et le PVS. Ce processus a comporté les étapes suivantes :

- **Orientation pour l'élaboraton du PANSS**

Un atelier multisectoriel rassemblant les parties prenantes de tous les ministères, les partenaires techniques et financiers, la société civile concernées par les questions de sécurité sanitaire a été organisé en Mai 2018 avec l'appui technique de l'OMS. Au

cours de cet atelier les éléments de priorisation ont été présentés et les orientations sur le remplissage de la matrice ont été précisées.

A l'issue de cette première étape, des points focaux pour chaque domaine technique ont été identifiés. Ils étaient chargés de mettre au point le contenu technique de leurs domaines de compétence et de renseigner la matrice au cours des travaux de groupe réalisés après l'atelier. :

- **Consolidation du PANNS**

En Octobre 2018, un atelier a été organisé pour finaliser la matrice. Au cours de cet atelier, les objectifs, actions stratégiques et indicateurs de suivi évaluation ont été revus pour les rendre Spécifique-Atteignable(Réalisable)-Mesurable-limité dans le Temps(SMART). Les hypothèses de coûts ont également été formulées pour refléter le type d'activité à mener.

- **Validation technique et budgétisation du PANNS**

En Décembre 2018, un autre atelier organisé avec l'appui technique de l'OMS a permis de procéder à la validation technique des activités et à l'estimation des coûts du PANSS.

- **Finalisation du PANSS**

Elle a consisté en :

- L'identification des activités connexes et duplicatives ;
- La révision et la reformulation des objectifs et indicateurs ;
- La relecture du document dans sa globalité en vue de l'amélioration de son fond et de sa forme

La figure ci-dessous décrit la méthodologie utilisée pour l'élaboration du PANSS

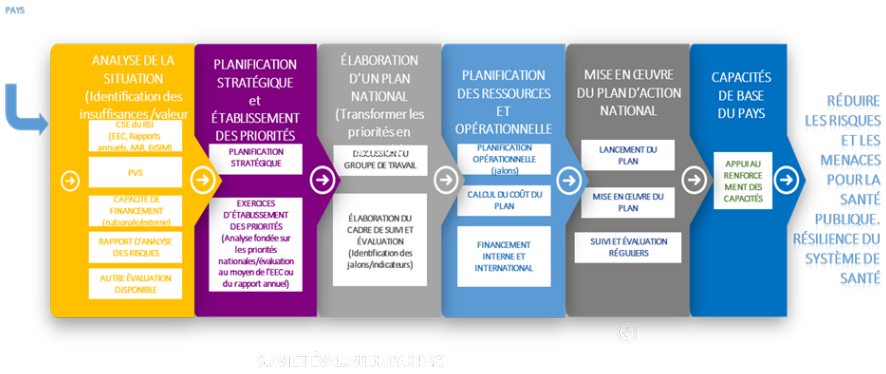


Figure IV:Méthodologie d'élaboration du PANSS.

III.2 Lien avec d'autres programmes / initiatives

Les activités multitersectorielles planifiées dans le PANSS s'alignent aux différents documents stratégiques politiques, directives et plans nationaux en cours tels que :

- la Stratégie sectorielle de santé (2016-2027) dans ses Composantes Prévention de la Maladie et Prise en Charge,
- le Plan National de Développement Sanitairev(PNDS) 2017- 2021,
- la stratégie nationale « Une santé » 2012,
- le document de politique de santé animale et santé publique vétérinaire 2018,
- le plan stratégique de développement des ressources humaines en santé (PNDRHS) 2019-2023,
- le plan pluriannuel complet du PEV (PPAC),

Le PANSS s'aligne également sur les initiatives internationales telles que les ODD et la CSU.

III.3 Approche sectorielle

Le processus de développement du PANSS a été menée selon l'approche « Une Santé » pour renforcer collectivement la capacité de faire face à tous les dangers et à toutes les situations d'urgence dans le pays. Il a été conduit par le Ministère de la Santé Publique à travers l'Observatoire National de la Santé Publique(ONSP), avec la participation du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales; le Ministère de l'Environnement, de la protection de la Nature et du Développement

Durable(MINEPDED) ; le Ministère de la Foret et de la Faune(MINFOF) ; le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) ; le Ministère de la Défense (MINDEF) ;le Ministère des Industries et du Développement Technologique(MINMIDT); le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'innovation (MINRESI) ; l'Agence Nationale de Radio Protection(ANRP) ; l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR); le Centre Pasteur du Cameroun(CPC) ; le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT); le Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET) avec l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du Centre de Contrôle et de Prévention des Maladies, des Etats Unis d'Amérique (CDC).

III.4 Partenariats stratégiques pour la planification

L'élaboration du PANSS s'est faite sous l'impulsion du Ministre de la Santé Publique avec la collaboration et l'appui des partenaires nationaux et internationaux. Au niveau international, les agences des Nations Unies ont apporté leur soutien technique et financier. D'autres organisations internationales à l'instar du CDC, USAID ont également soutenu le processus à travers leurs partenaires de mise en œuvre.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI 2005), le Cameroun a réalisé son Evaluation Externe Conjointe (EEC) en septembre 2017. Cette évaluation a mis en évidence quelques points forts, mais également, les lacunes qui existent actuellement dans la préparation et la réponse aux urgences de santé publique.

Le comité de suivi du RSI, dans son rapport (A69/21.2), recommande que les États membres élaborent leurs Plans d'Action Nationaux pour la Sécurité Sanitaire (PANSS) dans l'année qui suit l'évaluation externe conjointe (JEE).

Pour donner suite à cette recommandation, le Cameroun a conduit à travers une série de réunions de pré-planification et d'ateliers (Atelier d'orientation en mai 2018, atelier de consolidation en octobre 2018, Atelier de budgétisation), l'élaboration de son PANSS. Ce processus collaboratif et inclusif a abouti à la validation technique et à la budgétisation dudit plan en décembre 2018.

Les étaps suivantes concenent l'élaboration de la Cartographie des ressources, du plan de suivi-évaluation et du lancement officiel.

a supprimé: e

IV. COMPOSANTES DU PLAN D'ACTION

IV.1 Actions stratégiques / Interventions stratégiques

Commenté [Lm6]: Mise en forme (paysanne)

Les actions stratégiques sont presentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau IX:Actions strategiques/Interventions Stratégiques.

a supprimé: X

Domaines techniques	Actions stratégiques
PRÉVENIR	
Législation, Politique et financement nationaux	Mettre en place un comité intersectoriel intégrant les services juridiques des départements ministériels concernés par la mise en œuvre du RSI (2005) pour procéder à une analyse systématique de la législation/ règlementation nationale en relation avec la mise en œuvre du RSI (2005) afin d'identifier les manquements à corriger.
	Adapter si nécessaire par voie réglementaire et/ ou législative des textes pour faciliter la mise en œuvre du RSI (2005) au vu des résultats de l'examen.
	Conduire un plaidoyer auprès de l'Etat et des partenaires techniques et financiers pour appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre du RSI (2005).
	Plaider auprès du gouvernement pour une source pérenne de financement de la mise en œuvre du RSI (2005).
Coordination, communication et promotion du RSI	Actualiser par voie réglementaire la nomination du Point Focal National RSI en tenant compte pour sa composition des différents domaines du RSI (2005) (santé, agriculture, élevage, commerce industrie, sécurité et transport).
	Former les membres du Point Focal National RSI et autres autorités impliquées dans la mise en œuvre du RSI (2005) à l'exécution de leurs fonctions.

	Elaborer des procédures opératoires standardisées avec la participation de tous les secteurs concernés pour faciliter la coordination, la communication et la promotion du RSI (2005).
	Mettre en place une plateforme d'échange et de communication entre les membres du Point Focal National RSI.
Résistance aux antimicrobiens	Finaliser, valider et diffuser le plan national pour la détection et la notification des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en y intégrant le secteur privé.
	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales.
	Mettre en place un groupe technique multidisciplinaire et multisectoriel pour mettre en œuvre ce plan selon l'approche « Une seule santé ».
	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens.
Zoonoses	Elaborer et mettre en œuvre des directives nationales de surveillance des zoonoses émergentes selon l'approche « Une seule santé ».
	Elaborer et diffuser des procédures de collaboration et de partage d'information entre les systèmes de surveillance en santé animale (incluant la faune sauvage) humaine et environnementale, y compris en dehors des épisodes de crise.
	Elaborer, valider et mettre en œuvre les différents plans de lutte contre les zoonoses (contingence, surveillance, éradication, gestion).
	Intégrer aux programmes de formation des personnels en santé humaine, animale (incluant la faune sauvage) et environnementale, des formations en épidémiologie de terrain et à la lutte contre les zoonoses.
	Réaliser le recensement des animaux domestiques, d'une part pour fournir à l'OIE les données requises permettant d'évaluer l'utilisation d'antibiotiques, d'autre part pour permettre l'affectation adéquate des ressources humaines.

Sécurité sanitaire des aliments	Elaborer et diffuser des procédures opératoires standardisées de collaboration et de partage d'information entre les parties prenantes impliquées dans la sécurité sanitaire des aliments en attendant la création d'une Agence de sécurité sanitaire des aliments
	Elaborer un plan multisectoriel de détection et de riposte aux évènements liés à la sécurité sanitaire des aliments.
	Finaliser le processus d'adoption du projet de loi-cadre sur la sécurité sanitaire des aliments.
	Renforcer les capacités analytiques des laboratoires nationaux de contrôle de la qualité des denrées alimentaires.
Sécurité et sûreté biologiques	Finaliser et adopter la loi nationale sur la sécurité et la sûreté biologiques.
	Elaborer et diffuser des outils pour la documentation, la notification, l'investigation et la réponse aux accidents/incidents biologiques et inciter les structures qui manipulent ou stockent les agents biologiques à élaborer, mettre en œuvre et évaluer leurs plans opérationnels en matière de sécurité et sûreté biologiques.
	Mettre en place des mécanismes d'évaluation de la sécurité et sûreté biologiques et des procédures de classification officielle des laboratoires en fonction de leurs capacités de confinement biologique.
	Elaborer et mettre en œuvre un programme national de formation à la sécurité et sûreté biologiques à destination des personnels de laboratoire et de tous ceux qui manipulent les agents biologiques.
	Mettre à jour le plan de gestion des déchets en impliquant tous les secteurs concernés.

Vaccination	Finaliser, valider et mettre en œuvre à 80% au moins le plan d'amélioration de la qualité des données d'ici 3 ans.
	Etendre l'offre des vaccins aux zoonoses en impliquant systématiquement les autorités de la santé animale lors de l'élaboration des divers plans de vaccination (Plan pluriannuel complet, Plan de Travail Annuel du PEV, Plan de Maintenance, Plan logistique, etc.).
	Poursuivre le renforcement des capacités des acteurs (compétence en logistique, gestion des vaccins, utilisation des outils y afférents) afin d'éviter les ruptures et les pertes de vaccin, et faire passer la couverture vaccinale anti-rougeole chez les enfants de 0 à 12mois, de 80% à 90% d'ici trois ans.
	Etablir une stratégie de plaidoyer auprès du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers pour doter les districts en matériels de la chaîne du froid à énergie solaire, en assurer la maintenance (préventive et curative), et atteindre ainsi une disponibilité en vaccins d'au moins 90% au niveau opérationnel, d'ici 3ans.
	DÉTECTER
Système national de laboratoires	Mettre en place le réseau intersectoriel de laboratoires de santé humaine, animale et environnementale, y compris la sécurité sanitaire des aliments.
	Renforcer le plateau technique des laboratoires en termes de ressources humaines, d'équipements et consommables de laboratoire, d'approvisionnement régulier en réactifs et kits de diagnostics, mais aussi en termes de formation à la maintenance des équipements.
	Mettre en place un système de transport/transfert des échantillons harmonisé et sécurisé à tous les niveaux avec des procédures opératoires standardisées.

	Mettre en place un programme national d'assurance qualité et d'évaluation externe de la qualité pour tous les laboratoires des différents secteurs.
	Adopter et diffuser les différents documents du plan stratégique national de développement des laboratoires.
Surveillance en temps réel	Elaborer et mettre en œuvre des procédures opératoires standardisées pour intégrer les activités de surveillance conformément aux dispositions de la SIMR tout en tenant compte de l'approche « Une seule santé ».
	Renforcer les capacités des personnels de santé en SIMR à travers notamment la formation, des cours de recyclage et la supervision formative, après analyse situationnelle des besoins.
	Adapter et mettre en œuvre à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, les directives techniques de la surveillance à base communautaire de l'OMS AFRO.
	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'amélioration de la qualité des données, ainsi qu'un plan de suivi et d'évaluation de la SIMR.
	Développer une plateforme de partage des données et d'information sur la surveillance entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale dans le cadre de l'approche « Une seule santé ».
Notification	Elaborer et diffuser à tous les acteurs du Point Focal National RSI, des modes opératoires normalisés pour l'approbation et la notification à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO des évènements susceptibles de constituer une urgence de santé publique de portée internationale dans le cadre de l'approche une « Une seule santé ».

	Renforcer les capacités du Point Focal National RSI à travers la formation, l'appui financier et logistique pour améliorer ses performances, notamment la notification à l'OMS dans les 24 heures.
	Organiser des exercices de simulation pour tester la collaboration et la coordination des acteurs impliqués dans la notification des évènements susceptibles de constituer une urgence de santé publique de portée internationale.
Développement du personnel	Elaborer et mettre en œuvre un plan national de développement des ressources humaines en tenant compte de l'évaluation des plans existants et de l'approche « Une seule santé », et en y intégrant une stratégie de capitalisation.
	Cartographier les ressources humaines selon l'approche « Une seule santé » et mettre en place un mécanisme de déploiement territorial du personnel.
	Renforcer la formation des acteurs de la surveillance aux différents niveaux (central, intermédiaire et périphérique) en épidémiologie de terrain type FETP.
	Poursuivre et étendre le projet de fidélisation des personnels de santé spécialisés, impliqués dans la mise en œuvre du RSI (2005) dans les zones d'accès difficile.
	RIPOSTER
Préparation	Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux situations d'urgence de santé publique en tenant compte des plans existants et des cartographies déjà réalisées.
	Finaliser la cartographie complète de toutes les ressources nationales afin d'élaborer un plan de gestion et de distribution des ressources nécessaires à la mise en œuvre du RSI (2005).
	Poursuivre les exercices de simulation concernant les risques cartographiés afin de tester les plans de préparation élaborés.

	Plaider pour un renforcement de la ligne budgétaire affectée à la préparation et à la gestion des urgences de santé publique.
Lien entre la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	Elaborer et mettre en œuvre un mémorandum d'accord entre la santé publique et les autorités en charge de la sécurité pour la gestion des urgences de santé publique, conformément au RSI (2005).
	Elaborer et mettre en œuvre des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre la santé publique et les autorités chargées de la sécurité, en cas de situation d'urgence.
	Renforcer les capacités des personnels de santé publique et ceux en charge de la sécurité, notamment par la mise en place d'un programme de formations conjointes et des exercices de simulation.
Interventions d' urgence	Finaliser et diffuser les textes règlementaires régissant la création, les missions, le fonctionnement et l'activation du CCOUSP en précisant les modalités de communication avec les échelons locaux et régionaux ainsi que les partenaires nationaux (information et rétro information).
	Rendre opérationnel le CCOUSP 24h/24 et 7jours/7 avec notamment l'attribution de moyens conséquents en termes de personnel, de logistique et de financement.
	Valider et mettre en œuvre les plans et procédures opérationnels pour les interventions d'urgence.
	Elaborer et partager un plan stratégique du CCOUSP en prenant en compte les plans existants et les documents nécessaires à son fonctionnement : gestion des incidents, commandement, planification, financement, prise en charge de cas appliquée pour les dangers relevant du RSI (2005), etc.
	Finaliser et diffuser les textes règlementaires régissant la création, les missions, le fonctionnement et l'activation du CCOUSP en précisant les modalités de communication avec les

	échelons locaux et régionaux ainsi que les partenaires nationaux (information et rétro information).
Moyens médicaux et déploiement de personnel	Finaliser, valider, simuler, diffuser et mettre en œuvre le plan national de la chaine d'approvisionnement médicale, intégrant les procédures d'envoi, de réception des moyens médicaux et le déploiement des personnels pour la réponse aux urgences.
	Elaborer un plan pour l'envoi et la réception de personnels de santé lors d'une urgence de santé publique.
	Mettre en place un système d'information pour une gestion efficace des moyens médicaux tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
	Mise en place du stock d'urgence de réponse aux urgences
	Développer un partenariat international pour appuyer l'envoi, la réception des moyens médicaux et le déploiement des personnels pour la réponse aux urgences sur la base de critères objectifs.
Communication sur les risques	Réviser et mettre en place officiellement un cadre multisectoriel de concertation et d'harmonisation pour la communication en situation d'urgence en tenant compte du cadre existant.
	Elaborer et diffuser des procédures opératoires standardisées pour la communication en situation d'urgence.
	Élaborer, diffuser et mettre en œuvre un plan national de collecte et de gestion des rumeurs.
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités de tous les acteurs en matière de communication sur les risques dans l'esprit « Une seule santé».
	AUTRES DANGERS RELEVANT DU RSI ET POINTS D'ENTRÉES

Points d'entrée	Finaliser, valider, diffuser à toutes les parties prenantes le Plan Stratégique de la Surveillance Transfrontalière au Cameroun intégré à d'autres plans d'action de santé publique.
	Organiser des exercices de simulation réguliers et intersectoriels.
	Réviser et désigner officiellement des points d'entrée par rapport au RSI (2005) et rendre opérationnel à tous les points d'entrée désignés les services médicaux appropriés, y compris personnel, matériels, locaux adéquats et moyens diagnostiques pour l'examen et la prise en charge rapides des voyageurs malades.
	Tester et actualiser les outils de collecte de données (notamment le logiciel DHIS2) aux points d'entrée.
	Elaborer des procédures opératoires standardisées pour l'inspection des moyens de transport et pour l'identification et le transfert des patients vers des structures médicales spécialisées.
Événements d' origine chimique	Elaborer et mettre en œuvre des lignes directrices relatives à la surveillance, à l'évaluation et à la gestion des évènements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements après inventaire des principales sources de risques chimiques (industries, raffineries, entrepôts), et établir les priorités pour élaborer des plans d'urgence.
	Elaborer un plan de contingence de gestion des évènements d'origine chimique s'intégrant dans le plan national de gestion des évènements de santé publique.
	Mettre sur pied des laboratoires de contrôle de diagnostic, d'analyse et de qualité des produits chimiques avec les moyens humains et matériels nécessaires.
	Renforcer les mécanismes de coordination multisectorielle en matière de riposte aux événements d'origine chimique.
Situations d' urgence radiologique	Finaliser, valider et mettre en œuvre le plan national multisectoriel d'urgence radiologique.
	Finaliser et désigner officiellement les hôpitaux pour la prise en charge des cas en renforçant leurs compétences (ressources humaines et matérielles).

	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'exercices de simulation.
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités des laboratoires à effectuer les essais biologiques pour la contamination radioactive interne.

IV.2 Matrice de planification des priorités

En utilisant les critères de priorisation décrits dans la méthodologie, les 57 actions stratégiques formulées au cours de l'EEC ont été priorisées. Les actions stratégiques dont les scores se situaient entre 1 et 4 étaient classées dans la catégorie "priorité faible » soit 12%. Celles dont les scores se situaient entre 4 et 8 étaient catégorisées "priorité moyenne" soit 83%. Lorsque les scores se situaient entre 9 et 12, elles étaient classées de "priorité élevée" soit 5%. Les activités de priorité élevées et moyennes seront réalisées à court terme (≤12 mois).

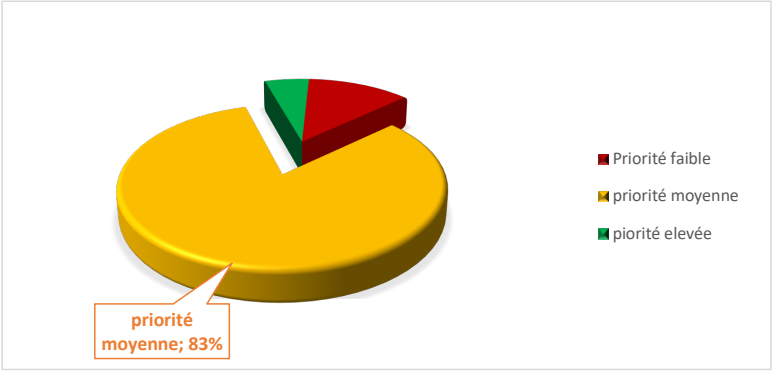


Figure V:Priorisation des actions stratégiques.

IV.3 Coût des activités et Résumé de la catégorisation des coûts par domaine thématiques JEE

Le coût total du PANSS est estimé à 48 197 905 000 (quarante-huit millards cent quatre-vingt dix-sept millions neuf cent cinq mille) francs CFA. La ventilation des coûts par domaine thematique domaine techniques, par niveau de mise en œuvre, par responsable de mise en œuvre, par categorie de co

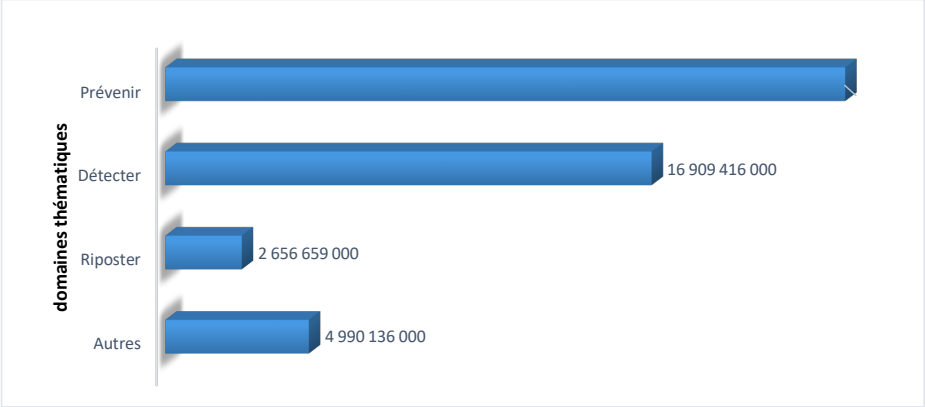


Figure VI:Catégorisation des coûts par domaines thématiques JEE

- **Ventilation des coûts par domaine thématique JEE sur plusieurs années**

Tableau X;Ventilation des coûts par domaines thématiques JEE sur plusieurs années.

a supprimé: *XI*

	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL (FCA)	% total
Prévenir	4 350 613 000	6 712 437 000	4 200 141 000	4131 065 000	4 387 819 000	23 641 694 000	49,1
Détecter	2 759 271 000	4 179 381 000	4 733 535 000	2 942 355 000	2 506 825 000	16 909 416 000	35,1
Riposter	534 003 000	594 981 000	639 343 000	397 838 000	490 494 000	2 656 659 000	5,5
Autre	807 950 000	1 171 282 000	1 306 057 000	1 052 321 000	652 526 000	4 990 136 000	10,4
Total	8 451 837 000	12 658 081 000	10 879 076 000	8 523 579 000	8 037 664 000	48 197 905 000	100

IV.4 Ventilation des coûts par domaines techniques.

La figure ci-dessous presente les domaines techniques par ordre décroissante des coûts. Les domaines techniques vaccination, système de laboratoires et la résistence aux antimicrobiens, necessite le plus de financement.



Figure VII:Ventilation des coûts par domaines techniques.

- **Ventilation des coûts par domaine technique sur plusieurs années**

Le tableau ci-dessous detail la ventilation des coûts par domaine technique sur plusieurs années

Tableau XI:Ventilation des coûts par domaines techniques sur plusieurs années.

a supprimé: *XII*

Domaine technique	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL (CFA XAF)	% budget total
Législation, politique et financement nationaux	129 755 000	62 810 000	42 710 000	2 450 000	13 640 000	251 365 000	0,5%
Coordination, communication et promotion du RSI	125 271 000	94 781 000	30 281 000	30 281 000	30 281 000	310 895 000	0,6%
Résistance aux antimicrobiens (RAM)	137 041 000	2 418 396 000	2 196 113 000	1 641 626 000	1 422 841 000	7 675 636 000	15,9%
Zoonoses	1 694 600 000	1 349 080 000	58 145 000	27 585 000	25 200 000	3 154 610 000	6,5%
Sécurité sanitaire des aliments	25 680 000	66 869 000	39 605 000	19 108 000	17 742 000	169 004 000	0,4%
Sécurité et sûreté biologiques	17 532 000	58 591 000	119 027 000	137 285 000	1 169 255 000	1 501 690 000	3,1%
Vaccination	2 220 734 000	2 661 910 000	1 714 260 000	2 272 730 000	1 708 860 000	10 578 494 000	21,9%
Système national de laboratoires	1 646 435 000	2 801 945 000	2 851 280 000	1 359 625 000	1 296 815 000	9 956 100 000	20,7%
Surveillance en temps réel	805 810 000	957 305 000	1 171 658 000	957 333 000	503 413 000	4 201 524 000	8,7%

Notification (Établissement des rapports)	26 185 000	11 192 000	11 192 000	11 192 000	13 192 000	69 353 000	0,1%
Développement des ressources humaines	280 841 000	408 939 000	699 405 000	614 205 000	693 405 000	2 682 439 000	5,6%
Préparation	-	215 319 000	16 280 000	16 280 000	16 280 000	264 159 000	0,5%
Liens entre les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité	82 316 000	25 556 000	32 676 000	4 196 000	4 196 000	148 940 000	0,3%
Opérations de riposte aux situations d'urgence	281 461 000	69 138 000	175 436 000	49 836 000	172 936 000	748 807 000	1,6%
Moyens médicaux et déploiement du personnel	92 244 000	127 275 000	20 475 000	38 560 000	10 710 000	289 264 000	0,6%
Communication des risques	77 982 000	157 693 000	394 476 000	288 966 000	286 372 000	1 205 489 000	2,5%
Points d'entrée (PE)	665 195 000	1 051 065 000	754 360 000	677 575 000	616 600 000	3 764 795 000	7,8%
Incidents chimiques	142 755 000	113 191 000	130 100 000	30 100 000	30 100 000	446 246 000	0,9%
Situations d'urgence radiologique	-	7 026 000	421 597 000	344 646 000	5 826 000	779 095 000	1,6%
Total	8 451 837 000	12 658 081 000	10 879 076 000	8 523 579 000	8 037 664 000	48 197 905 000	100,0%

IV.5 Ventilation des coûts par niveau de mise en œuvre, 2020-2024

Une analyse a également permis de ressortir les coûts selon des années de mise en œuvre et les niveaux, comme presenté ci-dessous :

Tableau XIII:Ventilation de coût par "niveau de mise en œuvre "sur plusieurs années" 2020-2024

Niveau mise en œuvre	2020	2021	2022	2022	2024	TOTAL (FCFA)	% total
National	4 899 037 000	8 292 597 000	7 153 239 000	4 855 102 000	4 350 320 000	29 331 503 000	60,9
Central	570 440 000	317 128 000	406 780 000	194 130 000	1 374 644 000	2 863 122 000	5,9
Region	2 180 285 000	2 301 171 000	2 318 762 000	2 034 942 000	1 749 080 000	10 450 700 000	21,7
District	802 075 000	1 747 185 000	1 000 295 000	1 439 405 000	563 620 000	5 552 580 000	11,5
Total	**8 451 837 000**	**12 658 081 000**	**10 879 076 000**	**8 523 579 000**	**8 037 664 000**	**48 197 905 000**	**100**

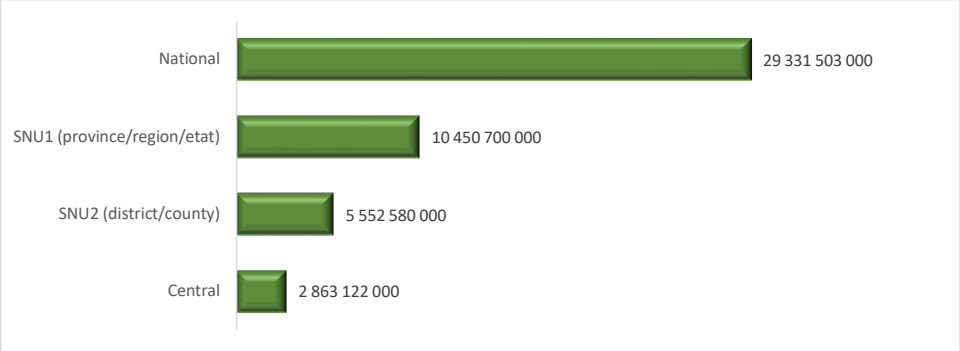


Figure VIII:Aperçu de coût ventilé par niveau de mise en oeuvre;2020-2024

IV.6 Ventilation des coûts par responsable d'activité

L'analyse de la ventillation des coûts par responsable d'activite est presenté dans les figures et tableau ci-dessous :

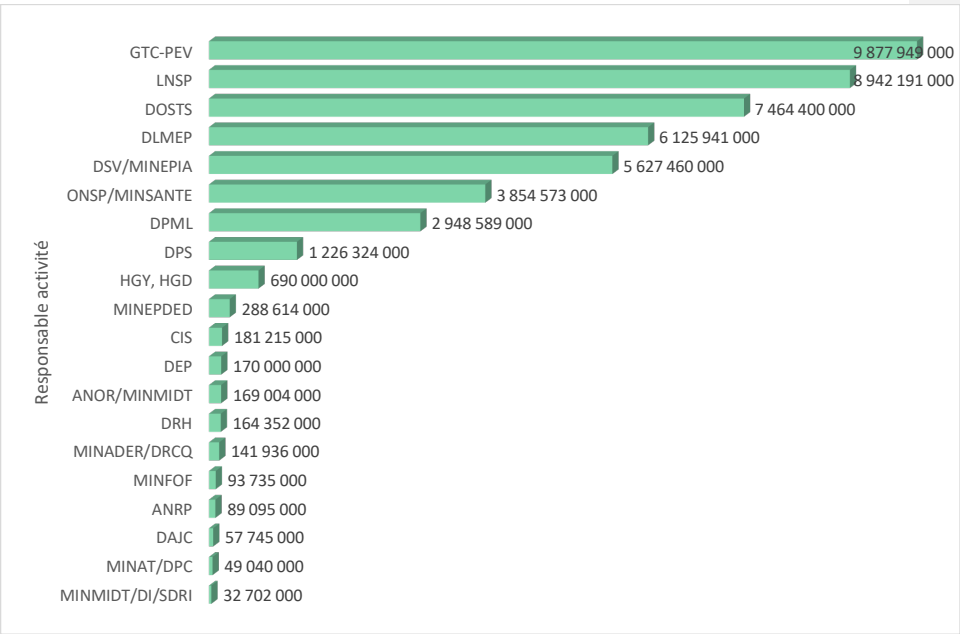


Figure IX:Aperçu des coûts ventilés par responsable d'activités.

Tableau XIII : Ventilation de coût par "niveau de mise en œuvre "sur plusieurs années" 2020-2024

a supprimé: XIV

.

Responsable d'activité	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL (FCFA)	% total
ONSP	911 837 000	780 614 000	802 134 000	696 869 000	666 719 000	3 854 573 000	8
DSV/MINEPIA	2 036 530 000	2 497 170 000	450 605 000	430 045 000	396 610 000	5 627 460 000	11,7
MINEPDED	99 878 000	58 374 000	77 772 000	26 295 000	26 295 000	288 614 000	0,6
ANRP	-	7 026 000	66 597 000	9 646 000	5 826 000	89 095 000	0,2
MINAT/DPC	8 715 000	40 325 000	-	-	-	49 040 000	0,1
MINFOF	15 515 000	55 720 000	22 500 000	-	-	93 735 000	0,2

DRH	85 292 000	70 756 000	13 220 000	4 720 000	4 720 000	164 352 000	0,3
DAJC	26 675 000	8 690 000	11 190 000	-	11 190 000	57 745 000	0,1
DLMEP	1 044 604 000	1 249 745 000	1 637 344 000	1 240 994 000	963 749 000	6 125 941 000	12,7
GTC-PEV	2 230 424 000	1 941 985 000	1 723 950 000	2 272 730 000	1 708 860 000	9 877 949 000	20,5
LNSP	329 831 000	2 993 891 000	2 485 953 000	1 728 356 000	1 544 541 000	8 942 191 000	18,6
DPML	268 977 000	475 587 000	841 865 000	213 985 000	1 148 175 000	2 948 589 000	6,1
ANOR/ MINMIDT	25 680 000	66 869 000	39 605 000	19 108 000	17 742 000	169 004 000	0,4
DPS	98 817 000	157 693 000	394 476 000	288 966 000	286 372 000	1 226 324 000	2,5

DOSTS	1 214 400 000	2 050 000 000	1 800 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	7 464 400 000	15,5
HGY, HGD	-	-	355 000 000	335 000 000	-	690 000 000	1,4
MINADER/ DRCQ	8 300 000	33 636 000	100 000 000	-	-	141 936 000	0,3
MINMIDT/ DI/ SDRI	32 702 000	-	-	-	-	32 702 000	0,1
DEP	-	170 000 000	-	-	-	170 000 000	0,4
CIS	10 620 000	-	56 865 000	56 865 000	56 865 000	181 215 000	0,4
Total	8 448 797 000	12 658 081 000	10 879 076 000	8 523 579 000	8 037 664 000	48 194 865 000	100

Commenté [Lm7]: Mise en forme(paysanne)

IV.7 Ventilation des coûts par Coût capital et récurrent

Le coût recurrent represente le deux tiers du coût total.

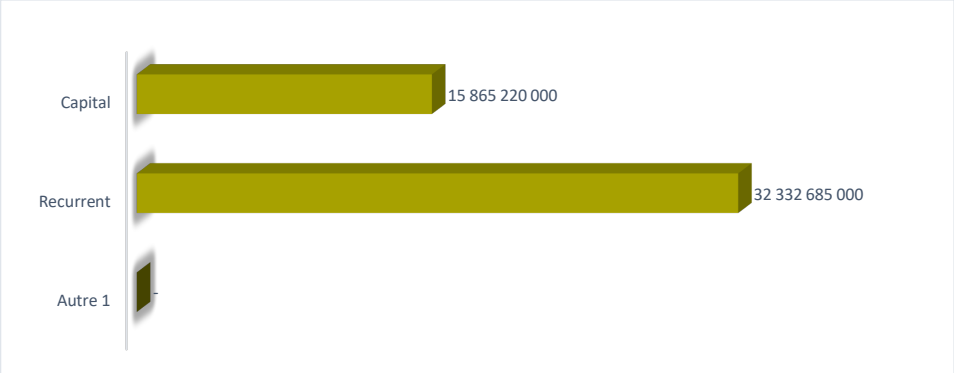


Figure X:Répartition de coût en "coût capital"et "coût récurrent"

IV.8 Ventilation des coûts capitaux et récurrents par année, 2020-2024

.

Tableau XIV : Aperçu de la ventilation des coûts capitaux et récurrents sur plusieurs années

.

Catégorie des coûts	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL (FCFA)	%Total
Capital	1 542 675 000	5 006 505 000	3 325 280 000	2 506 095 000	3 484 665 000	15 865 220 000	32,9
Récurrent	6 909 162 000	7 651 576 000	7 553 796 000	6 017 484 000	4 552 999 000	32 332 685 000	67,1
Total	8 451 837 000	12 658 081 000	10 879 076 000	8 523 579 000	8 037 664 000	48 197 905 000	100

a supprimé: *XV*

Commenté [Lm8]: Harmoniser les dates de la budgetisation (2020-2024)

IV.9 Ventilation des coûts par catégorie de coûts global et par années (2020-2024)

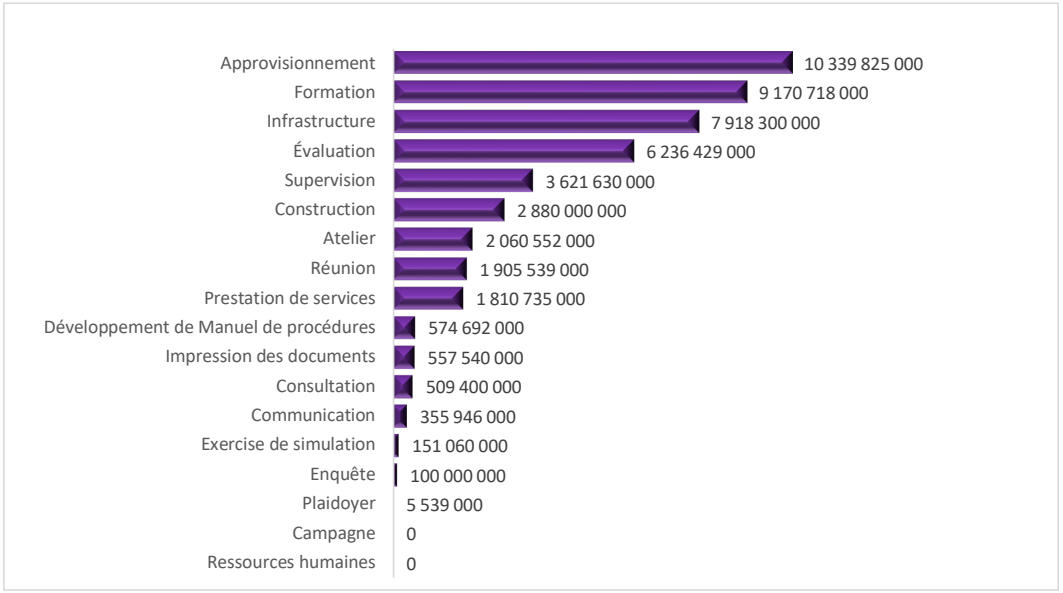


Figure XI:Aperçu de coût ventilé par "catégorie de coût".

Les catégories, approvisionnement, formation et infrustructure occupe le top trois des coûts le plus éléves

Tableau XV: Aperçu de la ventilation des coûts par "Catégorie de coût" sur plusieurs années.

a supprimé: *XVI*

	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL (FCFA)	%Total
Réunion	374 143 000	440 955 000	353 884 000	397 124 000	339 928 000	1 905 539 000	4
Formation	1 569 079 000	2 100 044 000	2 325 031 000	2 229 310 000	1 080 794 000	9 170 718 000	19
Atelier	612 215 000	639 438 000	423 366 000	230 580 000	154 953 000	2 060 552 000	4,3
Développement de Manuel de procédures	181 689 000	293 501 000	80 122 000	25 185 000	9 172 000	574 692 000	1,2
Communication	5 570 000	233 495 000	57 811 000	32 170 000	26 900 000	355 946 000	0,7
Construction	480 000 000	720 000 000	720 000 000	480 000 000	480 000 000	2 880 000 000	6
Consultation	291 756 000	144 904 000	61 800 000	11 880 000	8 880 000	509 400 000	1,1
Évaluation	1 125 950 000	1 285 285 000	1 367 312 000	1 151 260 000	1 306 622 000	6 236 429 000	12,9
Supervision	657 440 000	745 860 000	752 830 000	754 720 000	710 780 000	3 621 630 000	7,5
Ressources humaines	-	-	-	-	-	0	0

Infrastructure	196 000 000	1 744 300 000	1 851 000 000	1 731 000 000	2 396 000 000	7 918 300 000	16,4
Impression des documents	193 040 000	177 500 000	144 000 000	-	53 000 000	557 540 000	1,2
Approvisionnement	2 473 150 000	3 713 465 000	2 274 010 000	1 024 100 000	1 038 600 000	10 339 825 000	21,5
Prestation de services	288 000 000	383 000 000	387 185 000	376 275 000	376 275 000	1 810 735 000	3,8
Exercice de simulation	3 805 000	6 545 000	54 975 000	54 975 000	30 760 000	151 060 000	0,3
Plaidoyer	-	4 789 000	750 000	-	-	5 539 000	0
Enquête	-	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	100 000 000	0,2
Campagne	-	-	-	-	-	0	0
Total	8 451 837 000	12 658 081 000	10 879 076 000	8 523 579 000	8 037 664 000	48 197 905 000	100

IV.10 Résumé de l'analyse des coûts par année

Près de de la moitie du budget estimé est planifié pour la realisation des activités prévues en 2021-2022 correspondant aux années démarrage de l'implementation des activités.

T

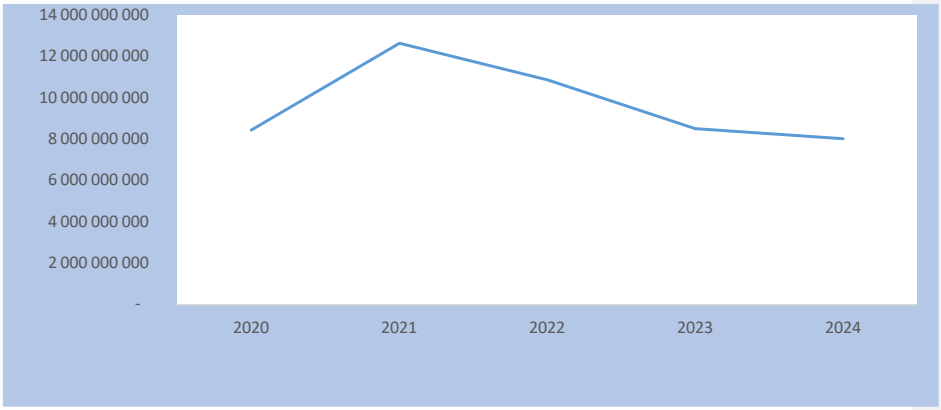


Figure XII:Evolution annuelle du coût estimé2020-2023.

Commenté [Lm9]: Revoir cette figure

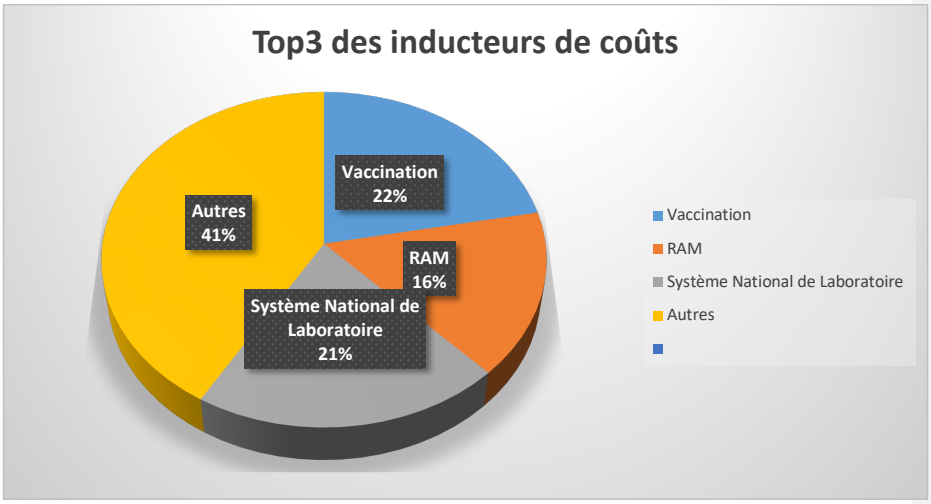


Figure XIII:Top 3 des inducteurs de coûts.

Tableau XVI: Top 3 des inducteurs de coût par domaine thématique

a supprimé: *XVII*

.

Domaine thématique	Inducteurs de coûts	Coût total	% coût total
Prévenir	Vaccination	10 578 494 000	21,9
	Résistance aux antimicrobiens	7 675 636 000	15,9
	Zoonoses	3 154 610 000	6,5
Détecter	Système national de laboratoire	9 956 100 000	20,7
	Surveillance en temps réel	4 201 524 000	8,7
	Développement du personnel	2 682 439 000	5,6
Riposter	Communication des risques	1 205 489 000	2,5

	Opérations d'urgence	748 807 000	1,6
	Moyens médicaux et déploiement du personnel	289 264 000	0,6
Autres dangers du RSI et points d'entrée	Points d'entrée	3 764 795 000	7,8
	Situation d'urgence radiologique	779 095 000	1,6
	Incidents chimiques	446 246 000	0,9

IV.11 Financement du plan d'action national

Les sources de financements du PANSS sont : le budget de l'Etat, les financements extérieurs et autre sources de financements (Donnateurs, secteurs privés etc …).

La cartographie des ressources permettra une identification plus précise des sources de financement.

IV.12 Évaluation des risques, hypothèses et gestion de risque

Le succès de la mise en œuvre du PANSS dépendra de la maitrise des risques. Les risques potentiels identifiés au Cameroun sont d'ordre politique, financier et opérationnel. Ces risques ont été classés selon deux critères : la probabilité de survenu et l'impact. Une échelle de notation a été utilisée pour décrire chaque type de risque (faible, moyen, élevé). Le tableau ci-dessous résume l'évaluation, les hypothèses et la gestion des risques pour la mise en œuvre du PANSS et propose des stratégies de gestion.

Tableau XVII: Hypothèse et strategie de gestion des risques

a supprimé: XVIII

Type de risque	Probabilité de survenue	Impact	Stratégie de gestion
Faible appropriation	Elevé	Elevé	•Plaidoyer continue pour l'appropriation au niveau le plus élevé du gouvernement
Faible gouvernance	Elevé	Elevé	•Transparence et rédevabilité dans la gestion des ressources Mise en place des mécanismes de suivi évaluation •Alignement de la législation nationale pour faciliter la mise en œuvre du RSI
Contraintes financières	Elevé	Elevé	•Plaidoyer à l'endroit du gouvernement et le parlement en faveur de l'augmentation du budget national du secteur santé et allocation d'un fonds special dédié a la riposte aux urgences de santé publique. • Mobilisation des fonds additionnels (Partenaires, donateurs, secteur privé etc). •Alignement et coordination des investissements des partenaires sur la sécurité sanitaire. •Garantir la redevabilité financière et la transparence dans la gestion des fonds.
Coordination et collaboration multisectorielle insuffisante	Faible	Elevé	•Renforcer les plateformes de partage de l'information et les Procedures Operationnelles Standardisées Maintenir un engagement effectif des parties prenantes.

			•Maintenir une approche multisectorielle dans la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation de la NAPHS •Amélioration de la coordination des activités supportées par les partenaires
Gestion inadéquate des ressources humaines	Moyen	Moyen	• • •Assurer la disponibilité et la formation de ressources humaines qualifiées. Mettre en œuvre un plan de gestion des ressources humaines
Adaptation aux nouvelles technologies	Moyen	Moyen	• Assurer la veille technologique •Assurer la formation continue des ressources humaines pour se maintenir à jour. Doter le pays des installations technologiques adéquates
Faible engagement communautaire	Moyen	Elevé	•Accentuer la communication auprès des communuaté • Integré la participation communutaire dans la mise en œuvre des activités du RSI
Retard dans la mise en œuvre des activités	Elevé	Elevé	•Développer un mécanisme efficace de coordination pour la mise en œuvre des activités. •Faire le suivi évaluation du PANSS
Inconnu (catastrophes instabilité politique ouhumaines)	Faible	Elevé	• Assurer une préparation adéquate et une réponse efficace à un événement ou un danger connu

IV.13Plate-forme pour le plan d'action national

- **Lien avec plans existants**

L'ancrage du PANSS aux politiques nationales et l'approche multi-sectorielle qui guident son développement et sa mise en œuvre sont des facteurs de réussite pour sa plateforme.

Un cadre de coordination, de planification collaborative et de communication devra etre mis en place pour une meilleure interaction entre les différents secteurs et partenaires concernés

- **Interaction entre les secteurs concernés**

La collaboration multisectoriellele dépend des facteurs politiques, économiques, sociaux et de l'engagement de toutes les parties qui travaillent ensemble. Le Gouvernement Camerounais s'efforcera de collaborer avec divers groupes d'intervenants : secteurs gouvernementaux, agences des Nations Unies, organisations internationales, partenaires, société civile et secteur privé afin d'atteindre conjointement l'objectif souhaité de la mise en œuvre du PANSS. En engageant plusieurs secteurs, les partenaires peuvent tirer parti des connaissances, de l'expertise, de la portée et des ressources, en profitant de leurs forces combinées et variées alors qu'ils travaillent à l'objectif commun d'assurer la capacité de la sécurité sanitaire du Cameroun.

Les questions de santé publique sont complexes et, le plus souvent, un seul problème de santé peut être influencé par des facteurs sociaux, environnementaux et économiques interdépendants qui peuvent être abordés avec une approche holistique et multisectorale. En tirant parti des forces et des approches variées des partenaires, une coordination multisectorale efficace éliminera les obstacles à la mise en œuvre, facilitera le passage à échelle et augmentera l'impact .Résultat qu'un secteur ou un partenaire ne peut avoir seul. La coordination entre les Ministères, par exemple, est essentielle pour identifier les intersections entre les secteurs et les possibilités de planification collaborative.

- **Autres facteurs favorables**

En plus des facteurs ci-dessus évoqués, d'autres facteurs sont favorables à cette plateforme. A savoir :

Stabilité politique

Stabilité de la sécurité

Engagement politique

Stabilité macroéconomique et croissance économique durable

Collaboration multisectorielle et multidisciplinaire

Capital en ressources humaines

Stabilité politique: Depuis l'indépendance du Cameroun en 1960, des progrès significatifs ont été réalisés vers la stabilité politique et la croissance économique. Le pays est sur la voie de la réconciliation, de la reconstruction et de la stabilisation. Ce niveau de stabilité politique fournit un environnement conducteur pour la mise en œuvre du PANSS.

Stabilité de la sécurité: Sur le plan sécuritaire .malgré quelques menaces sécuritaires, le pays est globalement pacifique.. Un tel niveau élevé de stabilité interne jette les bases d'investissements solides et durables dans la sécurité sanitaire

Engagement politique: Le Gouvernement Camerounais et les partenaires de développement sont déterminés à atteindre les objectifs du secteur de la santé énoncés dans le DSCE et le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS). Ce dernier a permis d'attirer l'attention, les ressources et les investissements sur les problèmes les plus pressants auxquels est confronté le secteur de la santé. La santé demeure un secteur prioritaire et le Gouvernement et les partenaires au développement bénéficient d'un financement accru et soutenu pour la plupart des programmes de ce secteur.

Stabilité macroéconomique et croissance économique durable: En dépit des chocs exogènes et de la crise sécuritaire dans certaines régions du pays , l'économie camerounaise a enregistré un taux de croissance estimé à 4,1 % en 2019, grâce au dynamisme du secteur tertiaire et à la croissance de la consommation et des

investissements.Le Cameroun est classé comme un pays en développement à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec beaucoup de ressources naturelles, des infrastructures solides, une presse libre et une économie stable . Cela garantira un financement national supplémentaire pour le système de santé.

Collaboration multisectorielle et multidisciplinaire: Comme l'ont montré les flambées épidémiques en Afrique, la sécurité sanitaire est complexe et coûteuse. Cela nécessite un leadership national et multisectoriel fort, des infrastructures, de la collaboration transfrontalière, la capacité d'identifier rapidement les problèmes et de concevoir des solutions fondées sur des données probantes en temps réel. De plus, des effectifs bien formés et bien équipés, des laboratoires et des systèmes de prestation de services qui fonctionnent bien, la capacité de soutenir les interventions et la capacité de réagir à des événements imprévus sont nécessaires. Ces objectifs ne peuvent être réalisés que par des stratégies globales, multisectorielles et collaboratives. Le Plan d'action national pour la sécurité sanitaire reflète la solidarité et l'engagement de toutes les parties prenantes à renforcer l'effort collectif et la capacité du Cameroun à répondre aux urgences potentielles de santé publique d'intérêt international et d'autres risques pour la santé publique.

Capital en ressources humaines : La main-d'œuvre en santé est un pilier crucial d'un système de santé résilient qui fonctionne bien.. Le Plan stratégique national pour le développement des ressources humaines pour la santé en cours d'élaboration devra fournir une vision claire pour la main-d'œuvre de la santé au cours des dix prochaines années. Ses principes, ses valeurs, ses objectifs et ses objectifs visent à renforcer la main-d'œuvre de la santé afin de fournir des services de santé de haute qualité, équitables et accessibles à tous les Camerounais. Le Ministère de la Santé Publique est entrain d'élaborer un programme global de soins de santé communautaire afin d'améliorer la capacité de la main-d'œuvre sanitaire à couvrir les populations difficiles d'accès et les communautés marginalisées.

IV.14 Contribution au renforcement du système de santé et à la CSU 2030

Grâce aux investissements substantiels dans les différentes composantes de systèmes de santé : leadership et gouvernance, Prestation de services, Ressources

humaines pour la santé, Financement de la santé, Produits médicaux et technologies de la santé, Systèmes d'information et de recherche sur la santé, Sécurité sanitaire et urgences, Engagement communautaire et promotion de la santé, la mise en œuvre du PANSS contribuera à la mise en place d'un système de santé robuste, résilient et réactif pour le Cameroun.. Un système de soins et services de santé résilient contribuera à la réalisation de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU).

V. MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION

V.1 Analyse des parties prenantes

Une analyse des parties prenantes a été effectuée et la matrice ci-dessous les classe en fonction de leur niveau d'influence et d'intérêt pour la mise en œuvre du PANSS et les questions de sécurité sanitaire au Cameroun.

Le niveau d'intérêt est de savoir dans quelle mesure un ou plusieurs intervenants se soucient des résultats, s'ils sont bénéficiaires ou s'il y aura des effets négatifs.

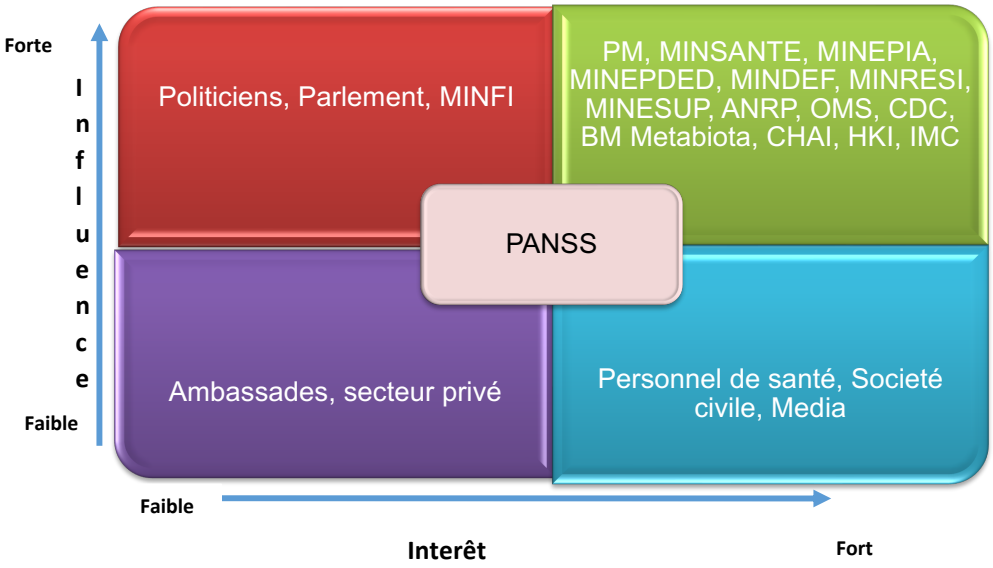
Le niveau d'influence est la mesure dans laquelle un intervenant peut faire ou briser le projet (par exemple par le biais du financement, de la législation, des protestations).

Les intervenants ayant **une forte influence mais un faible intérêt** doivent être satisfaits de la mise en œuvre du PANSS. Leurs objectifs seront pris en considération pour s'assurer qu'ils restent de fervents défenseurs. L'alignement du PANSS avec d'autres politiques et plans nationaux contribuera à satisfaire ces parties prenantes.

Les intervenants ayant **une grande influence et un grand intérêt** sont ceux qui sont étroitement impliqués dans la mise en œuvre du PANSS. Ils seront bien gérés pour établir des relations solides et s'assurer qu'ils conservent leur soutien. Ils participeront à la prise de décisions et seront régulièrement engagés.

Les activités des **intervenants peu influents et peu intéressés** seront suivi de temps à autre pour rester au courant de leur engagement, car leur pertinence peut changer avec le temps. Ils seront tenus informés de la mise en œuvre du PANSS et leur intérêt sera encouragé.

Les intervenants ayant **peu d'influence mais un intérêt élevé** seront régulièrement informés, car ils ont un intérêt très élevé pour le PANSS. Ils seront consultés sur leur domaine d'intérêt et leurs contributions seront utilisées pour améliorer les chances de succès du PANSS.


Forte
Influence
Faible
Politiciens, Parlement, MINFI
PM, MINSANTE, MINEPIA, MINEPDED, MINDEF, MINRESI, MINESUP, ANRP, OMS, CDC, BM Metabiota, CHAI, HKI, IMC
PANSS
Ambassades, secteur privé
Personnel de santé, Societé civile, Media
Faible
Interêt
Fort

V.2 Rôles et responsabilités des principales parties prenantes

Plusieurs parties prenantes seront impliquées pendant la durée de la mise en œuvre du PANSS. Leurs rôles varieront de la conduite à la mise en œuvre des activités. Certaines parties prenantes sont essentielles pour apporter un soutien technique, financier ou un engagement communautaire. La collaboration multisectorielle est essentielle au succès de la mise en œuvre du PANSS. Les rôles et responsabilités des différentes entités qui participeront à la mise en œuvre sont les suivants :

V.2.1 La Présidence de le République

Le Président de la République du Cameroun, en sa qualité de chef de l'Etat, est le seul habileté à déclarer une catastrophe nationale / un état d'urgence. La déclaration de l'état d'urgence est une déclaration à la communauté internationale pour solliciter de l'aide en faveur du gouvernement pour répondre à la catastrophe en cours jugée au-delà de la capacité de réponse nationale.

Le Sécrétaire Général de le Présidence de la République : il assure la coordination du comité national de crise en cas de catastrophe ou de risque majeur (Décret N° 98 / 031 du 09 mars 1998 portant organisation des plans d'urgence et des secours en cas de catastrophe ou de risque majeur).

V.2.2 Le Parlement

Le Parlement du Cameroun est indispensable pour l'approbation du budget national de la santé en tenant compte des ressources et des politiques nécessaires pour répondre aux besoins exprimés dans le PANSS. Il interviendra également dans le processus d'actualisation du corpus législati. Par ailleurs il pourra soutenir les aspects du PANSS liés à la mobilisation des ressources et à leur allocation.Il est donc utile que mes parlementaires soient sensibilisés sur le PANSS.

V.2.3 Les services du Premier Ministre

LePremier Ministre assure la coordonnation de l'action gouvernementale. Par le biais du comité multi sectoriel du PANSS, les services du Premier Ministre procéderont à des revues annuelles, à mi-parcours et finaux du PANSS avec l'appui technique du PFN-RSI.

V.2.4 Ministères d'exécution

- **Ministère de la Santé Publique(MINSANTE)**

Le MINSANTE a pour mission principale d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de santé. En tant que structure responsable de la coordination de ce plan, il a la responsabilité d'assurer un environnement sûr, durable et favorable à la santé, protéger les populations contre les risques sociaux, biologiques, chimiques et physiques, et de promouvoir la sécurité humaine avant, pendant et après les catastrophes. En tant que ministère mandaté au niveau national pour le développement de la sécurité sanitaire, le ministère de la santé publique e doit assurer la gestion et la direction générales de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du PANSS. Le Ministère de la Santé Publique joue un joue un rôle de premier plan dans la coordination technique des activités aux fins de la mise en ouvre des activités du PANSS. Il dirige également la planification stratégique de la mise en œuvre du présent plan, notamment en procédant régulièrement à des évaluations des performances de la mise en œuvre du plan. Le MINSANTE mobilise des ressources pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la composante santé humaine du PANSS. La collaboration intersectorielle est vitale pour la réussite de la mise en œuvre de la PANSS. Il lui incombe également de fournir des conseils et de parrainer l'élaboration des politiques, des règlements et des lois nécessaires à la réussite de la mise en œuvre du PNASS, ainsi que de réaliser les investissements nécessaires dans les ressources humaines, les infrastructures, les équipements, etc. nécessaires à la réussite de la mise en œuvre du PANSS. Le MINSANTE veille également au respect des obligations internationales et des exigences en matière de rapports du PANSS et du RSI.

- **Ministère des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)**

Le MINEPIA traite de la santé animale, y compris les maladies zoonotiques. Il coprésidera avec le MINSANTE les initiatives du PANSS qui sont synergiques avec les thèmes de la plate-forme « Une Santé ». Le MINEPIA assureera l la gestion de la mise en œuvre des objectifs axés sur la santé animale dans le PANSS. Le MINEPIA mobilisera des ressources pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du volet santé animale du PANSS. Le MINEPIA assumera également la responsabilité des

investissements dans les ressources humaines, les infrastructures, l'équipement, etc. nécessaires à la réalisation des objectifs axés sur la santé animale dans le PANSS. Il est chargé du suivi des obligations internationales et des exigences de déclaration relatives à la santé animale et à la gestion des urgences de santé publique. Le MINEPIA porte également la responsabilité de veiller à ce que les mouvements transfrontaliers du bétail, des animaux et des produits d'origine animale soient gérés d'une manière qui protège la sécurité sanitaire du Cameroun.

- **Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED)**

Le MINEPDED assure la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'environnement dans le cadre de la gestion des évènements et urgence de sqnté publique .

- **Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF)**

Le MINFOF assure la mise en œuvre de la politique nationale en matière de Faune et de foret à travers la préservation de la biodiversité

- **Ministère de l'Agriculture et du Développement durable**

Le MINADER assure l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique gouvernemental à travers à la protection phytosanitaire des végétaux et la biosécurité, la conception des stratégies garantissant la sécurité et l'autosuffisance alimentaire, coordination de la gestion de crise en matière agricole et promotion du développement communautaire

- **Le Ministère des Finances**

Le Ministère des finances sera chargé de mobiliser les ressources nationales pour la mise en œuvre du PANSS, y compris l'audit et le suivi de l'efficacité et de l'utilisation des ressources recueillies pour la mise en œuvre du PANSS. Le Ministère évaluera également l'impact économique de la mise en œuvre du PANSS.

- **Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL)**

Le MINDDEVEL facilite l'engagement des collectivités territoriales décentalisées dans la gestion des évènements et urgences de santé publique.

- **Ministère de la Défense**

Le ministère de la Défense participe aux opérations de sauvetage, de transport (mer, aérien et terrestre), de logistique (intégrité territoriale). Il soutient l'intervention d'urgence en cas de catastrophe. Il aide également au renforcement des capacités dans diverses institutions du secteur public en matière de préparation aux situations d'urgence, c'est-à-dire d'exercices de simulations.

- **Ministère des Mines,de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT)**

Le MINMIDT est chargée de la Norme de Qualité. Il contribue également à l'élaboration de la cartographie des risques géologiques, miniers et industriels et à la prévention des catastrophes naturelles. Participe à la gestion des catastrophes naturelles d'origine géologique. Il est également chargé de la surveillance administrative et du contrôle technique des appareils, des installations, et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. En outre il est chargé de l'élaboration de plans d'urgence relatifs aux riques industriels en collation avec les autres parties prenantes.

- Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE)

Le MINEE assure l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique gouvernementale en matière d'eau et d'énergie. Il assure la préservation de la sécurité sanitaire à travers le suivi et le contrôle des activités de stockage, transport, distribution, importation et exportation des pétroliers et gaziers , la gestion et la protection des ressources en eau, la conception et la mise en œuvre des programmes d'assainissement

- **Ministère de l'Administration Territoriale**

Le MINAT assure l'administration du territoire à travers les Chefs de circonstriptions adminastrives. A ce titre il assure la coordination des instances de gestion de crise au niveau local. Par ailleurs il chargée de la protection des populations contre les accidents et les calmités naturelles à travers la Direction de la Protection Civile

- **Ministère de la Communication. (MINCOM)**

Le MINCOM est en charge de la communication gouvernementale. A ce titre il est responsable de la diffusion de l'information dans les situations d'urgence et en cas d'urgence de santé publique. Le MINCOM facilitera également l'accès du MINSANTE à la plate-forme médiatique aux fins de la communication sur les risques à tous les niveaux, ce qui facilitera les partenariats public-privé qui aideront le MINSANTE dans les communications sur les risques tout en aidant le secteur de la santé à obtenir une publicité positive sur les initiatives du PANSS. En cas de besoin, le MINCOM aidera le MINSANTE dans la surveillance des rumeurs et à atténuer la désinformation de masse par l'intermédiaire de diverses plateformes (p. ex. médias sociaux).

- **Ministère des Postes et Télécommunications(MINPOSTEL)**

Le MINPOSTEL facilitera et soutiendra le MINASNTE dans l'utilisation des Technique de l'Information et de la Communication (TIC) pour la gestion des menaces pour la santé publique

- **Ministère des Rélations Extérieures (MINREX)**

Le MINREX assure le suivi de la mise en œuvre des conventions internationales dont le RSI (2005). De meme il facilitera la négociation des accords pour la collaboration transfrontalière en matière de sécurité sanitaire et soutiendra également le Cameroun dans la coopération régionale en faveur de l'avancement de la sécurité sanitaire au sein de la sous-région et à l'échelle mondiale.

- **Ministère de l'Enseignement Supérieur(MINESUP)**

Le MINESUP actualisera les programmes de formation des travailleurs des différents secteurs impliqués dans la mise en œuvre du PANSS afin d'y inclure les aspects couverts par ce dernier tels que la surveillance des maladies, la gestion des urgences et la réduction des risques. .

- **Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROF)**

Le MINPROF soutient le MINSANTE dans la gestion de Santé Publique en assurant la prise en compte et le respect du genre.

- **Ministère du Transport (MINTRANSPORT)**

Le MINTRANSPORT est responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique du gouvernement en matière de transport et des sécurités routières. Il facilite la mise en œuvre des mésures sanitaires dans les secteurs de transport aérien, terrestre et maritime.

- **Ministère du Plan et de l'Amenagement du Territoire (MINEPAT)**

Le MINEPAT participe à la planification du développement national et coordonne le Développement du Financement pour la mise en œuvre du PANSS.

- **Autres administration**

Plusieurs autres administrations publiques participent à la mise en œuvre du PANSS notament : l'Agence Nationale de Radioprotection, l'ANOR, l'Autorité Aéronotique, l'Autorité Portuaire, l'Observatoire National des Risques, l'Observatiore National des Changements Climatiques.

V.2.5 Secteur non gouvernemental

Les agences des Nations Unies, les organismes des coopérations internationales et les Organisations Non Gouvernementales (ONG)L

Ces agences fournissent un soutien technique et financier au développement, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du PANSS. Ils soutiennent également les efforts déployés par le pays pour recueillir des fonds pour la Mise en Oeuvre du PANSS.

Les institutions académiques

Les groupes de reflexion et les institutions d'enseignement sont importants pour accélérer la croissance des nouvelles connaissances et pour dévélopper la recherche scientifique et opérationnelle en rélation avec la sécurité sanitaire. Ils seront également une source d'expertise technique pour guider la mise en œuvre du PANSS.

Société Civile

Les organisations de la société civile jouent un rôle important dans l'amélioration de la transparence et de la bonne gouvernance en contribuant à un débat public accru sur les questions relatives à la formulation et à la mise en œuvre des plans du secteur public.

Les Medias

Les médias jouent un rôle dans la création et la formation de l'opinion publique. Ils ont le devoir d'informer, d'éduquer et de divertir la communauté.. Dans la mise en œuvre du PANSS, les médias seront essentiels pour mettre en évidence les diverses initiatives visant à assurer la santé des citoyens. Les médias participent également directement à la mise en œuvre de plusieurs activités de communication sur les risques.

V.3 Mécanismes de coordination et cadre d'exécution du plan d'action

La coordination de la mise en œuvre du PANSS se fera à travers un comité multisectoriel et le Point Focal National RSI (PFN-RSI).

V.3.1 Comité multisectoriel pour la mise en œuvre du PANSS

Un Comité multisectoriel sera mis en place pour assurer la coordination de la mise en œuvre du PANSS. A ce titre,

- faciliter la collaboration des entités multisectorielles pour adresser les questions de santé publique qui ne peuvent être mises en œuvre par un seul secteur
- assurer le suivi de la mise en œuvre du PANSS
- émettre des avis sur la mise en œuvre du PANSS
- prendre les messures corectrices dans la mise en œuvre du. Le comité exerce ses fonctions en routine (avant l'apparition d'événements de santé publique), pendant les événements de santé publique et après les événements de santé publique. Avant la survenance d'événements de santé publique, le comité soutiendra les efforts de préparation multisectorielle afin de renforcer les capacités de base du RSI en matière de prévention, de détection et d'intervention. Pendant les événements de santé publique, elle s'efforcera d'interrompre rapidement toute épidémie en utilisant les capacités et l'expertise multisectorielles, et après les événements de santé publique, elle s'attachera à assurer une reprise en douceur et à documenter les enseignements tirés.

Les membres du comité multisectoriel seront désignés par le texte de création du comité de mise en œuvre du PANSS en respectant l'approche « une santé ».le PFN-RSI assurera le secretariat technique du comité.

Au niveau décentralisé, l'autorité compétante se chargera de la mise en place du démembrement dudit comité.

V.3.2 Le Point Focal National du Règlement Sanitaire International (PFN-RSI)

LePFN-RSI du Cameroun a été depuis de longue au sein du MINSANTE. Le PFN-RSI est défini comme « Un centre national, désigné par chaque État Partie qui doit être accessible en tout temps pour les communications avec les points de contact du RSI de l'OMS en vertu du présent RSI ». L'Observatoire National de la Santé Publique est la structure designée qui abrite ce centre. Le PFN-RSI est responsable d'évaluation, de rapport et de coordination des événements pertinents en vertu du RSI sur les événements de santé publique, y compris les maladies émergentes ou réémergentes, telles que les flambées de fièvre hémorragique virale et d'autres flambées de maladies transmissibles, les produits médicaux contaminés et les maladies évitables par la vaccination, entre autres. Le PFN-RSI contribuera à l'élaboration des politiques en matière de sécurité sanitaire et à la reconnaissance du fait que la communication des évidences sur les événements majeurs de santé publique est essentielle pour protéger le Cameroun et les populations mondiales contre les menaces futures pour la santé publique.

Dans la mise en œuvre du PANSS, le PFN-RSI est responsable de:

- Coordonner l'élaboration du PANSS tous les 4 à 5 ans;
- Coordonner l'élaboration du plan opérationnel annuel avec les secteurs concernés et d'autres partenaires de mise en œuvre;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du PANSS.
- Engager le Parlement avec la Division des affaires juridique du du MINSANTE et les parties prenantes concernées sur la législation, les politiques et les arrangements administratifs afin de permettre le respect du RSI (2005) avec les conseils des partenaires concernés;

- Mobilisation de ressources, y compris de financement pour la mise en œuvre du PANSS et suivi de l'utilisation des ressources pour tout événement de santé publique.
- Superviser et coordonner l'évaluation interinterinstitutionnelle des événements qui pourraient constituer des USPPI;
- Collaborer avec les organismes techniques compétents pour effectuer l'évaluation des risques pour la santé publique à l'aide de l'annexe 2 du RSI;
- Identifier et résoudre les questions de politique gouvernementale liées aux rapports internationaux sur la santé publique;
- Superviser les obligations nationales en matière de RSI et coordonner les politiques, les positions et les efforts de mise en œuvre des RSI pertinents;
- Coordonner le suivi et l'évaluation des capacités de base du RSI et rendre compte chaque année de l'état des capacités de base du RSI à l'OMS;
- Conseiller le leadership interinstitutions et le personnel technique sur la politique pertinente au RSI;
- Coordonner les efforts pertinents au RSI avec les partenaires internationaux, les organisations et le gouvernement Camerounais ;
- Diriger les efforts sur les échanges bilatéraux de politique avec les PFN-RSI étrangers.

V.3.3 Coordination infranationale – Niveau Régional et District

Jusqu'à ce que les structures et mécanismes de coordination mis en place au niveau national deviennent pleinement opérationnels sous la coordination de la délégation régionale de la Santé Publique., les équipes cadres des districts de santé(ECD) seront responsables de la mise en œuvre du PANSS au niveau opérationnel. En fait, l'ECD est chargé de la mise en œuvre de diverses politiques et stratégies nationales de santé au niveau opérationnel. La mise en œuvre du PANSS au niveau infranational tirera parti des structures de coordination existantes au niveau régional et au district.

V.3.4 Alignement des parties prenantes internes

Les partenaires internes et les parties prenantes comprennent tous les partenaires de mise en œuvre, les institutions universitaires, les organisations de la société civile, les

parties prenantes communautaires, etc. Le rôle des partenaires internes et des parties prenantes est de :

- S'engager dans le processus d'élaboration, de soutien et de mise en œuvre du PANSS;
- Participer conjointement au suivi et à l'évaluation du PANSS sous la direction du PFN-RSI;
- Recevoir et partager l'information relative au RSI et diriger les communications provenant du PFN-RSI;
- Appuyer le processus de mobilisation des ressources, l'utilisation et la responsabilisation conformément aux autres documents pertinents

Alignement des parties prenantes externes

Les parties prenantes externes sont des partenaires donateurs, des agences bilatérales, des agences des Nations Unies, des ONG Internationales et d'autres CDC, Resolve, PHE, REDISSE programmatique, AFENET, etc.

Le rôle des partenaires externes dans le domaine de la sécurité sanitaire est de:

- Appuyer les pays en tant que peer reviewers dans l'évaluation de la capacité du pays au cours de l'Evaluation Externe Conjointe(JEE);
- S'engager dans le processus d'élaboration, de soutien et de mise en œuvre du PANSS;
- Appuyer le processus de mobilisation des ressources au nom du gouvernement pour appuyer les activités liées à la sécurité sanitaire;
- Assurer la liaison avec le PFN-RSI dans le suivi et l'évaluation du PANSS;
- Recevoir et partager l'information et les communications relatives au RSI provenant du PFN-RSI.

V.3.5 Partenariat stratégique de l'OMS pour le RSI et la sécurité sanitaire-SPH

En 2015, les États Membres, les partenaires et les donateurs ont mandaté l'OMS pour établir un portail de partenariat stratégique (SPH) pour surveiller la capacité de sécurité sanitaire des pays :

- en les aidant à cerner les besoins, les lacunes et les priorités en matière de sécurité sanitaire nationale, régionale et locale;
- en cartographiant et en partageant des informations sur les investissements et les ressources en matière de sécurité sanitaire mondiale;
- en créant une plate-forme de collaboration sur la sécurité sanitaire mondiale.

En 2018, le SPH est passé d'une plate-forme d'information unique à un mécanisme de collaboration et de partenariat et est devenu le Partenariat stratégique pour la sécurité sanitaire. Cette plate-forme servira également de partenariat pour le Cameroun et après le lancement du PANSS, le plan sera publié sur le site de SPH.

V.4 Suivi et évaluation du plan

Dès la finalisation du PANSS, des mesures stratégiques ont été recueillies pour créer une liste de contrôle des interventions communes de renforcement de la sécurité sanitaire.

Le suivi évaluation du PANSS se fera selon une approche multisectorielle. A cet effet, un plan de suivi évaluation sera dévéloppé et mise en œuvre. Les stratégies de suivi évaluation contenu dans ce plan seront les suivantes :

V.4.1 Stratégies pour le suivi-évéluation du PANSS

- **Supervisions périodiques**

Des supervisions périodiques sera effectuée pour s'assurer que les activités sont mises en œuvre conformément aux objectifs convenus. Ces activités seront intégrées aux calendriers de supervision trimestriels de routine dans les secteurs respectifs. La supervision sera effectuée à tous les niveaux (National, Intermédiaire et Local).

- **Revues Après Action (RAA)**

La RAA permettra de faire un bilan des mesures prises pour répondre à une épidémie ou à urgence de santé publique. Elle permet d'identifier ce qui a bien marché, les défis, les leçons apprises et les meilleures pratiques. Le Cameroun effectuera une RAA après chaque réponse à tout événement de santé publique dans le pays. Les gaps identifiés permettront de reprioriser les activités à mettre en œuvre dans le PANSS.

- **Rapports annuels des progrès en utilisant l'outil SPAR**

Le Cameroun continuera à rapporter annuellement sur le développement des capacités essentielles du RSI (2005), conformément à son obligation envers l'Assemblée mondiale de la santé (AMS). Les indicateurs de l'outil SPAR seront incorporés dans l'outil de suivi évaluation du PANSS et fera également l'objet de mesure au cours du processus de suivi évaluation.

- **Les exercices de simulation**

Des exercices de simulation nationaux ou régionaux seront réalisés afin de tester la fonctionnalité et de valider les capacités fonctionnelles du RSI (2005), d'identifier les lacunes, de sensibiliser et d'améliorer la préparation du pays à répondre aux urgences de santé publique. Ces exercices seront liés aux types de danger qui prévalent dans le pays. Les résultats des exercices de simulation fourniront une indication sur le niveau des capacités dans les dix-neuf domaines techniques, et permettront de reidentifier les activités prioritaires à mettre en œuvre.

- **L'Evaluation Externe Conjointe(EEC)**

Les EEC sont une composante importante du cadre de suivi et d'évaluation du RSI après 2015, car elles fournissent une base objective pour l'élaboration de plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire. Elles impliquent une approche inclusive et multipartite pour : accélérer et coordonner les processus d'évaluation objective des pays ; faciliter l'engagement entre les pays, les organisations internationales, les donateurs et les experts techniques impliqués dans le processus d'évaluation; promouvoir la transparence dans l'échange d'informations sur les résultats des évaluations, en particulier pour les donateurs intéressés par le financement du développement. L'Evaluation Externe Conjointe a été menée en 2017. Une évaluation à mis parcours sera réalisé en 2022 ; Une Evaluation Externe Conjointe (JEE) de suivi sera menée en 2025 pour mesurer le statut spécifique du pays et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs dans les 19 domaines techniques, dans le cadre de l'évaluation finale du PANSS.

- **Revues annuelles du PANSS**

Des revues annuelles du plan seront effectuées pour montrer les progrès réalisés, identifier les défis et formuler des recommandations pour guider la mise en œuvre du

PANSS dans la période de mise en œuvre restante. La revue annuelle sera coordonnée par l'ONSP, PFN RSI avec le soutien des partenaires.

- **Rapportage reguliers (mensuels)**

Le partage d'informations à travers la production des rapports ou bulletins entre les secteurs sera réalisé, ce qui permettra de renforcer le suivi.

- **Réunion de coordination trimestrielle**

Les réunions trimestrielles du PFN-RSI seront organisées pour la validation des données, le receuil des difficultés et contraintes/défis rencontrés au cours de la mise en œuvre du PANSS. Des rapports des situations ou bulletins seront produits et partagés entre les différents partis prénantes.

- **Evaluation internes**

L'évaluation du PANSS sera effectuée à la fin de la première année de mise en œuvre, à mi-parcours et à la fin de la période d'implémentation. L'évaluation sera faite par le comité multisectoriel. Des visites dans des sites sélectionnés pourront être effectuées dans tout le pays. Afin de garantir la transparence et l'impartialité, l'équipe d'évaluation comprendra des parties prenantes internes et externes. Les résultats de l'évaluation seront utilisés pour réviser le PANSS.

- **Evaluation à mis parcours**
- **Autres évaluations**

D'autres évaluations en santé humaine et animale ainsi que des évaluations pertinentes réalisées par d'autres agences seront utilisées pour apprécier la mise en œuvre du PANSS. Il s'agit en l'occurrence de (i) Les enquêtes SDI/HFA, (ii) les évaluations de la performance des services vétérinaires, (iii) IHR-PVS National Bridging Workshops (NBW), (iv) Joint Annual health sector Reviews (JAR), (v) les évaluations environnementales

Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés dans le présent plan d'action national seront évalués tous les trimestres, tous les ans, à mi-parcours et à terme.

V.4.2 Collecte des données

Les données seront collectées au moyen de systèmes de surveillance de la santé humaine et animale, d'examens / évaluations annuels et de rapports, des revues après

action, d'exercices de simulations, d'évaluations externes conjointes et d'autres évaluations pertinentes comme le PVS, ainsi que des supervisions et des enquêtes / évaluations effectuées au niveau des Etablissement sanitaires. En outre, des examens à mi-parcours seront effectués pour évaluer les progrès intermédiaires et un examen final du programme sera entrepris avant l'élaboration du prochain plan d'action.

VI. REFERENCES

VII. ANNEXES

Annexes 1 : **Matrice pour les rôles et responsabilités détaillés**

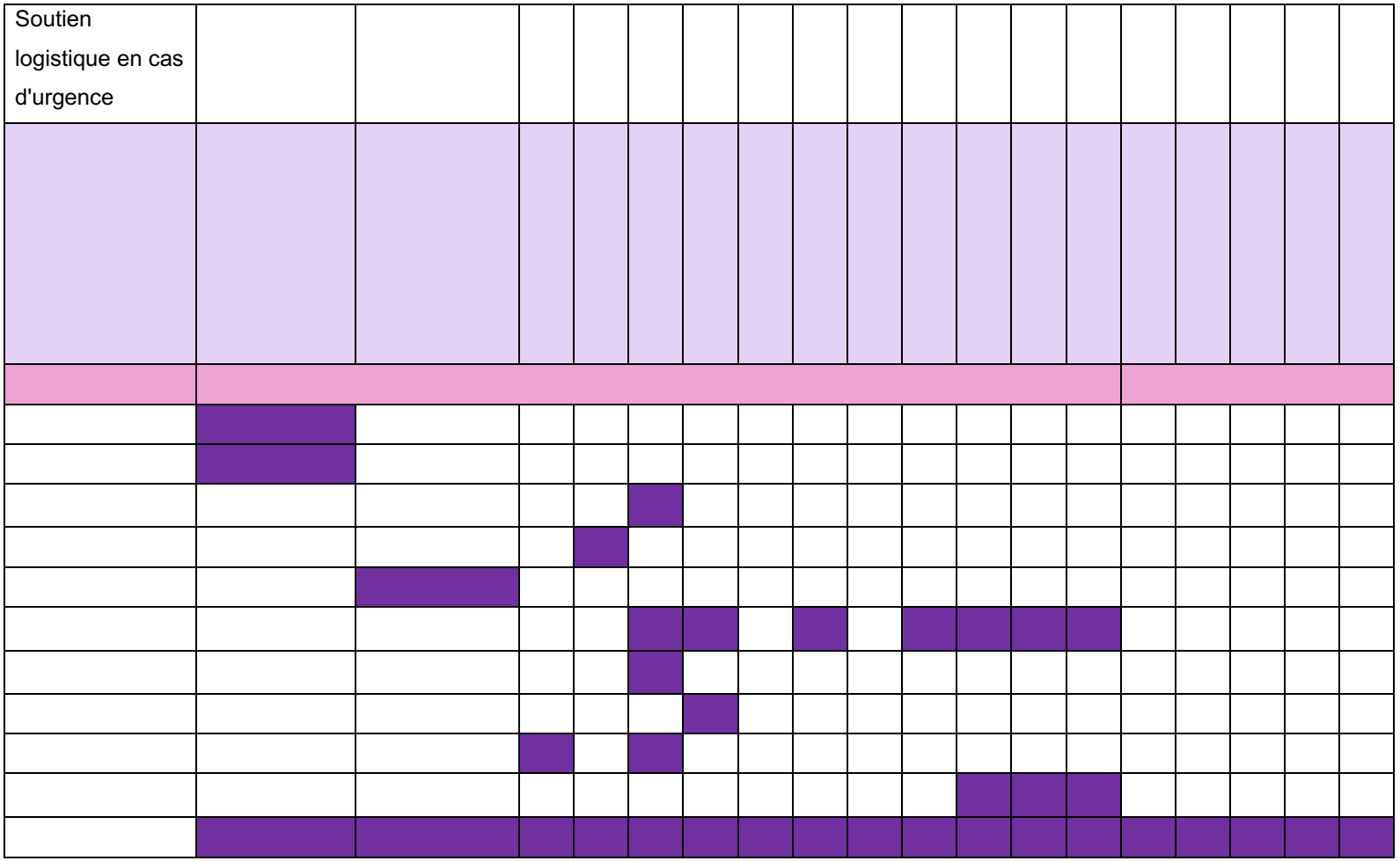
Parties prenantes	**Président**	**Parlement**	**OPM**	**DDRM**	**MoHSS**	**MAWF**	**IHR-NFP**	**Mo Affaires**	**MoFinance**	**MURD**	**NRPA**	**Communication min**	**Autres ministères**	**OMS**	**FAO**	**CDC**	**PNUD**	**Autres ONG et**
Rôle	**Gouvernement**	**Partenaires de développement**																
Coordination de haut niveau des ministères																		

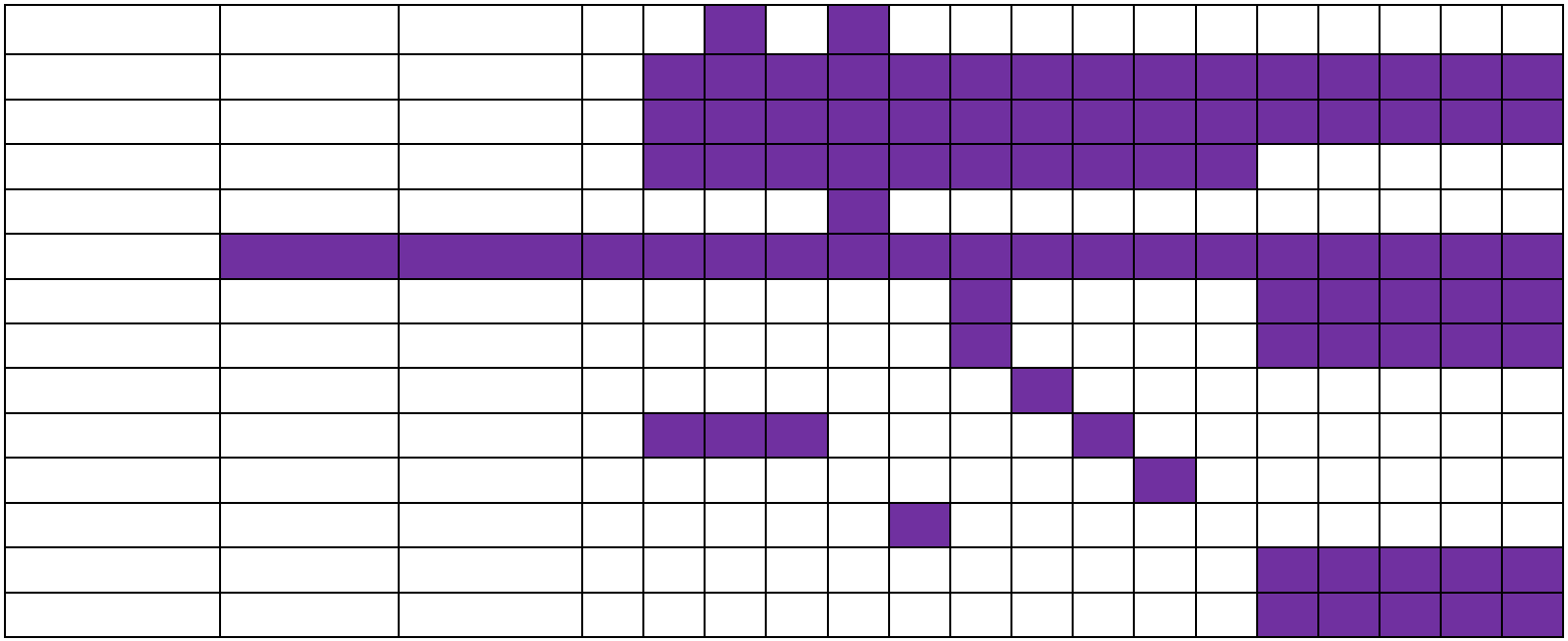
Déclaration de catastrophe publique																		
Déclaration d'une urgence de santé publique (épidémies)																		
Gestion des catastrophes nationales																		
Législation (promulgation de lois)																		
Faire respecter les lois et les exigences en matière de santé																		
Gestion globale de la mise en																		

œuvre de la NAPHS																		
Cogestion de la mise en œuvre																		
Coordination intersectorielle																		
Collaboration dans la mise en œuvre de la NAPHS																		
Assister à la réunion de coordination et de révision																		
Suivi et évaluation globale de la NAPHS																		
Mise en œuvre des activités de																		

suivi et d'évaluation																		
Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre																		
Adhésion au PFN RSI																		
Coordination et communication des PFN du RSI																		
Mobilisation des ressources																		
Allocation de ressources financières																		
Responsabilité et gestion de l'audit																		

Faciliter l'engagement communautaire																		
Communication sur les risques pour la santé publique																		
Communication d'urgence en matière de santé publique																		
Faciliter la collaboration bi et multilatérale																		
Soutien technique pour l'élaboration de politiques/directives																		


Soutien logistique en cas d'urgence



Annexe 2 : Mandat du Comité national de coordination multi-agences

Le but

Le but du Comité multi-agence **("Plate-forme une la santé"**) est de faciliter de manière productive la collaboration des entités multisectorielles pour résoudre les problèmes de santé publique qui ne peuvent être résolus par un seul secteur. La Plate-forme une santé supervise et, le cas échéant, coordonne le développement et la mise en œuvre du PANSS dans tous les secteurs afin de garantir une approche systématique et globale.

Portée

La Plate-forme une santé traite de tous les aspects du cadre du PANSS, tels que la création, le développement et la mise en œuvre des activités connexes dans le pays.

Rôles et responsabilités

La plate-forme une santé unique exerce ses fonctions avant, pendant et après l'apparition d'événements de santé publique et d'urgences comme suit :

1. **Avant les événements de santé publique et les urgences, la Plate-forme une santé :**

- Coordonne les activités multisectorales "Une Santé" en favorisant le développement institutionnel afin de coordonner la mobilisation des ressources en faveur de la préparation, de la réduction des risques et de la vulnérabilité entre le gouvernement et d'autres partenaires de mise en œuvre;
- Conduit des évaluations conjointes avec les principaux Ministères et organismes;
- Institutionnaliser l'approche "Une Santé" pour faire face à tout événement de santé publique et/ou pandémie qui constitue une menace pour la santé;
- Veiller à ce que des mesures appropriées soient prises pour prévenir les événements ou atténuer leurs effets, et pour renforcer les capacités pour réponse efficace aux événements;
- Faire la cartographie des sources de financement existantes pour les activités de "Une Santé";
- Faire le plaidoyer l'approche multisectoriells dans : la résolution des problèmes et la planification, l'examen, le suivi et l'évaluation des rapports d'alerte précoce en fonction des risques et des vulnérabilités identifiés;
- Élaborer des plans de préparation et de contingence pour le pays, ainsi que la coordination de l'évaluation des risques et de la vulnérabilité /analyse et la cartographie des dangers;
- Faciliter le renforcement des capacités de collaboration multisectorielle et des ressources necessaire à la gestion des connaissances, notamment : Faciliter la formation, la recherche, les simulations, l'éducation, la communication publique et les campagnes de sensibilisation sur la gestion des risques événementiels;

- Faire l'inventaire du renforcement des capacités, des actifs et des ressources nationaux

2. **Pendant les événements de santé publique et les urgences, la Plateforme "Une Santé"** :

- Favorise la collaboration entre les intervenants et déclenche le mécanisme de reponse par à travers l'activation du Système de Gestion des Incidents(SGI) (Plan d'action);
- Facilite l'évaluation rapide conjointe des événements et son impact dans les 24 heures et documente les répercussions, produit des rapports de situation, recommande les mesures nécessaires et communique l'information à tous les intervenants;
- Réactive et/ou établit les divers piliers du Système de Gestion des Incidents pour une coordination et une intervention efficaces dirigées par le secteur responsable et des personnes expérimentées ayant des rôles et des responsabilités clairs;
- Informe et/ou établit des liens avec les partenaires au développement, les organisations nationales et internationales, le secteur privé, les organismes des Nations Unies, la communauté des donateurs, d'autres organisations non gouvernementales et les organisations communautaires, ainsi que les autorités locales/dirigeants sur la possibilité d'un soutien des partenaires en matière d'évaluation et de coordination;
- Notifie et initie la coopération avec les autorités chargés de la gestion des événements des pays voisins si l'événement est lié à des facteurs transfrontaliers;
- Le Système de Gestion des Incidents tiendra des réunions, par l'intermédiaire de la plate-forme, pour discuter des interventions nécessaires recommandées par les comités techniques et/ou les groupes de travail techniques;
- Assure une réponse rapide et adéquate aux collectivités touchées.

3. **Après les événements de santé publique et les urgences, la Plate-forme Une Santé**
:

- Évalue l'événement et ses opérations;
- Génère des rapports post-événements dans un délai d'un quart après la déclaration officielle de la fin de l'événement;
- Sécurise tous les biens utilisés par le gouvernement utilisés dans la gestion l'événement;
- Inventorier les besoins détaillés des besoins et l'evaluation des risques pour : la réhabilitation, le rétablissement et la reconstruction;
- Élabore des plans d'activités liés à la santé humaine, à la santé des animaux et de la faune et à l'environnement;
- Lancer et coordonner les programmes de réhabilitation, de relèvement et de reconstruction pour la mise en œuvre;

- Conduire des programmes de formation, de recherche, d'éducation et de sensibilisation du public sur la réduction des risques liés à la santé humaine, à la santé animale et à l'environnement pour reduire les gaps identifies à l'évaluation des bésoins
- Prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les actions de suivi recommandées sont entreprises dans le cadre d'interventions à court, moyen et long terme pour la réduction des risques.

Groupes de Techniques de Travail

But

La Plate-forme "Une Santé" établit des Groupes Techniques de Travail(GTT) techniques chargés de tâches spécifiques, tels que la fourniture d'apports techniques dans différents programmes liés à la santé (liés aux domaines techniques du JEE), la réalisation d'analyses de situation ou la rédaction du PANSS.

Rôles et responsabilités

La plate-forme "Une Santé" définit les termes de references du Groupe Technique de Travail qui comprend des détails sur la portée, les rôles et les responsabilités. Celles-ci seront axées sur les domaines identifiés à partir de l'analyse de la situation en fonction de diverses évaluations.

- Les Groupes de Techniques de Travail seront des groupes nationaux et interagiront avec les représentants des secteurs concernés, tel que déterminé par la portée des travaux;
- Les Groupes Techniques de Travail sont mandatés par la Plate-forme "Une Santé" qui définit ses Termes de Références;
- Les groupes de Techniques de Travail devraient régulièrement rendre compte et communiquer avec la Plate-forme "Une Santé";
- Les activités des Groupes Techniques de Travail comprendraient: "contribuer à l'analyse de la situation dans les pays, développer les activités et les indicateurs de suivi et d'évaluation, et la priorisation", qui sont nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre PANSS.

ADHESION

En fonction des domaines techniques/capacités, de l'objet, de la portée et des tâches du groupe technique de travail, les membres seront des personnes provenant de l'une des spécialités techniques concernées.

Annexe 3 : Indicateurs, jalons et objectifs

Domaine technique	Indicateur	Source des données	Base de référence	Période de mise en œuvre				
				2020	2021	2022	2023	2024
Législation, politique et financement nationaux	Mise à jour et approbation du droit public national	MoHSS	0	Projet disponible	Projet finalisé			Application de la législation en matière de santé publique

	Disponibilité d'une ligne budgétaire nationale pour la NAHPS	MoHSS	0	5%	7%	10%	12%	15%
IHRCoordination, communication et plaidoyer	Mécanisme de coordination multisectoriel (Onehealth) établi au niveau national	MoHSS MAWF	0	1	1	1	1	1
	Nombre de ministères/institutions ayant des points focaux RSI	MoHSS	0	1	2	3	4	5

	Nombre de réunions d'examen du RSI	MoHSS	0	0	Évaluation à mi-parcours	Aucune	Aucune	Évaluation de fin de mandat
Antimicrobien Résistance	**Le plan AMR est disponible**	MoHSS	Plan disponible	-	-	-	-	-
	Nombre de santé installations conduisant Les IACE et la prévention contrôle	MoHSS MAWF	TBD	25%	50%	75%	100%	100%
	Nombre de laboratoires sur l'homme et la santé animale désigné pour la	MoHSS MAWF	0	1	2	3	4	5

	RAM détection et notification							
Zoonotique Maladies	**Opportunité et l'exhaustivité des rapports à l'OIE**	MAWF	TBD	50%	75%	80%	100%	100%
	Disponibilité des zoonoses surveillance dans les domaines de la santé animale	MAWF	0	En place	En place	En place	En place	En place et pleinement fonctionnel
	Proportion de zoonoses les foyers de maladies qui sont	MAWF	TBD	25%	50%	75%	85%	100%

	a répondu dans les 48 heures							
Sécurité alimentaire	Maladies d'origine alimentaire système de surveillance établi	MoHSS	0	25% fonctionnel	50% fonctionnel	75% fonctionnel	85% fonctionnel	100% fonctionnel
	Disponibilité de la sécurité alimentaire droit	MoHSS	0	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Nombre d'unités fonctionnelles les laboratoires de sécurité alimentaire	MoHSS	0	2	2	2	2	2

Biosécurité et Biosécurité	Disponibilité de la législation sur la biosécurité et biosécurité	MoHSS	0	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Disponibilité de la biobanque	MoHSS	0	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Nombre de personnes formé à la biosécurité et biosécurité	MoHSS	0	10	25	50	75	100
Immunisation	Proportion d'enfants entièrement immunisé par le biais de la	Rapports du MSS S/EPI	90%	92%	94%	96%	98%	100%

	stratégie d'immunisation							
	Couverture vaccinale en les communautés à haut risque avec des épidémies de maladies évitables par la vaccination	Rapports du MSS S/EPI	80%	80%	80.5%	80.5 %	80.1 %	81%
National Laboratoire Système	Nombre de laboratoires régionaux avec capacité de diagnostic pour les maladies prioritaires de l'IDSR	MoH SS	0	1	2	3	4	5

	Nombre de santé personnel formé sur des diagnostics spécifiques	MoHSS	TBD	100	150	200	250	300
	Proportion de spécimens reçu au laboratoire national de référence dans les délais et en bon état	MoHSS	75%	85%	95%	100 %	100 %	100%
	Politique des laboratoires, plan stratégique et les lignes directrices disponibles	MoHSS	0	Projet	Oui	Oui	Oui	Oui

Temps réel Surveillance	Proportion de la santé des installations avec 2 personnes formé sur la RID	MoHSS	25%	50%	75%	100 %	100 %	100%
	Proportion de la santé les installations qui soumettent une surveillance complète les rapports au niveau national niveau à temps	MoHSS/Base de données de surveillance	95%	100 %	100%	100 %	100 %	100%
	Proportion de la santé districts avec 5	MoHSS/Rapports de	0	25%	50%	75%	100 %	100%

	volontaires formé sur l'EBS	surveillance						
	Nombre de sites sentinelles pour la surveillance de la grippe	MoHSS	0	2	3	4	5	6
Rapports	Nombre de PFN formés sur les rapports RSI/OIE	MoHSS	0	2	4	5	5	5
	Proportion de personnes potentiellement PHEIC a fait son rapport à temps	MoHSS	0	100 %	100%	100 %	100 %	100%

	Disponibilité des lignes directrices pour le PFN RSI et l'OIE Délégués	MoHSS	0	En place	En place	En place	En place	En place
Main d'œuvre Développement	**Nombre de personnes formés dans le cadre de la FETP et FETPV (human and santé animale)**	MoHSS MAWF	29	7	7	7	7	7
	Disponibilité de la santé développement de la main-d'œuvre stratégie	MoHSS MAWF	En place	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Préparation	Nombre de comtés qui a effectué tous les risques de danger évaluation et cartographie	MoHSS	MoHSS	Fait (Draf)	1	1	1	1
	La disponibilité des plan multirisque	MoHSS DDRM	Oui	Mise à jour	Oui	Oui	Oui	Oui
	Disponibilité de la santé capacité d'isolement des installations plan d'action	MoHSS	0	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Nombre de personnes formées à la	MoHSS	0	5	10	15	20	25

	pluridisciplinarité équipes de réaction rapide (RRTs)	MAWF						
Urgence Réponse Opérations	Disponibilité des mises à jour Urgence de santé publique Plan d'opérations (PHEOP) et la norme EOC Procédures opérationnelles (SOP)	MoHSS	0	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Fonctionnalité des PHEOC	MoHSS	1	1	1	1	1	1

Relier le public La santé avec Sécurité Autorités	**Disponibilité des protocoles d'accord et POS pour la collaboration entre la santé publique et les autorités de sécurité**	MoH SS MOD MOJ	0	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Médical Contre-mesure	**Disponibilité du plan pour l'envoi et la réception les contre-mesures médicales**	MoH SS	0	0	Oui	Oui	Oui	Oui
Risque Communication	**Disponibilité du risque lignes directrices**	MoH SS	NON	Proj et	Oui	Oui	Oui	Oui

	pour la communication							
	Disponibilité des médias politique de communication et plan stratégique	MoHSS	NON	Projet	Oui	Oui	Oui	Oui
	Disponibilité de la carte des communautés sujettes aux épidémies	MoHSS	0	1	1	1	1	1
Points d'entrée	Proportion des principaux PoE désignés un équipement adéquat	MoHSS/Santé portuaire	0%	25%	50%	60%	70%	80%

	Proportion de PoE effectuer un dépistage de routine pour les voyageurs	MoH SS/Santé portuaire	0%	10%	25%	50%	60%	75%
	Disponibilité des les plans d'urgence et PSO dans les PdE désignés	MoH SS	0	Projet	Oui	Oui	Oui	Oui
Événements chimiques	**Disponibilité de la réglementation sur les événements chimiques**	MET	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

	Disponibilité des lignes directrices pour la gestion des événements chimiques	MET	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Radiation Urgences	**Disponibilité des Radiologique et nucléaire plan de réaction aux risques**	NRPA	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Nombre de personnes formé à la réponse aux les événements radio-nucléaires	NRPA	25	50	75	100	120	150

Annexe 4 : Plan de mise en œuvre et matrice du plan d'action annuel

Annexe 5 : Matrice PANSS bugétiée

DOMAINE TECHNIQUE	Législation, politique et financement nationaux						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Mise en place d'un groupe de travail interministeriel chargé de piloter l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeouvre du RSI 2005 à février 2019 par un acte officiel	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2024	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Constatation de la composition du groupe de travail interministeriel chargé de piloter l'evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeouvre du RSI 2005 à mars 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2025	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Demande d'un appui technique de l'OMS, de l'OIE et de la FAO pour réaliser l'evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeouvre du RSI 2005 à mars 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2026	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Organisation d'un atelier délocalisé de 3 jours, regroupant 40 membres du groupe de travail non résidents pour élaborer et valider les TDR du consultant et la méthodologie de travail à mai 2019	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes, non résidentes, 1 facillitateurs incluant 5 participants pour la traduction en version anglaise	DAJC	National	10.985.000
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Recrutement d'un consultant national chargé de réaliser pendant 30 Jours, l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en œuvre du RSI 2005 à juillet 2019	1 Consultant national, 30 jours, taux honoraires seul	DAJC	National	6.000.000
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours, regroupant 35 membres du groupe de travail non résidents pour valider le rapport de l'évaluation du cadre jurique national relatif à la mise en œuvre du RSI à mi-octobre 2019	1 Atelier délocalisé, 5 jours, 35 personnes, non résidentes, 3 facillitateurs	DAJC	National	9.690.000

Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Tenue d'un atelier en régie de 2 jours regroupant 50 personnes résidentes pour adopter le rapport de l'évaluation du cadre jurique national relatif à la mise en œuvre du RSI à mi-octobre 2019 à mi- novembre 2019	1 Atelier en régie, 2 jours, 50 personnes résidentes, 3 facilitateurs	DAJC	National	2.600.000
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Production et diffusion de 150 exemplaires du rapport d'évaluation du cadre jurique national relatif à la mise en œuvre du RSI à fin janvier 2020	150 exemplaires, 15 000 fcfa /explemplaire	DAJC	National	2.250.000
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Publication du rapport d'évaluation du cadre jurique national relatif à la mise en œuvre du RSI sur les sites web , MINSANTE, MINEPIA,MINEPDED, MINFOF, MINADER à fin janvier 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Evaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI (D'ici mi-décembre 2019 le Rapport de l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI en version francaise et anglaise est disponible)	Organisation d'une réunion de plaidoyer de haut niveau d'un jour en régie, regroupant 30 participants résidents , pour la signature de protocoles d'accord sur la gestion des urgences de santé publique entre le cameroun et le Tchad ,la RCA, la Guinée équatoriale et le Gabon d'une part et entre le Cameroun et le Nigéria d'autre part à fin Octobre 2019	1 Réunion, 1 jour, 30 personnes, résidentes	DAJC	National	840000
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2023	Actualisation du cadre coopération regionale au sein de la CEMAC pour la gestion des urgences de santé publique (Disponibilité deux protocoles d'accord signé avec 7 pays frontaliers en matiere de gestion des urgences de santé publique à fin septembre 2020)	Recrutement d'un consultant national pour élaborer pendant 10 Jours un modéle type de protocole d'accord de collaboration avec les pays frontaliers pour la gestion des urgences de santé publique à fin février 2020	1 consultant national, 10 Jours, taux honoraires seul	ONSP/MINSANTE	National	2.000.000
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2036	Actualisation du cadre coopération regionale au sein de la CEMAC pour la gestion des urgences de santé publique (Disponibilité deux protocoles d'accord signé avec 7 pays frontaliers en matiere de gestion des urgences de santé publique à fin septembre 2020)	Tenue d'un atelier délocalisé de 3 jours regroupant 35 personnes non résident pour valider le protocole d'accord type en matiere de gestion des urgences de santé publique avec les pays frontaliers à fin mars 2020	1 Atelier, 3 jours, 35 personnes non résident	ONSP/MINSANTE	National	3.040.000

Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2037	Actualisation du cadre coopération regionale au sein de la CEMAC pour la gestion des urgences de santé publique (Disponibilité deux protocoles d'accord signé avec 7 pays frontaliers en matiere de gestion des urgences de santé publique à fin septembre 2020)	Organisation en régie d'une cérémonie de signature du protocole d'accord transfrontalier pour la gestion des urgences de santé publique, regroupant 30 personnes résidentes pendant un jour à fin septembre 2020	1 Atelier 1 jours, 30 personnes résidentes	ONSP/MINSANTE	National	840000
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2039	Actualisation du cadre coopération regionale au sein de la CEMAC pour la gestion des urgences de santé publique (Disponibilité deux protocoles d'accord signé avec 7 pays frontaliers en matiere de gestion des urgences de santé publique à fin septembre 2020)	Publication du protocole d'accord de collaboration avec les pays frontaliers en matiere de gestion des urgences de santé publique sur les sites Web des administrations concernées à décembre 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2044	Renforcement de la disponibilité des ressources financieres pour la gestion des Urgences de santé publique (Accroissement de 50% des ressources financières allouées à la gestion des urgences de santé publique d'ici decembre 2020)	Recrutement d'un consultant national pendant 30 jours pour faire un état des lieux des financements alloués à la gestion des urgences de santé publique à juin 2019	1 Consultant national, 10 jours , taux honoraires journalier seul	ONSP/MINSANTE	National	2.000.000

Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2045	Renforcement de la disponibilité des ressources financieres pour la gestion des Urgences de santé publique (Accroissement de 50% des ressources financières allouées à la gestion des urgences de santé publique d'ici decembre 2020)	Plaidoyer en faveur de l'augmentation des seuils de financement alloués à la gestion des urgences de santé publique à l'occasion des réunions d'élaboration du CDMT du MINSANTE /MINEPIA en 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, règlementation, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux pour la mise en œuvre du RSI.	Procéder à l'évaluation du cadre juridique national relatif à la mise en oeuvre du RSI et mettre en oeuvre les recommandations y afférentes d'ici 2046	Renforcement de la disponibilité des ressources financieres pour la gestion des Urgences de santé publique (Accroissement de 50% des ressources financières allouées à la gestion des urgences de santé publique d'ici decembre 2020)	Organisation d'une réunion de Plaidoyer de haut niveau aupres du Gouvernement les parlementaires et les partenaires pour le finacement du PANSS dans tous les secteurs à novembre 2019, regroupant 100 personnes pendant 1 jour	1 Réunion, 1jour, 100 personnes non résidents	ONSP/MINSANTE	National	12.250.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	organisation d'un atelier d'élaboration délocalisé de 5 jours regroupant 30 participants pour réviser texte formalisant le point focal national RSI à mars 2019	1 atelier, 30 personnes non résidentes, 1 facilitateurs, 3 jours, frais de transport de 15.000 CFA par personne	ONSP/MINSANTE	National	8.395.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte mettant en place le point focal national RSI à la signature de lautorité compétente à fin avril 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du texte mettant en place le point focal national RSI sur les sites Web des ministeres concernés à juin 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 3 jours regroupant 30 participants non résidents pour elaborer le projet de texte mettant en place un groupe technique multidisciplinaire et multisectoriel de coordination des activités de lutte contre la résistance aux antimicrobiens à la signature de l'autorité compétente à fin février 2019	1 Atelier, 3 jours, 30 personnes non résidents, 1 facilitateur, 15.000 frais de transport par personne	LNSP	National	8.395.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte mettant en place un groupe technique multidisciplinaire et multisectoriel de coordinnation des activités de lutte contre la résistance aux antimicrobiens à la signature de l'autorité compétente à fin février 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du texte mettant en place un groupe technique multidisciplinaire et multisectoriel de coordinnation des activités de lutte contre la résistance aux antimicrobiens sur les sites Web des ministeres concernés à fin juillet 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 3 jours, regroupant 35 participants non résidents pour elaborer et traduire le projet de texte régissant la protection des professionnels de santé contre les infections à Octobre 2020	1 atelier, 3 jours, 35 participants non résidents, 1 facilitateur, 15.000 CFA frais de transport par personne	DLMEP	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Soumission du projet de texte regissant la protection des professionnels de santé contre les infections à la signature de l'autorité compétente à novembre 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Publication du texte regissant la protection des professionnels de santé contre les infections sur les sites Web des ministeres concernés à décembre 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours, regroupant 35 participants non résidents pour élaborer et traduire les textes d'application de la loi sur la SSA à novembre 2020	1 Atelier, 3 jours, 35 participants résidents, 1 facilitateur, 15.000 CFA frais de transport par personne	DPS	National	9.850.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission des projets de texte d'application à la signature de l'autorité compétente à décembre 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion des textes d'application de la loi sur la SSA signés sur les sites web des ministeres concernés à avril 2021	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours à Kribi , regroupant 35 participants non résidents pour finaliser la loi nationale sur la sécurité et la sûreté biologique à octobre 2019	1 Atelier 3 jours, 35 personnes non résidentes, 1 facilitateur, frais de transport 15.000CFA/personne	MINEPDED	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission des projets de loi pour adoption par l'autorité compétente à octobre 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un plaidoyer de haut niveau au cours d'une réunion en régie d'un jour, regroupant 35 participants résidents pour accelerer le processus d'adoption du projet de loi sur la sécurité et la sureté biologique à novembre 2019	1 Atelier en régie, 1 jour, 35 personnes, résidentes	MINEPDED	National	955000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours à Kribi , regroupant 35 participants non résidents pour élaborer et traduire les textes d'application de la loi nationale de biosécurité mars 2021	1Atelier délocalisé, 5jours, 35 personnes, non résidentes, 2 facilitateurs	MINEPDED	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission des projets de textes d'application de la loi de biosecurité pour signature par l'autorité compétente à juin 2021	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Publication de la loi nationale sur la biosécurité sur les sites webs institutionnels à décembre 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion des textes sur la securité et la sureté biologique sur les sites web des administrations concernées à décembre 2021	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d' un atelier de 5 jours à Mbalmayo regroupant 35 participants non résidents pour élaborer /Actualiser et raduire la liste nationale des maladies à déclaration obligatoire à juin 2019	1 Atelier délocalisé, 5 jours , 35 personnes, non résidentes, 2 facilitateurs	DLMEP	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte (version francaise et anglaise) portant la liste des maladies à déclaration obligatoire à la signature de l'autorité compétente	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du texte portant la liste des maladies à déclaration obligatoire sur les sites Web des administrations concernées à juillet 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'1 atelier de 5 jours chacun regroupant 35 participants non résidents pour réviser le cadre juridique de la sécurité chimique afin l'adapter aux normes internationales à octobre 2019	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes non residentes, 1 facillitateur	MINEPDED	National	9.690.000

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission des projets de textes relatifs à la sécurité chimique en version anglaise et francaise à la signature de l'autorité compétente à novembre 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion des textes sur la securité chimique sur les sites web des administrations concernées à juillet 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un plaidoyer au cours d'une réunion d'un jour regroupant 35 participants résidents pour la signature du texte mettant en place le CCOUSP à janvier 2019	1 Réunion en régie, 1 jour, 35 personnes non résidentes	DLMEP	National	955000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	organisation d'un atelier pour la finalisation du texte mettant en place le CCOUSP avec 03 jours, 35 participants non résidents à janvier, fevrier, et mars 2019	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes non résidentes, 2 facilitateurs	DLMEP	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte en version francaise et anglaise à la sgnature de l'autorité compétente à mars 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du texte mettant en place le CCOUSP sur les sites Web des administrations concernées à mai 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d' un atelier délocalisé de 5 jours , regroupant 35 participants non résidents pour elaborer le projet de texte mettant en place le Centre des Opérations d'Urgence en Santé Animale à février 2019 .	1 Atelier délocalisé, 5 jours, 35 personnes non résidentes, 2 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte mettant en place le Centre des Opérations d'Urgence en santé animale à la signature de l'autorité compétente à avril 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du texte mettant en place le Centre des Opérations d'Urgence de santé animale sur les sites Web des ministeres concernés à décembre 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours, regroupant 35 participants non résidents pour élaborer en francais et en anglais un projet de texte régissant le cadre général des Centres des Opérations d'Urgence à janvier 2020.	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes non résidentes, 1 facilitateur	MINAT/DPC	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte en version francaise et anglaise à la sgnature de l'autorité compétente à mars 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du projet de texte sur les sites web institutionnels à juillet 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours, regroupant 35 participants non résidents pour élaborer en fravcais et en anglais un mémorandum d'accord entre les autorités en charge de la la santé publique et les autorités en charge de la sécurité pour la gestion des urgences de santé publique, conformément au RSI (2005)à Mars 2019	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes non résidentes, 1 facilitateurs	ONSP/MINSANTE	National	9.690.000

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'une cérémonie de signature du mémorandum au cours d'une réunion en régie d'un jour regroupant 35 participants résidents à aout 2019	1 réunion en régie, 1jour, 35 personnes, résidentes	ONSP/MINSANTE	National	955000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du mémorandum signé sur les sites web des ministeres concernés à septembre 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d' un atelier délocalisé de 5 jours avec 35 participants non résidents pour élaborer en français et en anglais un protocole de collaboration pour appuyer l'envoi et la réception des moyens médicaux, et le déploiement des personnels pour la réponse aux urgences sur la base de critères objectifs à janvier 2020	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes, non résidentes, 1 facilitateur	DLMEP	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation de la cerémonie de signature d'un protocole au cours d'une réunion d'un jour à yaoundé regroupant 35 participants résidents à juin 2020	1 réunion en régie, 1jour, 35 personnes, résidentes	DLMEP	National	955000

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffuser les protocoles signés sur les Sites Web des administrations concernées	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Recrutement d'un consultant national pour une durée de 15 jours pour l'élaboration/révision du cadre juridique en matière de déploiement des ressources humaines à l'intérieur et à l'extérieur du pays en situation d'urgence à décembre 2019	1 Consultant national, 15 jours, taux honoraires seul	DAJC	National	3.000.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Recrutement d'un consultant national pour une période de 10 jours pour la revue du cadre juridique de la chaine d'approvisionnement d'urgence à mars 2020	1 Consultant national, 10 jours, taux d'honoraires seul	DLMEP	National	2.000.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 3 jours, regroupant 35 participants non résidents pour élaborer le projet de texte portant désignation officielle des points d'entrée par rapport au RSI (2005) à juin 2019	35 participants non résidents, 3 jours, 2 facilitateurs	ONSP/MINSANTE	National	9.690.000

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte à la signature de l'autorité compétente à juin 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du texte portant désignation officielle des points d'entrée par rapport au RSI (2005) sur les sites Web des administrations concernées à aout 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours regroupant 35 participants non résidents pour élaborer le projet de loi nationale sur la vaccination en français et en anglais à novembre 2019	1 Atelier délocalisé, 5 jours, 35 personnes non résidentes, 2 facilitateurs	GTC-PEV	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de loi sur la vaccination à l'autorité compétente à mars 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion de la loi nationale sur la vaccination sur les sites web institutionnels à mars 2021	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5 jours, regroupant 35 participants non résidents pour élaborer en francais et en anglais, et valider un protocole d'entente entre le MINSANTE et le MINEPIA pour la vaccination conjointe des enfants et bétail dans les populations nomades, réfugiées et déplaceés à janvier 2020	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes non résidentes, 1 facilitateur	GTC-PEV	National	9.690.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'une cérémonie de signature du protocole d'entente entre le MINSANTE et le MINEPIA pour la vaccination conjointe des enfants et bétail dans les population nomades, refugiées et déplacées au cours d'un atelier en régie d'un jour regroupant 35 personnes à avril 2020	1 réunion en régie, 1 jour, 35 personnes non résidentes	GTC-PEV	National	4.075.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du protocole d'entente entre le MINSANTE et le MINEPIA pour la vaccination conjointe des enfants et bétail dans les populations nomades, réfugiées et déplacées à mai 2020	Pour mémoire (sans coûts)			0

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 3 jours regroupant 40 participants non résidents pour l'élaboration du projet de texte mettant en place un cadre multisectoriel de concertation et d'harmonisation pour la communication en situation d'urgence en tenant compte du cadre existant à mai 2019	1Atelier délocalisé, 3jours, 40 personnes, non résidentes, 1 facilitateur	DPS	National	10.985.000
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Transmission du projet de texte à l'autorité compétente à septembre 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Diffusion du projet de texte signé sur les sites web institutionnels à décembre 2019	Pour mémoire (sans coûts)			0
Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Organisation d'un atelier délocalisé de 5jours, regroupant 35 participants non résidents pour élaborer le receuil des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI à décembre 2021	1 Atelier délocalisé, 3 jours, 35 personnes non résidentes, 1 facilitateur, 15000CFA frais de transoport/personne	DAJC	National	19.380.000

Législation, politiques et arrangements administratifs permettant le respect du RSI (2005)	Mettre en place d'ici 2023 des instruments juridiques dans les domaines concernés par la mise en œuvre du RSI.	Révision des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (D'ici 2023, 20 instruments juridiques relatifs aux domaines d'intérêt pour la mise en œuvre du RSI sont disponibles)	Edition et diffusion de 100 exemplaires du recueil des textes relatifs à la mise en œuvre du RSI à février 2022	100 exemplaires/coût unitaire 15 000 FCFA	DAJC	National	3 000.000

DOMAINE TECHNIQUE	Coordination, communication et promotion du RSI						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
Un mécanisme fonctionnel est mis en place pour la coordination et l'intégration des secteurs concernés dans l'application du RSI.	Mettre en place un comité ou une équipe spéciale multisectorielle et pluridisciplinaire fonctionnel répondant aux exigences du RSI sur la surveillance et la riposte aux urgences de santé publique de portée nationale ou internationale d'ici 2020	Formaliser par voie réglementaire la nomination du Point Focal National RSI en tenant compte pour sa composition des différents domaines du RSI (2005) (santé, agriculture, élevage, commerce industrie, sécurité et transport)	1- Tenue d'un atelier de 5 jours, 25 participants non résidents pour l'élabortion du texte de désignation du PFN-RSI	Pour mémoire, deja pris en compte Legislation	ONSP/MINSANTE	Central	0
		Formaliser par voie réglementaire la nomination du Point Focal National RSI en tenant compte pour sa composition des différents domaines du RSI (2005) (santé, agriculture, élevage, commerce industrie, sécurité et transport)	2- Tenue d'une réunion de haut niveau de 01 jour en régie de 100 personnes pour la sensibilisation des autorités gouvernementales sur le RSI à fevrier 2019	1 réunion ,1j, 100 participants, (Location salle, kit du participant, pause café, pause déjeuner)	ONSP/MINSANTE	Central	2450000

		Elaborer des procédures opératoires standardisées avec la participation de tous les secteurs concernés pour faciliter la la communication et la promotion du RSI (2005).	1-Organisation d'un atelier de 5 jours regroupant 20 participants non résidents en vue de l'élaboration du draft des POS de coordination ET de la notification pour faciliter la communication et la promotion du RSI à juin 1019	1 atelier, 3j, 20 participants, non résidents, 1 facilitateur	ONSP/MINSANTE	Central	5805000
		Elaborer des procédures opératoires standardisées avec la participation de tous les secteurs concernés pour faciliter la la communication et la promotion du RSI (2005).	2-Tenue d'un Atelier délocalisé de (03) jours regroupant 30 personnes non résidentes pour la validation des POS à Aout 2019	1 atelier,3j,30 participants, non résidentes,3 facilitaeurs	ONSP/MINSANTE	Central	8395000
		Elaborer les POS de Communication OIE et former les Points Focaux OIE à leur utilisation	Tenue 5 ateliers (35 personnes) de 5jours Chacun de formation RSI / Code de l'OIE d'ici 2023	5 ateliers,5j,35 participants,non résidents,4 facilitateurs	ONSP/MINSANTE	Central	70600000
		Former les membres du Point Focal National RSI et autres autorités impliquées dans la mise en oeuvre du RSI (2005) et à l'exécution de leurs fonctions.	1-Tenue d'un Atelier délocalisé de formation de (05) jours regroupant 35 personnes (PFN-RSI et autres autorités impliquées dans la mise en oeuvre du RSI) du niveau central sur l'exécution de leurs fonctions en vertu du RSI à Janvier 2020	1 atelier ,5j ,35 participants,non résidents,3 facilitaeurs non résidents	ONSP/MINSANTE	Central	13840000

		Former les membres du Point Focal National RSI et autres autorités impliquées dans la mise en oeuvre du RSI (2005) et à l'exécution de leurs fonctions.	2-Tenue de 10 Ateliers délocalisés de formation de (05) jours regroupant 30 personnes chacun du niveau régional sur la mise en oeuvre RSI à Fevrier 2021	10 ateliers,5j,30 participants,non residents ,5 facilitateurs non résidents plus 50000CFA transport par facilitateur	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region /etat)	129000000
		Faire fonctionner la plateforme de coordination du PFN-RSI	Tenue 60 reunions de Coordination (01 jour, 20 participants résidents) du PFN-RSI d'ici 2023 (réunion mensuelle)	60 reunions,1j,20 participants,résidents	ONSP/MINSANTE	Central	36600000
		Informer sur les activités de coordination du Point Focal National RSI	Produire Annuellement 2 Bulletins d'information (Newsletters) sur les activités de coordination du Point Focal National RSI d'ici à 2023	Coût forfaitaire d 1 million CFA par bulletin, 2 bulletins par an	ONSP/MINSANTE	National	10000000
		Mener une évaluation annuelle de la mise en œuvre du RSI en utilisant l'outil SPAR	Organisation d'un atelier de 3 jours, 25 participants pour l'évaluation annuelle des progrès réalisés dans la mise en œuvre du RSI à l'aide de l'outil SPAR	24 participants non résident 1 facilitateur non résident 3 jours	ONSP/MINSANTE	National	34205000

DOMAINE TECHNIQUE	Résistance aux antimicrobiens (RAM)						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres)agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer, valider, produire et vulgariser le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens resistants aux antimicrobiens en y integrant le secteur prive (objectif: 70 % des personnels sont formes sur le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens elabores d'ici 2020)	Organisation d'ateliers multisectoriels delocalises pour d'elaboration du draft du plan de détection et de notification des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en y intégrant le secteur privé (02 ateliers de 40 participants sur 05 jours) d'ici Mars 2019	ateliers en delocalise, 03 jours, 37 personnes non residents, 02 facilitateurs non residents	LNSP	National	20766000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer, valider, produire et vulgariser le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens resistants aux antimicrobiens en y integrant le secteur prive (objectif: 70 % des personnels sont formes sur le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens elabores d'ici 2020)	Organisation d'un atelier delocalise de Validation et traduction du plan national pour la détection et la notification des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en y intégrant le secteur privé (01 ateliers de 45 participants sur 05 jours) d'ici juillet 2019	01 atelieren delocalise 35 personnes 02 facilitateurs non residents 03 jours	LNSP	National	11678000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres)agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer, valider, produire et vulgariser le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens resistants aux antimicrobiens en y integrant le secteur prive (objectif: 70 % des personnels sont formes sur le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens elabores d'ici 2020)	Production de 3000 document de 100 pages Dici decembre 2019	3000 copies, 100 pages	LNSP	National	30000000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer, valider, produire et vulgariser le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens resistants aux antimicrobiens en y integrant le secteur prive (objectif: 70 % des personnels sont formes sur le plan de detection et de notification des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens elabores d'ici 2020)	Organisation d'ateliers regionaux delocalises pour la vulgarisation du plan national pour la détection et la notification des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en y intégrant le secteur privé [20 ateliers (soit 02 par regions) de 40 participants pendant 03 jours] d'ici decembre 2020	ateliers en delocalise 37 participants 03 jours 02 facilitateurs	LNSP	National	186060000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres)agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer et valider le plan national opérationnel de prévention et de contrôle des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en Santé Animale	Recrutement d'un consultant national de 30 jours pour l'élaboration dudraft du plan national opérationnel de prévention et de contrôle des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en Santé humaine et Animale d'ici 2020	cosultant national, 30 jours	LNSP	National	7420000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer et valider le plan national opérationnel de prévention et de contrôle des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en Santé Animale	Atelier (3 jours) d'enrichissement (40 pers) du draft du plan national opérationnel de prévention et de contrôle des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en Santé humaine et Animales d'ici 2020	01 atelier en delocalise, 38 personnes, 03 jours, 02 facilitateurs	LNSP	National	10832000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer et valider le plan national opérationnel de prévention et de contrôle des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en Santé Animale	Atelier de développement des outils de communication du plan opérationnel en santé animale (25 personnes,03 jours,01 facilitateurs, en delocalise) d'ici 2020	01 atelier en delocalise, 22 personnes non residents, 1 facilitateurs	LNSP	National	6323000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Elaborer et valider le plan national opérationnel de prévention et de contrôle des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en Santé Animale	Atelier (3 jours) de validation (40 pers) plan national opérationnel de prévention et de contrôle des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens en Santé humaine et Animale d'ici 2020	01 atelier en delocalise,37 personnes, 03 jours, 02 facilitateurs	LNSP	National	10383000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres)agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Recrutement d'un consultant national pendant 15 jours pour faire un état des lieux des besoins en formation du personnel de laboratoire dans tous les secteurs dici decembre 2019	01 consultant national, 15 jours	LNSP	National	3820000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres)agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Organisation d'un atelier delocalise de validation de l'etat des lieux des besoins en formation du personnel de laboratoire (atelier de 03 jours de 35 participants) d'ici decembre 2019	01 atelier en delocalise, 35 personnes, 03 jours	LNSP	National	9515000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Recrutement d'un consultant national pendant 30 jours pour produire un draft revise du curricula de formations des personnels des laboratoires d'ici novembre 2020	01 consultant national, 30 jours	LNSP	National	7420000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres)agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Organisation d'ateliers en delocalisee d'elaboration du draft de curricula de formations des personnels des laboratoires (03 ateliers de 30 personnes pendant 03 jours) d'ici septembre 2021	Ateliers en delocalise, 03 jours, 28 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	24056000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Organisation d'un atelier de validation en delocalise du draft de curricula de formations des personnels des laboratoires (01 atelier de 40 personnes pendant 03 jours) d'ici decembre 2021	01 atelier en delocalise, 03 jours, 33 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	9347000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Organisation d'une reunion de plaidoyer pour l'intégration des curricula révisés dans tous les secteurs (01 reunion de 100 participants) d'ici Mars 2022	01 reunion en regie, 100 personnes,01 jours	LNSP	National	2150000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Organisation de sessions de renforcement des capacites des professionnels en service dans tous les secteurs, delocalise (02 ateliers par region dans 10 regions de 40 participats pendant 05 jours par an sur 03 ans) d'ici Avril 2022	Atelier en delocalise, 35 personnes non residentes, 02 personnes residentes, 03 facilitateurs non residents, 05 jours	LNSP	SNU1 (province/region/etat)	257420000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Organisation d'un atelier de formation des agents communautaires (01 atelier par region de 40 personnes pendant 02 jours) d'ici decembre 2021	01 atelier en delocalise, 38 personnes,02 jours, 02 facilitateurs	LNSP	SNU1 (province/region/etat)	75960000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Amélioration de la formation des personnels de laboratoire à la détection des RAM en santé humaine, vétérinaire, dans l'agriculture et l'environnement (Objectif: 70 % des personnels en service et des agents communautaires sont formes d'ici decembre 2021)	Organisation de 50 supervisions Formative dans tous les secteurs (05 secteurs) en delocalise des professionnel sur le terrain (01 supervision par region dans 10 regions par an de 05 jours par une equipe de 04 personnes) d'ici Decembre 2023	supervisions en delocalise, 04 personnes, location vehicule, carburant	LNSP	National	58500000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Renforcement de la participation au système mondial de surveillance de la RAM (Global Antimicrobial Surveillance System - GLASS) (Objectif: 70 % des laboratoires renseigne le GLASS d'ici decembre 2023)	Désignation des laboratoires chargés de la détection/notification des RAM (incluant le secteur privé)	PM (sans coût)	LNSP	National	
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Renforcement de la participation au système mondial de surveillance de la RAM (Global Antimicrobial Surveillance System - GLASS) (Objectif: 70 % des laboratoires renseigne le GLASS d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier d'orientation des structures chargées de la détection/notidication des RAM, y compris la revue des outils, l'examen du circuit de l'information, les échéances de transmission et le mécanisme de suivi (01 ateliers delocalise de 05 jours avec 40 participants) d'ici decembre 2020	01 atelier en delocalise, 05 jours, 38 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	10642000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Renforcement de la participation au système mondial de surveillance de la RAM (Global Antimicrobial Surveillance System - GLASS) (Objectif: 70 % des laboratoires renseigne le GLASS d'ici decembre 2023)	Elaboration des rapports periodiques par une commission de 10 personnes (reunion une fois par trimestre) a partir 2020	Réunions 10 personnes en delocalise 05 jours	LNSP	National	71200000

Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres) agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Renforcement de la participation au système mondial de surveillance de la RAM (Global Antimicrobial Surveillance System - GLASS) (Objectif: 70 % des laboratoires renseigne le GLASS d'ici decembre 2023)	Production des rapports périodiques de revue de la notification des RAM (1000 exemplaires de 20 pages) x 4 par an	(1000 copies, 20 pages) x 4 par an	LNSP	National	32000000
Système de détection de la résistance aux antimicrobiens en place	Mettre en place un mecanisme fonctionnel pour assurer la détection et la notification de certains (3 humains, 2animal, 2autres)agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens d'ici Decembre 2023	Renforcement de la participation au système mondial de surveillance de la RAM (Global Antimicrobial Surveillance System - GLASS) (Objectif: 70 % des laboratoires renseigne le GLASS d'ici decembre 2023)	Organisation des reunions semestrielles de monitoring et évaluation de la surveillance des RAM (reunion de 20 personnes sur 03 jours) a partir de 2020	02 reunions en delocalise, 19 personnes, 03 jours,01 facilitateurs	LNSP	National	44368000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Organisation d'atelier pour elaborer un draft de document cadre national de surveillance de la RAM (03 ateliers en delocalisee reunissant 40 participants pendant 04 jours) d'ici decembre 2019	03 ateliers en delocalise, 03 jours, 38 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	31926000

Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier en delocalise de validation et traduction du document cadre (01 atelier de 40 participants pendant 03 jours) d'ici Mars 2020	01 atelier en delocalise, 03 jours, 38 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	10642000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Production de 1000 exemplaires du document cadre national de surveillance de la RAM d'ici juin 2020	1000 copies, 100 pages	LNSP	National	10000000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Recrutement d'un consultant national pendant 20 jours pour elaborer les outils de detection et surveillance de la RAM en sante humaine et animale d'ici decembre 2020	01 consultant national, 20 jours	LNSP	National	0

Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier de restitution en delocalise des outils de detection et surveillance de la RAM en sante humaine et animale (01 atelier de 30 participants sur 02 jours) d'ici fevrier 2020	01 atelier en delocalise, 27 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	0
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Recrutement d'un consultant national pendant 15 jours pour dresser et inclure dans la carte du reseau la cartographie des laboratoires charges d'assurer la detection et la surveillance de la RAM en sante humaine et animale d'ici Avril 2021	01 consultant national, 15 jours	LNSP	National	0
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier dactualisation et traducton dans chaque secteur des procedures operationnelles standardisees pour la surveillance des infections causees par des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens (03 ateliers en delocalise de 40 personnes sur 05 jours) d'ici decembre 2021	Atelier en delocalise, 3 jours, 38 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	31926000

Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Organisation des ateliers pour diffuser dans chaque secteur des procedures operationnelles standardisees pour la surveillance des infections causees par des agents pathogenes resistants aux antimicrobiens (03 ateliers en delocalise de 40 personnes sur 03 jours) d'ici Mars 2021	Atelier en delocalise, 3 jours, 38 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	500000000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Renforcement du plateau technique des laboratoires de tous les secteurs a la detection de la RAM et l'analyse des residus d'antimicrobiens d'ici decembre 2021	PM forfait 5 Milliards	LNSP	National	1250000000

Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de la capacite de detection des cas de resistances aux antimicrobiens et de riposte (Objectif: 70 % des laboratoires multisectorielles detecte et notifie des cas resistances aux antimicrobiens d'ici decembre 2023)	Organisation de 10 ateliers de gestion des antimicrobien en delocalise pour inciter les acteurs a assurer le suivi du respect des delais d'attente apres administration des antimicrobiens chez les animaux et les vegetaux (01 atelier par region de 30 participants pendant 03 jours) D'ici decembre 2021	Atelier en delocalise, 378personnes, 02 facilitateurs, 03 jours	LNSP	National	95370000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de l'aptitude des laboratoires a produire des prestations de qualite en particulier la detection des germes usuels et resistants (Objectif: 80 % des personnels formes en management de la qualite produisent des prestations de qualite d'ici decembre 2023)	Organiser de 20 ateliers de 05 jours en delocalise de formation sur le mentorat et la supervision formative en matiere de diagnostic et de test de sensibilite aux antimicrobiens pour 500 personnels de laboratoire (30 participants par atelier) 80% de personnels foormes d'ici decembre 2023	Ateliers en delocalise, 28 personnes non residentes, 02 facilitateurs non residents, 05 jours	LNSP	SNU1 (province/region/etat)	202780000

Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de l'aptitude des laboratoires a produire des prestations de qualite en particulier la detection des germes usuels et resistants (Objectif: 80 % des personnels formes en management de la qualite produisent des prestations de qualite d'ici decembre 2023)	Renforcer 50 laboratoires de tous les secteurs en kits appropries pour la surveillance adequate de la RAM et la lutte contre les infections nosocomiales (80 % des laboratoires sont renforcer en kits appropries d'ici decembre 2023)	PM	LNSP	National	200000000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Amelioration de l'aptitude des laboratoires a produire des prestations de qualite en particulier la detection des germes usuels et resistants (Objectif: 80 % des personnels formes en management de la qualite produisent des prestations de qualite d'ici decembre 2023)	Organisation de 90 ateliers de 05 jours chacun de renforcement le systeme de management de la qualite conformement aux normes internationales validees dans les laboratoires regionaux et assimiles (2700 personnels formes) 90% des personnels formes en management de la qualite d'ici 2023	90 ateliers en regie, 30 personnes residentes, 02 facilitateurs non residents, 05 jours	LNSP	SNU2 (district/county)	209700000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Aider a la prise des decisions concernant la lutte contre la RAM en utilisant des donnees factuelles	Mener 04 etudes prospectives sur la RAM en utilisant des donnees factuelles 75 % des etudes prospectives menees d'ici decembre 2023	PM	LNSP	National	25000000

Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Aider a la prise des decisions concernant la lutte contre la RAM en utilisant des donnees factuelles	Oragniser un atelier en regie d'information de tous les acteurs cles multisectoriels (01 ateliers de 100 personnes pendant une journee) 80 % de personnes informes lors de l'atelier / nombre planifies d'ici 2023	01 atelier en regie, 100 personnes, 01 jour	LNSP	National	100000000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Aider a la prise des decisions concernant la lutte contre la RAM en utilisant des donnees factuelles	Organisation d'un colloque scientifique multisectoriel par an en delocalise sur la resistance aux antimicrobiens (200 personnes sur 03 jours) 80% des personnes conviees presentes au colloque par an	Colloques en regie, 200 personnes, 03 jours, 05 facilitateurs (en 2021-2022-2023)	LNSP	National	2150000
Système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer les plateaux techniques des laboratoires pour la détection de la résistance aux antimicrobiens	Aider a la prise des decisions concernant la lutte contre la RAM en utilisant des donnees factuelles	Mettre en place une biobanque nationale pour la conservation des echantillons/souches de germes d'ici decembre 2023	PM	LNSP	National	53850000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation des ateliers en delocalise d'elaboration d'un draft de plan multisectoriel de PCI (02 ateliers de 40 personnes pendant 03 jours) le draft de plan multisectoriel de PCI est elabore d'ici decembre 2019	Ateliers en delocalisé, 03 jours, 40 personnes	LNSP	National	0

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier de validation et traduction en langue anglaise en delocalise du draft du plan multisectoriel de PCI (01 atelier de 03 jours regroupant 45 participants) plan est vailide d'ici fevrier 2020	01 atelier en delocalise, 03 jours, 43 personnes, 02 facilitateurs	LNSP	National	21284000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Production de 3000 exemplaires de 100 pages du plan PCI, 3000 exemplaires du plan PCI produit d'ici Avril 2020	3000 copies, 100 pages	LNSP	National	11937000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier en regie de diffusion du plan multisectoriel de PCI (01 atelier de 100 participants 01 jours)	01 atelier en regie 100 personnes 01 facilitateur 01 jour	LNSP	National	30000000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'1 atelier d'elaboration du plan pour la promotion des soins en milieu hospitalier (01 atelier de 30 personnes sur 05 jours) ,draft du plan pour la promotion des soins en milieuhospitalier elabore d'ici decembre 2020	Atelier en delocalise, 03 jours, 29 personnes, 1 facilitateurs	LNSP	National	2140000

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier de validation et traduction du plan pour la promotion des soins en milieu hospitalier (01 atelier de 30 personnes sur 03 jours), plan pour la promotion des soins en milieu hospitalier valide et diffuse d'ici fevrier 2021	01 atelier en delocalise, 33 personnes, 02 facilitateurs, 03 jours	LNSP	National	8136000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	production de 1000 exemplaires de 100 pages du plan pour la promotion des soins en milieu hospitalier, 100% des exemplaires du plan pour la promotion produit d'ici janvier 2021	1000 copies, 100 pages	LNSP	National	10000000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier en regie de diffusion du plan pour la promotion des soins en milieu hospitalier (01 atelier de 100 participants 01 jours)	01 atelier en regie 100 personnes 01 facilitateur 01 jour	LNSP	National	2135000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier d'elaborationen delocalise des lignes directrices relatives a la PCI pour les acteurs du niveau operationnel des secteurs impliques (01 atelier de 30 personnes sur 05 jours), Lignes directrices elabores d'ici decembre 2019	01 atelier en delocalise, 30 personnes, 03 jours	LNSP	National	8052000

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier en regie des lignes directrices relatives a la PCI pour les acteurs du niveau operationnel des secteurs impliques (01 atelier de 100 participants 01 jours)	01 atelier en regie 100 personnes 01 facilitateur 01 jour	LNSP	National	2140000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire le risque de survenue des maladies infectieuses (objectif: 80% de personnels est formes au plan de PCI elabore et diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation de 20 ateliers regionaux en delocalise pour renforcer les capacites des personnels de FOSA, des structures zootechniqurs et des eleveurs dans le domaine de la PCI (01 atelier de 30 personnes pendant 03 jours), 80% de personnels est formes a la PCI decembre 2020	Atelier en delocalise, 03 jours, 30 personnes	LNSP	SNU1 (province/region/etat)	151640000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire l'incidence des infections (renforcer le traitement des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires) (objectif: 80 % des personnels sont renforces en management des traitements des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires d'ici 2023)	Acquisition de 30 incinerateurs pour le renforcement de 30 laboratoires dans tous les secteurs multisectoriels	PM	LNSP	National	0

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire l'incidence des infections (renforcer le traitement des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires) (objectif: 80 % des personnels sont renforces en management des traitements des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires d'ici 2023)	Recrutement d'un consultant national pendant 20 jours pour faire un etat des lieux du traitement des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires et proposer des outils et TDR de renforcement des capacites	01 consultant national, 20 jours	LNSP	National	5020000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire l'incidence des infections (renforcer le traitement des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires) (objectif: 80 % des personnels sont renforces en management des traitements des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires d'ici 2023)	Organisation d'un atelier en delocalise pour la restitution des travaux du consultant national (un etat des lieux du traitement des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires et proposer des outils et TDR de renforcement des capacites) 01 atelier de 03 jours regroupant 25 participants	01 atelier en delocalise, 03 jours, 24 participants 1 facilitateur	LNSP	National	6841000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Reduire l'incidence des infections (renforcer le traitement des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires) (objectif: 80 % des personnels sont renforces en management des traitements des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires d'ici 2023)	Organisation de 20 ateliers de renforcement des capacites en traitement des dechets dans les FOSA et les centres veterinaires (02 ateliers par region, 30 participants, sur 03 jours)	Atelier de formation 28 participants non résidents 2 facilitateurs 3 jours	LNSP	SNU1 (province/region/etat)	142540000

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer la transparence dans la gestion des medicaments et produits phytosanitaires (objectif: 100 % des lignes directrices relatives a la gestion des antimicrobiens est vulgarise d'ici decembre 2023)	Oganisaton d'un atelier d'actualilisation en delocalise des lignes directrices relatives a la gestion des antimicrobiens en y incluant les aspects de lutte contre la RAM (01 atelier de 30 personnes sur 05 jours), Lignes directrices elabores d'ici decembre 2020	01 atelier en delocalise, 30 personnes, 03 jours	LNSP	National	8052000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer la transparence dans la gestion des medicaments et produits phytosanitaires (objectif: 100 % des lignes directrices relatives a la gestion des antimicrobiens est vulgarise d'ici decembre 2023)	2 atelier de formation aux lignes directrices relatives a la gestion des antimicrobiens en y incluant les aspects de lutte contre la RAM, Lignes directrices vulgarisees d'ici mars 2021	Atelier en delocalisee, 40 personnes, 05 jours	LNSP	National	21284000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer la transparence dans la gestion des medicaments et produits phytosanitaires (objectif: 100 % des lignes directrices relatives a la gestion des antimicrobiens est vulgarise d'ici decembre 2023)	Organisation d'un ateier en delocalise de validation et traduction en langue anglaise du plan (01 atelier de 15 personnes pendant 03 jours), document de plan lignes directrices en langue anglaise	01 atelier en delocalise, 03 jours, 15 personnes	LNSP	National	4335000

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer la transparence dans la gestion des medicaments et produits phytosanitaires (objectif: 100 % des lignes directrices relatives a la gestion des antimicrobiens est vulgarise d'ici decembre 2023)	Production de 2000 exemplaires de 50 pages des lignes directrices relatives a la gestion des antimicrobiens en y incluant les aspects de lutte contre la RAM, 2000 exemplaires produits d'ici fevrier 2021, drafts des guides elabores d'ici decembre 2020	2000 copies, 50 pages	LNSP	National	10000000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer l'utilisation appropriee des agents antimicrobiens (Objectif: 100% des des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosanitaires sont diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation de 02 ateliers en delocalise d'elaboration du draft des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosataires selon l'approche ''une Sante'' (01 atelier de 30 personnes sur 05 jours), drafts des guides elabores d'ici decembre 2020	02 ateliers en delocalise, 03 jours, 30 personnes	LNSP	National	8052000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer l'utilisation appropriee des agents antimicrobiens (Objectif: 100% des des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosanitaires sont diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier en delocalise de validation et traduction les guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosataires selon l'approche ''une Sante'' (01 atelier de 35personnes de 05 jours) , guides de bonnes pratiques validees et vulgarisee d'ici mars 2021	01 atelier en delocalise, 03 jours, 35personnes	LNSP	National	9347000

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer l'utilisation appropriee des agents antimicrobiens (Objectif: 100% des des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosanitaires sont diffuse d'ici decembre 2023)	Production de 3000 exemplaires de 100 pages des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosataires selon l'approche ''une Sante'', 3000 exemplaires du guides produits d'ici a juin 2021	3000 copies, 100 pages	LNSP	National	30000000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer l'utilisation appropriee des agents antimicrobiens (Objectif: 100% des des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosanitaires sont diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation de 02 ateliers d'elaboration en delocalise du draft plan integre de bonnes pratiques de gestions des antimicrobiens selon l'approche ''une sante'' (01 atelier de 30personnes en 05 jours), draft du plan integre elabore d'ici decembre 2020	01 ateliers en delocalise, 03 jours, 30 personnes	LNSP	National	16104000
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer l'utilisation appropriee des agents antimicrobiens (Objectif: 100% des des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosanitaires sont diffuse d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier en delocalisee de formation des formateurs les bonnes pratiques de gestions des antimicrobiens selon l'approche ''une sante'' (01 atelier de 40 personnes sur 03 jours), plan diffuse d'ici fevrier 2021	01 atelier en delocalisee, 40 personnes, 03 jours, 03 facilitateurs non residents	LNSP	National	10642000

			Organisation d'un atelier de formation des agents au niveau regional sur les bonnes pratiques de gestions des antimicrobiens, (01 atelier par region pour 10 regions, 40 personnes, 05 jours d'ici fin Aout 2021	01 atelier en delocalisee, 40 personnes, 05 jours, 02 facilitateurs	LNSP	SNU1 (province/region/etat)	0
Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer l'utilisation appropriee des agents antimicrobiens (Objectif: 100% des des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosanitaires sont diffuse d'ici decembre 2023)	production de 1000 du plan integre de bonnes pratiques de gestions des antimicrobiens, 1000 exemplaires du plan produit d'ici mars 2021	1000 copies, 100 pages	LNSP	National	10000000
	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales		Organisation d'un atelier de revision sur les guides et directives dur la pharcovigilence, 01 atelier en delocalisee, 25 personnnes, 03 jours d'ici decembre 2021	01 atelier en delocalisee, 03 jours, 25 personnes, 01 facilitateurs	LNSP	National	0

Programmes de prévention et de lutte contre les infections liées aux soins de santé (HCAI)	Elaborer, valider et diffuser un plan national pour les programmes de lutte contre les infections nosocomiales	Assurer l'utilisation appropriee des agents antimicrobiens (Objectif: 100% des des guides de bonnes pratiques de diagnostic, prescription des antimicrobiens et d'utilisation des produits phytosanitaires sont diffuse d'ici decembre 2023)	Organiser 20 ateliers regionaux en delocalise de renforcement du systeme de la pharmcovigilence en sante humaine et animale (01 atelier de 30 persones pendant 03 jours), 80% personnes renforcer en systeme de pharmacovigilence (600 planifies) d'ici fevrier2022	20 ateliers en delocalise, 03 jours, 30 personnes	LNSP	National	14294000
Activités de gestion	80 % du plan de gestion du plan de la RAM mis en oeuvre et suivi d'ici Decembre 2023	Assurer une gestion optimale du plan (100 % des rapports de suivi et evaluation de mi et fin evaluation disponible au LNSP d'ici decembre 2023)	Organisation 50 supervisions pour assurer l'operationalisation du plan national de lutte contre la RAM au niveau deconcentre et dans chaque secteur (01 supervision au niveau de tous les secteurs par region d'une equipe de 04 personnes pendant 05 jours pan an),80% supervisions effectuees par an	50 supervisions en delocalise, 04 personnes, location vehicule, carburant	LNSP	National	3240000
Activités de gestion	80 % du plan de gestion du plan de la RAM mis en oeuvre et suivi d'ici Decembre 2023	Assurer une gestion optimale du plan (100 % des rapports de suivi et evaluation de mi et fin evaluation disponible au LNSP d'ici decembre 2023)	Organisation 50 supervisions annuelles pour assurer le suivi des activites de lutte contre la RAM dans chaque secteur (01 supervision par region et par secteurs dans les 05 secteurs, d'une equipe de 04 personnes pendant 05 jours), 80% des suppervisions effectuees par an	50 supervisions en delocalise, 04 personnes, location vehicule, carburant	LNSP	National	3510000

Activités de gestion	80 % du plan de gestion du plan de la RAM mis en oeuvre et suivi d'ici Decembre 2023	Assurer une gestion optimale du plan (100 % des rapports de suivi et evaluation de mi et fin evaluation disponible au LNSP d'ici decembre 2023)	Recrutement d'un consultant national pour 30jours pour elaborer le plan de suivi et evaluation du plan Assurer l'evaluation a mi-parcours et l'evaluation finale du PAN-RAM, draft de plan de suivi et evaluation elabore d'ici a Mars 2021	01 consultant,30 jours	LNSP	National	7420000
Activités de gestion	80 % du plan de gestion du plan de la RAM mis en oeuvre et suivi d'ici Decembre 2023	Assurer une gestion optimale du plan (100 % des rapports de suivi et evaluation de mi et fin evaluation disponible au LNSP d'ici decembre 2023)	Organisation d'un atelier de restitution et validation du plan de suivi et evaluation (01 atelier de 04 jours regroupant 30 participants pendant 04 jours), Plan de suivi et evaluation du plan valide d'ici a Mai 2021	01 atelier en delocalise, 03 jours, 30 personnes	LNSP	National	8052000
Activités de gestion	80 % du plan de gestion du plan de la RAM mis en oeuvre et suivi d'ici Decembre 2023	Assurer une gestion optimale du plan (100 % des rapports de suivi et evaluation de mi et fin evaluation disponible au LNSP d'ici decembre 2023)	Organisation d'une reunion en delocalisee pour assurer le suivi et evaluation du plan a mi parcours et en fin du plan (01 atelier de 40 participants de 03 jours mi parcours et en fin pour evaluer le plan) , Rapports des reunions du suivi et evaluation disponible a mi (2021)et fin (2023) parcours	02 atelier en delocalise, 03 jours, 40 personnes	LNSP	National	21254000

Activités de gestion	80 % du plan de gestion du plan de la RAM mis en oeuvre et suivi d'ici Decembre 2023	Assurer la synergie d'action entre les differents acteurs de la mise en oeuvre du plan ainsi que la transparence dans la gestion (objectifs: 80 % des rapports d'audits disponible au LNSP d'ici decembre 2023)	Organisation d'une reunion pour assurer la coordination multisectorielle (05 secteurs) et le fonctionnement des instances de pilotage et de coordination de la lutte contre la RAM (02 reunions en delocalisees multisectorielles de 30 participants pendant 03 jours par an),Nombre de secteurs ayant assister a la reunion/ 5 secteurs	08 reunions délocalisées, 03 jours, 30 personnes	LNSP	National	65088000
Activités de gestion	80 % du plan de gestion du plan de la RAM mis en oeuvre et suivi d'ici Decembre 2023	Assurer la synergie d'action entre les differents acteurs de la mise en oeuvre du plan ainsi que la transparence dans la gestion (objectifs: 80 % des rapports d'audits disponible au LNSP d'ici decembre 2023)	Organiser des supervisions d'audits en region pour assurer la transparence et la redevabilite dans la mise en oeuvre du plan national de lutte contre la RAM (01 supervision par region 04 jours d'une equipe de 04 personnes), 10 rapports d'audits disponible au LNSP	10 supervisions en delocalise, 04 personnes, 04 jours	LNSP	National	46800000

DOMAINE TECHNIQUE	Zoonoses						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recherche des financements et d'assistance technique	Réunions de concertation entre les sectorielles et d'élaboration des TDR, soumission (pladoyer) des TDR aux partenaires techniques et financiers (03 réunions de 1 jour en régie pour 30 participants) d'ici mars 2021	1 reunion en regie ,30 participants, 1jour	DSV/MINEPIA	Central	2865000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Elaboration d'un document de stratégie sectorielle de surveillance sanitaire de la faune sauvage	Recrutement d'un consultant national pour 30 jours pour l'élaboration de la stratégie sectorielle de surveillance des maladies de la faune d'ici mars 2019	un consultant national pour 30 jours taux honoraires seul	MINFOF	National	6000000

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Elaboration d'un document de stratégie sectorielle de surveillance sanitaire de la faune sauvage	Organisation d'un atelier délocalisé de 3 jours, 30 personnes pour la restitution et validation des travaux du consultant d'ici juin 2019	un atelier de 3jrs, 35 participants non residents	MINFOF	National	9515000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Elaboration, édition et formation sur le plan sectoriel de surveillance des maladies de la faune sauvage et outils de surveillance	Recrutement d'un consultant national pour 20 jours, pour l'élaboration du plan sectoriel de surveillance des maladies de la faune et outils de surveillance decembre 2020	un consultant national, 20 jours, taux honororaires seul	MINFOF	National	4000000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Elaboration, édition et formation sur le plan sectoriel de surveillance des maladies de la faune sauvage et outils de surveillance	Organisation d'un atelier délocalisé de 3 jours, 35 personnes pour la restitution et l'enrichissement des travaux du consultant d'ici février 2020	un atelier de 3jrs, 35 participants non residents	MINFOF	National	9515000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Elaboration, édition et formation sur le plan sectoriel de surveillance des maladies de la faune sauvage et outils de surveillance	Traduction, Production de 200 exemplaires du plan séctoriel et 2000 outils spécifiques (fr et en) d'ici juin 2020	200 exemplaires ,2000 outils	MINFOF	National	7000000

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Elaboration, édition et formation sur le plan sectoriel de surveillance des maladies de la faune sauvage et outils de surveillance	Organisation de 3 ateliers délocalisés de 4 jours, 35 personnes pour la diffusion du plan setoriel de surveillance de la santé de la faune sauvage et outils d'ici decembre 2020	un atelier de 4jrs, 35 participants non residents, 2 facilitateurs non residents	MINFOF	National	35205000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcer les capacités des services vétérinaires des écogardes sur les techniques de collecte et transport des échantillons et de reporting	Traduction, Production et diffusion des 10 000 outils de surveillance et de sensibilisation des maladies zoonotiques d'ici janvier 2021	10000 outils,	MINFOF	National	22500000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcer les capacités des services vétérinaires des écogardes sur les techniques de collecte et transport des échantillons et de reporting	Acquisition de 800 kits d'équipements de contrôle des maladiers (EPI, Désinfectants, matériel de capture, pulverisateurs, materiels d'incinerations,...) pour les 40 aires protegés et 724 centres zootechniques et vétérinaires d'ici decembre 2019 pour le 1er lot et juin 2020 pour le 2eme lot (400 kits)	achat de 1200 kits de contrôle	DSV/MINEPIA	National	12000000000

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcer les capacités des services vétérinaires des écogardes sur les techniques de collecte et transport des échantillons et de reporting	Acquisition de 800 kits d'équipements de surveillance (EPI, Materiels de collecte, conservation et transports...) pour les 40 aires protegés et 724 centres zootechniques et vétérinaires d'ici decembre 2019 pour le 1er lot et juin 2020 pour le 2eme lot (400 kits)	achat de 1200 kits de surveillance	DSV/MINEPIA	National	12000000000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcer les capacités des services vétérinaires des écogardes sur les techniques de collecte et transport des échantillons et de reporting	Organisation de 03 ateliers délocalisés de 4 jours, 35 personnes chacun pour la formation des formateurs sur la surveillance et le contrôle des zoonoses prioritaires d'ici decembre 2019	1 atelier, 4jours, 35 personnes nonresidents,2 facilitateurs non resident	DSV/MINEPIA	National	36090000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcer les capacités des services vétérinaires des écogardes sur les techniques de collecte et transport des échantillons et de reporting	Organisation de 05 ateliers délocalisés, de formations de 04 jours pour 35 écogardes et léaders communautaires à la surveillance participative et à la prise des mesures conservatoires lors des foyers ou suspicions des maladies des animaux sauvages d'ici novembre 2020	1 atelier, 4jours, 35 personnes nonresidents, 2 facilitateurs non resident	DSV/MINEPIA	National	60150000

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcer les capacités des services vétérinaires des écogardes sur les techniques de collecte et transport des échantillons et de reporting	Organisation de 20 ateliers de 03 jours de 35 personnes,en régie des responsables de724 centres zootechniques et vétérinaires sur la surveillance et le contrôle des maladies animales y compris les zoonoses d'ici decembre 2021 (10 ateliers la 1ere année, 7 la 2eme année et 3 la 3eme année)	1 atelier en regie, 3jours, 35 personnes, 2 facilitateurs nonresidents	DSV/MINEPIA	SNU2 (district/county)	40700000
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Appui à la réalisation de la cartographie suivant l'approche FAO dans le cadre du RGAE (Acquisition de 20 ordinateurs, 100 GPS, 100 Tablettes, des outils de collecte)	Pour MEMOIRE Acquisition de 20 ordinateurs, 100 GPS, 100 Tablettes, Production des outils de collecte	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Recruitement de 100 agents pour realiser la cartographie	Pour MEMOIRE appel d'offre (sans frais)	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	formation (3jours) de 100 agents sur la cartographie suivant l'approche FAO	Pour MEMOIRE 1, atelier, 3jours, 50 agents non residents, 3 facilitateurs résidents	DSV/MINEPIA	National	0

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	4 atelier de d'élaboration et de validation des outils de collecte 5 jours pour 35 pers. 2 ateliers de l'analyse et de validation des données, 1 atelier de présentation des resultats) d'ici decembre 2021	Pour MEMOIRE 1, atelier, 5 jours, 35 agents non residents, 2 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	mission de terrain pour 10 jours pour les 100 agents d'ici decembre 2021,	Pour MEMOIRE 1 mission de terrain, 100 agents non residents, 10 jours, + frais transport	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	atelier de 3 jours pour 35 personnes pour l'élaboration et la validation des outils d'enquete d'ici 2021	Pour MEMOIRE 1 atelier, 3 jours, 35 participants non residents, 2 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Production et diffusion de 10 000 pour l'enquêtes, d'ici 2021	Pour MEMOIRE 10 000 questionnaires d'enquete, 5 p	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	recruitement des agents recenseurs d'ici 2021	Pour MEMOIRE d'appel d'offre (sans frais)	DSV/MINEPIA	National	0

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	atelier de formation de 50 personnes à Ebolowa (non resident) de 3 jours pour les enquetes d'ici 2021	Pour MEMOIRE 1 atelier, 3 jours, 50 participants non residents, 3 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Mission de terrain pour 10 jours pour 50 enquêteurs d'ici 2021	Pour MEMOIRE 1mission de terrain, 10 jours, 50 enqueteurs + frais de transport. 10000 de frais de transports par enquêteur	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	+E28:E33Atelier de 5 jours à Douala pour 35 personnes non résidents pour la restitution des resultats et l'enrichissement des analyses d'ici 2021	Pour MEMOIRE 1 atelier, 5 jours, 35 participants non residents, 2 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Organisation d'01 atelier de 5 jours pour 35 personnes à Douala, Kribi pour le developpements des outils d'énquêtes pour les modules thématiques du RGAE d'ici decembre 2019	Pour MEMOIRE 1 atelier, 5jours, 35 personnes non residents, 2 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Organisation d'01 atelier de 5 jours pour 35 personnes à Douala, Kribi pour le developpements des outils d'énquêtes pour les modules complèmentairesdu	Pour MEMOIRE 1 atelier, 5jours, 35 personnes non residents, 2 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	0

			RGAE d'ici decembre 2019				
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Organisation de 01 atelier en regie de 5 jours pour 35 personnes Yaoundé, pour La validation des outils d'énquêtes pour les modules complèmentaires et les modules thématiques du RGAE d'ici decembre 2019	Pour MEMOIRE 1atelier en regie, 5jours, 35 personnes, 2 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Recrutement de 3500, agents recenseurs pour la réalisation du module complèmentaire d'ici decembre 2021	Pour MEMOIRE appel d'offre (sans frais)	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	formation de 3500, agents recenseurs pour la réalisation du module complèmentaire d'ici decembre 2021 (5 sessions d'1 jour de formation pour 70 partipants par session dans chacune des régions)	Pour MEMOIRE un atelier 3jours en regie ,350 agents par region ,3 formateurs non residents. Coût additionnel des facilitateurs correspondant aux frais de transport (50000 par facilitateur) + 2 jours supplémentaires (80000 par facilitateur) disvisé par les 5 sessions de formation à conduire au cours de la mission, ce qui revient à 26000 frs par facilitateur par jour.	DSV/MINEPIA	SNU1 (province/region/etat)	0

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	mise en mission pour 60 jours, de 3500, agents recenseurs pour la réalisation du module complèmentaire d'ici decembre 2021	Pour MEMOIRE 350 agents residents 60 jours en plus frais deplacements.10000FCFA de transport journalier par agent	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Recrutement de 5000, agents recenseurs pour l'aplication du module thématique d'ici decembre 2020	Pour MEMOIRE appel d'offre (sans frais)	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	formation de 5000, agents recenseurs pour l'utilisation du module thématique d'ici decembre 2020 (10 sessions de formation par région avec 50 personnes par session)	Pour MEMOIRE un atelier 3jours en regie ,500 agents par region ,3 formateurs non residents. 26000FCFA de coût additionnel par jour par facilitateur équivalent au transport et aux jours complémentaires sur une période de 5 jours de mission	DSV/MINEPIA	National	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	mise en mission pour 60 jours, de 5000, agents recenseurs pour la réalisation du module thématique d'ici decembre 2020	Pour MEMOIRE 5000 agents residents 60 jours en plus frais deplacements. 10000FCFA par agent pour le ransport.	DSV/MINEPIA	National	0

Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Organisation de 58 ateliers (3 jours/35pers) de validation, d'analyse et de présentation et de suivi des données collectés d'ici mai 2020	Pour MEMOIRE 1 atelier, 3 jours, 35 participants résidents, 3 facilitateurs non residents; Extra par réunion représente les 2 jours supplémentaires pour les 2 facilitateurs résidents soit 5000 par jour par facilitateur. Extra par réunion correspondant à 2 fois 5000frs par jour par facilitateur résident pour 2 jours	DSV/MINEPIA	SNU2 (district/county)	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Organisation de 01 reunion (1jours/50 personnes) de restitution et de plaidoyers pour la suite du RGAE d'ici mai 2021	Pour MEMOIRE 1 reunion, 1 jour, 50 participants/region, 3 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	SNU1 (province/region/etat)	0
Des systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires sont en place	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires d'ici décembre 2021 (activité continue)	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)-Cameroun	Edition et diffusion de 1500 rapports du RGAE d'ici decembre 2021	Pour MEMOIRE 1500 rapports de 200p	DSV/MINEPIA	National	0
Santé animale et personnel vétérinaire	Renforcer les capacités des personnels de santé animale d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement de l'offre locale de formation en santé animale	Intégration des modules de formation en santé animale dans les programmes de formation dici decembre 2021	sans frais	DSV/MINEPIA	National	0

Santé animale et personnel vétérinaire	Renforcer les capacités des personnels de santé animale d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement de l'offre locale de formation en santé animale	recruitement d'un consultant national pour 30 jours, pour la revision des modules de santé animale des Curriculas des Centres Nationaux de Formation Zootechnique, Vétérinaire et Halieutique d'ci mars 2019	Consultant national, 30 jours, honoraires seul	DSV/MINEPIA	National	12000000
Santé animale et personnel vétérinaire	Renforcer les capacités des personnels de santé animale d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement de l'offre locale de formation en santé animale	Organisation d'un atelier non-resident de 3 jours et 35 personnes pour la validation technqiue des travaux des Curriculas et modules des Centres Nationaux de Formation Zootechnique, Vétérinaire et Halieutique d'ici novembre 2019	1 atelier, 3 jours, 35 participants non residents, 1 facilitateur non residents 15000 CFA/personne frais de transport	DSV/MINEPIA	National	9690000
Santé animale et personnel vétérinaire	Renforcer les capacités des personnels de santé animale d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement de l'offre locale de formation en santé animale	Organiser un atelier non résident de 5 jours pour la formation de 35 mentors et formateurs d'ici 2020 pour la mise en œuvre des modules de santé animale dans les Centres Nationaux de Formation Zootechnique, Vétérinaire et Halieutique d'ici mars 2020	1 atelier, 5 jours, 35 participants non residents, 3 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	National	14410000

Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement (augmentation) des plans intégrés visant à réduire la transmission des zoonoses prioritaires aux humains	Validation de 05 POS multisectorielles pour les zoonoses prioritaires (Rage, Anthrax, Grippe Aviaire, Ebola/Marburg, Tuberculose Bovine) - d'ici decembre 2019	1 atelier, 5jours ,35 participants non residents, 3 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	9690000
Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement (augmentation) des plans intégrés visant à réduire la transmission des zoonoses prioritaires aux humains	Elaboration de 05 plans opérationnel Santé animale (Rage, Anthrax, Grippe Aviaire, Ebola/Marburg, Tuberculose Bovine) visant à réduire la transmission des zoonoses prioritaires aux humains (02 réunions pour la rédaction et la validation) y compris les outils de surveillance et de sensibilisation dans le domaine de la santé animale d'ici janvier 2020	1 atelier ,5 jours ,35 personnes non residents,1 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	63900000

Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement (augmentation) des plans intégrés visant à réduire la transmission des zoonoses prioritaires aux humains	Validation de 05 plans opérationnel Santé animale (Rage, Anthrax, Grippe Aviaire, Ebola/Marburg, Tuberculose Bovine) visant à réduire la transmission des zoonoses prioritaires aux humains (02 réunions pour la rédaction et la validation) y compris les outils de surveillance et de sensibilisation dans le domaine de la santé animale d'ici janvier 2020	1 atelier ,5 jours ,35 personnes non residents,2 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	9690000
Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement (augmentation) des plans intégrés visant à réduire la transmission des zoonoses prioritaires aux humains	Traduction, Production et diffusion de 10 000 outils de surveillance et de sensibilisation d'ici novembre 2019 (50%) et mars 2020	10 000 outils	DSV/MINEPIA	National	1000000
Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement (augmentation) des plans intégrés visant à réduire la transmission des zoonoses prioritaires aux humains	Organisation de 58 ateliers en régie (3 jours/35 pers) de gestions des maladies prioritaires dans les domaines de la santé animale) d'ici decembre 2020	1 atelier, 3 jours, 35 participants résidents, 2 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	SNU2 (district/county)	156310000

Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement de la capacité de réponse sectorielle et multisectorielle aux niveaux régional et départemental	Tenue de 10 ateliers délocalisés de renforcement des capacités de réponse sectorielle et multisectorielle des équipes régionales et départementales (01 atelier de 5 jours par Région, pour 35 personnes) d'ici mars 2020	1 atelier, 5 jours, 35 participants non residents, 3 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	National	12745000
Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement de la capacité de réponse sectorielle et multisectorielle aux niveaux régional et départemental	Tenue de 14 réunions d'un jour et 35 personnes, de concertation entre les laboratoires visant à renforcer leur collaboration d'ici decembre 2022 (en raison de 8 la 1ere année, 3 la 2eme année et 3 la 3ème année)	1 reunion, 1 jour, 35 participants en regie, 3 facilitateurs non residents	DSV/MINEPIA	National	11130000
Des mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses sont mis en place et fonctionnels	Renforcer les mécanismes de riposte aux zoonoses infectieuses d'ici décembre 2021 (activité continue)	Renforcement de la capacité de réponse sectorielle et multisectorielle aux niveaux régional et départemental	Organisation de 40 missions d'investigations de 10 jours et 4 personnes, de contrôle des maladies zoonotiques en 4 ans (10/an) d'ici 2023	1 mission d'investigation, 4 personnes, non residents, 10 jours, + frais transport	DSV/MINEPIA	National	100800000

DOMAINE TECHNIQUE	Sécurité sanitaire des aliments						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Elaboration du Manuel de Procédures Opératoires Standardisées (MPOS) de collaboration et de partage d'information	Recrutement d'un consultant national expert en SSA pour 15 jours en vue d'identifier les parties prenantes clés intervenant dans la SSA au Cameroun d'ici Janvier 2020.	01 consultant national 15 jours	ANOR/MINMIDT	National	3820000

Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Elaboration du Manuel de Procédures Opératoires Standardisées (MPOS) de collaboration et de partage d'information	Recrutement d'un consultant national pour 90 jours expert en SSA chargé d'élaborer un projet de Manuel de Procédures Opératoires Standardisées (MPOS) de collaboration et de partage d'information d'ici 2020	01 consultant national 90 jours	ANOR/MINMIDT	National	21820000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Elaboration du Manuel de Procédures Opératoires Standardisées (MPOS) de collaboration et de partage d'information	Organisation d'un atelier délocalisé de 05 jours regroupant 35 personnes non résidentes pour la validation du Manuel de Procédures standardisées de collaboration.d'ici 2020	01 Atelier03 jours34 participants non résidents01 Faciliteur	ANOR/MINMIDT	National	9690000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Elaboration d'un plan multisectoriel de riposte aux évenements liés à la SSA	Recruter un consultant national expert en SSA pour 30 jours chargé de l'élaboration d'un Projet de plan multisectoriel de riposte aux évenements d'ici 2021	01 consultant National 30 jours	ANOR/MINMIDT	National	7420000

Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Elaboration d'un plan multisectoriel de riposte aux évenements liés à la SSA	Organisation d'un atelier de 05 jours délocalisé pour 36 participants non résidents pour la validation du Plan multisectoriel de risposte aux évenements d'ici Mai 2021	01 Atelier 03 jours 35 participants non résidents 01 Faciliteur	ANOR/MINMIDT	National	9431000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Mise sur pied d'un réseau fonctionnel et interactif de Points Focaux INFOSAN pour une meilleure opérabilité	Recrutement d'un consultant national pendant 30 jours pour l'élaboration d'une cartographie des Points Focaux INFOSAN au Cameroun d'ici Janvier 2019	01 consultant National30 jours	ANOR/MINMIDT	National	7420000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Mise sur pied d'un réseau fonctionnel et interactif de Points Focaux INFOSAN pour une meilleure opérabilité	Organisation d'un atelier délocalisée de 05 jours regroupants 31 personnes non résidentes pour l'élaboration des procédures opératoires standardisées pour le fonctionnement du réseau INFOSAN d'ici début Avril 2019	01 Atelier 03 jours 30 participants non résidents 01 Faciliteurs	ANOR/MINMIDT	National	8395000

Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Mise sur pied d'un réseau fonctionnel et interactif de Points Focaux INFOSAN pour une meilleure opérabilité	Organisation d'un atelier délocalisée de 03 jours regroupants 37 personnes non résidentes pour la validation des procédures opératoires standardisées pour le fonctionnement du réseau INFOSAN d'ici début Mai 2019	01 Atelier 03jours 35 Personnes 02 Facilitateurs	ANOR/MINMIDT	National	9865000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Mise sur pied d'un réseau fonctionnel et interactif de Points Focaux INFOSAN pour une meilleure opérabilité	Organisation d'un atelier délocalisée de 03 jours regroupants 40 personnes non résidentes pour la formation des Points Focaux INFOSAN sur les procédures opératoires standardisées pour le fonctionnement du réseau INFOSAN d'ici début Juin 2019	01 Atelier03jours40 Personnes 03 Facilitateurs	ANOR/MINMIDT	National	11335000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Création d'un site web pour la coordination des activités de suivi de la sécurité sanitaire des Aliments	Recrutement d'un consultant national en informatique/webdesign pendant 30 jours chargé de créer un Site web intégrant une messagerie interne pour les acteurs clés de la SSA et Points Focaux INFOSAN d'ici janvier 2022	01 consultant national 30 jours	ANOR/MINMIDT	National	7420000

Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Création d'un site web pour la coordination des activités de suivi de la sécurité sanitaire des Aliments	Organisation d'un atelier en regie de 02 jours regroupant 49 personnes résidentes pour la formation à l'utlisation du site web d'ici Mars 2022	01 Atelier 02 jours47 Participants résidentes 02 Facilitateurs	ANOR/MINMIDT	National	2257000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Finalisation du processus d'adoption du projet de loi-cadre et des textes d'application sur la sécurité sanitaire des aliments	Organisation d'une réunion de plaidoyer d' 01 un jour en régie, regroupant 55 personnes résidentes sur la loi cadre sur la SSA d'ici septembre 2022	Pour mémoire (sans coût)	ANOR/MINMIDT	National	0
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Finalisation du processus d'adoption du projet de loi-cadre et des textes d'application sur la sécurité sanitaire des aliments	Organisation d'un atelier délocalisé de 05jours regroupants 33 participants non résidents pour l'élaboration des textes d'application de la Loi Cadre sur la SSA, d'ici Octobre 2022	Pour mémoire (sans coût)	ANOR/MINMIDT	National	0

Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Finalisation du processus d'adoption du projet de loi-cadre et des textes d'application sur la sécurité sanitaire des aliments	Organisation d'un atelier délocalisé de 03jours regroupants 35 participants non résidents pour la validation des textes d'application de la Loi Cadre sur la SSA, d'ici Novembre 2023	01 Atelier03 jours33 participants non résidents02 Faciliteurs	ANOR/MINMIDT	National	9172000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Finalisation du processus d'adoption du projet de loi-cadre et des textes d'application sur la sécurité sanitaire des aliments	Transmission des projets de textes d'application de la Loi Cadre sur la SSA, à l'autorité compétente pour signature d'ici Mars 2023	PM sans coût	ANOR/MINMIDT	National	0
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Finalisation du processus d'adoption du projet de loi-cadre et des textes d'application sur la sécurité sanitaire des aliments	Publication des textes d'application signés de la Loi Cadre sur la SSA, d'ici Octobre 2023	PM sans coût	ANOR/MINMIDT	National	0

Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Renforcer la capacité analytique des laboratoires au cameroun en matière de SSA (Plateau Technique)	Recrutement d'un consultant natioanal pour 60 jours chargé d'élaborer la cartographie des laboratoires en matière de SSA d'ici Janvier 2021	01 Consultant National60 jours	ANOR/MINMIDT	National	14620000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Renforcer la capacité analytique des laboratoires au cameroun en matière de SSA (Plateau Technique)	Equipement des laboratoires nationaux de SSA au Niveau central 50% et régional 25% d'ici Juin 2023	PM (voir équipement dans le Système des Laboratoires)	MINSANTE	National	0
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Renforcer la capacité analytique des laboratoires au cameroun en matière de SSA (Plateau Technique)	Organisation d'un atelier delocalisé de 03 jours regroupant 32 personnels de laboratoires du niveau central pourle renforcement des capacités en techniques d'analyses de laboratoires en matière de SSA d'ici Octobre 2023	01 Atelier 03 jours 30 participants non résidents 02 Faciliteurs	ANOR/MINMIDT	National	8570000

Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Renforcer la capacité analytique des laboratoires au cameroun en matière de SSA (Plateau Technique)	Organisation de 10 ateliers delocalisé de 03 jours regroupant chacun 33 personnels de laboratoires au niveau régional pour le renforcement des capacités en techniques d'analyses de laboratoires d'ici Novembre 2023	01 atelier03 jours20 Participants résidents10 Participants Non Résidents02 Facilitateurs résidents01 Faciliatateurs Non résident	ANOR/MINMIDT	SNU1 (province/region/etat)	35130000
Des mécanismes de collaboration multisectorielle sont mis en place pour assurer une réponse rapide aux situations d'urgence liées à la sécurité alimentaire et aux flambées de maladies d'origine alimentaire	Etablir des liens opérationnels entre les personnels de surveillance et d'intervention, de la Sécurité Sanitaire des Aliments, de la santé animale et des laboratoires au niveau National d'ici Décembre 2023	Renforcer la capacité analytique des laboratoires au cameroun en matière de SSA (Plateau Technique)	Organisation un atelier en régie de 01 jour regroupant 55 personnes pour le plaidoyer pour le renforcement des capacités techniques des laboratoires existants au niveau nationale d'ici 2022	01 atelier 01 jour 33 Participants résidents 10 Participants Non Résidents 02 Facilitateurs résidents	ANOR/MINMIDT	National	2639000

DOMAINE TECHNIQUE	Vaccination

Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Renforcement la vaccination de routine en stratégie fixe, avancée et mobile dans tous les centres de santé	Organisation d'ateliers régionaux de formation des acteurs à l'analyse d'équité et la microplanification ACD [10 ateliers annuels (01 atelier par région) délocalisés de 4 jours (40 personnes par atelier en moyenne)]	1 atelier 40 participants non résidents 2 facilitateurs non résidents 4 jours	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	283400000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Renforcement la vaccination de routine en stratégie fixe, avancée et mobile dans tous les centres de santé	Organisation d'ateliers d'analyse d'équité et de microplanification ACD dans les districts de santé [201 ateliers annuels (01 par district de santé) de 3 jours en régie, d'une moyenne de 30 personnes]	1 atelier 29 participants résidents 1 facilitateurs résident 1 facilitateurs non résident 3 jours 25000 de coût additionnel pour le facilitateur local	GTC-PEV	SNU2 (district/county)	44620000

Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Renforcement la vaccination de routine en stratégie fixe, avancée et mobile dans tous les centres de santé	Organisation de réunions trimestrielles d'évaluation et de révision des microplans ACD (201 réunions en régie pour une moyenne de 35 participants pour 2 jours)	1 réunions35 participants résidents1 facilitateurs résident2 jours	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	2695410000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Renforcement la vaccination de routine en stratégie fixe, avancée et mobile dans tous les centres de santé	Mise en œuvre des activités de vaccination en stratégie avancée, mobile, spéciale ainsi que les activités de vaccination intensifiée (AVI) et recherche de perdus de vue dans les DS prioritaires (4 sorties de 3 personnes par mois pour 2000 postes de vaccination)	1 sorties 1 jour 3 personnes 2000 postes "2000 frs de transport par sortie et 2000 frs de rafraîchissement par personne"	GTC-PEV	National	1440000000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Organisation d'ateliers de formation des formateurs régionaux et des districts sur la vaccination en pratique [10 ateliers annuels (01 atelier par région) délocalisés de 4 jours pour la formation des formateurs des districts en vaccination en pratique (40 personnes par atelier en moyenne)]	1 ateliers 40 participants non résidents 2 facilitateurs non résidents 4 jours	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	243400000

Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Organisation d'ateliers annuels de formation en vaccination en pratique des acteurs des formations sanitaires [201 ateliers (01 par district de santé) de 3 jours en régie, d'une moyenne de 30 personnes]	1 ateliers30 participants résidents1 facilitateurs non résident3 jours	GTC-PEV	SNU2 (district/county)	444210000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Supervisions formatives intégrées mensuelles des personnels des points de prestation [02 personnes pour 1 jour par mois pour 4000 formations sanitaires qui vaccinent]	1 sorties 2 personnes residentes 1 jour	GTC-PEV	SNU2 (district/county)	6030000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Supervisions formatives intégrées trimestrielles des personnels du niveau district de santé [03 personnes pour 03 jours chaque trimestre dans chacun des 201 districts de santé]	1 sortie3 jours2 personnes non résidentes2 personnes résidentes5000frs de frais de communication par superviseur5000frs par jour pour 2 jours pour les résidents	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	76000000

Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Supervisions formatives intégrées semestrielles des personnels du niveau régional [04 personnes pour 05 jours chaque semestre dans chacune des 10 régions sanitaires]	1 sortie 2 superviseurs centraux non résidents 2 superviseurs régionaux non résidents pour 3 jours 2 superviseursde DS résidents 5 jours	GTC-PEV	National	81000000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Organisation de réunions mensuelles de coordination dans les 201 districts de santé [201 réunions mensuelles en régie pour une moyenne de 30 participants]	1 réunion 30 participants résidents 1 jours	GTC-PEV	SNU2 (district/county)	964800000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Organisation de réunions trimestrielles de validation des données, monitorage des performances et révision des plans d'action au niveau régional [01 réunions délocalisée de 4 jours par trimestre pour une moyenne de 50 personnes dans chacune des 10 régions du pays]	1 réunion4 jours12 participants résidents38 participants non résidents1 facilitateur non résident2 facilitateurs résidentsFrais additionnel à raison de 10000 frs de transport par participant non résident et 5000frs pour chaque facilitateur résident (1 jours supplémentaires de préparation)	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	2077000000

Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Améliorer la gestion des activités du Programme	Organisation de réunions semestrielles de monitorage des performances et révision des plans d'action au niveau central [01 réunions délocalisée de 5 jours par semestre pour une moyenne de 60 personnes]	1 réunion 5 jours 50 participants non résidents 2 facilitateurs	GTC-PEV	Central	195100000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Mise en place d'un partenariat formel entre le MINSANTE et le MINEPIA en vue de la mutualisation des stratégies et des ressources dans le doamine de la vaccination	Organisation de réunions d'élaboration du projet de MoU par l'équipe du MINSANTE (5 réunions en régie pour 10 personnes en moyenne)	1 réunion 1 jours 10 participants résidents	GTC-PEV	National	520000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Mise en place d'un partenariat formel entre le MINSANTE et le MINEPIA en vue de la mutualisation des stratégies et des ressources dans le doamine de la vaccination	Organisation de réunions d'élaboration et validation du projet de MoU par l'équipe du MINSANTE (5 réunions en régie pour 25 personnes en miyenne)	1 réunions1 jours25 participants résidents	GTC-PEV	Central	500000

Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Mise en place d'un partenariat formel entre le MINSANTE et le MINEPIA en vue de la mutualisation des stratégies et des ressources dans le doamine de la vaccination	Organisation de la cérémonie de signature du MoU par les responsables des 2 ministères regroupant 50 personnes pour 1 jour en régie	1 réunion 1 jours 50 participants résidents 2 facilitateurs résidents	GTC-PEV	National	1170000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Mise en place d'un partenariat formel entre le MINSANTE et le MINEPIA en vue de la mutualisation des stratégies et des ressources dans le doamine de la vaccination	Organisation de réunions trimestrielles de planification et de suivi des activités conjointes [01 réunions en régie de 01 jours par trimestre pour une moyenne de 30 personnes dans chacun des 50 districts de santé à forte activité pastorale nomade du pays]	1 réunion 1 jours 30 participants résidents 50 sites	GTC-PEV	SNU2 (district/county)	330000000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Mise en place d'un partenariat formel entre le MINSANTE et le MINEPIA en vue de la mutualisation des stratégies et des ressources dans le doamine de la vaccination	Organisation de réunions trimestrielles de planification et de suivi des activités conjointes [01 réunions en régie de 01 jours par trimestre pour une moyenne de 20 personnes dans chacune des 04 régions à forte activité pastorale nomade du pays]	1 réunion1 jours20 participants résidents4 sites	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	600000

Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Mise en place d'un partenariat formel entre le MINSANTE et le MINEPIA en vue de la mutualisation des stratégies et des ressources dans le doamine de la vaccination	Organisation de réunions semestrielles de planification et de suivi des des activités [01 réunion en régie d'un jour par semestre pour une moyenne de 30 personnes]	2 réunions 1 jours 30 participants résidents	GTC-PEV	Central	4050000
Couverture vaccinale (rougeole) assurée par le programme national	90 % de la population pédiatrique âgée de 12 mois dans le pays a reçu au moins une dose de vaccin à valence rougeole, d'après les enquêtes de couverture ou les données administratives et 80 % des unités infranationales (districts/provinces) sont couvertes.	Mise en place d'un partenariat formel entre le MINSANTE et le MINEPIA en vue de la mutualisation des stratégies et des ressources dans le doamine de la vaccination	Vaccination de 2000 personnes du Minepia à risque de rage par leur activités	3 doses de vaccins 2000 personnels Coût dose 8500fCFA	DSV/MINEPIA	National	0
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Mise en œuvre les activités du projet CCEOP	Organisation de réunions mensuelles en régie du comité de pilotage du CCEOP regroupant une moyenne de 15 personnes pour 1 jour au niveau central	1 réunion15 participants résidents1 jour	GTC-PEV	Central	12150000

Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Mise en œuvre les activités du projet CCEOP	Organisation de réunions mensuelles en régie du comité de pilotage du CCEOP regroupant une moyenne de 15 personnes pour 1 jour dans chaque régions	1 réunion 15 participants résidents 1 jour 10 sites	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	5400000
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Mise en œuvre les activités du projet CCEOP	Evaluation des sites devant acceuillir les équipements de la chaine du froid pour la deuxième année (CCEOP) (Une missions d'évaluation pour 2 experts nationaux dans les 3089 sites identifiés pour pour accueillir les équipements de la chaine du froid acquis).	2 consultants nationaux 30 jours	GTC-PEV	National	14840000
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Mise en œuvre les activités du projet CCEOP	Dédouanement et l'enlèvement des équipements reçus au port de Douala (18 missions de 3 personnels du MINSANTE chargé du dédouanement et de l'enlèvement des équipements reçus au Port de Douala)	1 mission3 participants non résidents2 jours	GTC-PEV	Central	10800000

Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Mise en œuvre les activités du projet CCEOP	Déploiement des équipements vers les 3089 sites identifiés pour les accueillir (Recrutement d'un transporteur chargé du déploiement des 3089 équipements vers les sites identifiés pour les accueillir)	Contrat de prestation de services PM (CCEOP)	GTC-PEV	Central	0
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Mise en œuvre les activités du projet CCEOP	Installation des équipements déployés et former les acteurs locaux à leur utilisation et entretien (Recrutement d'une entreprise de froid et climatisation chargée de l'installation des 3089 équipements acquis dans le cadre du CCEOP et la formation des acteurs locaux à leur utilisation et entretien)	Contrat de prestation de services PM (CCEOP)	GTC-PEV	Central	0
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Renforcement les capacités des prestataires, logisticiens et gestionnaires d'entrepôt sur les critères de la GEV et sur les SOPs de la gestion efficace des vaccins	Organisation d'un atelier délocalisé de de renforcement des capacités des logisticiens et gestionnaires d'entrepôts aux critères de la GEV, regroupant 40 personnes pour 4 jours au niveau central	1 ateliers35 participants non résidents2 facilitateurs non résident4 jours	GTC-PEV	Central	11950000

Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Renforcement les capacités des prestataires, logisticiens et gestionnaires d'entrepôt sur les critères de la GEV et sur les SOPs de la gestion efficace des vaccins	Organisation d'ateliers de renforcement des capacités des logisticiens et gestionnaires d'entrepôts aux critères de la GEV (10 ateliers délocalisés regroupant 40 personnes pour 3 jours) au niveau régional	1 ateliers 40 participants non résidents 2 facilitateurs non résident 3 jours 10 sites	GTC-PEV	SNU1 (province/region/etat)	99350000
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Pilote de gestion informatisée des stocks et de «redesign» du système de distribution afin de l'optimiser	Recrutement de deux consultants (un national et 1 international pour 45 jours chacun) chargés de la conduite du pilote.	1 consultant international 45 jours	GTC-PEV	National	22764000
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Pilote de gestion informatisée des stocks et de «redesign» du système de distribution afin de l'optimiser	Recrutement de deux consultants (un national et 1 international pour 60 jours chacun) chargés de la conduite du pilote.	1 consultant national 60 jours	GTC-PEV	National	14620000

Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Pilote de gestion informatisée des stocks et de «redesign» du système de distribution afin de l'optimiser	Organisation de réunions de validation du rapport de l'étude regroupant 30 personnes en régie pour 1 jour au niveau central	1 réunion 30 participants non résidents 1 jour	GTC-PEV	Central	540000
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Apporter un appui financier à la livraison des vaccins et consommables à tous les niveaux	Approvisionnement des formations sanitaires en vaccins et consommables (3000Frs par mois en moyenne pour chacune des 4000 formations sanitaires qui vaccinent)	1 approvisionnement 4000 sites Coût forfaitaire de 1000 frs	GTC-PEV	SNU2 (district/county)	240000000
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Apporter un appui financier à la livraison des vaccins et consommables à tous les niveaux	Approvisionnement des districts de santé en vaccins et consommables (10 000Frs par mois en moyenne pour chacun des 210 districts de santé)	1 approvisionnement210 sitesCoût forfaitaire de 5000 frs	GTC-PEV	SNU2 (district/county)	63000000
Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Paiement dans les délais les fonds d'achat et de co-financement des vaccins et consommables à la centrale d'achat	Transfert annuel des fonds d'achat et co-financement des vaccins et consommables à la centrale d'achat	PM	GTC-PEV	Central	0

Accès et fourniture des vaccins à l'échelle nationale	Couvrir au moins 80% des besoins d'approvisionnement en vaccins des districts/populations du pays (en maintenant la chaîne du froid) sans ruptures de stocks au niveau central et dans les districts.	Paiement dans les délais les fonds d'achat et de co-financement des vaccins et consommables à la centrale d'achat	Acheter, deployer et installer les équipements de la chaîne de froid acquis dans le cadre de la subvention	PM	DSV/MINEPIA	SNU2 (district/county)	724000000

DOMAINE TECHNIQUE	Sécurité et sûreté biologiques						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Recrutement d'un consultant national pendant 30 jours pour la rédaction du draft zero,	200000 frs CFA/jour, 30 jours	DPML	National	6220000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Tenue de 04 réunions préparatoires de restitution et de révision (1 jour; 15 personnes résidentes) du guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires d'ici Janvier 2019	15 personnes résidentes, 1 jour	DPML	Central	1180000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Tenue d'un atelier intersectoriel (3 jours; 30 personnes non résidentes) de validation du draft zero proposé et consolidation du guide de biosécurité d'ici Mars 2019	28 personnes non résidentes et 02 facilitateurs, 3 jours	DPML	National	8132000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Recrutement d'un consultant traducteur national (10 jours) de traduction en langue anglaise du guide national de bio sécurité et Biosurêté des laboratoires d'ici Decmbre 2019	200 000 frs CFA/jour; 10 jours	DPML	Central	4000000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Tenue d'un atelier (2 jours; de 5 personnes non résidentes) de validation de la traduction en langue anglaise du guide national de bio sécurité et Biosurêté des laboratoires d'ici Fevrier 2020	05 personnes résidentes, 2 jours	DPML	Central	305000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Tenue d'une réunion d'adoption (1 jour; 50 personnes résidentes) d'adoption du guide national de bio sécurité et Biosurêté des laboratoires d'ici Juin 2020	50 personnes résidentes, 1 jour	DPML	Central	1150000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Mise en forme et production de 3500 copie du guide national de bio sécurité et Biosurêté dans laboratoires a tous les niveaux de la pyramide sanitaire et dans les laboratoires des autres secteurs concernés	60 pages, 5000 frs CFA/copie, 3500 copies	DPML	Central	17500000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et diffuser le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires	Diffusion de 3500 copie du guide national de bio sécurité et Biosurêté dans laboratoires a tous les niveaux de la pyramide sanitaire et dans les laboratoires des autres secteurs concernés	A l'occasion des missions de différents niveaux (sans frais)	DPML	National	0

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Acquerir et mettre en place d'un incinérateur à usage mutalisé pour l''élimination des dechets biologiques dans chaque chefs lieux de region d'ici à Decembre 2022	Acquerir et mettre en des incinérateurs à usage multisectoriels dans tous les chefs-lieux de region	Achat de 10 incinérateurs à usage mutalisé pour l''élimination des dechets biologiques dans chaque chefs lieux de regions	100 000 000 frs CFA/incinérateur, 10 incinérateurs	DPML	Central	1000000000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	4 sessions de formation dde 100 personnels des secteurs de santé humaine et de santé santé humaine et santé animale sur l'utilisations des incinérateurs d'ici à Juin 2023	former les personnes ressources à l'usage multisectoriels dans tous les chefs-lieux de region	4 sessions de formation et d'habilitation de (25 personnes ressources non residentes, 5 jours) à l'usage multisectoriel des incinérateurs dans les chefs-lieux de region	25 personnes non résidentes, 3 facilitateurs, 5 jours	DPML	SNU1 (province/region/ etat)	37160000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Réaliser le contrôle et la maintenane annuelle des laboratoires BSL2+ et BSL3 du Centre Pasteur du Cameroun dès 2020 à 2023	Assurer le confinement biologique des pathogènes de classe 2+ et 3	Contrôle et de maintenance des laboratoires de confinement élevés (5 BSL2+ et 1 BSL3) par un expert international (CPC et DPML)	BSL2+: 5 laboratoires, 4000 000 frs CFA/laboratoire; BSL3: 1 laboratoire, 10 000000	DPML	National	120000000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Constitution d'un stock d'urgence en équipements de protection individuelle et cartons de triple emballage	Disposer d'un stock mobilisable de consommable de sécurité biologique mobilisable en urgence	Approvisionnement des intrants (matériel de conditionement des prélèvements et EPI) pour le stock d'urgence d'ici decembre 2021	10 000 sacs autoclavable de 34 l 300frs CFA/unité, 10 cartons de 20 masques 260000 frs CFA/carton, 10 cartons de 1000 charlottes 106000 frs CFA/carton, 10 cartons de 1000 surchaussures 190000 Frs CFA, 10 cartons de lunettes de sécurité 60000 frs CFA/carton, 2000 combinaisons cagulles 6500 frs CFA/unité, 50 cartons de 500 gants en nitrile 12000 frs CFA/carton, 50 cartons de triple emballage UN2814 85 000 FCFA/unité , 100 sacs mortuaires à 25 000 FCFA/unité, 5 cartons de 200 visières à 600 000 frs CFA /carton; 50 paires bottes de bottes à 10000 frs /paire, 5 carton de 200 visières à 600 000 frs CFA /carton	DPML	Central	30310000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Former et équiper 5 équipes de 5 personnels des secteurs de santé humaine et de santé animale à l'étranger sur le controle, la maintenance et le dépannage des postes de sécurité microbiologique de type II d'ici à Decembre 2022	Assurer le confinement biologique lors de la manipulation des pathogènes de classe 2+ et 3 dans les laboratoires regionaux, centraux et nationaux	Former 3 formateurs (spécialisés en maintenance biomédicale, 2 mois à l'étranger) des secteurs de santé humaine et de santé animale sur le controle, la maintenance et le dépannage des postes de sécurité microbiologique de type II	3 personnels, transport (800 000 frs CFA/personne), bourse (800 000 frs CFA/personne), inscription (1 500 0000 frs CFA/personne), durée: 2 mois, formalités de voyage 300 000 frs CFA/personne	DPML	National	10200000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Former et équiper 5 équipes de 5 personnels des secteurs de santé humaine et de santé animale à l'étranger sur le controle, la maintenance et le dépannage des postes de sécurité microbiologique de type II d'ici à Juin 2023	Assurer le confinement biologique lors de la manipulation des pathogènes de classe 2+ et 3 dans les laboratoires regionaux, centraux et nationaux	2 sessions de formation pratique de 15 personnes ressource (3 personnes par region) sur la maintenance biomédicale dans les secteurs de santé humaine et de santé animale sur le controle, la maintenance et le dépannage des postes de sécurité microbiologique de type II	15 personnes résidentes, 02 facilitateurs non résidents, 15 jours	DPML	SNU1 (province/region/ etat)	6880000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Former et équiper 5 équipes de 5 personnels des secteurs de santé humaine et de santé animale à l'étranger sur le controle, la maintenance et le dépannage des postes de sécurité microbiologique de type II d'ici à Juin 2023	Assurer le confinement biologique lors de la manipulation des pathogènes de classe 2+ et 3 dans les laboratoires regionaux, centraux et nationaux	Missions de supervision annuelle des personnes ressource (3 personnes par region) sur le controle, la maintenance et le dépannage des postes de sécurité microbiologique de type II	3 personnes non résidentes, 03 jours; 5000 de frais de communication par personne et 15000 de frais de voyage pour la région. Utilisation des véhicules et chauffeurs des DRSP	DPML	National	7200000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Recrutement d'un consultant national pendant 20 jours pour la rédaction des procedures et checklist de classification et d'évaluation contraignante des laboratoires d'ici Juin 2019	200 000 frs CFA/jour; 20 jours	DPML	Central	4000000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Tenue d'un atelier (3 jours; de 30 personnes non résidentes) de validation des procedures et checklist de classification ett supervision contraignante des laboratoires d'ici Octobre 2019	28 personnes non résidentes et 02 facilitateurs, 3 jours	DPML	National	7877000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Mise en forme et production et diffusion de 100 copies dures du document multisectoriel de catégorisation et supervision contraignante des laboratoires d'ici Juin 2020	80 pages, 8000 frs CFA/copie, 150 copies	DPML	National	800000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Diffusion du document multisectoriel de catégorisation et supervision contraignante des laboratoires d'ici Juin 2020	Diffusion à l'occasion des différentes missions à tous les niveaux (sans frais)	DPML	National	0
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Tenue de 4 réunions (20 membres) de travail préparatoire à la création du comité intersectoriel consultatif de classification et de supervision des laboratoires en matière de sécurité et sureté biologiques d'ici Decembre 2020	28 personnes résidentes, 1 jours	LNSP	Central	1456000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Tenue de 10 missions délocalisées dans les 10 regions pour l'évaluation des laboratoires par 3 membres désignés du comité intersectoriel consultatif de classification et de supervision des laboratoires pendant 10 jours d'ici octobre 2021	03 personnes, 10 jours, au niveau regional. Frais additionnel correspondant au région (15000 frs par personne) et aux frias de communications (5000 frs par personne)	LNSP	SNU1 (province/region/ etat)	7200000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Tenue de 5 missions de 3 jours non délocalisées dans les 10 regions pour l'évaluation des laboratoires par 3 membres désignés du comité intersectoriel consultatif de classification et de supervision des laboratoires d'ici octobre 2021	03 personnes, 3 jours, au niveau regional	LNSP	National	450000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de classification officielle et d'évaluation contraignante des laboratoires en fonction de leur niveau de confinement biologique et de leurs plans opérationnels en matière de sécurité et de sureté biologique	Tenue de 2 réunions (10 membres) par an des membres du comité intersectoriel consultatif de classification et de supervision contraignante des laboratoires de 2021 à 2023	15 personnes résidentes, 1 jour	LNSP	Central	27000000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Finaliser la loi nationale sur la biosécurité en intégrant les aspects sur la sécurité et à la sûreté biologiques suivant l'approche « Une seule santé »	Tenue de 02 réunions intersectorielles (1 jour; de 20 personnes résidentes) d'élaboration des termes de reference de la loi nationale sur la biosécurité en intégrant les aspects sur la sécurité et à la	20 personnes résidentes, 1 jour	MINEPDED	Central	820000

			sûreté biologique d'ici octobre Avril 2020				
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Finaliser la loi nationale sur la biosécurité en intégrant les aspects sur la sécurité et à la sûreté biologiques suivant l'approche « Une seule santé »	Recrutement d'un consultant national (20 jours) pour la révision du draft de projet de loi nationale sur la biosécurité en intégrant les aspects sur la sécurité et à la sûreté biologique d'ici octobre Avril 2020	Consultant national 20 jours	MINEPDED	Central	4000000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Finaliser la loi nationale sur la biosécurité en intégrant les aspects sur la sécurité et à la sûreté biologiques suivant l'approche « Une seule santé »	Tenue d'un atelier (3 jours; de 30 personnes non résidentes) de validation de la loi nationale sur la biosécurité d'ici Decembre 2021	28 personnes non résidentes et 02 facilitateur, 3 jours	MINEPDED	National	7877000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Elaborer le guide national de biosécurité et Biosurêté des laboratoires et mettre en place le mécanisme de classification et évaluation contraignante des structures de niveau 3 et 4 qui manipulent ou stockent les agents biologiques d'ici à Decembre 2023	Finaliser la loi nationale sur la biosécurité en intégrant les aspects sur la sécurité et à la sûreté biologiques suivant l'approche « Une seule santé »	Tenue de 1 réunion (1 jour; de 20 personnes résidentes) pour mener le plaidoyer pour l'adoption de la nationale sur la sécurité et sûreté biologique à l'endroit des parlementaires et leaders d'opinion d'ici Decembre 2021	30 personnes résidentes, 1 jour	MINEPDED	National	750000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Mettre à jour le plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques	Tenue d'un atelier intersectoriel (5 jours; de 26 personnes non résidentes) de révision du plan et des POS de gestion des déchets biologiques en impliquant tous les secteurs concernés d'ici fevrier 2020	24 personnes non résidentes et 02 facilitateur, 5 jours	MINEPDED	National	6941000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Mettre à jour le plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques	Tenue d'un atelier (02 jours; de 30 personnes non résidentes) de validation du plan intersectoriel et des POS de gestion des déchets biologiques d'ici Juin 2020	28 personnes non résidentes et 02 facilitateur, 2 jours	MINEPDED	National	6418000

Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Mettre à jour le plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques	Tenue d'une réunion d'adoption (1 jour; 50 personnes résidentes) du programme commun et du plan intersectoriel et et des POS de gestion des déchets biologiques d'ici fevrier 2021	50 personnes résidentes, 1 jour	MINEPDED	National	1150000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Mettre à jour le plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques	Mise en forme et production de 3500 copies du programme et du plan intersectoriel de gestion et des POS des déchets biologiques d'ici Décembre 2021	80 pages, 5000 frs CFA/copie, 3500 copies, transport 1000 frs CFA/copie	MINEPDED	Central	17500000
Un système de biosûreté et de biosécurité pangouvernemental est en place pour les établissements de santé humaine, animale et agricole	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Mettre à jour le plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques	Diffusion de 3500 copies du programme et du plan intersectoriel et des POS de gestion des déchets biologiques d'ici Décembre 2021	A l'occasion des missions de différents niveaux (sans frais)	MINEPDED	National	0

Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaboration du programme national de formation à la sécurité et sûreté biologiques basé sur un contenu commun d'enseignement des personnels qui manipulent ou conservents des agents pathogènes et toxines dangereux	Recrutement d'un consultant national (Biosecurity Officer) pendant 30 jours pour l'analyse des besoins en formation et élaboration du programme national commun à la sécurité et de formation intersectorielle sûreté biologiques dans les structures qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux d'ici Juin 2021	150 000 fs CFA/jour, 30 jours	LNSP	National	7420000
Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaboration du programme national de formation à la sécurité et sûreté biologiques basé sur un contenu commun d'enseignement des personnels qui manipulent ou conservents des agents pathogènes et toxines dangereux	Tenue d'un atelier (3 jours; de 30 personnes non résidentes) de validation du programme et du plan de formation des personnels intersectoriels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Mars 2022	28 personnes non résidentes, 02 facilitateurs, 2 jours	LNSP	National	7877000

Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaboration du programme national de formation à la sécurité et sûreté biologiques basé sur un contenu commun d'enseignement des personnels qui manipulent ou conservents des agents pathogènes et toxines dangereux	Tenue d'une réunion d'adoption (1 jour; 100 personnes résidentes) du programme commun et du plan de formation des personnels intersectoriels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Fevrier 2023	100 personnes résidentes, 1 jour	LNSP	Central	2150000
Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaborer le plan opérationnel et les POS de gestion des déchets animaux lors de la gestion des maladies selon les normes OIE	Edition et Impression du plan du programme et du plan de formation des personnels intersectoriels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Mars Juin 2023	60 pages du programme de formation (6000 frs CFA/copie, 1000 copies) et 80 pages de plan (5000 frs CFA/copie, 3500 copies)	LNSP	Central	23500000
Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaborer le plan opérationnel et les POS de gestion des déchets animaux lors de la gestion des maladies selon les normes OIE	Diffusion du plan du programme et du plan de formation des personnels intersectoriels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Mars Juin 2023	A l'occasion des missions à différents niveaux (sans frais)	LNSP	National	0

Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaboration des modules et supports de formation à la sécurité et sûreté biologiques dans les structures qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux	Recrutement d'un consultant national (15 jours) pour l'élaboration des modules et contenus communs de formation des personnels à la intersectoriels sécurité et sûreté biologiques d'ici Avril 2022	150 000 frs CFA/jour, 15 jours	LNSP	Central	3000000
Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaboration des modules et supports de formation à la sécurité et sûreté biologiques dans les structures qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux	Tenue d'un atelier (3 jours; 30 personnes non résidentes) de validation des modules et contenus communs de formation des personnels intersectoriels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Juillet 2022	28 personnes non résidentes, 02 facilitateurs, 3 jours	LNSP	National	7877000
Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaboration des modules et supports de formation à la sécurité et sûreté biologiques dans les structures qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux	Production de 500 copies des modules et contenus communs de formation des personnels intersectoriels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Fevrier 2023	150 pages, 8000 frs CFA/copie, 3500 copies	LNSP	Central	28000000

Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Elaboration des modules et supports de formation à la sécurité et sûreté biologiques dans les structures qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux	Diffusion de 500 copies des modules et contenus communs de formation des personnels intersectoriels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Fevrier 2023	Diffusion à l'occasion des différentes missions à tous les niveaux (sans frais)	LNSP	National	0
Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Mise en œuvre de la formation à la sécurité et sûreté biologiques dans les structures régionales et centrales qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux	Tenue de 4 ateliers intersectoriels (5 jours de 30 personnes non résidentes par atelier) de formation des responsables de biosécurité des structures de niveau 4, 3 et 2 qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux d'ici Juillet 2023	28 personnes non résidentes, 02 facilitateurs, 5 jours	LNSP	National	46240000
Formation et pratiques de biosûreté et de biosécurité	Mettre en place un plan intersectoriel de gestion des déchets biologiques et former des personnels des structures régionales et centrales qui abritent ou manipulent les agents pathogènes et toxines dangereux à la sécurité et à la sûreté biologiques d'ici Octobre 2023	Mise en œuvre de la formation à la sécurité et sûreté biologiques dans les structures régionales et centrales qui manipulent ou conservent des agents pathogènes et toxines dangereux	Tenue des ateliers intersectoriels en cascade dans les 10 régions (10 sessions de 30 personnes résidentes et 5 facilitateurs non résidents pendant 5 jours) de formation des personnels à la sécurité et sûreté biologiques d'ici Decembre 2023	20 personnes residentes, 10 personnes non résidentes, 5 facilitateurs, 5 jours	LNSP	SNU1 (province/region/ etat)	55550000

DOMAINE TECHNIQUE	Système national de laboratoires						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Finaliser le document de politique nationale des laboratoires	Tenue d'un atelier(5 jours; de 25 personnes non résidentes) de révision et validation du document de politique nationale des laboratoires intégrant tous les secteurs d'ici Mai 2019	25 personnes non résidentes et 02 facilitateurs, 5 jours	DPML	National	7100000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Finaliser le document de politique nationale des laboratoires	Tenue d'une réunion d'adoption (1 jour; 100 personnes résidentes) du document de politique nationale des laboratoires intégrant tous les secteurs d'ici novembre 2019	100 personnes résidentes , 01 jours, salle de conférence dans un hôtel	DPML	Central	2450000

D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Finaliser le document de politique nationale des laboratoires	Mise en forme et production et diffusion de 3500 copie du document de politique nationale des laboratoires intégrant tous les secteurs d'ici octobre 2019	40 pages , 8000 frs CFA/copies x 3500 copies ET Envoie des documents au prix de 1000 frs CFA/ copies, 3500 copies	DPML	National	31500000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Finaliser le document de catégorisation des laboratoires par niveau	Tenue d'un atelier (3 jours; de 25 personnes non résidentes) de révision et validation du document multisectoriel de catégorisation des laboratoires par niveau d'ici juin 2019	1 atelier 25 personnes non résidentes, 3 jours	DPML	National	7100000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Finaliser le document de catégorisation des laboratoires par niveau	Tenue d'une réunion d'adoption (1 jour; 100 personnes résidentes) du document de catégorisation des laboratoires par niveau intégrant tous les secteurs d'ici novembre 2019	100 personnes résidentes, 01 jours, salle de conférence dans un hôtel	DPML	Central	2450000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Finaliser le document de catégorisation des laboratoires par niveau	Mise en forme, production et diffusion de 1500 copies du document multisectoriel de catégorisation des laboratoires par niveau d'ici Novembre 2019	Reproduction 50 pages, 8000 frs CFA/copies x 1500 copies ET Envoie des documents au prix de 1000 frs CFA/ copies	DPML	National	13500000

D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Descente de 10 équipes de 04 personnes non résidentes pendant 15 jours pour la collecte des données de géolocalisation des laboratoires de tous les secteurs du réseau "Une Santé" d'ici Juillet 2019	40 personnes, 40000 frs CFA/personne, , transport vehicule de location 50.000CFA/équipe/jour plus 40.000CFA carburant par jour, autres materiels (GPS, questionnaire,) frais additionnels de 50000 frs CFA /équipe 20000 frs CFA/personne pour la communition (130.000CFA au total)	DPML	National	4480000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Recrutement d'un consultant national (cartographe) pendant 10 jours pour le traitement, analyse et élaboration de la cartographie des laboratoires de tous les secteurs du réseau "Une Santé"d'ici Juillet 2019	1 consultant national pendant 10 jours	DPML	National	2400000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Signature des textes régissant le fonctionnement du RENALAB-US d'ici decembre 2019	PM sans coût	DPML	Central	0
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Tenue d'un atelier (5 jours; 30 personnes non résidentes) de révision et validation des SOPs de fonctionnement du réseau multisectoriel des laboratoires Mars 2019	30 personnes non résidentes, 1 facilitateurs , 3 jours	DPML	National	8395000

D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Production et diffusion des SOPs de fonctionnement du réseau multisectoriel des laboratoires d'ici decembre 2019	80 pages, 4000 frs CFA/document, 3500 copies, 1000 frs CFA/copie pour le transport	LNSP	National	17500000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Tenue d'un atelier (3 jours de 50 personnes non résidentes) de formation des formateurs sur les SOPs de fonctionnement du réseau multisectoriel des laboratoires et sur l'outil de collecte de données d'ici Fevrier 2020	50 personnes non résidentes, 5 formateurs, 03 jours, frais de transport de 15000CFA/personne	LNSP	National	14475000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Tenue de 2 sessions de formation(5 jours chacune; 30 personnes non résidentes) de définition des indicateurs du système de collecte des données de laboratoire d'ici Mars 2019	30 personnes non résidentes, 2 facilitateurs, 5 jours	DPML	National	24580000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Recrutement d'un consultant national (10 jours) pour l'intégration des indicateurs validés dans le DHIS 2 d'ici Mars 2020	1 consultant national pendant 10 jours	DPML	National	2400000

D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Opérationnaliser le réseau national des laboratoires "Une Santé"	Tenue des ateliers en cascade dans les 10 régions (10 sessions de 55 personnes résidentes et 5 facilitateurs non résidents) de formation des acteurs du réseau multisectoriel des laboratoires sur les SOPs de fonctionnement du réseau et l'outil de collecte des donnée DHIS 2 d'ici Décembre 2020	55 personnes résidentes, 05 facilitateurs, 03 jours	DPML	National	53200000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Recrutement d'un consultant national pour 30 jours pour l'évaluation du système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires "one health" (états des lieux et propositions de solutions) d'ici Août 2019	1 consultant national 30 jours	DPML	National	7200000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Tenue d'un atelier multisectoriel (3 jours, 30 personnes non résidentes) de restitution des résultats d'ici Novembre 2019	30 personnes non résidentes, 3 jours	DPML	National	8220000

D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Tenue de 1 atelier multisectoriel (5 jours chacun; 25 personnes non résidentes) de révision des textes et procédures d'homologation des réactifs et consommables des laboratoires (suivi de la signature et diffusion) d'ici Avril 2020	25 personnes non résidentes , 03 jours	DPML	National	7100000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Recrutement d'un consultant national pour 30 jours pour harmoniser, décentraliser et vulgariser le logiciel de gestion des intrants (améliorer les logiciels existants; réactifs et consommables) au niveau des laboratoires du réseau multisectoriel d'ici Septembre 2019	1 consultant national pendant 30 jours	DPML	National	7200000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	11 sessions de formation (des formateurs et dans les 10 regions) (4 jours, 30 personnes non résidentes) sur la gestion des stocks et l'utilisation des logiciels d'ici Juillet 2021	30 personnes non résidentes, 2 facilitateurs, 4 jours	DLMEP	National	10310000

D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Construction et équipements de 2 chambres froides et entrepots au niveau central (CENAME et LANAVET) et 10 chambres froides et entrepots au niveau des FRPS d'ici decembre 2023	12 chambres froides, 30000000 frs CFA/entrepots,	DOSTS	National	360000000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Construction et équipements de 2 chambres froides et entrepots au niveau central (CENAME et LANAVET) et 10 chambres froides et entrepots au niveau des FRPS d'ici decembre 2023	12 entrepots, 20000000 frs CFA/entrepots	DOSTS	National	240000000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Approvisionnement des intrants (réactifs, matériel de prélèvement et consommables) de laboratoires pour les maladies prioritaires au LANAVET et à la CENAME d'ici decembre 2023	20 Qiamp Viral RNA kit (250 réactions) 593000/kit, 20 super script III one step RT-PCR kit 465000 frs CFA/kit, 300 cartons de cônes chaque (10, 20, 200 et 1000 ul), 69000 Frs CFA/carton, 20 Taq DNA polymerase 47000/unité, 1000 sacs autoclavable de 34 l 300frs CFA/unité, 10 cartons de 20 masques 26000 frs CFA/carton, 10 cartons de charlottes 26000 frs CFA/carton, 10 cartons de surchaussures 190000 Frs CFA, 10 cartons de lunettes de sécurité 60000 frs CFA/carton, 1000 combinaisons	DPML	National	114720000

				cagullées 6500 frs CFA/unité, 50 cartons de 500 gants en nitrile 12000 frs CFA/carton, 10 Kits ELISA/pathologie (PPR, FA, NCD, PPA, PPCB,) 500000 frs CFA/kit			
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Approvisionnement des intrants (réactifs, matériel de prélèvement et consommables) de laboratoires pour les maladies prioritaires au LANAVET et à la CENAME d'ici decembre 2023	50 cartons de 500 gants en nitrile 12000 frs CFA/carton, 10 Kits ELISA/pathologie de chaque type (PPR, FA, NCD, PPA, PPCB,) 500000 frs CFA/kit, plus 5 kits Altona (Diagnostic des fièvres hémoragiques),800000 CFA/kit,20 kits super Script III RT 9500 CFA/unité, 50 boites abaisses langues,5000 CFA boites de 100, 20 cartons de tubes PCR, 25000 CFA/carton, 50 boites de 50tubes de MTV, 150000 CFA,	DPML	National	38040000
D1.1 Tests de laboratoire pour la détection des maladies prioritaires	Mettre en place un mécanisme national d'approvisionnement en intrant des laboratoires d'ici décembre 2023.	Renforcer le système national d'approvisionnement en intrant des laboratoires	Approvisionnement des intrants (réactifs, matériel de prélèvement et consommables) de laboratoires pour les maladies prioritaires au LANAVET et à la CENAME d'ici decembre 2023	150 paires d'amorces et sondes pour PCR, 25000 CFA/unité, 5 milieux de culture bactérien de chaque (chapman, PCA, Mueller Hinton, Milieu SS, millieu Sabouraud, gélose ordinaire, gélose Baird ParkerMacConkey, Hektoen, gélose EMBMillieu CPSE, K2HPO4, (NH4)2SO4, KH2PO4, gélose Kanamycine, gélose de sang frais, gélose XLD, DCL, TCBS)35000CFA/millieu 30 Carton de boites PCR, 48000	LNSP	National	34015000

				CFA/cartontubes EDTA 150 boite de 100, 8500 CFA/boite de 100, 20 kits 2X Iscript supermix 400000CFA, 20 Qiamp DNA extraction kit 450000CFA, 20 kits iQ Supermix 300000CFA/kit, 30 cartons Ecouvillons carton de 100, 35000CFA/carton			
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	50 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Recrutement d'un consultant national (10 jours) pour l'élaboration du guide national de reference du transport des échantillons du niveau périphérique au niveau régional et central d'ici Octobre 2019	1 consultant national pendant 10 jours	LNSP	National	2400000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	51 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue 1 atelier multisectoriels (3 jours; 30 personnes non résidentes) pour la validation du guide national de reference du transport des échantillons du niveau périphérique au niveau régional et central d'ici Fevrier 2020	30 personnes non résidentes, 03 jours	LNSP	National	8220000

D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	53 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue d'une réunion d'adoption (1 jours, 100 personnes résidentes) pour l'adoption du du guide national de reférence du transport des échantillons du niveau périphérique au niveau régional et central D'ici novembre 2020	100 personnes résidentes , 01 jours, salle de conférence dans un hôtel	LNSP	National	2450000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	54 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Mise en forme, production et diffusion de 3500 guides national de reference du transport des échantillons du niveau périphérique au niveau régional et central d'ici decembre 2020	40 pages , 8000 frs CFA/copies x 3500 copies et diffusion à 1000 CFA/copie	LNSP	National	31500000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	55 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue d'un atelier (3 jours; 30 personnes non résidentes) pour la validation des procédures de transport/transfert des échantillons au niveau national et international d'ici octobre 2019	30 personnes non résidentes, 3 jours	LNSP	National	8395000

D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	57 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue d'une réunion de révision et d'adoption (1 jours,50 personnes résidentes) pour l'adoption des procédures de transport/transfert des échantillons du niveau périphérique au niveau régional et central d'ici mai 2020	50 personnes résidentes, 01 jours	LNSP	National	1800000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	58 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Mise en forme, production et diffusion de 10000 copies des procédures de transport/transfert des échantillons au niveau national et international Mars 2020	10000 copies de 40 pages , 4000 frs CFA/copie plus diffusion à 1000 CFA par copie	LNSP	National	50000000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	59 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Acquisition de 15 congélateurs (-80°C) et 85 congélateurs (-20°C) pour renforcer la conservation des échantillons tout au long de la chaîne de transport d'ici novembre 2020	15 congélateurs (-80°C) à 10000000 frs CFA/unité, et 85 congélateurs (-20°C) à 2000000 frs CFA/unité	LNSP	National	320000000

D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	60 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Acquisition du matériel de conditionnement et transport des échantillons (milieu de transport, milieux de culture, glacières, triples emballages…) d'ici Mai 2020	3500 Glacières 20000 frs CFA/unité, 3500 triple emballage 40000 frs CFA/unité, 3500 l de milieu de transport 15000 frs /unité	LNSP	National	262500000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	61 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue de 3 ateliers de formation (3 jours; 25 personnels non résidents) des personnels des postes de reception des échantillons humains et animaux (PREB) sur la conservation, le conditionement et le tracking des échantillons biologiques d'ici Juillet 2021	25 personnes non résidentes et 02 facilitateurs, 03 jours	LNSP	National	7355000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	62 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue d'un atelier (3 jours, 35 personnes non residentes) d'élaboration des contrats de transport des échantillons entre le réseau des laboratoires et les transporteurs agréés d'ici septembre 2019	35 personnes non résidentes, 02 facilitateurs, 03 jours	LNSP	National	9690000

D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	63 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue d'un atelier de formation des formateurs (3jours, 25 personnes non residentes) sur les bonnes pratiques en termes de transport des échantillons d'ici decembre 2019	25 personnes non résidentes, 2 facilitateurs, 3 jours	LNSP	National	7355000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	64 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue de 2 ateliers de formation (3jours, 35 personnes non residentes) des transporteurs agréés sur les bonnes pratiques en termes de transport des échantillonsd'ici mai 2020	35 personnes non résidentes, 2 facilitateurs, 3 jours	LNSP	National	9945000
D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	65 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Tenue de 5 ateliers de recyclage (soit une session par an de 2jours, 35 personnes non residentes) des transporteurs agréés sur les bonnes pratiques en termes de transport des échantillons d'ici 2023	35 personnes non résidentes, 2 facilitateurs, 2 jours	LNSP	National	7860000

D1.2 Système d'acheminement et de transport des échantillons	66 % à 80 % des zones/districts intermédiaires utilisent un système mis en place pour le transport d'échantillons vers les laboratoires nationaux pour réaliser des tests diagnostiques avancés dans dans le pays d'ici 2022.	Renforcer le système national d'acheminement des prélèvements des zones périphériques et vers les laboratoires centraux de référence (RH, matériel de prélèvements et de transport, directives et procédures)	Octroi de 5 bourses annuelles de formation certifiantes en transport international des matières infectieuses d'ici 2023	6000000 frs CFA/an	DPML	National	6000000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Recrutement d'un consultant national de 30 jours pour l'évaluation de plateau technique des laboratoires du réseau d'ici Octobre 2019	1 consultant national pendant 30 jours	DPML	National	7200000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Tenue d'un atelier(3 jours; 30 personnes non résidentes) de restitution de l'état des lieux du plateau technique des laboratoires du réseau d'ici Decembre 2019	30 personnes non résidentes, 3 jours	DPML	National	8220000

D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Tenue de 1 ateliers (5 jours, 30 personnes chacun) d'élaboration et validation du plan de renforcement du plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 2 et 3 d'ici juillet 2020	30 personnes non résidentes, 2 facilitateurs, 5 jours	DPML	National	8395000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Tenue d'un atelier (1 jours, 45 personnes résidentes) pour l'adoption du plan de renforcement du plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 2 et 3 d'ici juillet 2020	1 reunion de 45 personnes 1j salle de conference	DPML	National	1635000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Dotation de 15 laboratoires des hopitaux de niveau 3 et 4, 05 laboratoires vétérinaires en thermocycleurs (Biorad*), hotte chimique, centrifugeuse, pipettes, incubateurs, chaîne ELISA et Poste de sécurité microbiologique de niveau II d'ici octobre 2022	20 incubateurs à CO2 8000000 frs CFA, 20 thermocycleurs Biorad 35000000 frs CFA/unité, 20 centrifugeuses -4 °C 4000000 frs CFA/unité, 20 incubateurs 800000 frs CFA/unité, 20 incubateur à CO2 3000000 frs CFA, 20 lecteurs ELISA 5000000 frs CFA/unité, 20 PSM 5000000 frs CFA, 20 hottes chimique 2000000 frs CFA	DPML	National	566000000

D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Réalisation de 15 missions de supervision formative (2 jours; 4 personnes non résidentes) des personnels de laboratoires de niveau 3 et laboratoires vétérinaires à leurs postes de travail d'ici Juin 2022	4 personnes non résidentes, 40000 frs CFA/personnes, 2 jours	DPML	National	580000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Tenue d'un symposium national tous les 2 ans (3 jours; 350 personnes) sur les techniques de diagnostic des maladies prioritaires d'ici decembre 2020	300 personnes non résidentes, 40 personnes résidentes, 10 facilitateurs, 3 jours	DPML	National	48750000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Renforcer et moderniser le plateau technique de diagnostic dans les laboratoires des hopitaux de niveaux 3 et les laboratoires vétérinaires	Octroi de 10 Bourses annuelles de stage professionnel national de formation d'une durée de 2 mois dans des laboratoires de référence à l'attention de 50 personnels (soit 10 personnes par an pendant 5 ans) de laboratoire des hopitaux de niveau 3 sur la détection des maladies prioritaires par ELISA, la PCR et la bacteriologie d'ici Avril 2023	10 bourses, 2500000 frs CFA/personnes, 1500000 frs CFA/personne pour les réactifs et consommables, 500000 frs CFA/personnes pour l'encadrement, voyage 50000 frs CFA/ personne	DPML	National	45500000

D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre d'un plan national intersectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire.	Recrutement d'un consultant national pendant 60 jours pour une analyse situationnelle, la rédaction d'un plan multisectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire y compris le recencement des prestataires de maintenance nationaux et étrangers d'ici Octobre 2019	1 consultant national pendant 60 jours	DOSTS	National	14400000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre d'un plan national intersectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire.	Tenue de 1 ateliers (5 jours; 25 personnes non résidentes) de validation du plan multisectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire et le recencement des prestataires de maintenance nationaux et étrangers d'ici Mars 2020	25 personnes non résidentes, 5 jours	DPML	National	7100000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre d'un plan national intersectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire.	Tenue de 1 réunion (1 jours; 45 personnes non résidentes) de adoption du plan multisectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire et le recencement des prestataires de maintenance nationaux et étrangers d'ici Mars 2020	1 réunion 45 participants résidents, 1j	DPML	National	1635000

D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre d'un plan national intersectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire.	Production et diffusion du plan multisectoriel de 500 copies du plan de maintenance des équipements de laboratoires d'ici Novembre 2020	50 pages , 5000 frs CFA/copies x 500 copies	DPML	National	2500000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre d'un plan national intersectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire.	10 bourses de stage international annuel certifiant pendant 3 ans le renforcement des capacité des ingenieurs de maintenance biomédicale (30 ingenieurs des différents secteurs, 30 jours à l'étranger pour la maintenance des postes de sécurité microbiologique, thermocycleurs, centrifugeuses, et autres équipements sensibles du laboratoire) d'ici juillet 2023.	10 bourses, 800000 frs CFA/mois/personnes, 1000000 frs CFA/personnes pour l'encadrement, voyage 1000000 frs CFA/ personne	DPML	National	2800000
D1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire	100% des laboratoires de niveau 3 utilisent des tests diagnostiques spécifiques (y compris la bactériologie, la sérologie et la PCR dans certains laboratoires) et refèrent les échantillons pour la confirmation des résultats des maladies prioritaires d'ici Novembre 2023	Elaborer et mettre en œuvre d'un plan national intersectoriel de maintenance préventive et curative des équipements de laboratoire.	Tenue de 2 ateliers (5 jours, 25 personnes non residentes par session) de formation des personnels des laboratoires de niveau 4 et 3 et laboratoires vétérinaires sur la planification, la requête, tenue des registres et le suivi des maintenances préventive et curative des équipements d'ici Juillet 2020	25 personnes non résidentes, 5 jours, 2 formateurs	DPML	National	10465000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Elaborer et réviser les documents qualités	Tenue d'un atelier(3 jours de 30 personnes non résidents) de révision et validation du GBEA en intégrant tous les autres secteurs d'ici fevrier 2020	25 personnes non résidentes, 1 facilitateur , 3 jours	DPML	National	7100000
		Elaborer et réviser les documents qualités	Tenue d'un atelier d'adoption de la traduction du GBEA de 1 jours 100 personnes résidentes d'ici Juillet 2020	reunion 100 participants 1j, salle de conference	DPML	National	3950000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Elaborer et réviser les documents qualités	Mise en forme, production et diffusion de 3500 Copies du GBEA d'ici Novembre 2020	50 pages, 5000 frs CFA/copie, 3500 copies, 1000 frs CFA/copie pour la difussion	DPML	National	21000000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Elaborer et réviser les documents qualités	Tenue d'un atelier(5 jours; de 25 personnes non résidentes) de révision et validation du Guide national d'assurance qualité au laboratoire d'ici novembre 2020	25 personnes non résidentes, 1 facilitateur, 3 jours	DPML	National	7100000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Elaborer et réviser les documents qualités	Tenue d'une réunion (1 jour, 100 personnes résidentes) de l'adoption du Guide d'assurance qualité au laboratoire d'ici Octobre 2021	100 personnes résidentes, 01 jours, salle de conférence dans un hôtel	DPML	National	3450000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Elaborer et réviser les documents qualités	Mise en forme, production et diffussion de 3500 Guides d'assurance qualité au laboratoire d'ici decembre 2021	50 pages , 6000 frs CFA/copies x 3500 copies et diffusion 1000 CFA/copie	DPML	National	24500000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Tenue d'un atelier (4 jours de 30 personnes non résidents) de révision et validation au niveau national et en intégrant d'autres secteur du manuel de formation SLMTA d'ici decembre 2019	30 personnes non résidentes, 4 jours, 2 facilitateurs	DPML	National	10175000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Tenue d'une réunion d'adoption du manuel de formation (1 jours; 50 personnes) du manuel de formation SLMTA d'ici Mai 2020	50 personnes residentes, 1 jour	DPML	National	2050000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Production de 2500 copies du manuel de formation SLMTA d'ici Novembre 2020	1000 pages, 10000 frs CFA/copies, 2500 copies	DPML	National	25000000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Tenue d'un atelier(5 jours de 30 personnes non résidents) d'elaboration et validation du guide national d'accréditation d'ici février 2020	30 personnes non résidentes, 2 facilitateur, 3 jours	DPML	National	8395000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Tenue de 10 sessions de formation SLMTA de 15 laboratoires de santé humaine, 2 laboratoires du MINEPIA (formation de 10 personnes par laboratoire sur site des hôpitaux régionaux pendant 5 ans avec 2 formateurs non résidents) d'ici decembre 2023	17 personnes résidentes, 5 non résidentes, 2 formateurs non résidents, 5 jours	DPML	National	5035000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Tenue de 2 sessions de formation de 20 mentors (15 secteurs santé humaine et 5 autres secteurs pendant 5 jours non résidents) pour accompagner les laboratoires dans le processus d'accréditation d'ici Août 2022	15 personnes résidentes, 5 non résidentes, 2 facilitateurs non résidents, 5 jours	DPML	National	4815000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Réalisation d'une formation à l'etranger de 10 auditeurs certifiés des differents secteurs des laboratoires(15 jours) d'ici Juillet 2022	10 personnes, perdiem 1500000 frs CFA/ personne, voyage 1000000 frs CFA/ personne, inscription 1500000 frs CFA/personne	DPML	National	4000000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Réalisation d'une mission d'évaluation de base (2 évaluateurs par laboratoire pendant 3 jours) de 15 laboratoires des hôpitaux régionaux et 2 du LANAVET d'ici février 2022	2 personnes non résidentes, 3 jours	DPML	National	630000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Evaluation de 17 laboratoires (15 secteur santé et 2 LANAVET) (chaque deux ans) inscrits au processus d'accréditation (équipe de 4 évaluateurs pendant 10 Jours)	4 personnes non résidentes, 40000/personnes, 10 jours	DPML	National	4200000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Evaluation de sortie (2 évaluateurs par laboratoire pendant 3 jours) de 15 laboratoires des hôpitaux régionaux et 2 du LANAVET d'ici Mars 2023	2 personnes non résidentes, 3 jours	DPML	National	630000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Accompagnement de 17 laboratoires au processus d'accéditation (paiement des frais de 100 dollars d'inscription via le point focal SLIPTA) d'ici Novembre 2021	Frais d'inscription à l'accréditation, 55000 frs CFA/laboratoire	DPML	National	55000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Organisation de 3 missions de pré evaluation par l'organisme d'accréditation (frais de mission de 2 évaluateurs internationaux +transport et 4 évaluateurs nationaux non residents pendant 15 jours) d'ici decembre 2022	2 évaluateurs internationaux, 200000 frs CFA/jour/personne, transport 1500000 frs CFA/personne, 4 évalateurs nationaux non résidents, 40000 frs CFA/jour/personne, 4 jours PLUS frais de transport 15j (2 vehicule plus chauffeur)	DPML	National	5240000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place du programme SLMTA (Stepwise Laboratory Management towards accreditation)/SLIPTA (Stepwise Laboratory Improvement Towards Accreditation	Tenue de 3 réunions (1 jour, 50 personnes résidents) de présentation des résultats des missions de préévaluation d'ici decembre 2022	50 personnes residentes, 1 jour, location salle	DPML	National	2050000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Tenue d'un atelier(4 jours, 25 personnes non résidents) de finalisation du document du programme CAMNEQAS(Cameroon National External Quality Assessment Scheme) d'ici Juin 2019	25 personnes non résidentes, 1 facilitateurs, 4 jours	LNSP	National	8615000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Tenue d'un atelier(3 jours, 30 personnes non résidents) de adoption du document du programme CAMENEQAS d'ici Août 2019	30 personnes résidentes, 1 jours	LNSP	National	1290000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Production et diffusion de 2500 documents du programme d'évaluation externe d'ici novembre 2019	30 pages, 5000 frs CFA/copie, 2500 copies	LNSP	National	15000000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Tenue d'une céremonie oficielle de lancement du programme au LNSP pour 50 invités d'ici decembre 2019	50 personnes résidentes, 1 jour	LNSP	National	1300000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Tenue de 1 atelier (5 jours de 25 personnes non résidents) d'élaboration et validation de la documentation des contrôles (lettre d'instruction, fiches de résultats, procédures de notification etc, fiche de notation) d'ici mai 2020	25 personnes non résidentes, 2 facilitateurs, 5 jours, 15000CFA frais transport par personne	LNSP	National	7100000

D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Réalisation de 5 formations (01 formateurs et 20 personnels de laboratoire) au programme EEQ d'ici Novembre 2020	20 personnes non résidentes, 1 formateurs 5jours	LNSP	National	8345000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Renforcement du LNSP en matériel de préparation des contrôles (lyophilisateurs, microtubes, pipettes, materiels de transport d'ici decembre 2019	Lyophilisateurs 8000000 frs CFA , 20 cartons de 100 microtubes 60000 frs CFA, 20 de chaque pipettes (10, 50, 200, 1000 ul) 500000 frs CFA/unité, materiels de transport (100 glacières) 5000 frs CFA	LNSP	National	49700000
D1.4 Système de qualité des laboratoires	Mettre en place un mécanisme d'homologation des laboratoires d'analyses médicales basé sur la conformité à des normes de qualité nationales non contraignantes pour tous les laboratoires d'ici Juin 2022.	Mettre en place le programme d'EEQ	Constitution d'échantillons et d'isolats de reference pour le contrôle de qualité (boîtes de rangement, congélateurs, azote liquide) d'ici decembre 2020	1000 boîtes de rangement(cryoboîtes) 40000CFA/boite , 1 congélateurs -80°C 8000000 frs CFA, 5 congélateurs -20°C 2000000 frs CFA/unité, 1 système de production d'azote liquide 30000000 frs CFA , 5 Bonbonne d'azote liquide 800000 frs CFA/unité	LNSP	National	92000000

DOMAINE TECHNIQUE	Surveillance en temps réel						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2023	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Recrutement d'un consultant international (60jours), pour une évaluation du système et l'élaboration de la stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Mars 2019	séjour consultant x 45 jours (honoraire, logement, transport)	DLMEP	National	11784000

D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2025	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	01 atelier 43 personnes non-résidentes 05 jours pour la restitution et la validation de la stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Mai 2019	atelier de 40 personnes non résidentes, 3 facilitataeurs x 5 jours (Transport des participants, reprographie)	DLMEP	National	8395000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2026	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'une reunion trimestrielle d'un jour de 15 personnes (membre de la plateforme One Health) residentes chargé du suivi de la mise en œuvre et des recommandations tous les mois de Mars, Juin, Septembre et Decembre	reunion de 14 personnes residentes et 1 facilitatateur x 1 jour	DLMEP	National	567000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2027	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Recrutement d'un consultant pendant 15 jours pour la traduction en langue anglaise de la stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Mai 2019	1 consultant national pour 10 jours	DLMEP	National	2200000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2027	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Réunion d'1 jour de validation de la version de 15 personnes résidentes pour la validation de la version anglaise de la stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Mai 2019	15 personnes résidentes 1 jour	DLMEP	National	495000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2028	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Cérémonie d'adoption d'un jour (100 personnes residentes : MINSANTE, MINEPIA, MINFOF, MINEPDED, MINDEF) de la stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Mars 2019	ceremonie de 95 personnes résidentes et 5 facilitateurs x 1 jour	DLMEP	National	2450000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2028	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Production des documents élaborés de stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" dans les deux langues (2000 documents) en langue française et anglaise	production 1000 documents de 100 pages en anglais et francais x 1 (1 document à 10000)	DLMEP	National	10000000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2029	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser une stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Diffusion des documents élaborés de stratégie (politique) nationale de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" dans les deux langues (2000 documents) en langue française et anglaise	Distribution lors du passage des différents acteurs au niveau central (sans frais)	DLMEP	Central	
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2030	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser le plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'un atelier de 30 personnes de 5 jours sur l'élaboration du plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Mars 2020	atelier de 27 personnes non résidentes, 3 facilitateurs x 5 jours	DLMEP	National	9239000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2031	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser le plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'un atelier de 45 personnes de 3 jours pour la validation du plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Avril 2020	atelier de 35 personnes non résidentes,1 facilitateurs x 3 jours	DLMEP	National	9690000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2032	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser le plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Recrutement d'un consultant x 15 jours pour la traduction du plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici avril 2020	1 consultant national pour10 jours	DLMEP	National	2220000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2033	Elaborer, valider, traduire, adopter, produire et diffuser le plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Production du plan operationnel national de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" dans les deux langues (2000) d'ici Septembre 2020	production 2000 documents de 100 pages en anglais et francais x 1 (1 document à 10000)	DLMEP	National	20000000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2034	Réviser, valider, traduire, adopter, produire et diffuser les procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Recrutement d'un consultant national (45jours), pourl'élaboration des procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Mai 2021	Mission d'un consultant national x 30 jours	DLMEP	National	6220000
D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2035	Réviser, valider, traduire, adopter, produire et diffuser les procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Atelier de 30 personnes non-résidentes de 05 jours sur la validation des procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Juillet 2019	atelier de 29 personnes non résidentes, 1 facilitataeurs x 3 jours	DLMEP	National	8136000

D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2036	Réviser, valider, traduire, adopter, produire et diffuser les procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Recrutement d'un consultant de 15 jours sur la traduction en langue anglaise des procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Aout 2019	1 consultant pour 10 jours pour traduction document	DLMEP	National	2220000
D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2037	Réviser, valider, traduire, adopter, produire et diffuser les procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Production des documents élaborés sur les procédures opérationnelles standards, des directives, du guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" dans les deux langues (5000) d'ici decembre 2019	production 5000 documents de 100 pages en anglais et francais x 1 (1 document à 10000)	DLMEP	National	50000000

D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2038	Réviser, valider, traduire, adopter, produire et diffuser les procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'une réunion de sensibilisation des acteurs du niveau central d'un jour pour 100 personnes sur l'adoption des procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision, bulletin épidémiologique etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Avril 2019	01 reunion de 100 personnes résidentes x 1 jour	DLMEP	National	2450000
D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2039	Réviser, valider, traduire, adopter, produire et diffuser les procédures opérationnelles standards, les directives, le guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue de 10 ateliers régionaux de 600 personnes (Délégation régionale : MINSANTE, MINEPIA, MINFOF, MINEPDED, MINDEF, 190 Chefs de district et BISI, 58 departements MINEPIA) de diffusion des procédures opérationnelles standards, des directives, du guide prise en charge des cas et autres outils (manuels de formation, grille de collecte et supervision etc) de la surveillancebasée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Decembre 2023	01 atélier bimensuel de 58 personnes résidentes par région et 2 facilitateurs pour 1 jour	DLMEP	National	1135000

D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2040	Renforcer les capacités des acteurs de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'un atelier de 20 personnes non-résidents pendant 4 jours pour l'élaboration et la finalisation des modules formation SBE au niveau FOSA d'ici Mars 2020	Atelier de 19 personnes non résidentes, 1 facilitateurs pour 4 jours	DLMEP	National	6538000
D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2041	Renforcer les capacités des acteurs de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'un atelier de formation de 5 jours non-résidentiel de 5000 personnels de santé des FOSA publiques et privés dans les 190 districts de santé en SBE d'ici Decembre 2023	1 atelier de 50 participants par mois et par région	DLMEP	National	1555000
D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2042	Supervision, animation, pilotage, monitoring, suivi-évaluation des acteurs et des activités de lasurveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue de 10 Missions annuelle de 03 jours de 5 personnes par mission pour la supervision formative du niveau central vers le niveau régional des acteurs de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Decembre 2023	1 mission mensuelle de 5 personnes non résidentes pour 3 jours (le chauffeur et un véhicule de l'Etat)	DLMEP	SNU1 (province/region/etat)	700000

D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2043	Supervision, animation, pilotage, monitoring, suivi-évaluation des acteurs et des activités de lasurveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'une Mission semestriellse dans les 190 districts de 05jours de 5 personnes par mission (380 missions), pour la supervision formative du niveau régional vers les districts des acteurs de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici decembre 2023	1 mission de supervision semestrielle de 5 personnes pour 190 districts pour 5 jours dont 01 chauffeur	DLMEP	SNU2 (district/county)	2400000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2044	Supervision, animation, pilotage, monitoring, suivi-évaluation des acteurs et des activités de lasurveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Tenue d'une mission de supervision trimestrielle (760 missions) de 05jours de 380 personnes (2 personnes par district) , pour la supervision formative des ditricts vers les FOSA pour la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" d'ici Decembre 2023	1 mission trimestrielle de supervision, 2 personnes non résidentes x 190 districts pour 5 jours	DLMEP	SNU2 (district/county)	1600000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2045	Supervision, animation, pilotage, monitoring, suivi-évaluation des acteurs et des activités de lasurveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé"	Appui aux réunions de coordination des FOSA au niveau district pour la validation et l'assurance qualité des données de la surveillance basée sur les indicateurs, les évènements et l'approche "une santé" à tous les niveaux d'ici Decembre 2023	20 personnes par district dans 190 districts par mois pour 1j	DLMEP	SNU2 (district/county)	19000000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2046	Renforcement de la surveillance à base communautaire	Tenue d'un atelier non-residentiel de 30 personnes pendant 5 jours sur la contextualisation du guide national sur la surveillance à base communautaire à partir des directives de l'OMS-Afro d'ici Mars 2020	atelier de 29 personnes non résidentes 1 facilitataeur pour 5 jours	DLMEP	National	2220000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2047	Renforcement de la surveillance à base communautaire	Tenue d'un atelier non-residentiel de 43 personnes pendant 3 jour pour la validation et l'adoption du guide national sur la surveillance à base communautaire d'ici Avril 2020	01 atelier de 41 personnes non résidentes, 2 facilitateurs pour 3 jours	DLMEP	National	7940000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2048	Renforcement de la surveillance à base communautaire	recrutement d'un consultant national de 15 jours sur la traduction en langue anglaise du guide national sur la surveillance à base communautaire d'ici Mai 2020	1 consultant national pour traduction d'un document pour 10 jours	DLMEP	National	17117000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2049	Renforcement de la surveillance à base communautaire	Tenue d'un atelier non-residentiel de 20 personnes pendant 5 jour a l'elaboration des modules de formations des ASC polyvalents à la surveillance intégré d'ici Juin 2021	atelier de 19 personnes non résidentes,1 facilitateur pour 5 jours (prodution et diffusion du module)	DLMEP	National	31870000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2050	Renforcement de la surveillance à base communautaire	Formation des formaterus non residante de 650 personnes aux modules de surveillance intégré durant 3 jours d'ici 2023	01 atelier de formation mensuelle de 64 personnes non-residants et 1 formateur pendant 3jours	DLMEP	SNU1 (province/region/etat)	104000000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2051	Renforcement de la surveillance à base communautaire	Formation residante de 50000 ASC polyvalents et 640 formateurs non residentes aux modules de surveillance intégré durant 1 jour d'ici 2023	formation mensuelle de 2500 ASC residants et 32 formateurs x 1 jour	DLMEP	SNU2 (district/county)	26000000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2052	Renforcement de la surveillance environnementale pour la détection des risques sanitaires	Acquisition de 1040 kits de prélèvements des échantillons environnementaux par an pour la surveillance de la poliomyélite d'ici 2023	achat de 1040 kits par an ; local pour stockage (sans frais)	DLMEP	National	8184000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2053	Renforcement de la surveillance environnementale pour la détection des risques sanitaires	Payement des frais de transports des échantillons environnementaux de 20 agents de collecteurs d'ici 2023	1 echantillon par site par semaine par agent collecteur (coût du prelevement 25000f)	DLMEP	National	8184000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2054	Renforcement de la surveillance environnementale pour la détection des risques sanitaires	Recrutement d'un consultant inernational pour l'élaboration d'avant projet des normes de rejet (atmosphériques et liquides) pendant 30 jours d'ici 2020	1 consultant international pour 30 jours	DLMEP	National	10380000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2055	Renforcement de la surveillance environnementale pour la détection des risques sanitaires	Recruement d'un consultant international pour l'élaboration d'avant projet des normes d'incinération des déchets d pendant 30 jours d'ici 2020	1 consultant international x 30 jours	DLMEP	National	1870000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2056	Renforcement de la surveillance environnementale pour la détection des risques sanitaires	Frais de sessions de validation et des enquêtes publiques des normes d'ici 2023	reunion de validation avec 8 personnes non résidentes et 1 facilitateurs x 1 jour (production et diffusion de documents en deux langues x 2000 exemplaires)	DLMEP	National	1870000

D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2057	Renforcement de la surveillance environnementale pour la détection des risques sanitaires	Acquisition de 11 kits d'analyse de la qualité de l'air d'ici 2023	Achat de 11 kits (coût d un kit)	DLMEP	National	7420000
D.2.1 Systèmes de surveillance basés sur les indicateurs et sur les événements	Mettre en place les mécanismes de surveillance (basée sur des indicateurs, de surveillance des événements, surveillance environnementale, one health) capables de détecter dans les 24 heures 90% des menaces pour la santé publique, d'ici 2058	Renforcement de la surveillance environnementale pour la détection des risques sanitaires	Acquisition de 11 kits d'analyse de la qualité de l'eau d'ici 2023	Achat de 11 kits (coût d un kit)	DLMEP	National	5853000
D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Développer une plateforme de partage des données et d'information sur la surveillance entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale dans le cadre de l'approche « Une Santé »	Recrutement d'un consultant national (30jours), pour la mise en place d'une plateforme interopérable et interconnecté entre les logiciels DATA System (ARIS-2, WAHIS-2, TAD Info, DHIS-2) d'ici juin 2019	séjour consultant x 30 jours (honoraire, logement, transport) et mise en place de la plateforme (site internet, informaticien, les logiciels)	DLMEP	National	126000000

D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Renforcement des capacités technique et logistique des acteurs MINSANTE, MINEPIA	Tenue d'un atelier régional de formation de 300 gestionnaires des données (190 districts, 58Départements, 30 DRSP, 20 DRMINEPIA) à l'utilisation de la plateforme interopérable et interconnecté entre les logiciels DHIS2 et ARIS2 en 2 jours non residentiel d'ici Decembre 2023	atelier mensuelle de 29 personnes non-residants et 1 formateurs pour 2jours	DSV/MINEPIA	SNU1 (province/region/etat)	35000000
D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Renforcement des capacités technique et logistique des acteurs MINSANTE, MINEPIA	Dotation de 210 ordinateurs portable (20 DRSP , 190 districts,) pour la compilation et la transmissions des données d'ici Decembre 2020	achat de 210 ordinateurs portables (coût d'un ordinateur portable)	DSV/MINEPIA	National	3500000

D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Renforcement des capacités technique et logistique des acteurs MINSANTE, MINEPIA	Acquisition de 700 lignes et 700 téléphones pour completer la flotte à 1500 lignes et téléphones au profil des agents du RESCAM d'ici decembre 2019	achat de 700 téléphones	DSV/MINEPIA	National	23280000
D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Renforcement des capacités technique et logistique des acteurs MINSANTE, MINEPIA	Acquisition de 700 lignes et 700 téléphones pour completer la flotte à 1500 lignes et téléphones au profil des agents du RESCAM d'ici decembre 2019	Abonnement mensuel de 700 lignes téléphoniques	DSV/MINEPIA	National	32300000

D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Renforcement des capacités technique et logistique des acteurs MINSANTE, MINEPIA	Formation des agents du RESCAM à la collecte des de données au remplissage des outils et utilisation de MINEPIA-DATA Systèm (1 162) 10 cadres DSV, 10 CSRSV, 58 CSSV, 360 DA, 724 CZV (3 jours / par formation non residentiel dans les 10 régions d'ici decembre 2019)	formation mensuelle de 95 non residants et 2 formateurs pour 3 jours	DSV/MINEPIA	SNU1 (province/region/etat)	11955000
D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Renforcement des capacités technique et logistique des acteurs MINSANTE, MINEPIA	Dotation en équipement informatique et internet (2 serveurs, 20 ordinateurs portables, 20 imprimantes N/B, 2 imprimantes professionnels et assessoires de bureau et de sécurités, 12 modems et abonnement pour 2 ans) d'ici Decembre 2021	achat d' equipement informatique et internet (estimation à base des budgets de l'Etat Camerounai)	DSV/MINEPIA	National	3230000

D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Harmonisation des outils de collecte	Organiser un atelier non résidentiel (5 jours/35 pers.) d'Elaboration et validation des outils de surveillance des maladies animales - Fiches d'alertes, Fiches de demande d'analyses et guide de notification et d'investigation, définition des cas, POS, d'ici Fevrier 2021	01 atelier de 32 personnes non résidentes, 3 facilitataeurs pour 5 jours et reprographie	DLMEP	National	11955000
D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Harmonisation des outils de collecte	Recrutement d'un consultant national pour la traduction x 15 jours des des outils de surveillance, 500 000 Fiches d'alertes, 100 000 Fiches de demande d'analyses et 10 000 guide de notification et d'investigation, 10 000 définition des cas, 10 000 POS de surveillance et de collecte des données d'ic mars 2021	1 consultant national pour 10 jours	DSV/MINEPIA	National	2220000

D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Harmonisation des outils de collecte	Production des outils de surveillance, 500 000 Fiches d'alertes, 100 000 Fiches de demande d'analyses et 10 000 guide de notification et d'investigation, 10 000 définition des cas, 10 000 POS de surveillance et de collecte des données d'ic mars 2021	production outils de surveillance	DSV/MINEPIA	National	161000000
D.2.2 Système d'établissement de rapports interopérable, interconnecté et électronique en temps réel	Mettre en place un système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté, pour les systèmes de surveillance de la santé publique et/ou de la santé animale dans 90% de districts de santé et 90% des délégations départementales l'élévage. Le système n'est pas encore entièrement financé par le gouvernement hôte D'ici 2023, (Score 4)	Dissémination et utilisation de l'information	Organisation de 30 missions de supervision (3 jours pour 30 pers.) (Revue des données du système de surveillance électronique, Suivi des alertes émises par le système électronique, Contrôle qualités des données du système électronique) - 10 ateliers par an d'ici 2023	mission mensuelle de 30 personnes en région pour 3 joursx 30 mois (1 véhicule et & chauffeur en région pour les " jours de mission)	DSV/MINEPIA	National	3105000
D.2.3 Intégration et analyse des données relatives à la surveillance	D'ici décembre 2023, 90% des districts produisent à temps des rapports mensuels intégrant l'analyse, l'évaluation et la communication des données relatives à la surveillance (score4)	Renforcement des capacités des acteurs de la surveillance sur la collecte, l'analyse et la transmission à temps des données de la surveilllance	Tenue d'un atelier de recyclage des 190 districts de santé sur l'analyse des données de surveillance à base du DHIS2 en 2 jours non residentiel	atelier annuel de 375 personnes non résidentes pour 2 jours dont 270 non résidents et 5 facilitateurs	CIS	SNU1 (province/region/etat)	56865000

D.2.3 Intégration et analyse des données relatives à la surveillance	D'ici décembre 2023, 90% des districts produisent à temps des rapports mensuels intégrant l'analyse, l'évaluation et la communication des données relatives à la surveillance (score4)	Renforcement des capacités des acteurs de la surveillance sur la collecte, l'analyse et la transmission à temps des données de la surveilllance	Organisation des 2 ateliers par an (5 jours/30 personnes, Non residentiel) pour l'analyse des données et la production du bulletin du RESCAM , Mai et Novembre de chaque année d'ici Decembre 2023	atelier semestriel de 30 personnes dont 29 non-résidents et 1 formateurs pour 5 jours	DSV/MINEPIA	National	11590000
D.2.3 Intégration et analyse des données relatives à la surveillance	D'ici décembre 2023, 90% des districts produisent à temps des rapports mensuels intégrant l'analyse, l'évaluation et la communication des données relatives à la surveillance (score4)	Renforcement des capacités des acteurs de la surveillance sur la collecte, l'analyse et la transmission à temps des données de la surveilllance	Traduction d'un bulletin trimestrielle du RESCAM (04 bulletins techniques, 5000 exemplaires, diffusion)	1 consultant national pour 10 jours pour traduction d'un document chaque trimestre de l'année	DSV/MINEPIA	National	2220000
D.2.3 Intégration et analyse des données relatives à la surveillance	D'ici décembre 2023, 90% des districts produisent à temps des rapports mensuels intégrant l'analyse, l'évaluation et la communication des données relatives à la surveillance (score4)	Renforcement des capacités des acteurs de la surveillance sur la collecte, l'analyse et la transmission à temps des données de la surveilllance	Production et diffusion d'un bulletin trimestrielle du RESCAM (04 bulletins techniques, 5000 exemplaires, diffusion)	production et diffusion 1250 exemplaires de bulletion technique par trimestre	DSV/MINEPIA	National	1875000

D.2.4 Système de surveillance des syndromes	Maintenir la mise en œuvre de la surveillance syndromique sur les 5 syndromes majeurs: SRAS, fièvre hémorragique, ictère avec fièvre, paralysie flasque aigue, diarrhée aigue liquide avec désfydratation d'ici décembre 2013	Renforcer la surveillace syndromique des zoonoses	Organisation de 60 ateliers de formations départements des 1200 acteurs de terrain sur la définition des cas, la réalisation, la conservation et l'acheminements des prélevements, l'autopsie et l'ISV aux abattoirs (60 formations au niveau départements de 5 jours pour 20 personnes non residentiels par atelier avec 5 facilitateurs) d'ici Decembre 2023	01 atelier de 24 personnes résidentielle et de 1 facilitateur pour 5 jours	DLMEP	SNU2 (district/county)	1399000
D.2.4 Système de surveillance des syndromes	Maintenir la mise en œuvre de la surveillance syndromique sur les 5 syndromes majeurs: SRAS, fièvre hémorragique, ictère avec fièvre, paralysie flasque aigue, diarrhée aigue liquide avec désfydratation d'ici décembre 2013	Renforcer la surveillace syndromique des zoonoses	Production 10 000 affiches A4 et 1500 guides de surveillance sur la définition des cas sur les 5 zoonoses prioritaires en santé animale pour les 1200 structures de santé animales du niveau central et déconentrés d'ici Decembre 2023	production par semestre de 5000 affiches, de 750 guides en anglais et francais	DSV/MINEPIA	National	6250000

DOMAINE TECHNIQUE	Notification (Établissement des rapports)						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Opérationnalisation du système de notification du PFNRSI à l'OMS, à l'OIE et/ou à la FAOElaborer et diffuser à tous les acteurs du Point Focal National RSI, des modes opératoires normalisés pour l'approbation et la notifcation à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO des évènements susceptibles de constituer une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USSPI) dans le cadre de l'approche « Une seule santé ».	Tenue d'un atelier de 5jours regroupants 30 participants non résidents pour l'élaboration des modes opératoires normalisés pour l'approbation et la notifcation à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO des évènements susceptibles de constituer une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USSPI) dans le cadre de l'approche « Une seule santé » d'ici février 2019	Pour mémoire (sera pris en compte dans la composante coordination)	ONSP/MINSANTE	National	0

D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Opérationnalisation du système de notification du PFNRSI à l'OMS, à l'OIE et/ou à la FAOElaborer et diffuser à tous les acteurs du Point Focal National RSI, des modes opératoires normaliséspour l'approbation et la notifcation à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO des évènements susceptibles deconstituer une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USSPI) dans le cadre de l'approche« Une seule santé ».	Atelier (5 jours; 30 personnes non résidentes) de validation et traduction des SOPs pour l'approbation et la notification à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO d'ici avril 2019	Pour mémoire (sera pris en compte dans la composante coordination)	ONSP/MINSANTE	National	0
D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Opérationnalisation du système de notification du PFNRSI à l'OMS, à l'OIE et/ou à la FAOElaborer et diffuser à tous les acteurs du Point Focal National RSI, des modes opératoires normalisés pour l'approbation et la notifcation à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO des évènements susceptibles de constituer une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USSPI) dans le cadre de l'approche « Une seule santé ».	Production de 40 documents de des normes opératoires normalisés d'ici juin 2019	40 documents de 10 pages chacun	ONSP/MINSANTE	Central	40000

D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Renforcer les capacités du Point Focal National RSI à travers la formation, l'appui fnancier et logistique	tenue d'un telier (5jours; 17 personnes non résidentes) de formation des membres du PFNRSI et à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO sur la notification à l'OMS, à l'OIE ou à la FAO d'ici août 2019	2 facilitateurs non residents 18 participants non residents5 jours 20.000 CFA Transport par participant	ONSP/MINSANTE	National	7880000
D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Renforcer les capacités du Point Focal National RSI à travers la formation, l'appui fnancier et logistique	Recrutement d'un consultant nationale de 15 jours pour l'élaboration d'un dcocument de plaidoyer en vue de l'attribution d'une ligne budgétaire pour le fonctionnement du PFN-RSI, et le renforcement de la logistique	honoraire consultant national 15 jours	ONSP/MINSANTE	National	3800000
D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Renforcer les capacités du Point Focal National RSI à travers la formation, l'appui fnancier et logistique	Tenue d'un atelier de validation 2 jours, regroupant 15 personnes non résidentes pour l'élaboration d'un dcocument de plaidoyer en vue de l'attribution d'une ligne budgétaire pour le fonctionnement du PFN-RSI, et le renforcement de la logistique Novembre 2019	1 facilitateur non residents 14 participants non residents 2 jours Transport 10.000CFA par participant	ONSP/MINSANTE	National	3243000

D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Renforcer les capacités du Point Focal National RSI à travers la formation, l'appui fnancier et logistique	Dotation en moyens logistique pour la notification (flotte téléphonie (20 téléphones, ordinateur portable (2), connexion internet (bande passante),…) du PFNRSI d'ici novembre 2022	20 telephones 50000CFA/telephone2 ordinateurs portables 500000/ordi	ONSP/MINSANTE	Central	2000000
D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Renforcer les capacités du Point Focal National RSI à travers la formation, l'appui fnancier et logistique	Dotation en moyens logistique pour la notification (flotte téléphonie (20 téléphones, ordinateur portable (2), connexion internet (bande passante),…) du PFNRSI d'ici novembre 2022	bande passante internet 2millionCFA par an	ONSP/MINSANTE	Central	0

D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Renforcer les capacités du Point Focal National RSI à travers la formation, l'appui financier et logistique	Dotation en moyens logistique pour la notification (flotte téléphonie (20 téléphones, ordinateur portable (2), connexion internet (bande passante),…) du PFNRSI d'ici novembre 2022	bande passante internet 2millionCFA par an	ONSP/MINSANTE	Central	500000
D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Organisation des exercices de simulation pour tester la collaboration et la coordination des acteurs impliqués dans la notification	Formation à l'étranger de 3 personnes pendant 5 jours sur la planification et organisation des exercices de simulationd'ici décembre 2020	3 participants à l'etrangerbillets d'avions5 joursTransportcoût de la formation	ONSP/MINSANTE	Central	6402000

D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Organisation des exercices de simulation pour tester la collaboration et la coordination des acteurs impliqués dans la notification	Tenue d'un exercice de simulation sur table par semestre regroupant 15 participants résidents pendants 3 jours pour tester la collaboration et la coordination des acteurs impliqués dans la notification d'ici janvier 2020	3 concepteurs de sceniarios 15 participants non residants 1 jours Transport	ONSP/MINSANTE	Central	2740000
D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Organisation des exercices de simulation pour tester la collaboration et la coordination des acteurs impliqués dans la notification	Tenue de deux réunions provisionnelles annuelle (1 jour; 50 personnes résidentes) sur le retour d'expérience de la notification du PFNRSI à l'OMS, à l'OIE et/ou à la FAO apres chaque évènement d'ici mars 2020	5 facilitateurs residents 45 participants residents 1 jour	ONSP/MINSANTE	Central	1260000

D.3.1 Système efficace de transmission de rapports à l'OMS, à la FAO et à l'OIE	Etre capable d'identifier une urgence de santé publique de portée internationale potentielle et de la notifier dans les 24 heures à l'OMS et/ou à l'OIE et mettre en place un processus multisectoriel pour évaluer les événements potentiels à des fins de notification d'ici à 2023.	Organisation des exercices de simulation pour tester la collaboration et la coordination des acteurs impliqués dans la notification	Tenue d'un atelier de 3jours regroupants 20 participants non résidents pour l'actualisation des outils et des procédures en rapport avec les gaps identifés lors des exercices de simulations d'ici septembre 2020	2 facilitateurs non residents 18 participants non residents3 jours Transport 10.000CFA/personne	ONSP/MINSANTE	Central	5432000

DOMAINE TECHNIQUE	Développement des ressources humaines						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici mars 2021. (Score 5)	Elaboration et mise en œuvre d'un plan national multi sectoriel de developpement des ressources humaines	Recrutement de 4 consultants nationaux pour 60 jours pour l'analyse situationnelle (cartographie) des plans de developpement des RH des différents secteurs.	Honoraires de 4 consultants nationaux 30 jours Transport hébergement nutrition pour descente dans les 10 régions pendant 40 jours	DRH	National	53120000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici juin 2021. (Score 5)	Elaboration et mise en œuvre d'un plan national multi sectoriel de developpement des ressources humaines	Tenue d'un atelier (30 personnes durant 3 jours non residentiel) de revision du plan des RH en présence des consultants.	1 atelier 30 participants non résidents y compris les consultants 3 jours Transport hébergement restauration Reprographie du draft du plan	DRH	National	8380000

D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici decembre 2021. (Score 5)	Elaboration et mise en œuvre d'un plan national multi sectoriel de developpement des ressources humaines	Tenu de 5 ateliers résidentiels régionaux (1 atelier: EN, NO,AD; 1 atelier: SW,NW; 1 etc) de 2 jours pour 20 personnes par région pour la validation et l'appropriation du plan par les responsables régionaux en présence des consultants	05 ateliers résidentiels de 20 participants y compris 2 facilitateurs non résidentsTransport hébergement restauration facilitateurs dans les 10 régionsReprographie du plan, forfait transport facilitateur	DRH	SNU1 (province/region/etat)	1456000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici septembre 2021. (Score 5)	Elaboration et mise en œuvre d'un plan national multi sectoriel de developpement des ressources humaines	Tenue d'un atelier (30 personnes durant 3 jours non residentiel) de revue et de validation du plan des RH après 1 an.	1 atelier 28 participants non résidents 1facilitateur 3 jours Reprographie du draft du plan	DRH	National	7892000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici octobre 2021. (Score 5)	Elaboration et mise en œuvre d'un plan national multi sectoriel de developpement des ressources humaines	Tenue d'un atelier (40 personnes durant 3 jours non residentiel) de validation et de traduction en langue anglaise du plan des RH.	1 atelier 35 participants non résidents 3 jours Reprographie du draft du plan	DRH	National	8990000

D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici decembre 2021. (Score 5)	Elaboration et mise en œuvre d'un plan national multi sectoriel de developpement des ressources humaines	Production et diffusion de 500 copies du plan national multi sectoriel de developpement des ressources humaines.	Production diffusion 500 copies de 150 pages	DRH	National	5000000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici mars 2020. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Recrutement de 1 consultant national durant 30 jours pour le développement du système de gestion des ressources humaines de chaque secteur du niveau régional au niveau central (MINSANTE, MINEPIA, MINFOF, MINEPDED)	Honoraires de 1 consultants nationaux 30 joursTransport hébergement nutrition 30 jours	DRH	National	6220000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici mars 2020. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Tenue d'un atelier (3 jours, 30 personnes non residentes) de validation du développement sectoriel du système de gestion des ressources humaines en présence du consultant après 1 an.	1 atelier 30 participants non résidents y compris le consultant 3 jours. Transport hébergement nutrition	DRH	National	8136000

D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici mars 2020. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Recrutement d'un consultant national durant 30 jours pour le développement d'une plateforme centrale du système de gestion des ressources humaines de tous les secteurs (MINSANTE, MINEPIA, MINFOF, MINEPDED, MINDEF)	Honoraires consultant national 30 jours Transport hébergement nutrition 30 jours	DRH	National	6220000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Tenue d'un atelier (3 jours, 30 personnes non residentes) de validation du développement et de la mise à jour des modules complèmentaires du système des ressources humaines en présence du consultant après un an.	1 atelier 30 participants non résidents y compris les 4 consultants 3 jours. Transport hébergement nutrition	DRH	National	8136000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici mars 2021. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Recrutement d'un consultant pour la rédaction des manuels de procédures sur la gestion de carrière et l'utilisation du système de gestion des ressources humaines de chaque secteur.	1 consultant national 30 jours	DRH	National	6000000

D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici mars 2021. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Tenue d'un atelier (40 personnes durant 3 jours non residentiel) de validation et de traduction en langue anglaise du plan des RH.	1 atelier 40 participants non résidents 3 jours Reprographie des manuels traduits	DRH	National	9515000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international d'ici mars 2021. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Tenue de 6 ateliers de 3 jours au niveau central et régional (30 personnes non residentes) de suivi et évaluation du système des ressources humaines en présence du consultant après un an.	6 ateliers 30 participants non résidents 3 jours. Transport hébergement nutrition	DRH	National	7275000
D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour mettre en œuvre les exigences liées aux capacités de base prévues par le RSI	Mobiliser (Envoyer et recevoir) du personnel pluridisciplinaire au sein du pays et au niveau international. (Score 5)	Opérationaliser la base de données des ressources humaines dans chaque secteur	Tenue d'une reunion semestrielle (de 2 jours non-residentiels de 10 personnes) de mise à jour des bases de données des RH dans chaque secteur	Réunion semestrielle 10 personnes non résidentiel 2 jours	DRH	National	2360000

D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Mobiliser des ressources financières pour le FETP de base et avancé	Recrutement d'un consultant national pour 1 mois pour l'élaboration d'un plan de mobilisation des ressources financières avec les partenaires	1 consultant national 1 mois	DLMEP	National	6220000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Mobiliser des ressources financières pour le FETP de base et avancé	Tenue d'un atelier de 3 jours pour la validation du plan de mobilisation des ressources financières élaboré par le consultant en sa présence d'ici juin 2019	1 atelier 25 participants non résidentiel 3 jours y compris le consultant Transport hébergement restauration	DLMEP	National	6841000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Mobiliser des ressources financières pour le FETP de base et avancé	Organisation d'une réunion (1 jour, 50 personnes residentielles) de plaidoyer à l'attention des ministères concernés et des autres partenaires d'ici septembre 2019.	1 réunion de 50 participants résidentiels 1 jours. Communication	DLMEP	National	1150000

D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Formation et recyclage pour le FETP de base	Tenue d'un atelier de recyclage annuel (5 jours non residentiels) des 40 formateurs FETP de base d'ici mars 2020	1 atelier 40 formateurs non résidentiel 5 jours et 5 facilitateurs Transport hébergement restauration	DLMEP	National	12975000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Formation et recyclage pour le FETP de base	Tenue de sept ateliers (5 jours non residentiels de 30 personnes plus sept formateurs par atelier) de formation de 1050 personnels au FETP de base d'ici mars 2021	7 ateliers 5 jours 30 personnels 7 formateurs non résidentielTransport hébergement restauration	DLMEP	National	10860000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Formation et recyclage pour le FETP de base	Tenue de 9 ateliers (3 par région pour les 3 régions formées) de recyclage annuel 3 jours non residentiels de tous les personnels formés (30 par session). 4 facilitateurs Transport hébergement restauration	1 atelier 3 jours non residentiel 25 participants	DLMEP	National	8800000

D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Formation des personnels en FETP avancé	Formation de 11 personnels par an pour une période de 5 ans en epidemiologie de terrain avancé (santé humaine et santé animale)	formation 11 personnels coût de la formation: 20000000 /étudiant/an	DLMEP	National	220000000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Formation des personnels en FETP avancé	Tenue d'un atelier de recyclage annuel (25 personnes, 5 jours non residentiels) des superviseurs de terrain de FETP avancé	1 atelier 25 participants non résidentiel 5 jours, 3 facilitateurs Transport	DLMEP	National	10640000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Renforcement en ressources humaines de l'équipe de gestion du FETP	Identication et formation de 14 jours à l'etranger d'un conseiller résident national du MINSANTE d'ici juin 2019	Perdiem mission à l'étranger pour 14 joursBillet d'avionCoût de la formation	DLMEP	Central	2820000

D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Renforcement en ressources humaines de l'équipe de gestion du FETP	Affectation de 4 nouveaux personnels pour renforcer l'équipe de gestion (salaire mensuel) jusqu'en 2021	Pour mémoire affectation de 4 personnels sans frais.	DLMEP	National	0
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Recrutement d'un consultant national pour 30 jours pour l'étude de faisabilité de l'initiative d'ici decembre 2019	1 consultant national 30 jours	DSV/MINEPIA	Central	6000000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Tenue d'une réunion de présentation et adoption des recommandations découlant de l'étude d'ici mars 2020	1 réunion de 30 participants résidentiels 1 jours.	DSV/MINEPIA	National	750000

D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Tenue d'une reunion (1 jour, 100 personnes residentes) d'information et d'appropriation du Programme de formation en épidémiologie de terrain (ISAvet) d'ici septembre 2020	1 réunion 100 participants residentiel 1 jour	DSV/MINEPIA	National	2150000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2022	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Recrutement d'un consultant national pour une période de 30 jours pour la conception des currila et modules de formation en épidémiologie de terrain vétérinaire d'ici dec 2019	1 consultant 30 jours	DSV/MINEPIA	National	6220000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Réunion de validation des currila et modules de formation en épidémiologie de terrain vétérinaire d'ici dec 2020 en présence du consultant	1 atelier 25 participants non résidentiel 5 jours, 1 consultant Transport	DSV/MINEPIA	National	10130000

D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Formation de 7 masters en épidémiologie vétérinaires de terrain par an pour une période de 3 ans à partir de 2021	7 personnes formées 20000000 par personne formée	DSV/MINEPIA	National	14000000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2024	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Réunion de sensibilisation à l'intention de 20 mentors en épidémiologie vétérinaire de terrain chaque année à partir de 2021.	1 réunion d'un jour résidentiel de 20 personnes	DSV/MINEPIA	National	510000
D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie sur le terrain ou autre programme de formation en épidémiologie appliquée est en place	Pérenniser l'implémentation des deux niveaux de FETP (de base et avancé) d'ici decembre 2023	Création d'un programme d'un formation FETP Vet	Formation de 400 agents en épidémiologie vétérinaire de terrain par an d'ici 2023, soit 1200 agents du RESCAM.	10 ateliers de 40 personnes par région par an avec 5 facilitateurs	DSV/MINEPIA	National	14770000

D.4.3 Stratégie en matière de personnel	Elaborer, appliquer et suivre systématiquement une stratégie pour les personnels de santé publique d'ici decembre 2020.	Fidélisaton des personnels de santé dans les zones d'accès difficiles	Recrutement d'un consultant national de 30 jours pour l'évaluation du projet de fidélisation des personnels de santé publique et proposition d'une nouvelle strategie multisectorielle de fidélisation des personnels dans les zones d'accès difficile d'ici juin 2019	1 consultants nationaux 30 jours	DSV/MINEPIA	National	7420000
D.4.3 Stratégie en matière de personnel	Elaborer, appliquer et suivre systématiquement une stratégie pour les personnels de santé publique d'ici decembre 2020.	Fidélisaton des personnels de santé dans les zones d'accès difficiles	Tenue d'atelier (5 jours non residentiels de 30 personnes)de validation de la strategie multisectoriel de fidélisation des personnels dans les zones d'accès difficile d'ici decembre 2019	1 atelier 30 personnels 5 jours non résidentiels 2 facilitateurs Transport	DSV/MINEPIA	National	12225000
D.4.3 Stratégie en matière de personnel	Elaborer, appliquer et suivre systématiquement une stratégie pour les personnels de santé publique d'ici decembre 2020.	Opérationnalisation du plan de mobilisation des ressources de fidelisation des personnels dans les zones d'accès difficiles	Recrutement d'un consultant national pour 30 jours pour l'élaboration d'un plan de mobilisation des ressources financières d'ici mars 2019	1 consultants nationaux 30 jours	DSV/MINEPIA	National	6000000
D.4.3 Stratégie en matière de personnel	Elaborer, appliquer et suivre systématiquement une stratégie pour les personnels de santé publique d'ici decembre 2020.	Opérationnalisation du plan de mobilisation des ressources de fidelisation des personnels dans les zones d'accès difficiles	Tenue d'un atelier (5 jours non residentiels de 30 personnes) de validation du plan de mobilisation des ressources financières d'ici mars 2020 en présence du consultant	1 atelier 30 personnels 5 jours non résidentiels 1 consultant Transport	DSV/MINEPIA	National	10130000

D.4.3 Stratégie en matière de personnel	Elaborer, appliquer et suivre systématiquement une stratégie pour les personnels de santé publique d'ici decembre 2020.	Opérationnalisation du plan de mobilisation des ressources de fidelisation des personnels dans les zones d'accès difficiles	Tenue d'une réunion (un jour, 100 personnes residentes) de plaidoyer à l'attention des ministères concernés et des autres partenaires d'ici juin 2020	1 réunion 100 participants residentiel 1 jour	DSV/MINEPIA	National	2150000
D.4.3 Stratégie en matière de personnel	Elaborer, appliquer et suivre systématiquement une stratégie pour les personnels de santé publique d'ici decembre 2020.	Opérationnalisation du plan de mobilisation des ressources de fidelisation des personnels dans les zones d'accès difficiles	Réunion de 100 personnes pour la sensibilisation des autorités locales sur la contractualisation au niveau départemental du personnel dans les zones d'accès difficiles.	1 réunion 100 participants residentiel 1 jour	DSV/MINEPIA	National	2150000

DOMAINE TECHNIQUE	Préparation						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Recrutement d'un consultant international pour l'actualisation de la Cartographie des risques, vulnérabilités et évaluation des capacités du système à répondre aux USP dans les dix Regions et au niveau operationnel (90 jours de missions)	90 Jours de mission pour un consulatnt international	DLMEP	National	21820000

R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Atelier de validation de la Cartographie des risques et d'évaluation des capacités du système à répondre aux USP dans les dix Regions et au niveau operationnel	Atelier de 5 jours délocalisé de 30 personnes non residentes, dont 1 facilitateurs, transport des participants.	DLMEP	National	8395000
R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Production d'un document de cartographie de risque	Production d'un document de cartographie de risque en 500 exemplaires environ 200 pages	DLMEP	National	5000000

R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Atelier d'élaboration d'un plan multirisque	Atelier de 15 personnes non residents, pendant 3 jours, 1 facilitateurs	DLMEP	National	4210000
R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Atelier délocalisé de validation du plan multirisque	Atelier délocalisé de 30 personnes non résidentes, 3 jours, 1 facilitateur	DLMEP	National	8395000

R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	1 Réunion de lancement du plan multirisque	1 Réunion de 50 personnes résidentes, 1 jour au Hilton hotel de yaoundé	DLMEP	National	110000
R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Réunion d'adoption du plan multirisque	60 personnes residents, transport	DLMEP	National	1300000

R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Production du plan multirisque	500 exemplaires de 200 pages environ	DLMEP	National	5000000
R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Elaboration d'un Plan multirisque multisectoriel de préparation et de riposte aux USP	Vulgarisation du plan multirisque dans les dix regions et les 190 districts de santé	1 atelier/région de 2jours impliquant 20 personnes non résidentes et 5 personnes résidentes. Dix regions. Billet d'avion pour 2 facilateurs des régions septentrionales	DLMEP	SNU1 (province/region/etat)	41165000

R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Organisation semestrielle des exercices de simulation	Atelier de préparation de la simulation	Atelier de 10 personnes non résidentes, 2 jours	DLMEP	National	2160000
R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Organisation semestrielle des exercices de simulation	Exercice de simulation sur table proprement dite	Atelier localisé de 2 jours impliquant 50 personnes résidentes, 25 personnes non résidentes, 3 facilitateurs	DLMEP	National	5585000

R.1.1 Un plan national multirisques pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique est élaboré et mis en œuvre	D'ici Décembre 2023, le pays dispose des plans nationaux d'action d'urgence de santé publique qui incorporent les dangers relevant du RSI, des points d'entrée et des capacités de renfort pour faire face à des urgences de santé publique de portée nationale et internationale	Organisation semestrielle des exercices de simulation	Réunion de restitution et d'évaluation post simulation	15 personnes résidentes, 1 jour. Tranport	DLMEP	National	395000
R.1.2 Les risques et les ressources prioritaires pour la santé publique sont identifiés et pris en compte	D'ici à Décembre 2023, les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place	Cartographie des ressources humaines, matérielles et financières pour évaluer les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires	Recrutement d'un consultant international pour la cartographie des ressources humaines, matérielles et financières pour évaluer les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires	90 jours de missions. Consultant.	DLMEP	National	40944000

R.1.2Les risques et les ressources prioritaires pour la santé publique sont identifiés et pris en compte	D'ici à Décembre 2023, les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place	Cartographie des ressources humaines ,matérielles et financières pour évaluer les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires	Atelier de validation de la cartographie des ressources humaines, matérielles et financières pour évaluer les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires	Atelier de 3 jours délocalisé de 30 personnes non residentes	DLMEP	National	8395000
R.1.2 Les risques et les ressources prioritaires pour la santé publique sont identifiés et pris en compte	D'ici à Décembre 2023, les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place	Cartographie des ressources humaines,matérielles et financières pour évaluer les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires	Production d'un document de cartographie des ressources en	500 exemplaires, environ 200 pages	DLMEP	National	5000000

R.1.2 Les risques et les ressources prioritaires pour la santé publique sont identifiés et pris en compte	D'ici à Décembre 2023, les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place	Elaboration d'un plan de gestion et de distribution des réserves nationales	Atelier d'élaboration d'un plan de gestion et de distribution des réserves nationales	15 personnes non residents, pendant 5 jours	DLMEP	National	4210000
R.1.2 Les risques et les ressources prioritaires pour la santé publique sont identifiés et pris en compte	D'ici à Décembre 2023, les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place	Elaboration d'un plan de gestion et de distribution des réserves nationales	1 Réunion de validation du plan de gestion et de distribution des réserves nationales	60 personnes résidentes, 1 jour à yaoundé	DLMEP	National	1290000

R.1.2 Les risques et les ressources prioritaires pour la santé publique sont identifiés et pris en compte	D'ici à Décembre 2023, les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place	Elaboration d'un plan de gestion et de distribution des réserves nationales	Production du plan de gestion et de distribution des réserves nationales	150 exemplaires d'environ 100 pages, francais/anglais	DLMEP	National	1500000
R.1.2 Les risques et les ressources prioritaires pour la santé publique sont identifiés et pris en compte	D'ici à Décembre 2023, les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place	Elaboration d'un plan de gestion et de distribution des réserves nationales	Vulgarisation du plan de gestion et de distribution des réserves nationales dans les 10 regions	1 atelier/région de 2jours impliquant 20 personnes non résidentes dans dix regions; 1 faciliteurs par atelier, billet d'avion pour 2 facilitateurs dans les régions septentrionales	DLMEP	SNU1 (province/region/etat)	41315000

DOMAINE TECHNIQUE	Liens entre les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration d'un protocole de collaboration entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité pour la gestion des USP	1-Recrutement d'un consultant national pour faire un etat de lieux et proposition d'une plateforme de collaboration (60 jours) en mai 2019	Honoraires d'un consultant national pour 45 jours	ONSP/MINSANTE	National	9220000
R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration d'un protocole de collaboration entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité pour la gestion des USP	2-Atelier délocalisé de restitution de l'état des lieux et de validation du protocole de collaboration (5jours, 40 personnes non résidentes) en août 2019	Un atélier délocalisé de restitution et de validation de 3 jours pour 35 personnes non résidentes dont 2 facilitateurs et 5 chauffeurs	ONSP/MINSANTE	Central	9317000

R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration d'un protocole de collaboration entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité pour la gestion des USP	Réunion d'adoption du protocole de collaboration (1 jour, 70 personnes résidentes) en octobre 2019	Une réunion d'adoption de 70 personnes résidentes; 1jr	ONSP/MINSANTE	Central	2740000
R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	Elaboration des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information (3jours, 15 personnes non résidentes) d'ici avril 2019	Un atelier délocalisé de 20 personnes non résidentes pendant 5 jours dont 2 facilitateurs et 2 chauffeurs. Developpement du manuel des procédures opérationnelles standardisées	ONSP/MINSANTE	Central	7800000

R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	Validation des POS (3jours, 30 personnes non résidentes) d'ici juin 2019	Un atelier délocalisé de 30 personnes non résidentes pendant 3 jours dont 2 facilitateurs et 2 chauffeurs validation des procédures opérationnelles standardisées, forfait carburant	ONSP/MINSANTE	Central	8222000
R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	Tenue d'atelier de validation de la traduction des POS (atelier délocalisé de 3jours, 30 personnes non résidentes) d'ici juillet 2019	Un atelier délocalisé de 3 jours pour 30 personnes non résidentes, validation de la traduction des procédures opérationnelles standardisées dont 2 facilitateurs et 2 chauffeurs; forfait carburant	ONSP/MINSANTE	Central	8362000

R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	Adoption des POS (1jour, 35 personnes résidentes, 15 personnes non résidentes) d'ici septembre 2019	Une réunion d'un jour pour 50 participants (35 personnes résidentes et 15 personnes non résidentes), adoption du manuel des procédures opérationnelles standardiées Achat de 6 billets d'avion (200.000/ et billet) et 30.000CFA transport/region pour 4 autres régions	ONSP/MINSANTE	Central	5295000
R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	Production de 1000 exemplaires des POS en français et en anglais d'ici décembre 20119	Production de 2000 exemplaires des POS en français et en anglais; 30pg; impression des documents	ONSP/MINSANTE	National	10000000
R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Elaboration des procédures opératoires standardisées pour la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	10 ateliers de Vulgarisation des POS (1 atelier délocalisé/région de 30 personnes non résidentes) d'ici décembre 2021	1 atelier délocalisé/région de 30 personnes non résidentes; 2jrs/session formation , En moyen, transport de 2 facilitateurs estimé à 400.000CFA/atelier	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	7120000

R.3.1 Les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité (exemple : application de la loi, contrôle des frontières, douanes) sont contactées lorsqu'un événement biologique est suspecté ou confirmé	A décembre 2023, au moins une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique implique un échange d'information avec les autorités chargées de la sécurité relevant du mémorandum d'accord officiel ou autre entente (protocole) a été mené au cours de l'année écoulée.	Renforcement intégré des capacités des personnels de la santé publique et ceux en charge de la sécurité dans la formation et les exercices de simulation	2- organisation de 02 exercices annuels de simulation sur la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité, en cas de situation d'urgence (2 jours, 50 personnes résidentes) en avril et octobre de chaque année à partir de 2020	Organisation de 02 exercices annuels de simulation sur la coordination d'une action conjointe et le partage d'information entre les autorités en charge de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité, en cas de situation d'urgence (2 jours, 40 personnes résidentes	ONSP/MINSANTE	Central	2098000

DOMAINE TECHNIQUE	Opérations de riposte aux situations d'urgence						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2023, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Finalisation et vulgarisation des projets de textes de création et de fonctionnement du CCOUSP et du COUSA(EOC-AH)	Finalisation du document de concept des opérations du centre des opérations d'urgence de santé publique d'ici Aout 2019	01 atelier de 04 jours, 30 personnes non résidentes dont 1 facilitateur, transport de 30 personnes, reprographie de 30 documents de travail	DLMEP	Central	9993000

R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Finalisation et vulgarisation des projets de textes de création et de fonctionnement du CCOUSP et du COUSA(EOC-AH)	01 réunion d'adoption du document de concept des opérations du centre des opérations d'urgence de santé publique d'ici décembre 2019	01 réunion d'un jour, 100 personnes résidentes, hôtel de la ville de Yaoundé, reprographie du documenet CONOP de 150 pages	DLMEP	Central	4350000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Finalisation et vulgarisation des projets de textes de création et de fonctionnement du CCOUSP et du COUSA(EOC-AH)	Finalisation du document de plan d'appui au fonctionnement du centre des opérations d'urgence de santé publique d'ici février 2019	01 atelier de 03 jours, 30 personnes non résidentes dont 1 facilitateurs, transport de 30 personnes, reprographie de 40 documents de travail	DLMEP	Central	8266000

R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Finalisation et vulgarisation des projets de textes de création et de fonctionnement du CCOUSP et du COUSA(EOC-AH)	Validation et traduction du document du plan d'appui au fonctionnement du centre des opérations d'urgence de santé publique d'ici Juillet 2020	01 atelier de validation de la traduction 03 jours, 10 personnes non résidentes, reprographie, transport	DLMEP	Central	3090000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Elaboration du document de plan de formation et de suivi du personnel impliqué dans la gestion des urgences de santé publique d'ici Mars 2020	01 atelier de 05 jours, 20 participants non résidents dont 2 facilitateurs, transport de 15 personnes, reprographie de 25 documents de travail	DRH	Central	7890000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Finalisation du document de plan de formation et de suivi du personnel du CCOUSP d'ici Avril 2020	1 atelier de 3 jours, 30 participants non résidents dont 2 facilitateurs, transport de 30 personnes, reprographie de 40 documents de travail	DRH	Central	8162000

R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Validation et traduction du document de plan de formation et de suivi du personnel du CCOUSP d'ici Mai 2020	01 atelier de validation de la traduction 03 jours, 10 personnes non résidentes	DRH	Central	3090000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	01 réunion d'adoption du document de plan de formation et de suivi du personnel du CCOUSPd'ici Juillet 2020 (01 jour, 50 personnes résidentes)	01 réunion d'un jour; 50 participants résidents, hôtel de la ville de Yaoundé, reprographie de 60 exemplaires du plan élaboré (document de 150 pages)	DRH	Central	2250000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Production du document de plan de formation et de suivi du personnel du CCOUSP d'ici septembre 2020	250 exemplaires en francais/anglais du plan de formation de 150 pages	DRH	Central	2500000

R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Atelier de préparation à l'élaboration des manuels des exercices de simulation sur la gestion sanitaire des évènements et urgences de santé publique pour le facilitateur et l'apprenant d'ici octobre 2020	1 atelier de 03 jours regroupant 10 participants résidents dans 1 hotel de Yaoundé	DLMEP	Central	140000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	01 atelier délocalisé pour l'élaboration des manuels des exercices de simulation sur la gestion sanitaire des évènements et urgences de santé publique pour le facilitateur et l'apprenant d'ici novembre 2020 (06 jours, 30 personnes non résidentes)	1 atelier de 5 jours, 30 participants non résidents dont 1 facilitateur, transport de 30 personnes, reprographie de 30 documents de travail	DLMEP	Central	11140000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	01 atelier de finalisation des manuels des exercices de simulation sur la gestion sanitaire des évènements et urgences de santé publique pour le facilitateur et l'apprenant d'ici février 2021 (06 jours, 30 personnes non résidentes)	1 atelier de 3 jours, 30 participants non résidents dont 1 facilitateur, transport de 30 personnes, reprographie de 40 documents de travail	DLMEP	Central	8266000

R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	01 atelier de validation et traduction des manuels des exercices de simulation sur la gestion sanitaire des évènements et urgences de santé publique pour le facilitateur et l'apprenant (06 jours, 30 personnes non résidentes)	1 atelier de 3 jours, 10 participants non résidents dont 1 facilitateur, transport de 10 personnes, reprographie de 10 documents de travail	DLMEP	Central	2986000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Production du manuel des manuels des exercices de simulation sur la gestion sanitaire des évènements et urgences de santé publique pour le facilitateur et l'apprenant d'ici Avril 2021	250 exemplaires anglais/français chaque exemplaire de 150 pages	DLMEP	Central	2500000

R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Ateliers de formation au système de gestion des incidents du personnel impliqué dans la gestion des urgences de santé publique à tous les niveaux et de simulation sur table d'ici Mai 2021(2 ateliers de 3 jours de formation et 2 de simulation sur table par région, 30 personnes dont 80% non résidentes, 20% résidentes, 02 ateliers au niveau central)	1 atelier de 5 jours par régions avec 30 participants non résidents dont 3 facilitateurs, transport de 30 personnes(transport en commun et billet d'avion), reprographie de 50 documents de travail. billets d'avions facilitateurs pour 6 régions, forfait transport facilitateur avec chauffeur pour 4 régions (en moyenne 600000 par région)	DLMEP	Central	12060000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Formation du personnel de santé publique impliqué dans la gestion des opérations d'urgence	Exercices de simulation sur la gestion des urgences de santé publique d'ici Avril 2021 (01 exercice semestriel, 30 personnes non résidentes par exercice sauf au niveau central)	01 exercice tous les six mois, 50 personnes non résidentes par exercice dont 2 facilitateurs	DLMEP	Central	10428000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Coordination de la gestion des USP	Organisation des réunions de coordination et de suivi de la gestion des urgences sanitaires au niveau central d'ici Juin 2020 (01 réunion hebdomadaire à tous les niveaux, 30 participants résidents)	52 réunions hebdomadaires de coordination des urgences; 30 participants résidents	DLMEP	Central	90000

R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Coordination de la gestion des USP	Appui aux investigations des urgences sanitaires d'ici Septembre 2023 (01 investigation préliminaire et 01 approfondie par épidémie ou événement)	missions d'investigations, 4 participants non résidents et 2 résidents, location véhicule, carburant, reprographie, frais de communication, frais de transport personnel local(ASC etc...); (25000 * 2*5 pour le perdiem des locaux)	DLMEP	Central	2025000
R.2.1 Capacité de lancer des opérations d'urgence	D'ici décembre 2021, renforcer tous les mécanismes de lancement des opérations d'urgences au niveau central et régional avec 75% du personnel dédié disponible 24h/24, 7 j/7 dont 80% qui ont participé à deux exercices de simulation au moins par an	Mise en place d'un mécanisme de détection, d'alerte et de réponse précoce des évènements et urgences sanitaires	Acquisition, installation, paramétrage et maintenance des équipements du CCOUSP d'ci janvier 2021	déjà fait			0

R.2.2 Procédures et plan d'exploitation disponibles pour les centres d'opérations d'urgence	D'ici Juillet 2021, le pays disposera de la politique générale, des plans stratégiques et opérationnels, toutes les procédures et outils du Centre des Opérations d'Urgences de Santé Publique	Elaboration des POS du Centre National des Opérations d'urgence	01 atelier délocalisé de préparation de l'élaboration du document des outils et des procédures opérationnelles standard de la gestion sanitaire des opérations d'urgence d'ici février 2020 (03 jours, 10 personnes non résidentes)	1 atelier de 3 jours, 10 participants non résidents, transport de 10 personnes		National	3040000
R.2.2 Procédures et plan d'exploitation disponibles pour les centres d'opérations d'urgence	D'ici Juillet 2021, le pays disposera de la politique générale, des plans stratégiques et opérationnels, toutes les procédures et outils du Centre des Opérations d'Urgences de Santé Publique	Elaboration des POS du Centre National des Opérations d'urgence	01 atelier d'élaboration du document des outils et des procédures opérationnelles standard de la gestion sanitaire des opérations d'urgence d'ici mars 2020 (05 jours, 20 personnes non résidentes/atelier)	1 atelier de 5 jours, 20 participants non résidents dont 1 facilitateur, transport de 20 personnes	DLMEP	Central	7925000
R.2.2 Procédures et plan d'exploitation disponibles pour les centres d'opérations d'urgence	D'ici Juillet 2021, le pays disposera de la politique générale, des plans stratégiques et opérationnels, toutes les procédures et outils du Centre des Opérations d'Urgences de Santé Publique	Elaboration des POS du Centre National des Opérations d'urgence	01 ateliers de validation de la traduction du document des procédures opérationnelles standard de la gestion sanitaire des opérations d'urgence d'ici avril 2020 (03 jours, 30 personnes non résidentes)	1 atelier de 3 jours, 30 participants non résidents dont 1 facilitateur, transport de 30 personnes	DLMEP	Central	8306000

DOMAINE TECHNIQUE	Moyens médicaux et déploiement du personnel						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	Coût estimatif total/5 ans
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et diffuser le plan national de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en intégrant l'envoi et la reception des moyens médicaux à l'etranger	Tenue d'un atelier délocalisé de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes pour la révision du Plan National de la chaine d'approvisionnement d'urgence en mars 2019	1 ateliers de 5 jours, 30 participants non résidents dont 2 facilitateurs; transport de 30 participants, 40 documents de travail de 40 pages	DLMEP	Central	11590000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et diffuser le plan national de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en intégrant l'envoi et la reception des moyens médicaux à l'etranger	Validation et traduction du Plan National de la Chaîne d'Approvisionnement d'Urgence (01 atelier délocalisé de 3jours impliquant 10personnes non résidentes pour valider la traduction du plan) en mars 2019	01 atelier de 3 jours pour la validation de la traduction , 10 participants non résidents	DLMEP	Central	3090000

R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et diffuser le plan national de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en intégrant l'envoi et la reception des moyens médicaux à l'etranger	Tenue de la réunion d'adoption du Plan National de la Chaine d'Approvisionnement d'Urgence en mai 2019	01 réunion d'un jour; 50 participants résidents, hôtel de la ville de Yaoundé, reprographie de 100 exemplaires du plan élaboré de 50 pages	DLMEP	Central	2250000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et diffuser le plan national de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en intégrant l'envoi et la reception des moyens médicaux à l'etranger	Production de 250 exemplaires du Plan national de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en francais/anglais en mai 2019	Productionde 250 exemplaires en francais/anglais du Plan national de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en francais/anglais en mai 2019	DLMEP	Central	1250000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et diffuser le plan national de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en intégrant l'envoi et la reception des moyens médicaux à l'etranger	Tenue de 10 ateliers de 3 jours impliquant 3 personnes non résidentes + 17 résidentes/région pour la dissémination du Plan National de la chaîne d'Approvisonnement d'urgence en juin 2019	10 ateliers de 3 jours; 3 facilitateurs non résidents; 17 résidentes par région pour la dissémination du Plan National de la chaîne d'Approvisonnement d'urgence en juin 2019. Forfait billet d'avion ou transport des 3 facilitateurs	DLMEP	National	2533000

R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Elaborer, valider et diffuser les POS d'envoi et réception des moyens médicaux à l'etranger	Recrutement d'un consultant international pour une période de 20 jours pour la revue du cadre juridique de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en juin 2019	20 jours de travail pour le consultant national	DLMEP	Central	4220000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Elaborer, valider et diffuser les POS d'envoi et réception des moyens médicaux à l'interieur du pays et à l'etranger	Tenue d'un atelier délocalisé de 4 jours impliquant 30 personnes non résidentes pour la finalisation des POS de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en septembre 2019	1 atelier de 4 jours, 30 participants non résidents; 1 facilitateur; transport de 30 participants, 35 documents de travail de 100 pages	DLMEP	Central	10310000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Elaborer, valider et diffuser les POS d'envoi et réception des moyens médicaux à l'interieur du pays et à l'etranger	Tenue d'une réunion de 1 jour impliquant 60 personnes résidentes pour l'adoption des procédures de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en octobre 2019	01 réunion de 1 jour; 60 participants résidents, hôtel de la ville de Yaoundé, reprographie de 100 exemplaires du document	DLMEP	Central	2670000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Elaborer, valider et diffuser les POS d'envoi et réception des moyens médicaux à l'interieur du pays et à l'etranger	Tenue d'un atelier délocalisé de 3jours impliquant 10 personnes non résidentes pour valider, la traduction des POS de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en novembre 2019	01 atelier de 3 jours pour la validation de la traduction , 10 participants non résidents	DLMEP	Central	1050000

R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Elaborer, valider et diffuser les POS d'envoi et réception des moyens médicaux à l'interieur du pays et à l'etranger	Production de 500 exemplaires des POS d'envoi et de réception des moyens médicaux en francais/anglais en décembre 2019	Production de 500 exemplaires des POS d'envoi et de réception des moyens médicaux	DLMEP	Central	5000000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Elaborer, valider et diffuser les POS d'envoi et réception des moyens médicaux à l'interieur du pays et à l'etranger	Tenue de 10 ateliers de 3 jours impliquant 3 personnes non résidentes et 17 résidentes/région pour la diffusion des POS de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en janvier 2020	10 ateliers de 3 jours impliquant 3 participants non résidents et 17 résidentes par région pour la diffusion des POS de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence. Forfait billet d'avion et transport pour 3 facilitateurs	DLMEP	National	2533000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et simuler les outils de préparation et de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence	Tenue d'un atelier délocalisé de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes pour réviser les outils de préparation et de gestion de la Chaîne d'approvisionnement d'urgence en janvier 2019	1 ateliers de 5 jours, 30 participants non résidents dont 1 facilitateur; transport de 30 participants, 40 documents de travail de 200 pages	DLMEP	Central	11720000

R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et simuler les outils de préparation et de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence	Tenue d'1 atelier de 30 personnes non résidentes de 5jours pour la simulation des outils de préparation et de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en juin 2019 et décembre 2019	1 ateliers de 30 personnes, 3 facilitateurs, 4 jours, 40 documents de travail	DLMEP	Central	10710000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Réviser et simuler les outils de préparation et de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence	Tenue de 9 ateliers régionaux de 5 jours impliquant 5 personnes non résidentes et 25 personnes résidentes chacun pour la simulation des outils de préparation et de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence en juin 2019 et décembre 2019	9 Ateliers régionaux de 25 participants résidents, 2 facilitateurs non résidents , 5 jours, 30 documents de travail, transport résident 25 participants, forfait transport facilitateurs 400000	DLMEP	National	3255000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Mettre en place le système d'information de gestion de la chaine d'approvisionnement d'urgence	Recrutement d'un consultant pout 20 jours pour la conception du système d'information logistique de la Chaîne d'approvisionnement d'urgence en février 2020	Consultant international, 20 jours de travail	DLMEP	National	8984000

R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Mettre en place le système d'information de gestion de la chaine d'approvisionnement d'urgence	Tenue d'un atelier délocalisé de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes pour l'implémentation du Système d'Information de la chaine d'approvisionnement d'urgence en avril 2020	1 ateliers de 5 jours, 30 participants non résidents dont 1 facilitateur; transport de 30 participants, forfait connexion internet,	DLMEP	Central	11675000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Mettre en place les partenariats et accords officiels avec les acteurs de la chaine d'approvisionnement au niveau national et international pour l'envoi et réception des moyens médicaux	Réalisation de deux missions internationales impliquant 4 experts nationaux pour 6 jours en vue d'identifier les fournisseurs en commodités de réponse aux urgences et de discuter des accords à mettre en place avec ceux-ci en janvier 2020	2X4 billets d'avion zone europe; 8X8 perdiems internationaux	DLMEP	Central	8560000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Mettre en place les partenariats et accords officiels avec les acteurs de la chaine d'approvisionnement au niveau national et international pour l'envoi et réception des moyens médicaux	Tenue de 02 ateliers délocalisés de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes pour la concertation avec les fournisseurs nationaux, les Ports Autonomes de Douala et Kribi, les Aéroports Interntionaux de Yaoundé et Douala en vue de discuter des accords à mettre en place pour un approvisionnement rapide et en quantité suffisante en situation d'urgence en novembre 2019	2 ateliers de 4 jours, 30 participants non résidents dont 2 facilitateurs; transport de 30 participants	DLMEP	Central	10380000

R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Organiser un exercice de simulation sur table de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence	Tenue d'un atelier délocalisé de 3 jours impliquant 10 personnes non résidentes pour la préparation d'un exercice de simulation sur table en décembre 2019	1 atelier de 3 jours; 10 participants non résidents, transport 10 participants, 12 exemplaires du document de travail	DLMEP	Central	3040000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Organiser un exercice de simulation sur table de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence	Tenue d'un exercice de simulation de 2 jours impliquant 50 personnes résidentes et 10 personnes non résidentes en décembre 2019	1 atelier de 2 jours; 50 participants résidents, 10 participants non résidents, transport 4 personnes, 6 billets d'avion	DLMEP	National	5170000
R4.1 Il existe un système d'envoi et de réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique	A décembre 2020, assurer 100% des envoies et réception des moyens médicaux en s'appuyant sur un plan de la chaine d'approvisionnement optimal	Organiser un exercice de simulation sur table de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'urgence	Tenue d'une réunion d'évaluation de la simulation	1 réunion de 1 jour, 30 participants résidents	DLMEP	Central	840000
R4.2 Il existe un système d'envoi et de réception du personnel de santé lors d'une urgence de santé publique	D'ici à décembre 2021, assurer le déploiement ou la réception de l'expertise de personnel de santé dans 50% des flambées épidémique de l'Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest sur la base d'un cadre formalisé de partenariat	cartographier les acteurs de gestion des urgences	Participation de 5 experts nationaux à une mission international de finalisation des accords internationaux sur l'envoi et la réception des moyens médicaux et personnels médicaux en cas d'urgence septembre 2021	5 billets d'avion; 5 participants X 6 jours de perdiems internationaux	DLMEP	Central	9400000

R4.2 Il existe un système d'envoi et de réception du personnel de santé lors d'une urgence de santé publique	D'ici à décembre 2021, assurer le déploiement ou la réception de l'expertise de personnel de santé dans 50% des flambées épidémique de l'Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest sur la base d'un cadre formalisé de partenariat	cartographier les acteurs de gestion des urgences	Participation de 5 experts nationaux à la réunion internationale d'adoption des accords régionaux sur l'envoi et la réception des moyens médicaux et personnels de santé en situation de crise en novembre 2021	5 billets d'avion; 5 participants X 6 jours perdiems internationaux	DLMEP	Central	9400000

DOMAINE TECHNIQUE	Communication des risques						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Révision et mise en place officielle d'un cadre multisectoriel de concertation et d'harmonisation pour la communication en situation d'urgence en tenant compte du cadre existant.	Tenue des sessions trimestrielles de la Taskforce Communication pour la santé dès juin 2019	Réunion trimestrielle d'un jour de 30 personnes résidentes, transport participant	DPS	Central	690000

D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Révision et mise en place officielle d'un cadre multisectoriel de concertation et d'harmonisation pour la communication en situation d'urgence en tenant compte du cadre existant.	Atelier de revision du texte mettant en place la Task Force pour la communication en tenant compte la communication sur les risques en situation d'urgence de sante publique	Atelier délocalisé de 3jours, impliquant 40 personnes non résidentes dont 1 facilitateur, transport participant, repographie	DPS	Central	10711000
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Révision et mise en place officielle d'un cadre multisectoriel de concertation et d'harmonisation pour la communication en situation d'urgence en tenant compte du cadre existant.	Réunion d'adoption du texte mettant en place la Task Force pour la communication en tenant compte la communication sur les risques en situation d'urgence de sante publique	Réunion d'un jour impliquant 50 personnes résidentes, transport participants	DPS	Central	2000000

D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration d'un plan national de communication des risques	Réunions préparatoires sur la revue de l'existant en matière de communication sur les risques, du personnel et des volontaires compétents et/ou formés en décembre 2019	Réunion de 2 jours impliquant 20 personnes résidentes, transport participant, repograpghie de 30 documents existant en matière de communication sur les risques	DPS	Central	1220000
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration d'un plan national de communication des risques	Atelier d'élaboration du plan national de communication sur les risques en mars 2020	Atelier de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes dont 1 facilitateur, transport participant, repographie de 30 draft0 de plan national de communication sur les risques)	DPS	Central	11720000

D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration d'un plan national de communication des risques	Atelier de validation du plan national de communication sur les risques en mai 2020	Atelier de 3 jours impliquant 30 personnes résidente, 10 personnes non résidentes, transport de tous les participants), 6 billets d'avion et forfait transport pour les 4 autres régions à raison de 100000F	DPS	Central	6270000
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration d'un plan national de communication des risques	Atelier de validation de la traduction du plan en anglais en juillet 2020	Atelier délocalisé de 3 jours impliquant 20 personnes non résidentes, transport participants, impression de 20 drafts de plan en anglais)	DPS	Central	5730000
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de	Elaboration d'un plan national de communication des risques	Réunion d'adoption du plan national de communication sur les risques en septembre 2020	Atelier en régi d'1 jour impliquant 30 personnes résidentes, 20 personnes non résidentes, transport de 50 participants, 12 billets d'avions et forfait carburant pour les 4 autres région à raison de 200000F par région	DPS	Central	6800000

	simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle						
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration d'un plan national de communication des risques	Production du plan national de communication sur les risques en octobre 2020	Production de 150 exemplaires environ 100 pages du plan national de communication sur les risques	DPS	Central	1500000
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration d'un plan national de communication des risques	10 ateliers de Vulgarisation du plan national de communication en novembre 2021	1 atelier délocalisé/région de 3jours impliquant 30 personnes non résidentes dont 1 facilitateur par atelier, transport des participants (billets d'avion facilitateurs pour les régions AD, N,EN, forfait transport pour les 7 autres régions)	DPS	National	8521000

D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Mobilisation des ressources financières pour l'ntensification des activités de communication des risques	01 atelier délocalisé pour la revue de la stratégie de mobillisation des ressources financières permettant une intensification des activités de communication des risques	Atelier délocalisé de 3 jours impliquant 30 personnes non résidentes,transport 30 participants	DPS	Central	8220000
D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Mobilisation des ressources financières pour l'ntensification des activités de communication des risques	01 atelier délocalisé d'élaboration de la stratégie de mobillisation des ressources financières permettant une intensification des activités de communication des risques en mars 2020	Atelier de 5jours impliquant 25 personnes non résidentes, repographie de 25 exemplaires du plan de statégie de 100 pages environ	DPS	Central	10000000

D.5.1 Systèmes (plans, mécanismes, etc.) de communication des risques	D'ici décembre 2023, un système national de communication sur les risques est pleinement opérationnel, répondant aux critères et faisant intervenir du personnel et des volontaires compétents et/ou formés, et des ressources financières et dispositions permettant une intensification des activités, comme l'a démontré un exercice de simulation ou une situation d'urgence sanitaire réelle	Mobilisation des ressources financières pour l'ntensification des activités de communication des risques	Réunions de plaidoyer auprès des partenaires instutitionnels et les PTF pour l'octroi des dotations budgétaire pour la communication des risques dès juin 2019	3 réunions de 1jour chacune impliquant 25 personnes résidentes, transport des participants par réunion	DPS	Central	725000
D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration et dissémination des procédures opératoires standardisées pour la communication sur les risques	Atelier d'élaboration des procédures opératoires standardisées pour la communication sur les risques en Juillet 2019	Atelier de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes dont 2 facilitateur, transport de 30 personnes, impresssion 30 exmplaires de draft 0 des POS	DPS	Central	11720000
D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration et dissémination des procédures opératoires standardisées pour la communication sur les risques	Atelier de validation des POS en septembre 2019	Atelier de 3jours impliquant 30 personnes non résidentes, transport des participants, impression de 30 Draft 1 des POS	DPS	Central	8370000

D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration et dissémination des procédures opératoires standardisées pour la communication sur les risques	Atelier de validation de la traduction des POS en novembre 2019	Atelier délocalisé de 3jours impliquant 20 personnes non résidentes, transport des participants,impresssion 20 document de POS traduits	DPS	Central	8370000
D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration et dissémination des procédures opératoires standardisées pour la communication sur les risques	Réunion d'adoption des POS pour la communication sur les risques en février 2020	réunion en régi d'1jour impliquant 40 personnes résidentes, 10 personnes non résidentes, transport de tous les participants (6 billets d'avion et forfait transport pour 4 régions)	DPS	National	4450000
D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration et dissémination des procédures opératoires standardisées pour la communication sur les risques	Production des POS en avril 2020	Impression de 200 exemplaires de POS environ	DPS	Central	2000000

D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Elaboration et dissémination des procédures opératoires standardisées pour la communication sur les risques	10 ateliers de Vulgarisation des POS d'ici octobre 2021	1 atelier de 3jours impliquant 30 personnes non résidentes dont 2 facilitateurs, billet d'avion pour les facilitateurs dans régions EN, N, AD, transport des participants; forfait de 400000F par mission pour le transport des facilitateurs	DPS	National	8422000
D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Coordination de la communication sur les risques avec tous les partenaires	Missions de supervision formatives des opérations de communication sur les risques dès Mars 2020	01 mission annuel au niveau régional impliquant 02superviseurs et 1 chauffeur le cas échéant pendant 5 jours (forfait transport des facilitateurs); Frais additionnels pour billets d'avion	DPS	National	10000000
D.5.2 Communication interne et avec les partenaires et coordination	D'ici décembre 2023, il existe une coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires répondant aux critères de tous les niveaux et testée à l'occasion d'un exercice de simulation ou d'une situation d'urgence sanitaire réelle	Coordination de la communication sur les risques avec tous les partenaires	01 forum tous les deux ans sur la retour d'expérience de la communication sur les risques dès décembre 2020	Forum de 2 jours, impliqaunt 150 personnes dont 100 résidentes et 50 non résidentes, transport des participants (forfait transport non résident incluant billets d'avion, transport avec chauffeur)	DPS	Central	28900000

D.5.3 Communication publique	D'ici décembre 2023, le gouvernement, les partenaires et divers médias participent à une collaboration solide et toujours plus réactive afin de fournir des conseils sanitaires, y compris en répondant aux préoccupations des gens, en dissipant les rumeurs, et en balayant les fausses informations	Renforcement des capacités des acteurs de la communication en situation d'urgence	Atelier de renforcement des capacités des acteurs de la communication en situation d'urgence en décembre 2020 (3 jours, 40 personnes non résidentes)	Atelier de 3 jours impliquant 40 personnes non résidentes dont 4 facilitateurs, transport des participants	DPS	Central	10802000
D.5.3 Communication publique	D'ici décembre 2023, le gouvernement, les partenaires et divers médias participent à une collaboration solide et toujours plus réactive afin de fournir des conseils sanitaires, y compris en répondant aux préoccupations des gens, en dissipant les rumeurs, et en balayant les fausses informations	Renforcement de la communication et de l'information à l'attention du public	Révision/actualisation semestrielle des outils de communication selon les problèmes de santé dès novembre 2019	Atelier semestriel délocalisé de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes, transports des participants	DPS	Central	23700000
D.5.3 Communication publique	D'ici décembre 2023, le gouvernement, les partenaires et divers médias participent à une collaboration solide et toujours plus réactive afin de fournir des conseils sanitaires, y compris en répondant aux préoccupations des gens, en dissipant les rumeurs, et en balayant les fausses informations	Renforcement de la communication et de l'information à l'attention du public	D'ici décembre 2021, Diffusion quotidienne de l'information dans les différents canaux de communications entre autres: TV, radios communautaires, presses écrites, SMS etc	Contrats annuel de diffusion des messages de sensibilisation dans 200 radios communautaires, 5 chaines de TV, 50 radios, 3 opérateurs téléphoniques	DPS	National	210000000

D.5.4 Engagement de communication avec les communautés concernées	D'ici décembre 2023, des séances d'information régulières sont organisées, ainsi que des formations, et des équipes faisant intervenir des volontaires assurent la mobilisation sociale et la participation de la communauté. Des mécanismes pour mobiliser des capacités en vue d'intensifier l'action existent et sont opérationnels	Formation des ressources humaines en communauté susceptibles d'être déployées lors de la communication en situations d'urgence	Atelier de formation des leaders communautaires susceptibles d'être déployées lors de la communication en situations d'urgence en février 2020	3 pools d'atelier de formation de 3 jours impliquant 35 leaders communautaires non résidents dont 2 facilitateurs + 10leaders résidents, transport des participants (forfait transport facilitateurs)	DPS	National	21210000
D.5.4 Engagement de communication avec les communautés concernées	D'ici décembre 2023, des séances d'information régulières sont organisées, ainsi que des formations, et des équipes faisant intervenir des volontaires assurent la mobilisation sociale et la participation de la communauté. Des mécanismes pour mobiliser des capacités en vue d'intensifier l'action existent et sont opérationnels	Mise en place d'un mécanisme de retour d'informations venant des communautés après diffusion des messages	Ateliers de définition des mécanismes de retro-informations venant des communautés après diffusion des messages d'ici juillet 2020	3 pools d'atelier de définition des mécanismes de retro-informations de 3 jours impliqaunt 30 personnes non résidentes/pool (forfait transport des facilitateurs)	DPS	National	8422000
D.5.5 Écoûte dynamique et gestion des rumeurs	D'ici décembre 2023, il existe un système robuste d'écoûte et de gestion des rumeurs permanent, intégré au processus de prise de décisions et aux actions de communication publique, de communication auprès des communautés touchées et de communication interne et avec les partenaires	Appui au mécanisme de collecte et de gestion des rumeurs	Révision/actualisation des outils de collecte et de gestion des rumeurs en décembre 2021	1 atelier délocalisé de 5 jours impliquant 30 personnes non résidentes dont 2 facilitateurs, transport des participants	DPS	Central	9870000

D.5.5 Écoûte dynamique et gestion des rumeurs	D'ici décembre 2023, il existe un système robuste d'écoûte et de gestion des rumeurs permanent, intégré au processus de prise de décisions et aux actions de communication publique, de communication auprès des communautés touchées et de communication interne et avec les partenaires	Appui au mécanisme de collecte et de gestion des rumeurs	Atelier d'imprégnation de tous les acteurs de la communication sur la gestion des rumeurs d'ici juillet 2021	3 pools d'atelier d'imprégnation de 3 jours impliquant de 40 personnes dont 2 facilitateurs non résidentes/pool, transport participants (forfait transport facilitateur)	DPS	National	11012000

DOMAINE TECHNIQUE	Points d'entrée (PE)						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Un texte réglémentaire de l'organisation et fonctionement des PoEs, signé par PM	1- Organisation de 01 atelier multisectoriel délocalisé de 15 personnes non résidentes en 3 jours pour l'élaboration du projet de texte portant organisation et fonctionement des PoEs en Juin 2019.	01 atelier, 15 participants, non résidents ,1facilitateur, 02 jours	ONSP/MINSANTE	National	3325000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Un texte réglémentaire de l' organisation et fonctionement des PoEs, signé par PM	2- Organisation de 01 atelier multisectoriel délocalisé de 30 personnes non résidentes en 5 jours pour la validation et traduction du projet de texte portant organisation et fonctionement des PoEs en Septembre 2019.	01 atelier, 20 participants, non résidents, 1 facilitateurs 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	5655000

a supprimé: résidents ,

PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Designer par un texte réglémentaire, signé du PM, 05 Points d'Entrée au regard du RSI	1- Organisation de 01 atelier multisectoriel délocalisé de 30 personnes non résidentes en 05 jours pour la validation du projet de texte portant designation de 05 Points d'Entrée au regard des exigences du RSI en Juin 2019.	01 atelier, 20 participants non résidents , 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	5615000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer des POS de coordination et de communication entre les différentes administrations impliquées dans la mise en oeuvre du RSI aux PoE	1- Organisation de 01 atelier multisectoriel délocalisé de 15 personnes non résidentes en 05 jours pour l'élaboration des POS de coordination et de communication entre les différentes administrations impliquées dans la mise en oeuvre du RSI aux PoE	01 atelier, 15 participants non résidents , 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	4510000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer des POS de coordination et de communication entre les différentes administrations impliquées dans la mise en oeuvre du RSI aux PoE	2. Organisation de 01 atelier intersectoriel de 50 personnes non résidentes pour la validation et traductions des POS de coordination et de communication entre les différentes administrations impliquées dans la mise en oeuvre du RSI aux PoE	01 atelier, 50 participants non résidents , 3 jours	ONSP/MINSANTE	National	13475000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer des POS de coordination et de communication entre les différentes administrations impliquées dans la mise en oeuvre du RSI aux PoE	3. Production de 300 exemplaires des POS de coordination et de communication entre les différentes administrations impliquées dans la mise en oeuvre du RSI aux PoE en français et en anglais	300 exemplaires des POS	ONSP/MINSANTE	National	3000000

PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Doter les points d'entrées designés d' infrastructures et d' équipements adéquats	1. Dotation en matériel: 05 ambulances médicalisées en novembre 2020.	05 ambulances médicalisées	DOSTS	National	250000000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Doter les points d'entrées designés d' infrastructures et d' équipements adéquats	2. Construction/ réaménagement des infrastructures et leur attribution aux administrations de mise en œuvre du RSI aux PoE.	01 PoE Construction , 04 PoE réaménagement des infrastructures	DEP	National	170000000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer, valider et disséminer le Plan Stratégique de la Surveillance Transfrontalière	1- Organisation de 01 atelier délocalisé de 20 personnes pendant 05 jours pour l'élaboration du Plan Stratégique de la Surveillance Transfrontalière en mai 2019	01 atelier, 20 participants, non résidents, 1 facilitateur, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	4370000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer, valider et disséminer le Plan Stratégique de la Surveillance Transfrontalière	2- Organisation de 01 atelier délocalisé de 30 personnes pendant 05 jours pour la validation et traduction du Plan Stratégique de la Surveillance Transfrontalière en mai 2019	01 atelier,30 personnes non résidentes ,1 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	7085000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer, valider et disséminer le Plan Stratégique de la Surveillance Transfrontalière	3. Production de 500 exemplaires du Plan Stratégique de la Surveillace Transfrontalière en Septembre 2019	500 exemplaires du Plan Stratégique	ONSP/MINSANTE	National	5000000

PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer, valider et disséminer le Plan Stratégique de la Surveillance Transfrontalière	4- Organisation de 06 ateliers de 02 jours sur site (05 aux PoE et 01 au niveau central) de 35 participants non résidents pour la dissémination du Plan Stratégique de la Surveillace Transfrontalière entre Septembre 2019 et Décembre 2019.	06 ateliers , 02 jours sur site, 30 participants résidents, 5 non résidents	ONSP/MINSANTE	National	13295000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Evaluer le système de surveillance aux Points d'Entrées	1. Organisation de 5 missions de 7 jours chacune, pour 5 équipes de 4 personnes en vue de l'évaluation du système de surveillance dans les 5 PoE désignés en Janvier 2019.	5 missions , 7 jours chacune, 20 personnes(4 personnes par équipe)	ONSP/MINSANTE	National	7840000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Evaluer le système de surveillance aux Points d'Entrées	2. Organisation d'un atelier délocalisé de 35 personnes en 3 jours en vue de la révision de l'outil de collecte des données dans les PoE désignés en Mars 2019	01 atelier délocalisé , 30 participants + 1 facilitateurs, non résidentes, 3 jours	ONSP/MINSANTE	National	8350000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Evaluer le système de surveillance aux Points d'Entrées	3. Tenue d'un atelier de 03 jours, 30 participants pour la formation des acteurs de terrain sur la collecte et la rementée des données des points d'entrées en Avril 2019	01 atelier délocalisé, 03 jours, 30 participants + 5 facilitateurs	ONSP/MINSANTE	National	8395000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer et disséminer les procédures d'hygiene et d'assainissement aux Points d'Entrees	1- organisation de 01 atelier de 5 jours pour 20 participants l'élaboration des procédures d'hygiène et d'assainissement aux PoE en octobre 2020	01 atelier, 15 participants ,non résidents, 1facilitateurs, 5 jours	ONSP/MINSANTE	National	4495000

PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer et disséminer les procédures d'hygiene et d'assainissement aux Points d'Entrees	2. Organisation de 01 atelier délocalisé de 30 personnes non résidentes pendant 05 jours pour la validation et la traduction des procédures d'hygiene et d'assainissement aux Points d'Entrée en Novembre 2020	01 atelier, 30 personnes, non résidentes, 1 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	8395000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer et disséminer les procédures d'hygiene et d'assainissement aux Points d'Entrees	3. Production de 50 exemplaires des procédures d'hygiene et d'assainissement aux PoE en Novembre 2020	Production de 50 exemplaires, 100 pages	ONSP/MINSANTE	National	500000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont désignées et rendus entierement opérationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer et disséminer les procédures d'hygiene et d'assainissement aux Points d'Entrees	4. Organisation d'un atelier de 30 participants pour la dissémination des procédures d'hygiène et d'assainissement dans les 5 PoE désignés janvier 2021.	01 atelier, 30 participants + 5 facilitateurs, 2 jours.	ONSP/MINSANTE	National	5585000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer et disséminer les procédures d'inspection des moyens de transport aux PoE	3. Production de 50 examplaires des procédures d'inspection des navires aux PoE maritimes désignés en Avril 2021	Production de 50 examplaires, 100 pages	ONSP/MINSANTE	National	500000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Elaborer et disséminer les procédures d'inspection des moyens de transport aux PoE	4.Organisation d'un atelier de renforcement des capacités sur les inspections des moyens de transports aux PoE maritimes et aeriens désignés Juin 2021.	01 atelier , 30 participants, 5 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	8395000

PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Renforcer des capacités du personnels dans les PoEs	1. Organisation de 03 ateliers délocalisés de formation de 35 personnes dans les 5 PoE désignés, Kousseri, Garoua-Boulai, Ekok et au Port de Limbe, 3 jours sur l'utilastion du DHIS2 en Juin 2019	03 ateliers délocalisés ,30 participants + 5 facilitateurs ,3 jours	CIS	National	10620000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Renforcer des capacités du personnels dans les PoEs	2. Organisation de 3 ateliers délocalisés de formation de 30 personnes 5 jours avec 2 missions de supervision formative en épidémiologie de terrain de base en 2021-2022	3 ateliers délocalisés, 25 personnes, 5 facilitateurs, non résidents, 5 jours	DLMEP	National	28825000
PE.1 Les capacités de base sont établies aux Points d'Entrée	Cinq (05) Points d'Entrée sont designés et rendus entierement operationnels d'ici Décembre 2023.	Renforcer des capacités du personnels dans les PoEs	4. Organisation de 09 missions de supervision formative de 7 jours chacune (1 fois par an), pour 5 équipes de 4 personnes dans les 5 PoE désignés à partir de Janvier 2019	18 missions de supervision dans 9 PoE(2 fois par an), 5 équipes de 4 personnes, 7 jours chacune	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	282240000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	1. Organisation de 01 ateliers délocalisés de 22 personnes pendant 03 jours pour l'évaluation des risques et vulnérabilités dans les Aéroports Internationaux de Yaoundé-Nsimalen et de Douala en Septembre 2019.	01 ateliers délocalisés, 20 participants + 1 facilitateurs ,03 jours	ONSP/MINSANTE	National	5805000

a supprimé: 01 ateliers délocalisés de 22 personnes pendant 03 jours pour l'évaluation des risques et vulnérabilités

PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	2. Organisation de 01 atelier délocalisé de 22 personnes non résidentes en 5 jours pour l'élaboration des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les Aéroports Internationaux de Yaoundé-Nsimalen et de Douala en Janvier 2020.	01 ateliers délocalisés, 20 participants+ 02 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	5655000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	3. Organisation de 01 atelier délocalisé de 40 personnes pendant 03 jours pour la validation et traduction des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les Aéroports Internationaux de Yaoundé-Nsimalen et de Douala en Mars 2020.	01 ateliers délocalisés, 40 participants non résidents, 2 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	10985000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	5. Organisation de 01 atelier délocalisé de 32 personnes pendant 05 jours pour l'elaboration des POS pour la gestion des événements de santé publique dans les aéroports en Aout 2020	01 ateliers délocalisés , 15 participants + 01 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	4180000

PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	6. Organisation de 01 ateliers délocalisés de 40 personnes pendant 05 jours pour la validation et traduction des POS pour la gestion des événements de santé publique dans les aéroports en Octobre 2020	01 ateliers délocalisés , 40 participants non résidents, 1 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	10985000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	7. Production de 750 examplaires des POS et 100 examplaires du plan de gestion des événements de santé publique dans les aéroports	Production de 750 examplaires des POS,100 examplaires du plan de gestion des événements de santé publique 60 pages,	ONSP/MINSANTE	National	8500000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	8. Ateliers sur site de 100 personnes pendant 2 jours pour la dissémination des POS et des plans de gestion des événements de santé publique dans les aéroports	01 ateliers sur site, tous les 2 ans par aéroport , 100 participants résidents, 05 participants non résidents, 2 jours	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	12890000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	1. Organisation de 01 atelier délocalisé de 22 personnes pendant 03 jours pour l'évaluation des risques et vulnérabilité du Port autonome de Douala et port en eau profonde de Kribi d'ici 2021.	01 ateliers , 20 participants, 1 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	5765000

PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	2. Organisation de 01 atelier délocalisé de 22 personnes non résidentes en 5 jours pour l'élaboration des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique du Port autonome de Douala et port en eau profonde de Kribi d'ici 2021.	01 ateliers, 20 participants, 01 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	4210000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	3. Organisation de 01 atelier délocalisé de 40 personnes pendant 05 jours pour la validation et traduction des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique du Port autonome de Douala et port en eau profonde de Kribi d'ici 2021. .	01 ateliers, 40 participants non résidents, 1 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	10985000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	4. Organisation de 01 atelier délocalisé de 22 personnes pendant 05 jours pour l'elaboration des POS pour la gestion des événements de santé publique du Port autonome de Douala et port en eau profonde de Kribi d'ici 2021.	01 ateliers, 20 participants, 01 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	4510000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	5. Organisation de 01 atelier délocalisé de 40 personnes pendant 05 jours pour la validation et traduction des POS pour la gestion des événements de santé publique du Port autonome de Douala et port en eau profonde de Kribi d'ici 2021.	01 ateliers, 40 participants non résidents,1 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	10985000

PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	6. Production de 750 exemplaires des POS et 100 examplaires du plan de gestion des événements de santé publique du Port autonome de Douala et port en eau profonde de Kribi d'ici 2021.	750 examplaires POS, 100 examplaires du plan de gestion des événements de santé publique, 60 pages chacun	ONSP/MINSANTE	National	8500000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	7. Ateliers sur site de 105 personnes pendant 02 jours pour la dissémination des POS et des plan de gestion des événements de santé publique du Port autonome de Douala et port en eau profonde de Kribi d'ici 2021.	01 atelier sur site, tous les 2 ans par aéroport, 100 participants résidents, 2 facilitateurs, 2jours	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	6155000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	1. Organisation d'un atelier délocalisé de 22 personnes pendant 03 jours pour l'analyse des risques et vulnérabilité au PoE terrestre de Kye Ossi d'ici 2021	01 atelier, 20 participants, 01 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	5640000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	2. Organisation de 01 atelier délocalisé de 22 personnes non résidentes en 5 jours pour l'élaboration des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique au PoE terrestre de Kye Ossi d'ici 2021	01 atelier, 15 participants, 1 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	4210000

PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	3. Organisation de 01 atelier délocalisé de 40 personnes pendant 05 jours pour la validation et traduction des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique au PoE terrestre de Kye Ossi d'ici 2021 .	01 atelier, 30 participants, non résidents, 1 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	8395000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	4. Organisation de 01 atelier délocalisé de 17 personnes pendant 05 jours pour l'elaboration des POS pour la gestion des événements de santé publique au PoE terrestre de Kye Ossi d'ici 2021	01 atelier, 15 participants, 01 facilitateurs, non résidents, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	4210000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	5. Organisation de 01 atelier délocalisé de 40 personnes pendant 05 jours pour la validation et traduction des POS pour la gestion des événements de santé publique au PoE terrestre de Kye Ossi d'ici 2021	01 atelier, 40 participants, non résidents, 1 facilitateurs, 03 jours	ONSP/MINSANTE	National	10985000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	6. Production de 50 exemplaires des POS et 50 exemplaires du plan de gestion des événements de santé publique au PoE terrestre de Kye Ossi d'ici 2021	50 exemplaires des POS, 50 exemplaires du plan de gestion des événements de SP, 60 pages	ONSP/MINSANTE	National	500000

PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Elaborer et valider des plans de préparation et de réponse aux événements de santé publique dans les points d'entrées désignés	7. Atelier sur site de 50 personnes pendant 02 jours pour la dissémination des POS et des plans de gestion des événements de santé publique au PoE terrestre de Kye Ossi d'ici 2021	01 atelier sur site, tous les 2 ans, 45 participants résidents, 3 facilitateurs, 02 jours	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	3095000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Renfocer les capacités des différents acteurs à la gestion des événements de santé publiques aux Points d'Entrée	2. Organisation de 05 exercices de simulation sur table dans les PoE désignés en vue de tester la capacité de gestion des événements et urgences de santé publique de 03 jours par an sur site de 50 résidents p (01 exercice de simulation par Point d'Entrée désigné) 2022.	05 exercices de simulation sur table, 03 jours par an sur site, 40 participants résidents, 10 non résidents	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	24215000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Renfocer les capacités des différents acteurs à la gestion des événements de santé publiques aux Points d'Entrée	3. Organisation de 01 exercice de simulation (Fonctionel et grandeur nature) dans les PoE désignés en vue de tester la capacité de gestion des événements et urgences de santé publique de 05 jours sur site de 50 résidents et 20 personnes non résidentes en février 2022 et juin 2023.	01 exercices de simulation grandeur nature, par site; 05 jours sur site, 50 participants résidents et 20 non résidents	ONSP/MINSANTE	National	14295000

PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Renfocer les capacités des différents acteurs à la gestion des événements de santé publiques aux Points d'Entrée	4. Organisation de 05 ateliers (01 atelier par PoE) de 03 jours de 35 personnes pour la révision et l'actualisation des plans et POS testés entre 2022 et 2023	05 ateliers sur site, 03 jours, 30 participants résidents, 05 non résidents	ONSP/MINSANTE	SNU1 (province/region/etat)	8655000
PE.2 Action de Santé Publique efficace aux Points d'Entrée	Les plans de préparation et de réponse aux événements de Santé Publique aux Points d'Entrée désignés sont élaborés, validés et testés en Décembre 2023.	Rendre disponible les ressources matérielles pour la gestion des événements de santé publique	1. Acquisition des ressources matérielles et logistiques nécessaires pour la gestion des événements de santé publique pour chaque type de PoE désigné entre 2021-2023	05 kits universels de gestion des incidents aux PoE (1 KIts pour 100 personnes), forfait	ONSP/MINSANTE	National	10000000

DOMAINE TECHNIQUE	Incidents chimiques						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique .	Faire un inventaire des principaux sites de risques chimiques (industries, raffineries, entrepôts etc,) et une cartographie des risques associés.	1. Organisation de 01 Atelier multisectoriel délocalisé de 12 personnes pendant 02 jours pour la validation des TDR d'inventaire en Mars 2019	01 atelier, 12 participants et 01 facilitateur non résidents, 02 jours	MINMIDT/DI/SDRI	National	2892000

CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Faire un inventaire des principaux sites de risques chimiques (industries, raffineries, entrepôts) et une cartographie des risques associés.	2. Recrutement de 01 expert national pour une durée de 90 jours pour réaliser l'inventaire et la cartographie des principales sources des risques chimiques en Septembre 2019 ;	01 consultant national, 90 jours	MINMIDT/DI/SDRI	National	18220000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Faire un inventaire des principaux sites de risques chimiques (industries, raffineries, entrepôts) et une cartographie des risques associés.	3. Organisation de 01 Atelier délocalisé de 30 personnes pendant 05 jours pour la restitution et validation de l'inventaire réalisé par l'expert en Janvier 2020 ;	01 atelier, 30 participants, non résidents, 05 jours	MINMIDT/DI/SDRI	National	11590000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Elaborer et mettre en œuvre des lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des évènements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements	1-Organisation de 01 atelier délocalisé de 10 personnes pendant 03 jours pour l'élaboration de 01 guide de Lignes Directrices, en Mars 2019	01 atelier, 10 participants dont 09 participants non résidents et 01 facilitateur non résidents, 03 jours	MINEPDED	National	2956000

CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique .	Elaborer et mettre en œuvre des lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des évènements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements	2-Organision de 01 atelier délocalisé de 20 personnes pendant 03 jours pour la validation du guide de lignes directrices, en Juin 2019;	01 atelier, 20 participants dont 19 participants et 01 facilitateur non résidents, 03 jours	MINEPDED	National	5546000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique .	Elaborer et mettre en œuvre des lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des évènements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements	3.Production de 500 exemplaires du guide de lignes directrices, en Juillet 2019;	impression de 500 exemplaires du guide de lignes directrices	MINEPDED	National	17500000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique .	Elaborer et mettre en œuvre des lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des évènements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements	4. Organisation de 01 atelier délocalisé de 30 personnes pendant 03 jours pour la dissémination du guide de lignes Directrices, en Septembre 2019;	01 atelier, 29 participants, 01 facilitateur, non résidents, 03 jours	MINEPDED	National	8395000

CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique .	Elaborer un plan de gestion des évènements d'origine chimique.	1. Organisation de 01 Atelier multisectoriel délocalisé de 10 personnes pendant 02 jours pour l'élaboration des TDR de rédaction du plan de prévention et réponse, en Juin 2019;	01 atelier, 10 participants, 01 facilitateur, non résidents, 02 jours	MINAT/DPC	National	2495000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique .	Elaborer un plan de gestion des évènements d'origine chimique.	2.Recrutement de 01 expert national pour une durée de 30 jours pour l'élaboration du plan prévention et réponse, en Décembre 2019 ;	01 consultant national, 30 jours	MINAT/DPC	National	6220000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Elaborer un plan de gestion des évènements d'origine chimique.	3. Organisation de 01 Atelier délocalisé de 30 personnes pendant 05 jours pour la restitution et validation du Plan de Gestion des Evènements d'Origine Chimique du plan élaboré par prévention et réponsel'expert, en Février 2020 ;	01 atelier, 30 participants non résidents, dont 29 participant non résidants et 01 facilitateur, 05 jours	MINAT/DPC	National	11510000

CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Elaborer un plan de gestion des évènements d'origine chimique.	6. Production de 500 exemplaires du plan de gestion des évènements d'origine chimique dans les deux langues (250 en français, 250 en anglais), en Août 2020	impression de 500 exemplaires du guide de lignes directrices	MINAT/DPC	National	17500000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Elaborer un plan de gestion des évènements d'origine chimique.	7. Organisation de 01 réunion de 60 personnes pendant 01 jour pour la dissémination du plan de prévention et de réponse des évènements d'origine chimique, en Décembre 2020	01 réunion, 60 participants, 01 facilitateur, non résidents, 01 jour	MINAT/DPC	National	1625000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Mettre en place un réseau de surveillance des évènements d'origine chimique	1. Organisation de 01 Atelier multisectoriel délocalisé de 10 personnes pendant 02 jours pour validation du TDR portant création, organisation et fonctionnement du réseau de surveillance, en Décembre 2019 ;	01 atelier, 10 participants, 01 facilitateur, non résidents, 02 jours	MINADER/DRCQ	National	2495000

CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Mettre en place un réseau de surveillance des évènements d'origine chimique	2.Recrutement de 01 expert national pour une durée de 30 jours pour l'élaboration du texte réglémentaire portant création, organisation et fonctionnement du réseau de surveillance des évènements d'origine chimique, en Février 2020 ;	01 consultant, 30 jours	MINADER/DRCQ	National	6220000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Mettre en place un réseau de surveillance des évènements d'origine chimique	3. Organisation de 01 Atelier délocalisé de 30 personnes pendant 05 jours pour la restitution et validation du projet du texte portant création, organisation et fonctionnement du réseau de surveillance des évènements d'origine chimique, en Août 2020;	01 atelier, 30 participants, dont 29 participants et 01 facilitateur, non résidents, 05 jours	MINADER/DRCQ	National	11590000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Réhabiliter les laboratoires de contrôle de diagnostic, d'analyse et de qualité des produits chimiques avec les moyens humains et matériels nécessaires	1. Organisation de 01 atelier de 20 personnes pendant 03 jours pour faire l'état des lieux et dresser la liste de besoins des laboratoires sectoriels existents, en Juin 2019	01 atelier, 20 participants, 01 facilitateur, non résidents, 03 jours	MINADER/DRCQ	National	5805000

CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Réhabiliter les laboratoires de contrôle de diagnostic, d'analyse et de qualité des produits chimiques avec les moyens humains et matériels nécessaires	2. Réaménagement des locaux et équipements de 02 laboratoires existants avec les niveaux de confinement adéquat, en Semptebre 2021	infrastructures et équipement de 02 laboratoires, forfait	MINADER/DRCQ	National	100000000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Réhabiliter les laboratoires de contrôle de diagnostic, d'analyse et de qualité des produits chimiques avec les moyens humains et matériels nécessaires	3. Organisation de 01 atelier délocalisé de 15 personnes pendant 03 jours pour l'élaboration des protocoles standardisés d'analyses, en Juin 2020	01 atelier, 14 participants, 01 facilitateur, non résidents, 03 jours	MINADER/DRCQ	National	4236000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Réhabiliter les laboratoires de contrôle de diagnostic, d'analyse et de qualité des produits chimiques avec les moyens humains et matériels nécessaires	4. Organisations d'01 atelier délocalisé de 30 personnes pendant 5 jours pour la validation et la dissémination des protocoles d'analyses standardisés, en Décembre 2020.	01 atelier, 29 participants, 01 facilitateur, non résidents, 05 jours	MINADER/DRCQ	National	111590000

CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Mettre en place un centre anti-poison	1. Organisation de 01 atelier multisectriel délocalisé de 15 personnes pendant 03 jours pour la validation des TDR portant création, organisation et fonctionnement du centre anti-poison, en Juin 2019	01 atelier, 15 participants, dont 14 participants et 01 facilitateur, non résidents, 03 jours	MINEPDED	National	4251000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Mettre en place un centre anti-poison	2. Recrutement de 01 consultant pendant 30 jours pour l'élaboration du texte portant création, organisation et fonctionnement du centre anti-poison, en Décembre 2019	01 consultant national, 30 jours	MINEPDED	National	6220000
CE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux incidents ou situations d'urgence d'origine chimique sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun aura élaboré et disséminé les lignes directrices relatives à la surveillance et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications ou des empoisonnements et 01 plan de gestion des événements d'origine chimique.	Mettre en place un centre anti-poison	4. Organisation de 01 Atelier délocalisé de 30 personnes pendant 05 jours pour la validation du projet de texte portant création, organisation et fonctionnement du centre anti-poison, en Juin 2020	01 atelier, 30 participants, 01 facilitateur, non résidents, 05 jours	MINEPDED	National	8395000

CE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents chimiques est mis en place	En Novembre 2021, le Cameroun aura mis en place 02 plate-formes de coordination multisectorielle de réponse aux urgences d'origine chimique et de la sécurité chimique.	Elaborer un projet de loi sur les produits chimiques et le soumettre à la procédure de promulgation	1. Organisation de 01 Atelier délocalisé pour l'élaboration du draft de projet de loi sur les produits chimiques, en Août 2020;	01 atelier, 10 participants, dont 09 participants et 01 facilitateur, non résidents, 02 jours	MINEPDED	National	2289000
CE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents chimiques est mis en place	En Novembre 2021, le Cameroun aura mis en place 02 plate-formes de coordination multisectorielle de réponse aux urgences d'origine chimique et de la sécurité chimique.	Elaborer un projet de loi sur les produits chimiques et le soumettre à la procédure de promulgation	2. Organisation de 01 atelier de finalisation et de validation du projet de loi sur les produits chimiques, Octobre 2020;	01 atelier, 29 participants, 01 facilitateur, non résidents, 05 jours	MINEPDED	National	8136000
CE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents chimiques est mis en place	En Novembre 2021, le Cameroun aura mis en place 02 plate-formes de coordination multisectorielle de réponse aux urgences d'origine chimique et de la sécurité chimique.	Créer une plate-forme de coordination multisectorielle permettant la mise en œuvre de la reglémentation sur les déchets au sein des formations sanitaires, laboratoires, pharmacies (et autres vétérinaires), abatoirs, sites d'élevages, les agroindustries, les producteurs agricoles et les distributeurs des produits phytosanitaires	1-Organisation de 01 Atelier délocalisé 35 personnes pendant 05 jours pour le renforcement des capacités en matière de gestion des déchets avec toutes les parties prenantes (désignation et formation des points focaux au niveau des formations sanitaires, laboratoires, sites d'élévage et d'abattage, agroindustries et les producteurs agricoles et les distributeurs des produits phytosanitaires) en Mars 2019	01 atelier, 34 participants, 01 facilitateurs, non résidents, 05 jours	MINEPDED	National	13415000

CE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents chimiques est mis en place	En Novembre 2021, le Cameroun aura mis en place 02 plate-formes de coordination multisectorielle de réponse aux urgences d'origine chimique et de la sécurité chimique.	Créer une plate-forme de coordination multisectorielle permettant la mise en œuvre de la reglémentation sur les déchets au sein des formations sanitaires, laboratoires, pharmacies (et autres vétérinaires), abatoirs, sites d'élevages, les agroindustries, les producteurs agricoles et les distributeurs des produits phytosanitaires	2-Organisation de 01 atelier délocalisé de 10 personnes pendant 05 jours pour l'élaboration de 01 plan de mise en oeuvre et de suivi-évaluation de la règlementation sur la gestion des déchets avec toutes les parties concernées en Février 2019	01 atelier, 10 participants, dont 09 participants et 01 facilitateur, non résidents, 05 jours	MINEPDED	National	4290000
CE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents chimiques est mis en place	En Novembre 2021, le Cameroun aura mis en place 02 plate-formes de coordination multisectorielle de réponse aux urgences d'origine chimique et de la sécurité chimique.	Créer une plate-forme de coordination multisectorielle permettant la mise en œuvre de la reglémentation sur les déchets au sein des formations sanitaires, laboratoires, pharmacies (et autres vétérinaires), abatoirs, sites d'élevages, les agroindustries, les producteurs agricoles et les distributeurs des produits phytosanitaires	3-Organisation de 01 atelier délocalisé de 35 personnes pendant 05 jours pour la validation et la dissémination du plan de mise en oeuvre et de suivi-évaluation de la règlementation sur la gestion des déchets avec toutes les parties concernées en Avril 2019	01 atelier, 35 participants, 01 facilitateur, non résidents, 05 jours	MINEPDED	National	13780000

CE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents chimiques est mis en place	En Novembre 2021, le Cameroun aura mis en place 02 plate-formes de coordination multisectorielle de réponse aux urgences d'origine chimique et de la sécurité chimique.	Créer une plate-forme de coordination multisectorielle permettant la mise en œuvre de la reglémentation sur les déchets au sein des formations sanitaires, laboratoires, pharmacies (et autres vétérinaires), abatoirs, sites d'élevages, les agroindustries, les producteurs agricoles et les distributeurs des produits phytosanitaires	4. Organisation de 02 missions multisectoriel délocalisées de 15 personnes pendant 07 jours, pour le suivi-évaluation de la mise en œuvre des activités prévues dans le plan, l'une en Mai et l'autre en Octobre 2019	02 missions, 15 participants non résidents, 07 jours, 4 chauffeurs	MINEPDED	National	6440000
CE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents chimiques est mis en place	En Novembre 2021, le Cameroun aura mis en place 02 plate-formes de coordination multisectorielle de réponse aux urgences d'origine chimique et de la sécurité chimique.	Mettre sur pied un réseau de labratoires spécialisés dans l'analyse des échantillons lors d'un évènement d'origine chimique	2. Planification et organisation de 01 exercice de simulation pour tester la communication et la coordination entre les laboratoires impliquant 20 participants résidents et 30 non résidents en, Décembre 2020	01 exercice de simulation, 10 participants résidents et 10 non résidents, pendant 5 jours, et 01 facilitateur.	LNSP	National	3805000

DOMAINE TECHNIQUE	Situations d'urgence radiologique						
Indicateur EEC	Objectifs	Résumé des activités prévues au niveau national (actions stratégiques)	Activités détaillées (description des intrants pour le calcul des coûts)	Hypothèses détaillées sur les coûts, notammment les unités, les coûts par unitées, les quantités, la fréquence, et al)	Autorité(s) responsable(s) de la mise en œuvre, notamment le détenteur de la ligne budgétaire	Échelle de mise en œuvre de l'action (nationale ou sous-nationale)	coût estimatif total / 5 ans
RE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux situations d'urgence d'origine radiologique ou nucléaire sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun a finalisé, validé et disséminer un plan national multisectoriel d'urgence radiologique; réaménagé et équiper deux (02) laboratoires de radioanalyse des échantillons biologiques pour la contamination interne dans les deux hôpitaux de références désignés pour la prise en charge des victimes d'évènements radiologiques radiologique.	Finaliser et valider le Plan national d'urgence radiologique	1- Organisation d'un (01) atelier pour la validaiton du plan national d'urgence radologique en mars 2021;	01 atelier délocalisé de 30 personnes dont 28 participants, 02 facilitateurs, 05 jours	ANRP	National	11590000

RE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux situations d'urgence d'origine radiologique ou nucléaire sont établis et fonctionnels	En Novembre 2021, le Cameroun a finalisé, validé et disséminer un plan national multisectoriel d'urgence radiologique; réaménagé et équiper deux (02) laboratoires de radioanalyse des échantillons biologiques pour la contamination interne dans les deux hôpitaux de références désignés pour la prise en charge des victimes d'évènements radiologiques radiologique.	Finaliser et valider le Plan national d'urgence radiologique (lignes directrices)	1-Recrutement d'un consultant national pour traduire le Plan national d'urgence radiologique en langue anglaise en avril 2021;	01 consultant national pour 10 jours	ANRP	National	2220000
RE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux situations d'urgence d'origine radiologique ou nucléaire sont établis et fonctionnels	En Novembre 2022, le Cameroun a finalisé, validé et disséminer un plan national multisectoriel d'urgence radiologique; réaménagé et équiper deux (02) laboratoires de radioanalyse des échantillons biologiques pour la contamination interne dans les deux hôpitaux de références désignés pour la prise en charge des victimes d'évènements radiologiques radiologique.	Finaliser et valider le Plan national d'urgence radiologique	2- Production de 1000 exemplaires du plan national d'urgence radiologique	édition en couleur de 1000 exemplaires du document de 100 pages.	ANRP	National	10000000

RE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux situations d'urgence d'origine radiologique ou nucléaire sont établis et fonctionnels	En Novembre 2023, le Cameroun a finalisé, validé et disséminer un plan national multisectoriel d'urgence radiologique; réaménagé et équiper deux (02) laboratoires de radioanalyse des échantillons biologiques pour la contamination interne dans les deux hôpitaux de références désignés pour la prise en charge des victimes d'évènements radiologiques radiologique.	Finaliser et valider le Plan national d'urgence radiologique	3- Organisation de 03 ateliers pour éclairer les opérateurs de chaque type de pratique, et autres parties prenantes nationales, leurs rôles et responsabilités contenus dans le plan national d'urgence radiologique, avant mai 2023.	03 ateliers de 25 participants dont 06 résidents, 18 non résidents et 01 facilitateurs non résidents, pendant 03 jours, 01 billet d'avion pour le facilitateur	ANRP	National	5826000
RE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux situations d'urgence d'origine radiologique ou nucléaire sont établis et fonctionnels	En Novembre 2022, le Cameroun a finalisé, validé et disséminer un plan national multisectoriel d'urgence radiologique; réaménagé et équiper deux (02) laboratoires de radioanalyse des échantillons biologiques pour la contamination interne dans les deux hôpitaux de références désignés pour la prise en charge des victimes d'évènements radiologiques radiologique.	Renforcer les capacités de laboratoire pour les radioanalyse des echantillons biologique	1- Réaménagement de deux (02) locaux à usage de laboratoire de radionalyse des échantillons biologiques dont 01 à l'Hôpital général de Douala (HGD) et 01 à l'Hôpital général de Yaoundé (HGY), avant decembre 2021;	02 locaux à usage de laboratoire réamenagés dans chaque service de médecine nucléaire (HGY, HGD)	HGY, HGD	National	10000000

RE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux situations d'urgence d'origine radiologique ou nucléaire sont établis et fonctionnels	En juin 2022, le Cameroun a finalisé, validé et disséminer un plan national multisectoriel d'urgence radiologique; réaménagé et équiper deux (02) laboratoires de radioanalyse des échantillons biologiques pour la contamination interne dans les deux hôpitaux de références désignés pour la prise en charge des victimes d'évènements radiologiques radiologique.	Renforcer les capacités de laboratoire pour les radioanalyse des echantillons biologique	2-Acquisition des équipements appropriés pour équiper les 02 laboratoires, en juin 2022;	01 anthropogammamètre, 01 gamma-caméra, 05 radio-dosimètres, 05 débitmètres, 02 identifinders, 02 compteurs à balayage, 02 inspector-1000 avec sondes, 01 spectromètre alpha de laboratoire, 01 spectromètre gamma de laboratoire	HGY, HGD	National	335000000
RE.1 Des mécanismes de détection et de riposte aux situations d'urgence d'origine radiologique ou nucléaire sont établis et fonctionnels	En Novembre 2022, le Cameroun a finalisé, validé et disséminer un plan national multisectoriel d'urgence radiologique; réaménagé et équiper deux (02) laboratoires de radioanalyse des échantillons biologiques pour la contamination interne dans les deux hôpitaux de références désignés pour la prise en charge des victimes d'évènements radiologiques radiologique.	Renforcer les capacités de laboratoire pour les radioanalyse des echantillons biologique	3- Organisation de deux (02) ateliers localisés pour la formation du personnel tehnique de l'HGD d'une part et de l'HGY d'autre part à l'utilisation de nouveaux équipements acquis en 2022;	deux (02) ateliers localisés de 25 participants dont 22 résidents 01 facilitateur non résident, pendant 05 jours, 01 billet d'avion pour 01 facilitateur	ANRP	National	3820000
RE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents radiologiques est mis en place	En Octobre 2020, le Cameroun a établi un mécanisme fonctionnel de coordination et de communication entre les autorités nationales compétentes responsables de la sécurité radiologique et nucléaires et les secteurs concernés, et organisé une fois toutes les trois ans, un exercice	Renforcer les mecanismes de collaboration entre les parties prenantes et le système de surveillance de la santé humaine	1- Signature de deux (02) partenariats avec d'autres administrations compétentes (Douane, DGRE) en septembre 2020;	PM sans coût	ANRP	National	0

	de simulation grandeur nature d'urgence radiologique						
RE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents radiologiques est mis en place	En Octobre 2021, le Cameroun a établi un mécanisme fonctionnel de coordination et de communication entre les autorités nationales compétentes responsables de la sécurité radiologique et nucléaires et les secteurs concernés, et organisé une fois toutes les trois ans, un exercice de simulation grandeur nature d'urgence radiologique	Renforcer les mecanismes de collaboration entre les parties prenantes et le système de surveillance de la santé humaine	2- Organisation de deux (02) réunions délocalisées entre parties prenantes en vue de renforcer entre elles les mécanismes de collaboration pour prévenir, détecter et répondre efficacement en cas d'urgence radiologique, avant Mai 2021;	02 réunions délocalisées de 25 personnes dont 24 participants et 01 facilitateur, 03 jours, 01 billet d'avion pour les 01 facilitateurs	ANRP	National	7026000
RE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents radiologiques est mis en place	En Octobre 2021, le Cameroun a établi un mécanisme fonctionnel de coordination et de communication entre les autorités nationales compétentes responsables de la sécurité radiologique et nucléaires et les secteurs concernés, et organisé une fois toutes les trois ans, un exercice de simulation grandeur nature d'urgence radiologique	Organisation d'un exercice national d'urgence radiologique	1. Organisation d'un (01) atelier délocalisé pour l'élaboration et la validation du document de l'exercice d'urgence radiologique;	01 atelier délocalisé de 30 personnes dont 29 participants et 01 facilitateur, 05 jours	ANRP	National	11590000

RE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents radiologiques est mis en place	En Octobre 2021, le Cameroun a établi un mécanisme fonctionnel de coordination et de communication entre les autorités nationales compétentes responsables de la sécurité radiologique et nucléaires et les secteurs concernés, et organisé une fois toutes les trois ans, un exercice de simulation grandeur nature d'urgence radiologique	Organisation d'un exercice national d'urgence radiologique	1. Organisation d'un (01) atelier délocalisé pour effectuer l'exercice durgence radiologique en septembre 2021;	01 atelier délocalisé de 01 jour, avec 50 personnes dont 48 participants et 02 facilitateurs	ANRP	National	7684000
RE.2 Un environnement propice à la gestion des incidents radiologiques est mis en place	En octobre 2021, le Cameroun a établi un mécanisme fonctionnel de coordination et de communication entre les autorités nationales compétentes responsables de la sécurité radiologique et nucléaires et les secteurs concernés, et organisé une fois toutes les trois ans, un exercice de simulation grandeur nature d'urgence radiologique	Organisation d'un exercice national d'urgence radiologique	2. Organisation d'un (01) atelier délocalisé pour élaborer et valider le document de retour d'expérience à l'issu dudit exercice, octobre 2021;	01 atelier délocalisé de 25 personnes dont 24 participants et 01 facilitateur pendant, 03 jours	ANRP	National	6841000

Ajouter un titre à votre document

Annexe 6 : Liste des experts nationaux et OMS ayant participé à l'élaboration du plan

LISTE DES PARTICIPANTS AU PROCESSUS D'ELABORATION DU PANSS

Ministère de la Santé Publique

NO	**Nom et Prenom**	**Administration**
1	Dr GNIGNINANJOUENA Oumarou	ONSP
2	Dr ETOUNDI MBALLA Alain	DLMEP
3	Pr OKOMO	LNSP
4	Dr SEUKAP PENA Elise	DLMEP
5	Dr LINDA ESSO	DLMEP
6	Dr MANJO FON Matilda,	DOSTS
7	Dr KAMGA SIMO Cyrille	DOSTS
8	M. BANDOLO OBOUH-FEGUE Patrick,	SDB/DRFP
9	Mme FOSSOUO Viviane	ONSP
10	Mr MOUNJOUOWOU Arouna	ONSP
11	M. AWONO ATEBA Patrice Emmanuel	ONSP
12	Mme MUNJI Laura	ONSP
13	Mlle NGUEPI TIWODA Michelle Christie	DLMEP

14	Dr ETOGO ONDIGUI Bienvenu	LNSP
15	Dr NOUDJI Simon	DPS
16	M. TONGA CALVIN	GTC-PEV
17	M. PEDOUM MOFOLA Elisabeth	DPML
18	Dr TSEUKO Dorine	LNSP,
19	Mr ZOGO NKADA	DAJC
20	Dr MINYEM Fils Emmanuel,	PSF/Aéroport Nsimalen
21	Dr ABAH ABAH Aristide	DLMEP
22	Dr GOMBA Armelle	DLMEP
23	Dr BILOUNGA NDONGO Chancelline	DLMEP
24	Dr SONFACK Pamela	ONSP
25	M ONANA Thaddée	DLMEP
26	Mme DIBONGUE Elisabeth	DLMEP
27	Mme NTEBE AWONA Gilles	ONSP
28	Mme MEDZENGUE Agathe Valentine,	ONSP
29	Mr MBENA Blaise	ONSP
30	M. EKANI NDONGO Guy	CIS
31	M. OWONA Junior	ONSP
32	Mme Mache Kenmogne Dorette Taylor	ONSP
33	M. ONDOUA ONDOUA Célestin Didier	ONRH/DRH
34	M. KUM Eugène	ONSP

35	Mme Tiola Denise	ONSP
36	Mme Nkenkeu Josephine	ONSP

Administrations partenaires à la santé

NO	**Nom et Prenom**	**Administration**
1	M. DAMOU Lamtoing	MINEPDED
2	Dr FEUSSOM Jean Marc	MINEPIA
3	Dr BAMAMBITA Simon Pierre	MINEPIA
4	Dr WADE	LANAVET
5	M. NENKAM Robert	LANAVET
6	Dr MARIE LYDIE ROSE	ANRP/MINRESI
7	M. BELA MANGA Alain Théophile	MINEPDED
8	Mme DAKNOU L. Irène	MINADER
9	M. EBOG Sylvain Hector	MINFOF
10	M NTEP Rigobert	CIDE/MINEPDED
11	MVEING Séraphin	MINEPAT
12	M. NDENGA MIKENG Edmond	MINFOF
13	Pr NJOUOM Richard	CPC
14	Dr. SADEUH MBA	CPC
15	Mme YAP MARIATOU	D P C /MINATD
16	Mme EMASSI J. Armelle	MINREX

17	Mme CHOUYA GARONE	ANOR
18	Mme Daknou Lendjeu Irene Christiane	MINADER
19	Col Mama Ambroise Emmanuel	DSM/MINDEF
24	Dr Ekitti Régine	Chef Centre médical/Police

Partenaires techniques et financiers

NO	**Nom et Prenom**	**Administration**
1	Dr Roland KIMBI WANGO	OMS/AFRO
2	Dr DOUBA EPEE E	OMS
3	Dr DONTSOP Marlyse	OMS
4	Paul SCHUMACHER	OMS GENEVE
5	Dr MALANG COLY	OMS AFRO)S
6	Dr Mounkaila Billo	GHSA Advisor, USAID
7	Dr Abdou Salla	FAO
8	Dr OMER G. PASI	CDC
9	Dr TEJIOKEM Maturin	CPC
10	Dr MATHIEU ELS,	Country advisor CAFETP
11	Mr TAMOUFE UBALD,	METABIOTA CAMEROUN
12	Dr MATSEZOU Jacqueline,	ST/SSS
13	Dr WAZEH Stephen ATANGA	USAID
14	Dr LOUL Severin	NOHTA, P&R;

15	Dr LEBRETON Matthew	USAID Predict/Metabiota
16	Dr MOUICHE MOCTAR	USAID Predict/Metabiota